RAPPORT ANNUEL DE GESTION

2014-2015

SODEC Québec

Société
de développement
des entreprises
culturelles
Québec

Montréal, le 11 août 2015

Madame Hélène David
Ministre de la Culture et des Communications
et ministre responsable de la Protection
et de la Promotion de la langue française
Ministère de la Culture et des Communications
225, Grande Allée Est, Bloc A, 1er étage
Québec (Québec) G1R 5G5

Madame la Ministre,

J'ai le plaisir de vous transmettre le Rapport annuel de gestion de la Société de développement des entreprises culturelles (SODEC) pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 2015.

Ce rapport vous est remis pour dépôt à l'Assemblée nationale. Il a été produit conformément aux dispositions de la Loi de notre Société ainsi que la Loi sur l'administration publique.

Veuillez agréer, Madame la Ministre, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

La présidente et chef de la direction

Monique Simard

215, rue Saint-Jacques, bureau 800
Montréal (Québec) H2Y 1M6
Téléphone 514 841-2200
Sans frais 1 800 363-0401
Télécopieur 514 841 8606
www.sodec.gouv.qc.ca

Montréal
Québec

MESSAGE DE LA PRÉSIDENTE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Les créateurs jouent un rôle de premier plan dans notre société en complicité avec des hommes et des femmes qui prennent des risques, produisent leurs oeuvres et les font connaitre.

La Société de développement des entreprises culturelles (SODEC) réunit des atouts visant à faciliter la création de leurs entreprises, à appuyer celles qui se démarquent et à valoriser leurs succès. Elle constitue un centre d'expertise qui, pour remplir son mandat, s'adapte à l'évolution des pratiques des milieux professionnels qu'elle appuie.

La SODEC laisse derrière elle une année de réflexion et de construction. Le recentrage sur sa mission première, l'ajustement des aides et leur adaptation au numérique ou la mise en place de mesures issues du Groupe de travail sur les enjeux du cinéma ne sont que quelques exemples des travaux entrepris. La compréhension partagée des enjeux, la détermination des orientations connexes à l'offre de programmes interpellent le conseil d'administration qui aborde la dernière année de son plan stratégique triennal.

Conscient des nombreux et considérables défis auxquels doivent faire face les entreprises, le conseil a cherché à cerner les principaux enjeux liés à l'exploitation des œuvres, aux changements de propriété des entreprises, aux droits dans l'univers du numérique et des multiplateformes, à la diversité culturelle et à la mixité des genres. Dans la foulée, il a aussi examiné des mesures visant à adapter et à améliorer les pratiques de l'organisation afin d'optimiser son intervention et il a choisi d'assumer le leadership sur le plan du numérique et de l'exploitation des produits culturels.

À l'issue de cette réflexion, une grande partie de la feuille de route est tracée. La qualité du travail accompli constitue une solide base sur laquelle les réformes à mettre en œuvre pourront prendre appui. Les défis sont nombreux et plusieurs chantiers devront progresser pour assurer le meilleur avenir possible à toutes les formes de création. Je remercie tout spécialement les personnes, dont les membres des équipes de professionnels, de la direction, du conseil d'administration et de ses commissions, qui n'ont ménagé ni leur temps ni leurs efforts pour mener à bien cet exercice exigeant.

Ce dynamisme est le résultat de politiques publiques adaptées aux réalités des secteurs en consultation avec les milieux professionnels. Avec six commissions consultatives, la SODEC possède un atout indéniable, et les efforts déployés dans le but d'améliorer leur concertation avec le conseil portent leurs fruits.

Le conseil est fier du travail accompli sur le plan des opérations et du suivi serré du budget, qui s'est soldé par un surplus dans un contexte difficile et exigeant, pour les administrations publiques en particulier. Toutefois, les résultats financiers du dernier exercice sont grandement influencés par une perte de valeur de la participation de la SODEC de plus de 5 M$ dans un Fonds de capital de risque (FCCQ) dont la SODEC est partenaire, à titre de mandataire du gouvernement du Québec. Ce Fonds, créé en 2011 à l'instigation du gouvernement et du Fonds de solidarité, fournit un financement innovateur aux entreprises. Le conseil d'administration de la SODEC, tout en reconnaissant que l'investissement en capital de risque est porteur, demeure préoccupé par les effets de sa participation à ce fonds sur ses propres résultats financiers, comme le démontre le déficit que la SODEC affiche cette année. Aussi, une perte de 2,1 M$ est attribuable à des dépenses de programmes d'aide numérique engendrées dès l'annonce du Plan culturel numérique, et ce, pour permettre à sa clientèle de bénéficier au plus tôt de ses retombées positives.

Je constate que la composition du conseil d'administration de la SODEC donne toujours voix aux régions du Québec en plus de l'ensemble des secteurs d'activité et je suis heureuse qu'il puisse à nouveau compter sur les compétences de madame Suzanne Guèvremont et de monsieur Koen De Winter, qui ont de nouveau été nommés membres du conseil d'administration.

Je ne saurais passer sous silence l'engagement, la compétence et le dynamisme de madame Monique Simard et de toute son équipe, qui mettent quotidiennement leur talent et leur énergie au service de la SODEC et qui sont les artisans de sa réussite. Les entreprises culturelles peuvent compter sur une administration performante qui innove et dont les résultats contribuent à créer un cadre propice à la création.

Au moment d'écrire ces lignes, mon mandat à la présidence du conseil d'administration de la SODEC a pris fin. Je souhaite chaleureusement remercier chacun des membres de cet inspirant conseil; ils y œuvrent non seulement avec rigueur, expérience, efficacité et professionnalisme, mais aussi avec générosité.

La présidente du conseil d'administration

Doris Girard

MESSAGE DE LA PRÉSIDENTE ET CHEF DE LA DIRECTION

L'année 2014-2015 aura été une année riche en innovations, et la SODEC, comme on peut le mesurer dans le présent rapport, poursuit son rôle de vecteur économique de la culture québécoise.

Tout au long de l'année, la SODEC a collaboré avec madame Hélène David, ministre de la Culture et des Communications et ministre responsable de la Protection et de la Promotion de la langue française et son ministère, afin de faire avancer certains grands projets culturels, dont le Plan culturel numérique du Québec, lancé en septembre 2014. Ce plan servira au mieux nos entreprises et permettra à l'industrie de s'affirmer dans un marché transformé.

Certes, sa mise en place exige la révision des programmes de la SODEC, laquelle résulte d'une profonde réflexion en lien avec la mission de la SODEC, soit la promotion, le soutien et le développement des entreprises culturelles du Québec. Parce que j'ai un devoir de lucidité et de vision, j'accorde une importance particulière aux enjeux majeurs tels que l'accessibilité. Comment faire pour que la culture québécoise, créée par nos artistes et produite et diffusée par nos entreprises, puisse, dans un contexte en constante évolution, continuer à toucher son premier public, les Québécois, et plus encore, rayonner au plan international? Alors que les modèles d'affaires changent, que les chaînes de droits se complexifient et que les notions de territoires s'estompent, nous avons besoin d'élargir nos horizons. Le numérique nous offre cette possibilité, en plus de nous permettre de trouver un équilibre entre la création, la production et l'exploitation.

Concernant la situation financière, l'exercice 2014-2015 a fait l'objet de restrictions des finances publiques. Malgré ce contexte difficile, alors que nous prévoyions un excédent de 240 452 $ c'est plutôt un surplus des revenus sur les dépenses de 622 669 $ qui s'affiche au 31 mars 2015. Celui-ci s'explique principalement par l'augmentation des revenus autonomes et par la diminution des frais d'administration, et ce, grâce aux efforts soutenus de tous les employés.

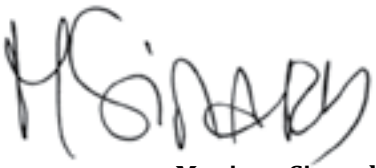
Toutefois, notons que la SODEC a engendré des dépenses de 2,1 M$ en programmes d'aide numérique dès l'annonce du Plan culturel numérique, et ce, pour permettre à sa clientèle de bénéficier au plus tôt de ses retombées positives. Avec la perte de 5,2 M$ liée à la participation de la SODEC au Fonds Capital Culture Québec, ces dépenses ont pour effet de générer un déficit de 6,3 M$ aux résultats de l'exercice. Certes, il s'agit de deux éléments liés à des évènements externes à la gestion opérationnelle de la SODEC, mais qui, à la lecture des états financiers, voilent une gouvernance rigoureuse et performante. C'est donc avec la ferme volonté de garder une SODEC en santé que sera développée au cours du prochain exercice une stratégie budgétaire visant la résorption de ce déficit cumulé (voir page 69).

Enfin, je tiens à souhaiter la bienvenue à monsieur Pierre Laporte, nouveau président du conseil d'administration. La vaste expérience de monsieur Laporte en gestion de dossiers complexes, en restructuration, en conseils financiers et en relance d'entreprises, saura être bénéfique pour la Société et le milieu culturel. Ainsi, je tiens à remercier sincèrement madame Doris Girard qui a assuré la présidence du conseil d'administration ces deux dernières années, mandat accompli avec dévouement et loyauté. Je transmets ces mêmes remerciements à madame Carole Baillargeon, qui a quitté le conseil d'administration à l'automne 2014.

Je ne pourrais terminer sans remercier les membres du conseil d'administration, des commissions et du Conseil national du cinéma et de la production télévisuelle pour leur collaboration et leur dévouement, ainsi que le personnel de la SODEC dont l'engagement contribue au succès des entreprises culturelles.

Notre culture nous définit comme peuple. Dans un monde où dorénavant c'est le consommateur qui décide ce qu'il veut voir, où, quand et de quelle façon, il demeure primordial de faire une place aux produits culturels de chez nous. À la SODEC, où économie et culture vont de pair, nous veillons au développement des entreprises d'ici, aux quatre coins du Québec et de par le monde.

La présidente et chef de la direction



Monique Simard

DÉCLARATION ATTESTANT LA FIABILITÉ DES DONNÉES ET DES CONTRÔLES AFFÉRENTS

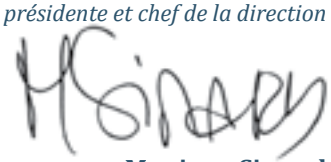
L'information contenue dans le présent rapport annuel de gestion relève de ma responsabilité. Celle-ci porte sur la fiabilité des données contenues dans le rapport et des contrôles afférents.

Les résultats et les données du rapport annuel de gestion 2014-2015 de la Société de développement des entreprises culturelles :

- décrivent fidèlement la mission, les mandats, les orientations stratégiques et les défis que la Société est appelée à relever;
- présentent les objectifs, les indicateurs et les résultats obtenus, eu égard au Plan stratégique qui en découle;
- font état des résultats consécutifs à l'application de la Déclaration de services aux citoyennes et aux citoyens;
- rendent compte de l'application des règlements, lois et politiques auxquels la Société est soumise;
- présentent des données exactes et fiables.

Je déclare que les données contenues dans le présent document, de même que les contrôles qui leur sont afférents, sont fiables et correspondent à la situation telle qu'elle se présentait au 31 mars 2015.

La présidente et chef de la direction



Monique Simard

TABLE DES MATIÈRES

1 PRÉSENTATION DE LA SODEC

p. 3 Mission, vision, clientèles, fonctions, approche de la SODEC

p. 5 35 ans de la banque d'affaires

p. 6 Historique de la SODEC

p. 9 Organigramme

p. 10 Conseil d'administration

p. 17 Conseil national du cinéma et de la production télévisuelle et Commissions

p. 25 Faits marquants 2014-2015

4 ÉTATS FINANCIERS

p. 75 États financiers

p. 105 Entreprises ou professionnels qui ont reçu du soutien financier

PORTRAITS

p. 7	Arts visuels	**Antoine Ertaskiran**
p. 8	Métiers d'art	**Lysanne Latulippe**
p. 15-16	Livre et édition spécialisée	**Emmanuelle Walter et LUX éditeur**
p. 23-24	Patrimoine immobilier	**Place Royale**
p. 31-32	Cinéma et productuction télévisuelle	**Anne-Marie Gélinas et Sophie Deraspe**
p. 43-44	Musique et variétés	**Alex Nevsky et Audiogram**

2 PRÉSENTATION DES RÉSULTATS

p. 35 Résultats relatifs au Plan d'action 2014-2015 du Plan stratégique 2013-2016

p. 45 Répartition des interventions financières

p. 58 Répartition régionale des interventions financières

p. 64 Déclaration de services aux citoyennes et aux citoyens

3 UTILISATION DES RESSOURCES

p. 67 Ressources humaines

p. 69 Ressources budgétaires et financières

p. 71 Mesures de réduction des dépenses

p. 71 Dépenses et investissements en matière de ressources informationnelles

5 RÉSULTATS RELATIFS À L'APPLICATION DES EXIGENCES LÉGISLATIVES

p. 185 Exigences découlant de lois, de politiques et d'autres organismes gouvernementaux

p. 201 Suivi des recommandations du Vérificateur général du Québec

p. 202 Suivi de la mise en œuvre des standards sur l'accessibilité Web

p. 203 Politique de financement des services publics

6 GOUVERNANCE

p. 209 Rapports d'activité du conseil d'administration et de ses comités

p. 214 Relevé de présences des administrateurs

p. 215 Rémunération et avantages des administrateurs

p. 215 Rémunération et avantages des cinq dirigeants les mieux rémunérés de la Société en 2014-2015

p. 216 Honoraires payés à l'auditeur externe

A ANNEXES

p. 219 Règlement établissant les règles d'éthique et de déontologie applicables aux membres du conseil d'administration

p. 225 Code d'éthique et de déontologie du personnel

1

PRÉSENTATION DE LA SODEC

MISSION

Créée en 1995 en vertu de la Loi sur la Société de développement des entreprises culturelles, la SODEC, a pour mandat de promouvoir et de soutenir, dans toutes les régions du Québec, l'implantation et le développement des entreprises culturelles. La Société contribue à accroître la qualité des produits et services, ainsi que leur capacité à être concurrentiels au Québec, dans le reste du Canada et à l'étranger. La SODEC a également le mandat de protéger et de mettre en valeur le parc immobilier patrimonial dont elle est propriétaire depuis 1989.

VISION

Agir avec leadership pour développer les entreprises culturelles québécoises dans un contexte de mutations technologiques et d'adaptation à l'évolution des marchés, au Québec et à l'étranger.

CLIENTÈLES

L'industrie du cinéma et de la télévision

- les maisons de production de courts, moyens et longs métrages de fiction, de documentaires et d'animation, ainsi que les scénaristes et les réalisateurs;
- les promoteurs et distributeurs de la production cinématographique et télévisuelle québécoise;
- les jeunes créateurs;
- les exploitants des salles de cinéma;
- les festivals, événements et activités promotionnelles qui valorisent le cinéma et la production télévisuelle au Québec et à l'étranger.

L'industrie du livre

- les éditeurs dans leurs activités d'édition et de promotion;
- les librairies agréées;
- les différentes associations professionnelles du milieu;
- les salons du livre.

L'industrie des métiers d'art et des arts visuels

- les artisans, les artistes et les entreprises;
- les écoles-ateliers en métiers d'art;
- le Conseil des métiers d'art du Québec (CMAQ);
- les galeries d'art commerciales œuvrant dans le marché de l'art contemporain, en arts visuels et en métiers d'art, au Québec comme à l'étranger.

L'industrie de la musique et des variétés

- les entreprises québécoises;
- les tournées de spectacles québécois, tant au Québec qu'à l'étranger;
- les festivals, événements et activités promotionnelles qui valorisent la production de musique et de spectacles de variétés au Québec et à l'étranger;
- les associations professionnelles du milieu.

Le patrimoine immobilier

- les partenaires résidentiels, commerciaux, culturels et touristiques.

FONCTIONS

La SODEC administre d'une part la gestion de l'aide financière publique destinée aux entreprises des industries de la culture et des communications du Québec, d'autre part, elle conseille le gouvernement sur les orientations à privilégier dans ses champs de compétences. Pour ce faire, elle participe à l'action gouvernementale québécoise dans le domaine culturel et s'assure de sa cohérence en exerçant cinq fonctions complémentaires.

1. Elle administre l'aide gouvernementale destinée aux entreprises culturelles pour soutenir la production, la diffusion et l'exportation des œuvres, favorisant ainsi la création. Cette aide est accordée sous forme d'investissement, de subventions ou d'aide remboursable.
2. Elle offre les services d'une banque d'affaires, comprenant le prêt et la garantie de prêt, et exceptionnellement, elle participe sous forme d'investissement aux projets ou de capital-actions.
3. Elle gère, pour le gouvernement du Québec, les mesures d'aide fiscale destinées aux entreprises culturelles. Celles-ci prennent la forme de crédits d'impôt remboursables liés à la création et à la production d'œuvres. Le rôle de la SODEC consiste à évaluer l'admissibilité des projets et d'estimer le montant du crédit d'impôt pressenti. Ces mesures sont applicables dans les domaines du cinéma et de la télévision, de la musique et des variétés, des événements ou environnements multimédias hors Québec, ainsi que dans l'édition de livres.
4. Consciente de l'importance de doter les industries culturelles d'outils financiers propices à leur développement, la SODEC a contribué à la création du Fonds d'investissement de la culture et des communications (FICC), société en commandite de capital de risque dont l'activité est d'investir dans des entreprises œuvrant dans les secteurs de la culture, des communications et du numérique. La SODEC détient le tiers du capital du FICC et deux représentants de la SODEC siègent à son conseil d'administration. La SODEC détient également une participation de 49,99 % dans le Fonds Capital Culture Québec (FCCQ), société en commandite dont le but est de fournir une forme de financement innovatrice aux entreprises culturelles québécoises désireuses d'exporter leurs projets ou produits culturels québécois d'envergure.
5. Elle mène ou participe à des recherches et à des analyses sectorielles et elle coordonne le travail de diverses commissions consultatives.

APPROCHE

La SODEC conjugue les mondes de la culture et de l'économie : elle appuie la création artistique afin que la production culturelle québécoise devienne accessible et participe à notre économie selon son plein potentiel. L'approche de la SODEC est globale en ce qui concerne l'aspect économique et financier des industries culturelles, et elle est précise pour ce qui est de comprendre les besoins des acteurs culturels et de déterminer la valeur de leurs créations. La SODEC s'appuie donc sur une stratégie de développement et de consolidation des entreprises selon deux axes : la culture et l'économie.

Dans l'axe culturel, elle poursuit des objectifs visant :

- l'épanouissement de la création;
- l'expression de la plus grande diversité;
- la diffusion et le rayonnement de la production artistique;
- l'accès à cette culture pour l'ensemble des citoyens.

Dans l'axe économique, elle poursuit des objectifs visant :

- le soutien au développement et à la stabilisation des entreprises;
- la structuration des domaines d'activités;
- la mise en place des conditions qui favorisent la commercialisation et l'exportation;
- l'apport aux industries culturelles d'une conscience économique.

35 ANS DE LA BANQUE D'AFFAIRES

La banque d'affaires de la SODEC a souligné ses 35 ans au cours de l'exercice financier 2014-2015. Depuis sa création, elle intervient auprès des entreprises du secteur de la culture et des communications. Les financements qu'elle autorise visent à répondre à l'ensemble des besoins financiers des entreprises québécoises, en complémentarité avec d'autres partenaires financiers, afin de créer des liens d'affaires à long terme entre les entreprises culturelles et les milieux financiers. Plus spécifiquement, les interventions de la banque d'affaires auprès des entreprises québécoises ont pour but de :

- soutenir le développement de l'ensemble de leurs activités;
- permettre la réalisation de leur potentiel d'expansion;
- assurer leur pérennité;
- renforcer et maintenir la propriété québécoise en soutenant, entre autres, la transmission d'entreprises.

UN PEU D'HISTOIRE...

En 1978, le sommet sur les industries culturelles mettait en évidence la nécessité de pourvoir au financement des entreprises culturelles en raison notamment de leur sous-capitalisation, de leur taille réduite, de l'exiguïté du marché québécois et du faible niveau des exportations. En créant la Société de développement des industries de la culture (SODIC), le Québec se dotait d'un instrument d'intervention financière pour répondre à l'appel des intervenants du milieu culturel et à l'hésitation des institutions financières face à un domaine dont on évaluait difficilement les potentialités.

Des changements sont intervenus au cours des ans et la SODIC devint la Société de développement des industries de la culture et des communications (SODICC, 1982), la Société générale des industries culturelles (SOGIC, 1988) et la Société de développement des entreprises culturelles (SODEC, 1995).

La somme initiale mise à la disposition de la SODEC pour accomplir sa mission consistait en un capital de 10 M$, augmenté à 19,5 M$ en 1982. Lors du budget 2010-2011, il a été annoncé que la SODEC pourrait augmenter sa capacité d'emprunt de 30 M$. Depuis, trois autorisations par décrets de 10 M$ ont été signées par le conseil des ministres, dont le dernier en mai 2014.

La direction générale du financement et de l'aide fiscale, qui gère la banque d'affaires de la SODEC, s'occupe également du financement intérimaire des crédits d'impôt. La SODEC offre une garantie bancaire aux institutions financières sur un crédit d'impôt à recevoir, fondée sur une décision préalable favorable émise par la direction de l'aide fiscale de la SODEC.

La banque d'affaires présente une compréhension approfondie des entreprises culturelles et son expertise lui permet de moduler ses financements en fonction de la réalité et des besoins de ces entreprises. La SODEC utilise une vaste gamme d'outils financiers :

- financement intérimaire;
- escompte spécifique de contrats;
- prêt à terme;
- crédit renouvelable;
- garantie de prêt;
- et, exceptionnellement, investissement au projet et capital-actions.

CRÉDITS D'IMPÔT

La SODEC partage avec Revenu Québec la gestion de sept mesures fiscales :

- production cinématographique et télévisuelle québécoise;
- doublage de films;
- service de production;
- production d'enregistrements sonores;
- production de spectacles;
- édition de livres;
- événements et environnements multimédias présentés à l'extérieur du Québec.

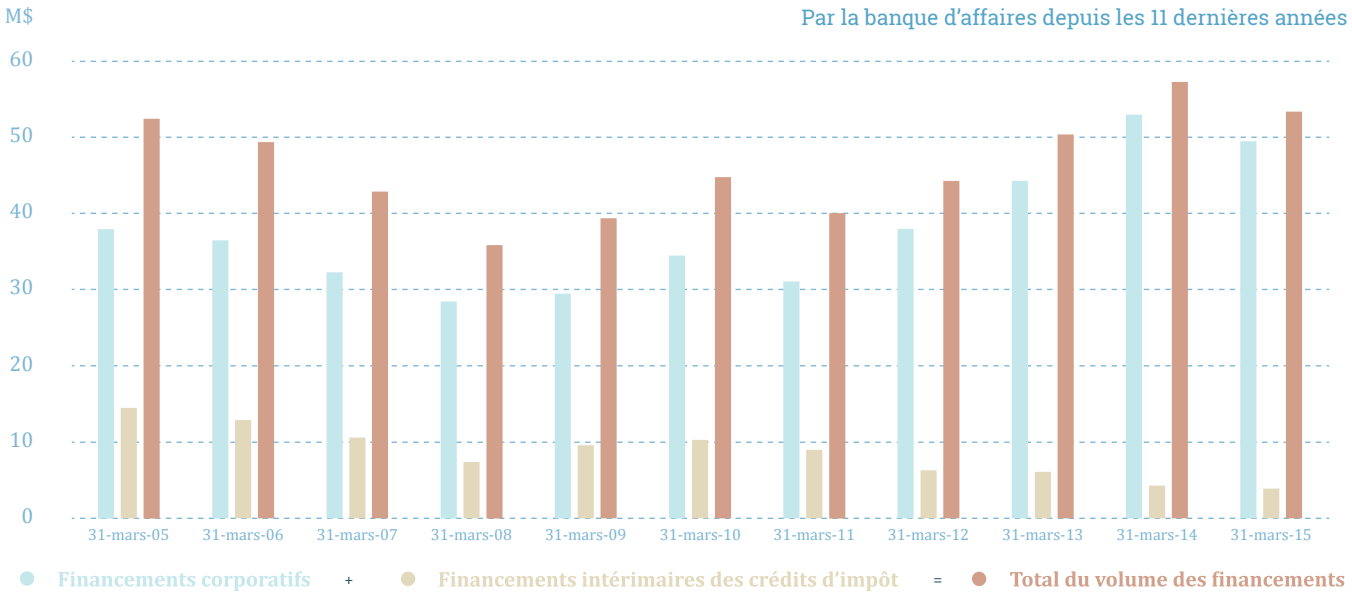
Le rôle de la SODEC est d'évaluer l'admissibilité des projets à ces mesures et d'estimer le montant du crédit d'impôt pour un projet donné.

Depuis 1995, la SODEC, par l'entremise de la direction de l'aide fiscale, a attesté une valeur de plus de 2,8 G$ en crédits d'impôt.

En 2005, le volume de financement intérimaire était de 14,5 M$ versus 3,9 M$ en 2015. Cela démontre que la banque d'affaires a joué son rôle en assumant une plus grande part de risque dans le financement intérimaire des crédits d'impôt, puisque les institutions financières jugeaient plus risqué ce type de financement. Actuellement, les institutions financières assument presque en totalité le risque lié au financement des crédits d'impôt. Pour l'année financière 2014-2015, le montant pressenti pour l'ensemble des mesures fiscales est de 281 585 276 $. De plus, nous constatons l'accroissement des activités de la banque d'affaires depuis 2011, soit de 31,1 M$ à 49,5 M$ en 2015, à la suite des sommes mises à sa disposition qui sont utilisées en financement corporatif.

MONTANTS ENGAGÉS EN FINANCEMENT

Par la banque d'affaires depuis les 11 dernières années



HISTORIQUE DE LA SODEC

1961
Création du Ministère des Affaires culturelles (MAC)

1975
Création de l'Institut québécois du cinéma (IQC)

1978
Création de la Société de développement des industries de la Culture (SODIC)

1982
Création de la Société de développement des industries de la culture et des communications (SODICC)

1983
Création de la Société générale du cinéma du Québec (SGC) issue de l'IQC

1988
Création de la Société générale des industries culturelles (SOGIC) issue de la SODIC

1989
Transfert de la gestion du Patrimoine immobilier

1992
Le gouvernement du Québec se dote d'une Politique culturelle

1995
Création de la Société de développement des entreprises culturelles (SODEC) issue de la fusion de la SOGIC et de l'IQC

1997
La SODEC devient commanditaire du Fonds d'investissement de la culture et des communications (FICC)

1999
La SODEC devient commanditaire de la Financière des entreprises culturelles (FIDEC)

2007
Refonte de la Loi sur la SODEC

2011
La SODEC devient commanditaire du Fonds Capital Culture Québec (FCCQ)

2012
La SODEC reprend l'organisation de la présence collective du secteur télévisuel sous la bannière Espace Québec

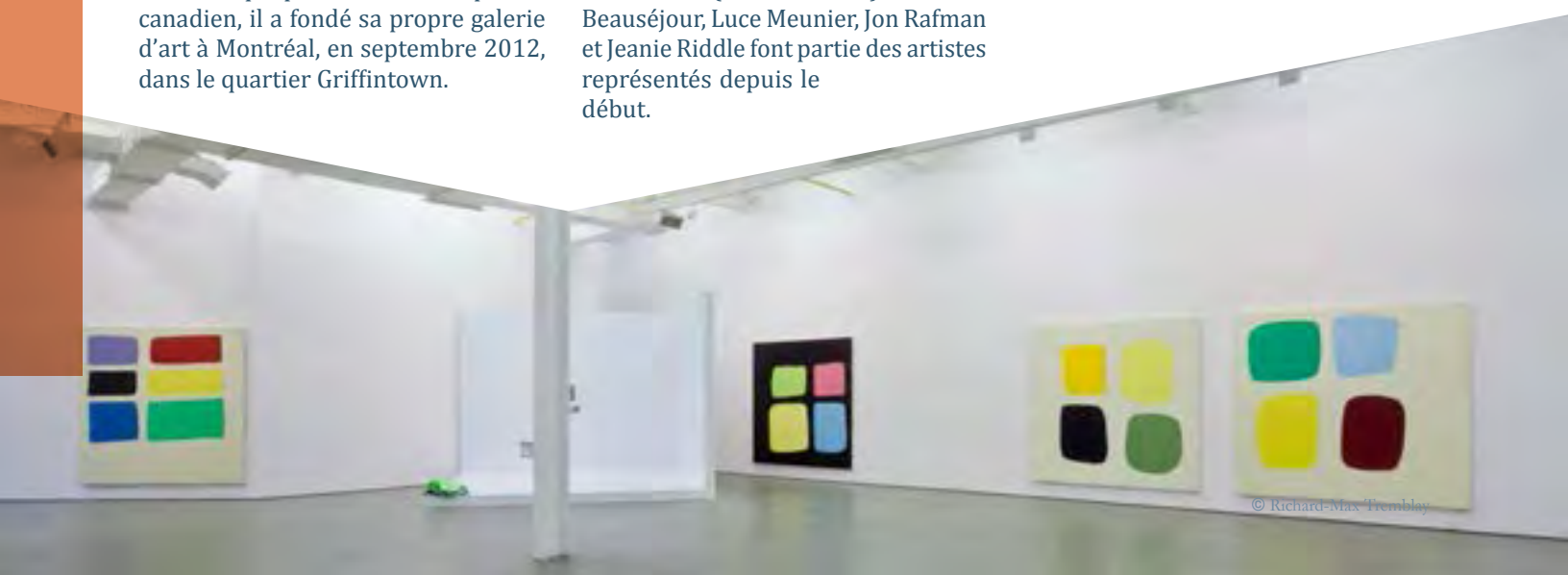
ANTOINE ERTASKIRAN

ARTS VISUELS

Né à Montréal, Antoine Ertaskiran a grandi à Paris où son père tenait une galerie spécialisée dans les icônes russes et grecques et en art byzantin. Après des études en histoire de l'art à l'Université de Montréal, il a dirigé, avec son père, un bureau de consultation, puis une galerie d'art sur la rue Sherbrooke. Développant son goût et son sens critique pour l'art contemporain canadien, il a fondé sa propre galerie d'art à Montréal, en septembre 2012, dans le quartier Griffintown.

Ses choix d'artistes se font par coups de cœur, et il privilégie des pratiques émergentes et multidisciplinaires. Chaque année, sa galerie présente entre six et huit expositions et participe à de nombreuses foires internationales, comme Papier (Montréal), New Art Dealers Alliance (New York), Feature Contemporary Art Fair (Toronto) et Untitled (Miami Beach). Mathieu Beauséjour, Luce Meunier, Jon Rafman et Jeanie Riddle font partie des artistes représentés depuis le début.

Depuis 2014, Antoine Ertaskiran est membre du comité d'administration de l'Association des Galeries d'art du Canada et fait partie du comité du Cercle des printemps du Musée d'art contemporain depuis plusieurs années.



© Frédéric Bouchard

LYSANNE LATULIPPE

MÉTIERS D'ART

Diplômée depuis 2000 du Centre des textiles contemporains de Montréal où elle a enseigné pendant près de sept ans, Lysanne Latulippe est spécialiste de la maille et de ses techniques. Elle agit également comme consultante et formatrice auprès d'entreprises et comme collaboratrice et façonnière avec des créateurs indépendants. Ses tricots reflètent sa connaissance des matériaux et des procédés, sa fascination pour les motifs de la nature et son intérêt pour la réinvention de motifs traditionnels.

C'est d'abord avec ses collections de vêtements Majolie que Lysanne Latulippe a fait sa marque, et ce, pendant près de dix ans. En 2010, elle a fondé le label String Theory avec Meghan Price, qui, depuis, présente des collections de foulards et de châles. Les deux créatrices ont fait leur entrée sur le marché américain avec le NY NOW The Market for Home + Lifestyle, à New York. Parmi leurs principaux distributeurs américains, on compte les boutiques du Musée Guggenheim et du Museum of Art and Design de New York, ainsi que le San Francisco Museum of Modern Art. Au Canada, leurs produits se trouvent aux boutiques du Musée des beaux-arts de Montréal, du Musée national des beaux-arts du Québec, du Musée d'art contemporain de Montréal et du Musée Gardiner de Toronto.

Lysanne Latulippe est très active dans le milieu montréalais du design. Elle a par ailleurs conçu un modèle exclusif de ses écharpes String Theory pour le Bureau de l'accueil et du protocole de la Ville de Montréal et a fait partie de la délégation montréalaise lors de l'exposition Montréal meets Graz : j'étais là!, en avril 2015.

© Frédéric Bouchard

MÉTIERS D'ART ET ARTS VISUELS

4 617 915 $
en programmes d'aide 2014-2015

ORGANIGRAMME

HÉLÈNE DAVID
Ministre de la Culture et des Communications

MONIQUE SIMARD
Présidente et chef de la direction

DORIS GIRARD
Présidente du conseil d'administration

SODEC

MARIE-DOMINIQUE BONMARIAGE
Direction générale du développement stratégique et du bureau de la présidence

SUZIE BOUCHARD
Direction générale des ressources humaines et des communications

CATHERINE BOUCHER
Direction générale du livre, des métiers d'art, de la musique et des variétés

CAROLE HAMELIN
Direction générale des ressources financières, informatiques et matérielles et du patrimoine immobilier

SOPHIE LABESSE
Direction générale du financement et de l'aide fiscale

CATHERINE LOUMÈDE
Direction générale du cinéma et de la production télévisuelle

JEAN VALOIS
Secrétariat et direction des affaires juridiques

COMMISSIONS

JACQUES BLAIN
Président du Conseil national du cinéma et de la production télévisuelle

SANDY BOUTIN
Président de la Commission du disque et du spectacle de variétés

KOEN DE WINTER
Président de la Commission des métiers d'art et des arts visuels

MONIQUE SIMARD
Présidente de la Commission numérique/interactive

MANON TRÉPANIER
Présidente de la Commission du livre et de l'édition spécialisée

ANNE VALLIÈRES
Présidente de la Commission de la Place Royale

CONSEIL D'ADMINISTRATION au 31 mars 2015

Doris Girard

Présidente du conseil

Présidente du comité de gouvernance et d'éthique

Date de nomination

17 avril 2013

Date d'échéance du mandat

16 avril 2018

Fin du mandat

24 mai 2015
(entrée en fonction de Pierre Laporte.)

Statut

Membre indépendante

Autres conseils d'administration

Université Laval

École Destroismaisons

Monique Simard

Présidente et chef de la direction de la SODEC

Présidente de la Commission numérique/interactive

Date de nomination

4 décembre 2013
(effectif à compter du 6 janvier 2014)

Date d'échéance du mandat

5 janvier 2018

Autres conseils d'administration

Fondation Solstice

Fonds d'investissement de la culture et des communications (FICC)

Bureau du cinéma et de la télévision du Québec (BCTQ)

Gestion Fonds Capital Culture Québec inc.

Observatoire de la culture et des communications du Québec (OCCQ)

CINÉMA ET PRODUCTION TÉLÉVISUELLE

Jacques Blain

Président du Conseil national du cinéma et de la télévision (CNCT)

Secteur d'activité

Cinéma et production télévisuelle

Date de nomination

2 octobre 2013

Date d'échéance

1er octobre 2017

Autre conseil d'administration

L'institut national de l'image et du son (INIS)

Jacquelin Bouchard

Secteur d'activité

Cinéma et production télévisuelle

Date de nomination

11 décembre 2013

Date d'échéance

10 décembre 2017

Autres conseils d'administration

Groupe Pixcom inc.

Pixtelcom inc.

LIVRE ET ÉDITION SPÉCIALISÉE

Gilda Routy

Membre du comité de gouvernance et d'éthique

Membre du comité des ressources humaines
(jusqu'au 26 septembre 2014)

Secteur d'activité

Livre et édition spécialisée

Date de nomination

16 février 2011

Date d'échéance

15 février 2015

Autres conseils d'administration

Association des diffuseurs et distributeurs exclusifs de livres en langue française (ADELF)

Salon du livre de Montréal

MÉTIERS D'ART ET ARTS VISUELS

Manon Trépanier

Présidente de la Commission du livre et de l'édition spécialisée

Membre du comité des ressources humaines

Secteur d'activité

Livre et édition spécialisée

Date de nomination

23 juillet 2013

Date d'échéance

22 juillet 2017

Autre conseil d'administration

Librairie Alire inc.

Koen De Winter

Président de la Commission des métiers d'art et des arts visuels

Membre du comité d'audit

Membre du comité de gouvernance et d'éthique

Secteur d'activité

Métiers d'art et arts visuels

Date de nomination

18 août 2010

Date de renouvellement

28 janvier 2015

Date d'échéance

27 janvier 2019

Statut

Membre indépendant

Autres conseils d'administration

Coopérative de solidarité

Place du marché à Ripon

Hippodesign inc.

Carole Baillargeon

Membre du comité des ressources humaines
(jusqu'au 3 octobre 2014)

Secteur d'activité

Métiers d'art et arts visuels

Date de nomination

30 novembre 2011

Date de démission

3 octobre 2014

Statut

Membre indépendante

MUSIQUE ET SPECTACLE DE VARIÉTÉS

Sandy Boutin

Président de la Commission du disque et du spectacle de variétés

Secteur d'activité

Musique et variétés

Date de nomination

7 mars 2013

Date d'échéance

6 mars 2017

Autres conseils d'administration

Les disques Simone

Musicaction – Festival de musique émergente

Adisq

Fonds Radiostar

Jacques K. Primeau

Membre du comité des ressources humaines

Secteur d'activité

Musique et variétés

Date de nomination

13 avril 2005

Date de renouvellement

26 mai 2010

Date d'échéance

25 mai 2014

Autres conseils d'administration

Les productions Jacques K. Primeau inc.

Partenariat du Quartier des spectacles

AUTRES DOMAINES CULTURELS

Suzanne Guèvremont

Vice-présidente du conseil d'administration

Présidente du comité des ressources humaines

Membre du comité de gouvernance et d'éthique

Secteur d'activité

Autre domaine culturel

Date de nomination

22 septembre 2010

Date de renouvellement

28 janvier 2015

Date d'échéance

27 janvier 2019

Statut

Membre indépendante

Autres conseils d'administration

Fonds Bell

Consortium en innovation numérique du Québec (CINQ)

Association des écoles supérieures d'art de Montréal (ADÉSAM)

AUTRES DOMAINES QUE CULTURELS

Anne Vallières

Présidente de la Commission de la Place Royale

Membre du comité des ressources humaines

Secteur d'activité

Autre domaine culturel

Date de nomination

26 février 2014

Date d'échéance

25 février 2018

Statut

Membre indépendante

Denise Arsenault

Membre du comité de gouvernance et d'éthique

Membre du comité d'audit

Secteur d'activité

Autre domaine que culturel

Date de nomination

23 juillet 2008

Date de renouvellement

7 mars 2013

Date d'échéance

6 mars 2017

Statut

Membre indépendante

Autres conseils d'administration

Innovation et développement Manicouagan

Conseil municipal de Ville de Baie-Comeau

Josée Robillard

Présidente du comité d'audit

Secteur d'activité

Autre domaine que culturel

Date de nomination

20 novembre 2013

Date d'échéance

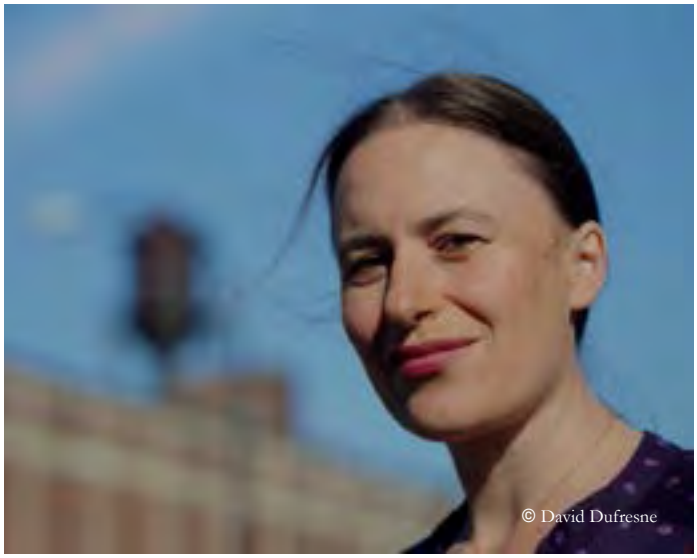
19 novembre 2017

Statut

Membre indépendante

Jean Valois

Secrétaire et directeur des affaires juridiques (SODEC)



EMMANUELLE WALTER

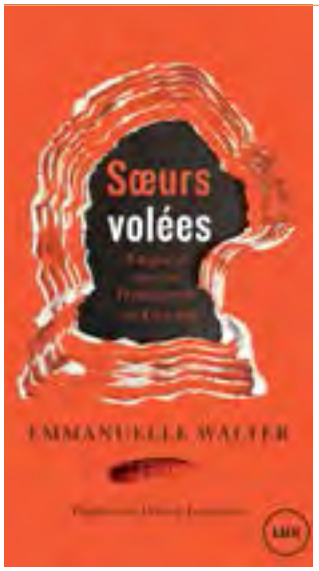
LIVRE

Emmanuelle Walter est née dans le nord de la France et a fait ses études supérieures à Lille, en histoire et en journalisme. Elle a passé treize ans à Paris où elle a principalement travaillé en presse écrite et pour les chaînes de télévision publique. Ses domaines de prédilection sont les médias, l'éducation et les questions urbaines.

Entre 2007 et 2011, elle s'est spécialisée en journalisme environnemental pour le magazine *Terra Eco*, a réalisé des documentaires radio sur la ruralité pour Arte Radio et a écrit plusieurs livres dont *Grandes écoles, la fin d'une exception française*, chez Calmann-Lévy (2008).

Au Québec depuis 2011, Emmanuelle Walter a travaillé trois ans en communication environnementale avant d'être rattrapée par le journalisme à la suite de la découverte de la tragédie des femmes autochtones assassinées ou disparues au Canada. Elle a fait paraître *Sœurs volées* chez LUX éditeur à l'automne 2014, une enquête au cœur de la disparition de deux jeunes adolescentes autochtones québécoise, Maisy Odjick et Shannon Alexander.

La parution de l'ouvrage a ramené cette tragédie nationale sous les projecteurs et a déclenché une vague de conscientisation sans précédent. Avec ce livre au grand succès critique, l'auteure a donné des entrevues pour le compte des grands médias nationaux. *Sœurs volées* paraîtra au Canada anglais à l'automne 2016 chez Harper Collins, notamment avec le soutien de la SODEC pour la traduction.



Site personnel

www.emmanuelle-walter.info

LUX ÉDITEUR

ÉDITION SPÉCIALISÉE

LUX éditeur est une maison d'édition indépendante spécialisée dans les domaines de l'histoire sociale des Amériques et de la réflexion politique d'inspiration libertaire. LUX propose des outils de réflexion qui permettent à ses lecteurs d'interroger le monde dans lequel ils vivent, de ramener à la mémoire l'histoire telle que la pensée dominante voudrait nous la faire oublier, d'explorer des formes de pensées politiques qui permettent d'imaginer et proposer des solutions au système actuel.

La maison compte aujourd'hui près de 200 titres à son catalogue, dont les titres phares d'auteurs québécois (Normand Baillargeon, Serge Bouchard, Bernard Émond, Alain et Pierre Vadeboncoeur et Jean-François Nadeau) et étrangers (John Berger, Noam Chomsky, David Graeber, Eduardo Galeano, Naomi Klein, et Howard Zinn) de renom. Grand succès de l'édition québécoise à l'étranger, LUX réalise maintenant près de 50 % de ses ventes en Europe francophone.

Site d'entreprise

www.luxediteur.com/content/sœurs-volées

LIVRES ET ÉDITION SPÉCIALISÉE

6 695 877 $
en programmes d'aide 2014-2015

De gauche à droite : Louis-Frédéric Gaudet, Alexandre Sanchez, Mark Fortier, Eve Delmas et Marie-Eve Lamy de chez LUX Éditeur.

CONSEIL NATIONAL DU CINÉMA ET DE LA PRODUCTION TÉLÉVISUELLE ET COMMISSIONS

En vertu de la Loi sur la Société de développement des entreprises culturelles, ont été institués, lors de la création de la Société, les organismes consultatifs suivants : le Conseil national du cinéma et de la production télévisuelle (CNCT), la Commission du disque et du spectacle de variétés, la Commission du livre et de l'édition spécialisée, ainsi que la Commission des métiers d'art et arts visuels.

La Société pouvant également, pour l'exercice de ses attributions, former de nouvelles commissions consultatives, se sont ajoutées au fil des ans : la Commission numérique/interactive et la Commission de la Place Royale.

Le CNCT et chacune des Commissions (sauf les Commissions numérique/interactive et de la Place Royale) sont composés :

- d'un président, choisi au sein du conseil d'administration de la Société parmi les personnes œuvrant dans le domaine de compétences du Conseil ou de la Commission et nommé par le gouvernement sur la proposition du ministre;
- de membres nommés par la Société après consultation d'organismes qu'elle considère comme représentatifs des milieux concernés par le domaine de compétences du Conseil ou de la Commission.

Ce sont les règlements de la Société qui déterminent le nombre de membres du Conseil et de chacune des Commissions, la durée de leur mandat ainsi que les règles de fonctionnement.

La SODEC choisit le président et les membres des Commissions numérique/interactive et de la Place Royale.

CONSEIL NATIONAL DU CINÉMA ET DE LA PRODUCTION TÉLÉVISUELLE (CNCT)

Mandat

Le Conseil a pour fonction de conseiller la SODEC sur toute question qu'elle lui soumet ou de réaliser toute étude qu'elle requiert dans son domaine de compétences. La SODEC doit consulter le Conseil pour les projets de programmes d'aide financière dans son domaine de compétences et pour les parties du projet de plan d'activités de la SODEC applicables à l'aide financière dans son domaine de compétences.

Le Conseil a également pour fonction de conseiller le ministre sur toute question qu'il lui soumet ou de réaliser toute étude qu'il requiert concernant l'application de la Loi sur le cinéma (chapitre C-18.1). À cette fin et à la demande du ministre, le Conseil peut solliciter des opinions et recevoir les suggestions du public. Le ministre doit le consulter pour appliquer cette loi dans les projets de règlements du gouvernement ou de la Régie du cinéma.

En outre, le Conseil exerce tout mandat que la SODEC lui confie en vue de la représenter dans des événements et de promouvoir les produits et services des entreprises culturelles dans les domaines du cinéma et de la production télévisuelle.

PRÉSIDENT

Jacques Blain
Zone 3
Production

MODULE 1 : ENTREPRISES ET PERSONNES REQUÉRANTES

Michelle Allen
Création

Jacquelin Bouchard
Pixcom
Production
Membre du conseil d'administration de la SODEC

Sophie Deraspe
Création

Ian Gailer
Festival du cinéma de la ville de Québec
Exploitation

Ariane Giroux Dallaire
Métropole Films
Exploitation

Sébastien Pilote
Création

Robin Plamondon
Cinéma Le Clap
Exploitation

Nancy Savard
Productions 10e ave
Production

MODULE 2 : PARTENAIRES CRÉATIFS ET STRATÉGIQUES

Claire Buffet
Turbulent
Entreprise de services

Nathalie Brigitte Bustos
V Interactions
Télédiffuseur

Michèle Fortin
Télé-Québec
Télédiffuseur

Jean-Pierre Laurendeau
Canal D et Investigation, Bell Média
Télédiffuseur

MODULE 3 : APPLICATION DE LA LOI SUR LE CINÉMA

Yves Chaput
Techniciens

Guylaine Chénier
Technicolor
Doublage

Jean Gagnon
Patrimoine cinématographique et télévisuel

Philippe Lamarre
Toxa
Environnement numérique

Sylvie Moreau
Artistes-interprètes

Myriam A. Rafla
Formation

COMMISSIONS

Mandat

Comme l'indique la Loi sur la SODEC, les commissions ont pour fonction de conseiller la SODEC sur toute question qu'elle leur soumet ou de réaliser toute étude qu'elle requiert dans leur domaine de compétences.

COMMISSION DU DISQUE ET DU SPECTACLE DE VARIÉTÉS

PRÉSIDENT

Sandy Boutin
Simone Records et Festival de musique émergente en Abitibi-Témiscamingue
Événements dans le secteur des variétés ou en salle

MEMBRES

Jean-Christian Aubry
Bonsound
Production de disques

Eli Bissonnette
Dare to Care Records
Production de disques

Louis Carrière
Preste
Production de spectacles

Benoît Clermont
Productions J
Production de disques

Julie Fournier
Analekta
Environnement numérique

Martine Groulx
Artiste
Auteur-compositeur

Roland Janelle
Corporation du centre culturel de Drummondville
Diffusion régions

Stéphanie Moffatt
Mo'Fat Management inc.
Gérance d'artistes

André Picard
Production d'émissions de variétés

Jacques K. Primeau
Productions Jacques K. Primeau
Membre du conseil d'administration de la SODEC

Catherine Simard
Agence Spectra
Production de spectacles

Geneviève Touchette
Audiogram
Production de spectacles

Georges Tremblay
Dep Distribution
Distribution

COMMISSION DU LIVRE ET DE L'ÉDITION SPÉCIALISÉE

PRÉSIDENTE

Manon Trépanier
Librarie Alire
Librairie

MEMBRES

Pascal Chamaillard
Édipresse inc.
Distributeur

Denise Desautels
Auteure

Louis-Frédéric Gaudet
Lux Éditeur
Édition

Louise Guillemette-Labory
Bibliothèques, Ville de Montréal
Bibliothécaire

Michel Leclair
Groupe Archambault et Superclub Vidéotron
Librairie chaîne

Jean Paré
Guy Saint-Jean éditeur
Édition

Gilda Routy
Bayard Canada
Membre du conseil d'administration de la SODEC

Rodney Saint-Éloi
Mémoire d'encrier
Édition

Antoine Tanguay
Éditions Alto
Environnement numérique

Marie-Hélène Vaugeois
Librairie Vaugeois
Librairie, autres régions

Sylvie Viau
COOPSCO des Laurentides
Coopérative en milieu scolaire

Mélanie Vincelette
Éditions Marchand de feuilles
Édition

COMMISSION DES MÉTIERS D'ART ET ARTS VISUELS

PRÉSIDENT

Koen De Winter
Céramiste, Atelier Orange
Généraliste du domaine

MEMBRES

Donald Browne
Galerie Donald Browne
Galeries d'art

Élyse Delafontaine
Artiste textile
Production, expression artistique

Stéphane Dumont
Ébéniste, Arbol
Production, exportation

Carole Frève
Artiste verrier et enseignante
Production, moyenne et petite série

Louise Lemieux-Bérubé
Artiste textile et professeure
Environnement numérique

Lyne Montmeny
Corporation des métiers d'art du Québec en Estrie
Diffusion et commercialisation

Kathy Ouellette
Céramiste
Production relève

Christian Poulin
Espace Verre
Écoles-ateliers

Pierre Tessier
Sculpteur
Artiste en arts visuels

COMMISSION NUMÉRIQUE/INTERACTIVE

PRÉSIDENTE

Monique Simard
Présidente et chef de la direction, SODEC

MEMBRES

Guillaume Aniorté
Producteurs et éditeurs

Christiane Asselin
Télé-Québec
Diffuseur d'œuvres numériques

Geneviève Benoit
Les Affranchis
Producteurs et éditeurs

Steve Couture
Frima
Producteurs et éditeurs

Claire Dion
Fonds Bell, FIP et Cogeco
Financement

Olivier Dufour
Dufour Spectacles et images
Environnement numérique

Julie Fournier
Analekta
Environnement numérique

Suzanne Guèvremont
École NAD
Membre du conseil d'administration de la SODEC

Philippe Lamarre
Toxa
Environnement numérique

Louise Lemieux-Bérubé
Artiste textile et professeure
Environnement numérique

Martin Lessard
Radio-Canada
Généraliste

Vincent Morrisset
AATOAA
Création

Laurent Simon
HEC
Formation

Hugues Sweeny
Studio interactif de l'ONF
Diffuseur d'œuvres numériques

Antoine Tanguay
Éditions Alto
Environnement numérique

COMMISSION DE LA PLACE ROYALE

Mandat spécifique

Cette commission est instituée en vertu de l'article 24 (1) 3 de la Loi sur la SODEC en vue de faciliter l'exécution de cette loi et elle est régie par le Règlement sur la Commission de la Place Royale. La Commission offre un mécanisme permanent de consultation et elle incarne l'engagement citoyen qui accepte de partager avec l'État la responsabilité de protéger et de mettre en valeur le patrimoine. La Commission donne des avis sur les questions qui lui sont soumises et traite des sujets qu'elle juge pertinents. Elle permet de sensibiliser les partenaires aux différents enjeux, de connaître leur besoin, d'exposer des points de vue et de façonner une cohésion dont le concensus est l'expression

PRÉSIDENTE

Anne Vallières
Architecte

MEMBRES

Lise Charest
Coopérative de solidarité du Quartier Petit Champlain

François Dufaux
Faculté architecture Université Laval
Expert en patrimoine

Olivier Dufour
Dufour, Spectacles et images
Environnement numérique

Gilles Gignac
Fabrique Notre-Dame-de-Québec

Denis Jean
Ville de Québec

Josée Laurence
Musée de la civilisation

Jacques Lévesque
Comité des citoyens de Notre-Dame-des-Victoires et du Vieux-Port

Francine Ouellet
Comité des citoyens du Vieux-Québec

Philippe Plante
Commission de la Capitale nationale du Québec

Jérôme Turgeon
Association des gens d'affaires Place Royale/Vieux-Port

© Ville de Québec

PLACE ROYALE

PATRIMOINE IMMOBILIER

Le 11 décembre 2014, dans le cadre du concours Les Mérites d'architecture de la Ville de Québec qui récompense les projets les plus méritants pour l'embellissement de la ville, la SODEC a reçu un certificat de mérite reconnaissant la qualité de la requalification de la batterie Royale, dans la catégorie Patrimoine (dans un site patrimonial).

En effet, les travaux de restauration ont su redonner un souffle de vie à un site historique qui fait la richesse du patrimoine de la ville de Québec et où se côtoient le passé et l'avenir. L'ajout d'une passerelle reliant la place de Paris, laquelle se fond parfaitement au décor, offre un meilleur accès au parc, d'où l'on peut admirer les canons d'époque, vestiges d'un passé pas si lointain. Des bancs publics ont été aménagés, des végétaux indigènes ont été plantés et des gabions en treillis ont été installés.

Le concept architectural est l'œuvre d'Éric Pelletier, architecte. Si les ouvrages de génie civil ont été effectués sous la responsabilité de EMS ingénierie, les travaux ont quant à eux été exécutés par Les Entreprises Antonio Barrette.

© Ville de Québec

Commentaires du jury

Pour accompagner sa décision, le jury, formé de professionnels de l'architecture, de l'aménagement, des arts visuels et des communications graphiques, a qualifié le projet d'« intervention à la fois contemporaine et subtile qui met en perspective le nouveau et l'ancien. »

À propos du patrimoine immobilier

En plus de son rôle auprès des entreprises culturelles, la SODEC a la mission de protéger et de mettre en valeur un parc immobilier patrimonial dont la majorité des immeubles forme l'ensemble Place Royale à Québec. La batterie Royale et son parc en font partie.

© Ville de Québec

PATRIMOINE IMMOBILIER

1 407 300 $

en programmes de maintien des actifs 2014-2015

FAITS MARQUANTS

CINÉMA ET PRODUCTION TÉLÉVISUELLE

En 2014-2015, l'équipe de la direction générale du cinéma et de la production télévisuelle a traité 1 219 demandes d'aide. De ce nombre, 352 ont été acceptées. Du côté de la production, la SODEC a financé 26 longs métrages de fiction, dont 7 coproductions minoritaires, 7 longs métrages de fiction du secteur indépendant (pour des budgets inférieurs à 1,5 M$), 7 courts métrages, 28 documentaires (œuvres uniques et séries télévisuelles) et 22 productions de jeunes créateurs.

L'année 2014-2015 aura été une année de travaux intenses. Outre le travail d'optimisation des ressources avec le ministère de la Culture et des Communications (MCC) et le Conseil des arts et des lettres du Québec (CALQ), le Plan d'action en cinéma a porté principalement sur les suites du rapport du groupe de travail et la mise en place d'actions de soutien aux entreprises, dans la foulée du Plan culturel numérique.

Des modifications aux programmes d'aide en scénarisation, en production et en distribution sont en cours, non seulement pour alléger le fardeau administratif des entreprises et de la Société, mais aussi – et surtout – pour dégager des marges de manœuvre et de soutien financier pour les entreprises qui souhaitent s'impliquer davantage et autrement dans le développement et l'exploitation des films pour les années à venir.

Des projets pilotes en numérique sont en préparation sur l'appropriation de multiples outils de commercialisation, qui pourraient permettre aux entreprises de maximiser la vente et la diffusion de films, mais aussi de favoriser une offre culturelle diversifiée dans les régions.

L'événement Cours écrire ton court, piloté par la SODEC et qui s'adresse à la relève, a porté en 2014 sur la comédie.

Les réalisateurs en sélection au Festival de Cannes 2014 Xavier Dolan, Stéphane Lafleur et Marie-Josée Saint-Pierre en compagnie de Monique Simard, présidente et chef de la direction de la SODEC.

Les ateliers ont pu se tenir au Centre PHI, grâce à un nouveau partenariat. Une classe de maître ayant pour thème la comédie a été généreusement offerte par Émile Gaudreault.

L'année 2014 a connu une sélection exceptionnelle au Festival de Cannes et au Festival du film de Sundance. Des films tels que *Mommy* de Xavier Dolan, mais aussi *Tu dors Nicole* de Stéphane Lafleur, *Félix et Meira* de Maxime Giroux, *Chorus* de François Delisle, *Le profil Amina* de Sophie Deraspe, *Turbo Kid* du collectif RKSS et une quarantaine de productions de tous genres ont permis au Québec de rayonner et de se démarquer dans de nombreux festivals internationaux.

Ce fut la deuxième édition québécoise et canadienne en 2014 du Jour le plus Court, la fête du court métrage. Cette initiative de la SODEC, en partenariat avec Téléfilm Canada et l'Office national du film (ONF), a eu lieu cette année dans 24 salles de cinéma et lieux de diffusion québécois avec une assistance qui a doublé.

Atelier Grand Nord, qui offre des ateliers professionnels de scénarisation, a maintenu sa volonté d'ouverture à l'Afrique francophone. L'édition 2015 a offert une classe de maître avec Alain Berliner, centrée autour de la notion du personnage principal comme vecteur de l'action.

Dans un souci de développement de marché, la SODEC s'est intéressée pour la première fois à des événements qui s'avèrent porteurs : Bogota Audio-Visual Market en Colombie, Power to the Pixel à Londres et Los Cabos au Mexique. Elle a aussi organisé des rencontres et missions de coproduction avec la Bavière, le Danemark et le Mexique.

De nombreuses présences collectives ont été pilotées par la SODEC comme le MIPCOM, le MIPTV ou Banff Media World, organisées avec des partenaires tels que Kidscreen Summit, Sunny Side of the Doc ou le Marché international du film d'animation d'Annecy.

Dans une volonté de mieux préparer les producteurs aux marchés étrangers, les SODEC_LAB ont permis à de jeunes producteurs québécois d'assister au Producer's workshop à Cannes, à des producteurs plus ferrés de développer connaissances et contacts en France et en Belgique pour des projets propices à la coproduction et finalement, à des producteurs et jeunes distributeurs de longs métrages de fiction de préparer leur stratégie internationale pour les festivals et marchés.

Le défi des prochaines années dans le domaine du cinéma est de rejoindre les publics sur de multiples écrans, tout en les encourageant à vivre une expérience collective dans la salle de cinéma, et de favoriser une diversité de films pour répondre à leurs attentes, que ce soit dans le drame ou la comédie, tout en soutenant le développement d'une cinématographie nationale.

Michel Audet, délégué général du Québec à Bruxelles, les auteurs Dany Laferrière, Patrick Sénécal et Kim Thùy, ainsi que Richard Prieur, directeur général de l'Association nationale des éditeurs de livres (ANEL), sont réunis autour d'Hélène David, ministre de la Culture et des Communications et ministre responsable de la Protection et de la Promotion de la langue française, lors de la Foire du livre de Bruxelles 2015, où le Québec était invité d'honneur.

LIVRE ET ÉDITION SPÉCIALISÉE

Les sommes supplémentaires confirmées dans le cadre du Plan culturel numérique ont permis de bonifier le budget 2014-2015 du volet 5, *Aide aux librairies agréées* et du volet 8, *Aide à la numérisation – projets collectifs*. Le volet 8, *Aide à la numérisation*, a été maintenu grâce à ce plan.

Ces mesures prévoient notamment une hausse importante du budget du volet 5, *Aide aux librairies agréées*, de même que l'instauration d'une nouvelle aide pour les pratiques innovantes visant à améliorer l'offre numérique des librairies.

La SODEC était présente à la Foire du livre de Bruxelles en février 2015, où le Québec était l'invité d'honneur. Le pavillon coordonné par Québec Édition a accueilli plus de 40 éditeurs, ainsi qu'une cinquantaine d'auteurs. La ministre Hélène David y était présente.

Toujours à l'étranger, la SODEC a participé à la Foire du livre de Francfort en octobre 2014, ainsi qu'au Salon du livre de Paris, en mars 2015. La participation de professionnels du livre québécois à ces événements était organisée par Québec Édition.

Au Québec, la SODEC a également pris part à de nombreuses activités. Notamment, elle était présente au Salon du livre du Saguenay-Lac-Saint-Jean, en septembre 2014, alors qu'il célébrait son 50e anniversaire. Puis, elle a participé au 49e Salon du livre de Rimouski en novembre 2014, à la 37e édition du Salon du livre de Montréal, dans le cadre d'un atelier portant sur l'adaptation cinématographique d'œuvres littéraires lors de la journée des professionnels.

Pavillon Espace Québec lors du miptv 2014, à Cannes.

MÉTIERS D'ART

À la suite des accréditations de l'École d'ébénisterie d'art de Montréal, de l'École-atelier Lutherie-Guitare Bruand à Longueuil et de l'École nationale de lutherie de Québec, la SODEC peut maintenant compter sur une enveloppe annuelle de 345 000 $ pour soutenir la réalisation d'activités de recherche, de diffusion et de soutien au milieu professionnel pour ces trois écoles par le biais de son programme d'aide aux écoles-ateliers en métiers d'art.

Grâce au soutien de la SODEC, le Conseil des métiers d'art du Québec pourra procéder aux travaux d'aménagement menant à la réouverture de sa boutique en métiers d'art de Montréal au cours de la prochaine année.

Le Prix Jeunes talents des métiers d'arts/ SODEC-LOJIQ 2014 a été décerné à la joaillière Ariane Marois. Ce prix comprenait un stand prééquipé au Carrousel des métiers d'art et de création, à Paris, du 3 au 7 décembre 2014, ainsi qu'une bourse de 2 500 $ de la SODEC et une bourse de mobilité de 1 500 $ offerte par Les Offices jeunesse internationaux du Québec (LOJIQ). Le prix est inscrit dans la Convention de coopération pour le développement des métiers d'art entre la France et le Québec et est administré par la SODEC, en collaboration avec LOJIQ et grâce au partenariat avec la Chambre de métiers et de l'artisanat de Paris ainsi que la Chambre régionale de métiers et de l'artisanat d'Île-de-France.

L'objectif de ce prix est de permettre à un lauréat québécois de réaliser une activité de mise en marché de ses œuvres sur le marché français et de s'initier aux démarches reliées à l'exportation.

Festival de la fibre Twist, édition 2014.

ARTS VISUELS

Du 23 au 26 octobre 2014, 20 galeries d'art contemporain québécoises ont participé à la foire Art Toronto et à la foire Feature, également à Toronto. De ce nombre, 15 galeries étaient soutenues par la SODEC, grâce au programme de soutien au marché de l'art. À noter que la nouvelle foire Feature est organisée par l'Association des galeries d'art contemporain (AGAC).

Festival de la chanson de Tadoussac, édition 2014.

MUSIQUE ET VARIÉTÉS

Un investissement sur le plan numérique a été possible grâce à une enveloppe budgétaire de 1 450 000 $ consacrée au volet *Aide additionnelle aux activités en nouveaux médias*, 2014-2015. Cette aide financière a été répartie auprès de 60 entreprises, afin de les aider à réaliser leurs activités de production, de promotion et de diffusion numérique de la musique.

Avec la collaboration de la direction générale du développement stratégique, la SODEC a procédé à la révision du volet *Aide additionnelle à la tournée au Québec*. La Commission du disque et du spectacle de variétés s'est penchée sur divers scénarios quant à la modification du programme. La réflexion se poursuivra au cours du prochain exercice pour tenter de maximiser l'impact de ce programme et d'en simplifier l'administration.

De plus, une étude sur la situation financière des entreprises bénéficiant des programmes de subvention de la SODEC en musique et variétés a été réalisée par la direction générale du développement stratégique. Les faits saillants de cette étude ont d'ailleurs été présentés lors des Rencontres de l'ADISQ.

En mars 2015 et pour une 5e année consécutive, une vitrine spéciale d'artistes québécois regroupés sous la bannière Planète Québec a été présentée au Festival South by Southwest, à Austin, au Texas. Cette année, la SODEC a supervisé l'organisation de cette vitrine, présentée par les organismes Pop Montréal et M pour Montréal.

Coup de coeur francophone, Montréal, édition 2014.

FINANCEMENT

Les activités de financement de la banque d'affaires de la SODEC connaissent une croissance depuis les cinq dernières années : se situant à près de 40,1 M$ en 2010-2011 (incluant 9M$ en financement intérimaire des crédits d'impôt), le portefeuille de prêts et de garanties de prêts totalise 53,4 M$ au 31 mars 2015 (incluant 3,9 M$ en financement intérimaire des crédits d'impôt) et a généré des revenus d'intérêts et d'honoraires de 2,8 M$. Le volume d'autorisation de l'exercice est de 24,6 M$ pour 62 dossiers de financement. Cette croissance du portefeuille résulte d'une stratégie de développement des affaires plus active, afin de faire connaître les outils de financement offerts aux entreprises culturelles du Québec.

L'équipe de participants, de professionnels et d'organisateurs du SODEC_LAB_DISTRIBUTION_INTERNATIONALE, lors du Rendez-vous Pro 2015, à Montréal.

AIDE FISCALE

Concernant l'administration des paramètres sectoriels des mesures fiscales, la SODEC a émis 2 769 attestations et certificats en 2014-2015, une hausse de 10 % par rapport à l'année précédente. Les devis totaux des productions admissibles demeurent stables, octroyant un montant total de 281,6 M$ en crédits d'impôt pressentis pour l'exercice se terminant le 31 mars 2015.

Jan-Fryderyk Pleszczynski, président du Conseil des arts de Montréal, Manon Barbeau, cinéaste, Manon Gauthier, présidente de la Commission de la culture et des communications de la Ville de Montréal, Pierre Lemonde, président-directeur général du CORIM et Sylvie Barcelo, alors sous-ministre du ministère de la Culture et des Communications, entourent Monique Simard, présidente et chef de la direction de la SODEC, lors de la conférence de cette dernière au CORIM, intitulée *La culture du changement pour une culture en changement.*

NUMÉRIQUE

Après plusieurs années de réflexion et de consultations, le Plan culturel numérique du Québec a été annoncé par le premier ministre du Québec au début de l'automne 2014, assorti d'une enveloppe budgétaire qui a permis à la SODEC de débuter la réalisation de ses objectifs relatifs à l'axe *La migration vers le numérique*.

La SODEC travaille à l'instauration d'une stratégie intégrée touchant tous les secteurs de la SODEC et accompagne les entreprises culturelles dans toutes les étapes : développement, production et exploitation. En 2014-2015, la SODEC a travaillé à l'élaboration de nouveaux programmes, effectifs en 2015-2016, et révisera les programmes actuels qui touchent au numérique. Par ailleurs, la SODEC a mis en place une nouvelle Commission consultative numérique/interactive composée d'un noyau de représentants d'entreprises ou d'organismes œuvrant dans le secteur du numérique et d'un représentant de chacune des commissions consultatives de la SODEC. Le travail de la Commission est de consulter le milieu sur ses besoins et d'alimenter la SODEC dans son travail d'élaboration de programmes relatifs au numérique.

De plus, au cours de l'exercice, quatre groupes de réflexion ont été formés sur les thèmes : création/production, exploitation, droits et concentration des entreprises, afin d'alimenter la réflexion du conseil d'administration et du personnel de la SODEC dans ses futures orientations, notamment en matière numérique.

Finalement, pour favoriser une compréhension accélérée des transformations engendrées par les nouvelles technologies numériques dans les différents secteurs culturels, la SODEC a élaboré et mis en place une formation sur mesure pour tous ses employés.

PATRIMOINE IMMOBILIER

Les ambitions à l'origine des projets de requalification de la batterie Royale et de restauration de la maison Louis-Fornel se sont matérialisées par l'accomplissement des travaux. Le résultat apporte un souffle nouveau à Place Royale. D'ailleurs, le projet de la batterie Royale s'est vu décerner un certificat de mérite dans la catégorie Patrimoine à l'occasion du concours Les Mérites d'architecture de la Ville de Québec en décembre 2014.

Des travaux majeurs visant la restauration de la maçonnerie, la mise aux normes des installations mécaniques et la conformité à la règlementation ont aussi été exécutés sur plusieurs maisons de Place Royale, notamment les maisons Morin-Quessy-Grenon, Leber-Charest-Saint-Amant et Duroy-Leduc.

Afin de revaloriser la fonction commerciale, la SODEC a poursuivi ses démarches auprès du ministère de la Culture et des Communications et de la Ville de Québec pour améliorer la visibilité des locaux commerciaux. Ainsi, des travaux de transformation de la devanture commerciale de la maison Soumande ont pu être entrepris à la suite de la délivrance des permis de construire de la Ville de Québec et du ministère de la Culture et des Communications. Toujours sur le plan commercial, la SODEC a repris les discussions avec ses locataires commerciaux et la Coopérative de solidarité du Quartier Petit Champlain pour mettre en place un mécanisme de promotion commerciale.

La SODEC a aussi participé aux travaux de la Table de concertation du Vieux-Québec, organisée par la Ville de Québec.

En matière de gouvernance et avec l'aide du ministère de la Culture et des Communications, la SODEC a commencé la préparation de son cadre de gestion des infrastructures, conformément à la Loi sur les infrastructures publiques.

Parc de la batterie Royale, Place Royale à Québec.

© Alexis Gagnon
Tous droits réservés

© 7086881 Canada Inc. (EMAfilms Inc.)
Tous droits réservés

Une scène du film *Mobile étoile* avec Luc Picard.
Photographe : Sébastien Raymond

© 7578229 Canada Inc. (EMAfilms Inc.)
Tous droits réservés

Une scène du documentaire *Chienne de vie*.
Photographe : Joël Provencher

© 8705399 Canada Inc. (EMAfilms Inc.)
Tous droits réservés

Une scène du film *Turbo kid* avec Munro Chambers et Laurence Leboeuf.
Photographe : Benoit Beaulieu

ANNE-MARIE GÉLINAS

CINÉMA

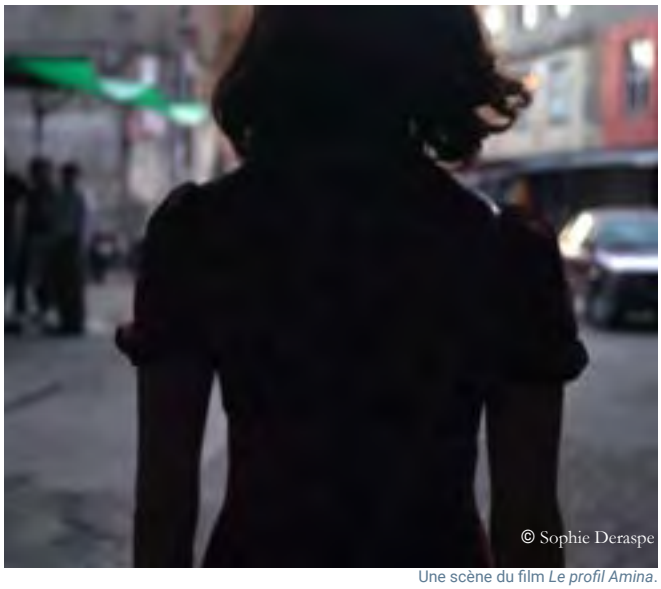
Anne-Marie Gélinas produit des longs métrages et des documentaires depuis plus de 20 ans et a travaillé dans plus de 25 pays. Sous la bannière Productions Jeux d'Ombres, cofondée avec Andrew Noble, elle a produit *Zigrail* (1995), d'André Turpin, et *Le goût des jeunes filles* (2004), tiré du roman de Dany Laferrière.

En 2008, elle a fondé EMAfilms, boîte de production à laquelle s'est joint Benoit Beaulieu en tant que partenaire en 2011. Cette année-là, ils ont notamment coproduit *Mars et Avril* de Martin Villeneuve, une science-fiction dont la première mondiale a eu lieu au Festival international de Karlovy Vary et qui a reçu plusieurs nominations aux prix Écrans canadiens et aux prix Jutra.

Anne-Marie Gélinas a également coproduit avec la France et Israël *Une bouteille dans la mer de Gaza*, qui a reçu trois nominations aux prix Lumières et une nomination aux prix Jutra dans la catégorie Meilleure musique. Elle a agi en tant que productrice déléguée pour le film *Rebelle* de Kim Nguyen, qui a raflé des prix partout sur son passage, dont l'Ours d'Argent à la Berlinale et celui du meilleur film au Festival de Tribeca. Il a aussi été sélectionné aux Oscars comme meilleur film en langue étrangère.

En 2014, EMAfilms a produit *Turbo kid*, écrit et réalisé par le collectif RKSS, qui a été projeté en première mondiale du Festival du film de Sundance en janvier 2015 et qui a gagné le prix du public au festival SXSW et à Fantaspoa.

Elle coproduit également le documentaire *Mobile étoile*, avec la France, lequel est écrit et réalisé par Raphaël Nadjari, réalisateur de renommée mondiale. Un autre documentaire produit par EMAfilms, *Chienne de vie*, sera quant à lui diffusé sur les ondes de ICI Radio-Canada Télé.



Une scène du film *Le profil Amina*.

Tournage et scènes du film *Les loups* avec Louise Portal et Évelyne Brochu.

SOPHIE DERASPE

CINÉMA

Ce sont les arts visuels et la littérature qui ont conduit Sophie Deraspe au cinéma. En tant que directrice photo et réalisatrice, elle a fait plusieurs incursions dans le documentaire avant de réaliser un premier long-métrage de fiction, *Rechercher Victor Pellerin* (2006), qui joue avec les codes du réel.

Fort d'un succès critique et de multiples projections à travers le monde, le travail de Sophie Deraspe s'est poursuivi avec la réalisation en 2009 d'un second long-métrage, tout aussi empreint de réalisme, *Les signes vitaux*. Depuis sa première mondiale au Festival du nouveau cinéma à Montréal et sa première internationale en compétition à Rotterdam, *Les signes vitaux* a été primé 14 fois dans une trentaine de festivals internationaux, avant d'être vendu sur plusieurs territoires. Au Québec, il a été finaliste au Jutra du meilleur film.

Sophie Deraspe a également sorti en 2015 le film de fiction *Les Loups*, après avoir fait l'ouverture des Rendez-Vous du cinéma québécois, ainsi que *Le Profil Amina*, un long métrage documentaire qui a vu sa première diffusée en compétition officielle au Festival du film de Sundance. *Le Profil Amina* a été acquis par IFC pour une distribution en salles aux États-Unis en plus d'avoir été vendu dans plusieurs autres pays.

CINÉMA ET PRODUCTION TÉLÉVISUELLE

32 290 321 $
en programmes d'aide 2014-2015

2

PRÉSENTATION DES RÉSULTATS

RÉSULTATS RELATIFS AU PLAN D'ACTION 2014-2015 DU PLAN STRATÉGIQUE 2013-2016

Enjeu 1 — Des entreprises compétitives et un patrimoine immobilier à valoriser

Les œuvres québécoises doivent se démarquer par leur originalité et leur qualité, devant une production mondiale facilement accessible, et elles doivent s'adapter aux nouveaux modes de consommation. Afin d'assurer le développement des entreprises culturelles, il faut créer et rendre disponible une masse critique de produits originaux, en particulier de langue française, quel que soit le support, physique ou numérique.

Place Royale, témoin de notre histoire et de notre culture, nécessite de l'entretien ainsi qu'une mise en valeur digne de sa valeur patrimoniale. Il faut préserver et valoriser ce lieu historique pour notre bénéfice et celui des générations futures.

Orientation 1

Stimuler la vitalité des entreprises et mettre en valeur notre patrimoine culturel

Axe 1.1 : La migration vers le numérique

Objectif 1.1.1 :
Encourager la création et l'offre de produits culturels en tenant compte de l'évolution technologique

INDICATEUR	CIBLE
Taux d'accroissement du nombre de projets à forte teneur en numérique acceptés grâce aux ajustements apportés aux mesures d'aide.	Augmentation du nombre de projets acceptés.*

**Puisqu'il s'agit de mettre en place de nouvelles mesures, les taux d'accroissement seront chiffrés à partir de l'année 2015-2016*

La cible pourra être évaluée à la fin de l'année 2015-2016, lorsque les ajustements seront apportés aux mesures d'aide déjà en place.

En 2014-2015, la SODEC a réitéré son soutien aux entreprises du secteur du livre pour la numérisation de titres, qui ont été déposés par la suite chez différents agrégateurs, ainsi que pour le développement de projets collectifs en numérisation. Les entreprises en musique et variétés ont reçu de l'aide principalement pour développer des plateformes, et plus particulièrement pour le développement d'outils technologiques pour assurer la promotion et la distribution sur les plateformes incontournables, l'amélioration des outils transactionnels des sites des entreprises, l'optimisation de la promotion par les médias sociaux, la production et l'enrichissement des contenus de promotion, la traduction et le référencement. Grâce au Plan culturel numérique, le soutien additionnel aux activités en nouveaux médias est passé de 500 000 $ en 2013-2014 à 1 450 000 $ en 2014-2015. Ces volets seront revus au cours de l'année 2015-2016 dans la foulée du Plan culturel numérique du Québec.

La Direction générale du cinéma et de la production télévisuelle finalise une révision en profondeur de ses programmes d'aide en réponse aux recommandations du Groupe de travail sur les enjeux du cinéma (GTEC) et aux impératifs de l'évolution technologique, de la distribution et de la diffusion. Cet exigeant et vaste chantier est réalisé grâce à la collaboration de sous-comités de travail formés de membres du Conseil national du cinéma et de la production télévisuelle (CNCT) et d'employés de la SODEC.

Parallèlement, des consultations et de l'étalonnage ont été réalisés pour cerner les enjeux relatifs à une ouverture du crédit d'impôt remboursable en production cinématographique et télévisuelle à un déclencheur numérique. Seul l'engagement d'un distributeur ou d'un télédiffuseur à exploiter l'œuvre permet actuellement d'obtenir un crédit d'impôt. Une mise en contexte et une estimation de l'impact financier d'une telle ouverture ont été déposées au ministre des Finances. De plus, la SODEC examine les recommandations du rapport Godbout afin de vérifier si les enjeux du numérique ont été pris en considération.

Objectif 1.1.2 :
Soutenir l'innovation et l'exploration des marchés numériques

INDICATEUR	CIBLE
Taux d'accroissement du nombre de projets acceptés qui visent l'innovation et l'exploration des marchés numériques.	Augmentation du nombre de projets acceptés*.

**Puisqu'il s'agit de mettre en place de nouvelles mesures, les taux d'accroissement seront chiffrés à partir de l'année 2015-2016*

La cible sera évaluée à la fin de l'année 2015-2016, lorsque de nouvelles mesures auront été mises en place.

En cinéma, un nouveau volet a été ajouté à l'automne 2014 au programme d'aide en distribution pour les frais de copies virtuelles. Deux projets visant le développement des marchés numériques ont été acceptés (agrégateur de contenu pour les entreprises de distribution et projet pilote de cinéma sur demande).

En ce qui concerne le milieu du livre, des rencontres exploratoires ont été réalisées en France, en compagnie de représentants de l'Association nationale des éditeurs de livres et de membres de la Commission du livre de la SODEC, afin d'examiner les initiatives porteuses pour le marché de l'édition numérique, telles que le Labo de l'édition.

Axe 1.2 : L'essor des entreprises culturelles

Objectif 1.2.1 : Accroître l'éventail des mesures pour encourager l'entrepreneuriat

INDICATEUR	CIBLE
Nombre et nature des mesures mises en place pour encourager l'entrepreneuriat culturel.	Mise en place de deux nouvelles mesures : • Programme de microcrédit. • Processus de veille sur la propriété québécoise des entreprises et la relève entrepreneuriale.

La cible a été abandonnée après évaluation.

Un outil de microcrédit a été élaboré en 2013-2014. Toutefois, après analyse, la SODEC a conclu que cet outil ne présentait pas les avantages espérés. Le projet, et dès lors la cible, a donc été abandonné. La Banque d'affaires continuera d'offrir du financement aux petites entreprises par le biais de ses outils habituels.

Un processus de veille sur la propriété québécoise des entreprises et la relève entrepreneuriale est suivi par l'équipe de financement de façon quotidienne. Après évaluation, les responsables ont conclu que ce processus était suffisant et ne nécessitait pas de modifications.

De nouvelles mesures seront mises en œuvre afin de renforcer le secteur de la distribution des productions cinématographiques. Ces changements feront partie des programmes qui seront approuvés au cours de l'automne 2015.

Axe 1.3 : Place Royale, lieu d'histoire et de vie

Objectif 1.3.1 : Accroître l'accessibilité à la Place Royale pour permettre aux citoyens de mieux s'approprier le lieu

INDICATEUR	CIBLE
Degré d'avancement des travaux de mise en valeur de la batterie Royale.	Début des travaux d'ici 2016.

La cible fixée pour 2016 est déjà atteinte à 100 %.

La requalification de la batterie Royale a été achevée en juillet 2014, et s'est vue décerner un certificat de mérite dans la catégorie Patrimoine (dans un site patrimonial) dans le cadre du concours Les Mérites d'Architecture de la Ville de Québec.

De nouveaux projets ont été présentés pour contribuer à la pérennité de la Place Royale. La transformation de la maison L'Archevêque a été étudiée afin d'exploiter sa position stratégique, de l'adapter aux usages existants et de la rentabiliser. Une maquette illustrant le concept de transformation du bâtiment a été produite en juillet 2014. Par la suite, un diagnostic contextualisé a été établi, et le concept a évolué. Il reste à obtenir le financement pour réaliser le projet.

Un concept de transformation de la façade de la rue Notre-Dame de la maison Soumande a été adopté en octobre 2014 afin de raviver son attrait commercial. Ce projet a été mené en collaboration avec la Boutique métiers d'art. La fin des travaux est prévue pour avril 2015.

Enjeu 2 Accès et rayonnement des produits culturels québécois

Pour assurer la pérennité de la culture québécoise, et plus particulièrement de langue française, les entreprises doivent accroître leurs efforts en promotion, en diffusion et en commercialisation des produits, tant pour le marché national qu'international. La mouvance des modes de consommation et la concurrence mondiale exigent que les entreprises s'adaptent rapidement et utilisent judicieusement tous les outils dont elles disposent, qu'ils soient traditionnels ou numériques.

Orientation 2

Soutenir la commercialisation et le rayonnement des produits culturels québécois sur les marchés nationaux et internationaux

Axe 2.1 : La diffusion

Objectif 2.1.1 : Mobiliser les entreprises afin qu'elles accroissent ou diversifient les moyens de promotion des produits culturels québécois

INDICATEUR	CIBLE
Nombre de groupes de travail menés en collaboration avec la clientèle à propos de ses pratiques et de ses besoins actuels.	Au moins deux groupes de travail menés au 31 mars 2016.

La cible des deux groupes au 31 mars 2016 est atteinte à 100 %.

La SODEC a collaboré activement à la conception des nouvelles mesures d'aide prévues au Plan d'action sur le livre du ministère de la Culture et des Communications. Ce plan découle d'une consultation qui a été menée par le ministère auprès du milieu du livre. Des travaux seront entrepris en 2015-2016 pour aménager les programmes du livre en fonction du Plan d'action ministériel.

La SODEC a collaboré avec le Conseil des métiers d'art du Québec au développement d'une stratégie de mise en marché des produits des métiers d'art qui a donné lieu à un plan de relance des boutiques du CMAQ. De plus, un sondage a été réalisé auprès des organismes aidés dans le cadre du soutien aux événements de commercialisation du Programme d'aide aux artisans et aux entreprises en métiers d'art. Les résultats du sondage permettront à la SODEC de mieux cibler son intervention dans les événements en métiers d'art.

Au cours de l'exercice, un groupe de réflexion, constitué de représentants du milieu de la culture et d'employés de la SODEC, s'est réuni afin d'alimenter la réflexion de la SODEC sur l'exploitation.

La commission numérique a également formulé des besoins spécifiquement par rapport à : Rejoindre les publics : exploitation des productions québécoises.

La direction générale du cinéma et de la production télévisuelle a organisé des rencontres avec les entreprises de distribution, les exploitants de salles de cinéma ainsi que l'Association des cinémas parallèles du Québec en vue de discuter des moyens et des nouveaux outils disponibles pour soutenir et développer la promotion des films. Un SODEC_LAB a été organisé pour les entreprises de production afin de les sensibiliser aux méthodes et nouvelles pratiques de promotion des films à l'échelle internationale. Une consultation a été menée auprès des entreprises du secteur cinématographique sur leurs besoins en promotion sur le marché international.

Au cours de l'exercice, un groupe de réflexion constitué de représentants du milieu de la culture et d'employés de la SODEC s'est réuni pour alimenter la réflexion au sujet de l'exploitation.

La Commission numérique/interactive a également été consultée sur le sujet et a formulé des propositions sur les manières de soutenir l'exploitation des productions québécoises pour mieux rejoindre les publics.

Axe 2.2 : L'exportation

Objectif 2.2.1 : Optimiser les interventions de la SODEC sur les marchés hors Québec

INDICATEUR	CIBLE
Degré d'avancement de la mise en place d'un processus évaluant la participation, la satisfaction et la performance de la clientèle lors des événements internationaux organisés par la SODEC.	Mise en place du processus au 31 mars 2015.

La cible est atteinte à 100 %.

La SODEC a mis en œuvre son processus d'évaluation de la participation, de la satisfaction et de la performance de la clientèle lors des événements internationaux qu'elle organise. La Société a aussi complété le réaménagement de son Programme d'aide à l'exportation et au rayonnement culturel en cinéma.

Québec Édition, qui assume les présences collectives dans les salons et foires à l'étranger, a mené en collaboration avec la SODEC un important travail de consultation auprès des éditeurs. Une nouvelle stratégie de développement des marchés internationaux répondant aux réalités actuelles d'exportation et de marchés de droits a été développée et sera mise en œuvre au courant de l'année 2015.

Enjeu 3 Amélioration continue de l'efficacité et de la qualité des services

La SODEC doit poursuivre la modernisation de son administration pour la rendre plus efficace et relever les nombreux défis qu'elle devra affronter d'ici 2016. On mettra l'accent sur la révision des processus, la gestion en fonction des résultats, la concertation au sein de l'organisation et la formation du personnel.

Orientation 3

Améliorer la gouvernance et la gestion des ressources humaines

Axe 3.1 : La gouvernance

Objectif 3.1.1 : Améliorer les processus administratifs et l'organisation du travail

INDICATEUR	CIBLE
Nombre de processus prioritaires documentés et révisés.	Révision de 80 processus au 31 mars 2016. Cible réévaluée à 49 processus et 60 procédures au 31 mars 2017.

La cible 2016 est atteinte à 67 %.

La SODEC a procédé à une hiérarchisation de ses processus d'affaires afin de disposer rapidement de l'information essentielle au développement d'un service de dépôt électronique. La documentation de ses processus prioritaires est pratiquement terminée. Plus de la moitié des processus non prioritaires sont entièrement documentés, onze n'ont pas encore été entamés, et les autres le sont à des degrés divers. Il reste à démarrer les six processus jugés semi-prioritaires.

Objectif 3.1.2 : Enrichir le cadre décisionnel de la SODEC

INDICATEUR	CIBLE
Date de mise en place d'un processus de tableau de bord de gestion publié semestriellement.	Mise en place du processus au 31 mars 2014.

La cible 2014 est atteinte à 50 %.

Les capacités de l'outil d'interrogation lié à l'entrepôt de données détermineront la forme que pourra prendre le tableau de bord. Plusieurs travaux de collecte et d'analyse réalisés au cours de l'année ont permis d'éclairer la SODEC sur l'élaboration d'une méthode de suivi et sur le développement de plusieurs indicateurs du futur tableau de bord.

Axe 3.2 : Les ressources humaines

Objectif 3.2.1 : Améliorer l'expertise du personnel pour tout ce qui touche aux nouvelles approches de création, de production et de mise en marché au sein de la SODEC

INDICATEUR	CIBLE
Nombre de séances internes de formation en lien avec le secteur numérique.	Moyenne de cinq séances de formation par année.

Cette cible est atteinte à 100 %.

Pour favoriser une compréhension accélérée des transformations engendrées par les nouvelles technologies numériques dans les différents secteurs culturels, la SODEC a élaboré et mis en place une formation sur mesure pour tous ses employés.

Deux ateliers ont été offerts à l'ensemble du personnel afin de s'assurer que tous les employés développent une connaissance minimale du domaine numérique dans le secteur culturel. Par la suite, quatre ateliers de niveau plus avancé ont été offerts aux employés plus directement touchés par le virage numérique afin de discuter de l'intégration des connaissances aux activités de la SODEC et de favoriser l'analyse et la prise de décision éclairée, tant dans la gestion que dans la modernisation, la révision ou encore le développement de nouveaux programmes. Enfin, quatre conférences ont été offertes afin d'étudier des exemples concrets d'entreprises qui utilisent actuellement les technologies numériques dans leurs projets culturels. Cette formation a été un réel succès, et la SODEC envisage de poursuivre cette démarche de façon moins intensive, mais régulière afin de susciter une réflexion constante et que les employés puissent se tenir à jour des tendances et en être informés.

Vu le succès obtenu auprès du personnel, la SODEC a poursuivi la tenue des midis-conférences débutée en 2013-2014 sur divers sujets qui touchent le numérique.

© Andréanne Gauthier

ALEX NEVSKY

MUSIQUE ET VARIÉTÉS

Alex Nevsky a grandi à Granby et a reçu une formation à l'École nationale de la chanson dans sa ville natale.

Il a signé avec Audiogram et a lancé son premier album *De lune à l'aube* en 2010, dont la réalisation est parrainée par Yann Perreau. Il a récolté deux nominations au Gala de l'ADISQ dans les catégories Révélation de l'année et Album de l'année pop-rock. Il a été nommé Révélation Radio-Canada Musique 2010-2011, et a présenté son spectacle en Chine et en Thaïlande, dans le cadre d'une tournée de la 16e édition de la Fête de la francophonie.

Lorsque l'album *Himalaya mon amour* a été lancé au mois d'août 2013, *On leur a fait croire* est devenue l'une des dix chansons les plus jouées de l'année en radio au Québec, se classant cinq fois nº 1 du Palmarès BDS. L'année suivante, Alex Nevsky a enchainé les spectacles, apparitions télé et nominations et s'est retrouvé en lice pour le prix Félix-Leclerc de la chanson.

À l'automne, Alex Nevsky a été en nomination quatre fois au Gala de l'ADISQ. Il est monté sur scène pour recevoir trois des plus prestigieux trophées : Album de l'année – Pop, Interprète masculin de l'année et Chanson de l'année pour *On leur a fait croire*.

Pendant ce temps, le deuxième extrait radio *Les coloriés* a connu un succès encore plus fulgurant. La chanson s'est hissée 11 fois à la première position du Palmarès BDS, pour devenir l'extrait nº 1 de l'année 2014.

MUSIQUE ET VARIÉTÉS

10 779 832 $
en programmes d'aide 2014-2015

Portrait

MICHEL BÉLANGER

MUSIQUE ET VARIÉTÉS

Au moment de souffler ses trente chandelles, Audiogram se tourne plus que jamais vers l'avenir. Parcours d'une boîte influente et indépendante.

C'est le 4 septembre 1984 que le lancement de Nouvelles d'Europe constitue l'acte de naissance des Disques Audiogram par Michel Bélanger, récipiendaire du Félix du Bureau de promotion de l'année 1980. Pas moins de 28 000 exemplaires s'écoulent durant les douze mois qui suivent, malgré la crise profonde que traverse l'industrie québécoise.

Avec des productions comme *Double vie* (1985) de Richard Séguin ou *Un trou dans les nuages* (1987) de Michel Rivard, l'entreprise connaît une ascension enviée. Puis, se noue une relation d'affaires entre Audiogram, Alain Simard, André Ménard et Rosaire Archambault, qui suit toujours son cours.

Audiogram accueille les Jim Corcoran, Pierre Flynn, Jean Leloup, Laurence Jalbert, Daniel Bélanger et Zébulon de ce monde. Puis viennent Bran Van 3000, Lhasa de Sela, Loco Locass, Ariane Moffatt, Karkwa et tant d'autres qui enrichiront un catalogue en voie de devenir l'un des plus étoffés de la scène québécoise. En parallèle, Audiogram contribue à faire connaître chez nous bon nombre d'artistes étrangers, dont Alain Bashung, Pink Martini et Carla Bruni.

Audiogram fait partie des maisons de disques, pas si nombreuses, qui ont su revoir, avec l'arrivée du numérique, l'intégralité de leur structure, notamment en s'impliquant davantage sur le terrain de l'édition musicale. Avec le développement de la branche « Éditorial avenue », ils maintiennent une relation étroite avec l'œuvre et son auteur.

Associée de près aux trajectoires d'artistes comme Isabelle Boulay, Mara Tremblay, André Gagnon, Pierre Lapointe, Salomé Leclerc, Damien Robitaille, Alex Nevsky ou Jason Bajada, la jeune trentenaire a le cœur à la fête.

© Cindy Boyce

RÉPARTITION DES INTERVENTIONS FINANCIÈRES

RÉPARTITION DE L'ENSEMBLE DES INTERVENTIONS FINANCIÈRES DE LA SODEC SELON LA NATURE DES ACTIVITÉS ET LES DOMAINES, 2014-2015

	Progammes d'aide		Financement		Mesures fiscales
Domaine	Programmes généraux ($)	Programme destiné à l'exportation et au rayonnement culturel ($)	Financement des entreprises ($)	Financement intérimaire ($)	Décisions préalables : montant pressenti du crédit d'impôt ($)
Arts d'interprétation	-	-	2 200 000	-	-
Arts visuels	155 926	-	-	-	-
Cinéma et production télévisuelle	30 622 351	1 667 970	19 303 000	2 584 069	139 164 578
Doublage	-	-	-	-	4 247 691
Enregistrements sonores	-	-	-	79 555	1 311 759
Événements ou environnements multimédias hors Québec	-	-	-	-	1 524 132
Livre et édition spécialisée	5 877 127	818 750	2 212 000	223 392	5 856 846
Logiciel	-	-	-	-	-
Médias écrits	-	-	-	-	-
Métiers d'art	4 281 545	180 444	50 000	-	-
Multimédia	-	-	337 000	-	-
Muséologie et patrimoine	-	-	250 000	-	-
Musique et variétés	9 114 165	1 665 667	300 000	-	-
Production de spectacles musicaux	-	-	-	543 918	11 814 162
Radio	-	-	-	-	-
Services de production cinématographique et télévisuelle	-	-	-	-	117 666 108
Tous les domaines	-	-	-	-	-
TOTAL	**50 051 114**	**4 332 831**	**24 652 000**	**3 430 934**	**281 585 276**

FINANCEMENT DES ENTREPRISES

Répartition des autorisations selon les domaines, 2014-2015

Domaine	Nbre d'autorisations	Montant ($)	%
Arts d'interprétation	6	2 200 000	8,9
Cinéma et production télévisuelle	38	19 303 000	78,3
Livre et édition spécialisée	14	2 212 000	9,0
Métiers d'art	1	50 000	0,2
Multimédia	1	337 000	1,4
Muséologie et patrimoine	1	250 000	1,0
Musique et variétés	1	300 000	1,2
TOTAL	**62**	**24 652 000**	**100,0**

Répartition des autorisations selon l'outil financier, 2014-2015

Outil	Nbre d'autorisations	Montant ($)	%
Crédit renouvelable	34	13 077 000	53,0
Garantie de marge	6	5 950 000	24,1
Garantie de prêt	6	2 588 000	10,5
Prêt à terme	16	3 037 000	12,3
TOTAL	**62**	**24 652 000**	**100,0**

Répartition des autorisations par catégorie selon la politique financière, 2014-2015

Catégorie	Nbre d'autorisations	Montant ($)	%
Développement	28	6 568 000	26,6
Opérations conventionnelles	34	18 084 000	73,4
TOTAL	**62**	**24 652 000**	**100,0**

FINANCEMENT INTÉRIMAIRE DES CRÉDITS D'IMPÔT

Répartition des autorisations selon les mesures fiscales, 2014-2015

Domaine	Nbre d'autorisations	Montant ($)	%
Production cinématographique québécoise	35	2 584 069	75,3
Édition de livres	11	223 392	6,5
Production d'enregistrements sonores	3	79 555	2,3
Production de spectacles	7	543 918	15,9
TOTAL	**56**	**3 430 934**	**100,0**

MESURES FISCALES DE CRÉDIT D'IMPÔT, 2014-2015

Décisions préalables émises en fonction du montant pressenti de crédit d'impôt

Domaine et nature de l'intervention	Nbre	Montant ($)	Nbre d'ouvrages
Production cinématographique et télévisuelle québécoise	543	139 164 578	
Doublage de films	469	4 247 691	
Éditions de livres	146	5 856 846	2123
Production d'enregistrements sonores	127	1 311 759	
Production de spectacles	243	11 814 162	
Services de production cinématographique	66	117 666 108	
Production d'événements ou d'environnements multimédias hors Québec	26	1 524 132	
TOTAL	**1 620**	**281 585 276**	

PROGRAMMES D'AIDE AU CINÉMA ET À LA PRODUCTION TÉLÉVISUELLE

Répartition des interventions financières selon les programmes, 2014-2015

	Autorisations		
Programme d'aide	Nbre	Montant ($)	%
Programme d'aide à la scénarisation	113	1 857 510	6,1
Programme d'aide à la production	68	23 678 780	77,3
Programme d'aide à la promotion et à la diffusion	118	3 380 311	11,0
Programme d'aide aux jeunes créateurs	53	1 705 750	5,6
TOTAL	**352**	**30 622 351**	**100,0**

Programme d'aide à la scénarisation

Répartition des interventions financières selon les volets 2014-2015

	Autorisations		
Volet d'aide	Nbre	Montant ($)	%
Volet 1 : Aide sélective aux scénaristes et aux scénaristes-réalisateurs	22	338 200	18,2
Volet 2 : Aide aux entreprises de production			
2.1 : Aide sélective aux entreprises de production du secteur privé	69	896 507	48,3
2.2 : Aide sélective aux entreprises de production du secteur indépendant	19	247 803	13,3
2.3 : Aide corporative aux entreprises de production - long métrage de fiction	3	375 000	20,2
TOTAL	**113**	**1 857 510**	**100,0**

Programme d'aide à la production

Répartition des interventions financières selon les volets 2014-2015

	Autorisations		
Volet d'aide	Nbre	Montant ($)	%
Volet 1 : Aide à la production de longs métrages de fiction			
1.1 : Aide sélective aux longs métrages de fiction - secteur privé	26	18 257 000	77,1
1.2 : Aide sélective aux longs métrages de fiction - secteur indépendant	7	3 032 000	12,8
Volet 2 : Aide la production de courts et moyens métrages de fiction	7	480 000	2,0
Volet 3 : Aide à la production de documentaires	28	1 909 780	8,1
TOTAL	**68**	**23 678 780**	**100,0**

Programme d'aide à la promotion et à la diffusion

Répartition des interventions financières selon les volets 2014-2015

	Autorisations		
Volet d'aide	Nbre	Montant ($)	%
Volet 1: Aide aux entreprises de distribution			
1.1 : Aide annuelle à la mise en marché	40	422 450	12,5
1.2 : Aide à la mise en marché par projet	16	141 000	4,2
1.3 : Aide aux copies numériques et frais de copies virtuelles	5	14 115	0,4
Volet 2 : Aide aux exploitants de salles			
2.1 : Aide aux salles parallèles	16	721 484	21,3
2.2 : Aide aux salles de cinéma commerciales	11	35 080	1,0
Volet 3 : Aide aux projets spéciaux	14	579 654	17,1
Volet 4 : Aide aux festivals de films	16	1 466 528	43,4
TOTAL	**118**	**3 380 311**	**100,0**

Programme d'aide aux jeunes créateurs

Répartition des interventions financières selon les volets 2014-2015

	Autorisations		
Volet d'aide	Nbre	Montant ($)	%
Volet 1 : Aide à la scénarisation	31	239 050	14,0
Volet 2 : Aide à la production	22	1 466 700	86,0
TOTAL	**53**	**1 705 750**	**100,0**

PROGRAMMES D'AIDE AUX ENTREPRISES DU LIVRE ET DE L'ÉDITION SPÉCIALISÉE

Répartition des interventions financières selon les programmes, 2014-2015

	Autorisations		
Programme d'aide	Nbre	Montant ($)	%
Programme d'aide aux entreprises du livre et de l'édition spécialisée	444	5 243 127	89,2
Programme d'aide aux salons du livre	9	634 000	10,8
TOTAL	**453**	**5 877 127**	**100,0**

Programme d'aide aux entreprises du livre et de l'édition spécialisée

Répartition des interventions financières selon les volets 2014-2015

	Autorisations		
Volet d'aide	Nbre	Montant ($)	%
Volet 1 : Aide à l'édition et à la promotion	118	2 071 265	39,5
Volet 2 : Aide à l'édition spécialisée	5	50 799	1,0
Volet 3 : Aide à la traduction			
3.1 : Oeuvres littéraires	22	123 720	2,4
3.2 : Extraits d'oeuvres littéraires	15	12 566	0,2
Volet 4 : Participation aux salons du livre	1	200 000	3,8
Volet 5 : Aide aux librairies agréées			
5.1 : Informatisation et autres projets	61	575 335	11,0
5.2 : Promotion	62	336 538	6,4
Volet 6 : Aide au transport de livres au Québec	62	69 850	1,3
Volet 7 : Aide aux projets collectifs et aux associations			
7.1 : Aide aux projets collectifs et événements	15	210 718	4,0
7.2 : Aide aux associations et aux regroupements nationaux	12	791 100	15,1
Volet 8 : Aide à la numérisation			
8.1 : Éditeurs	60	475 236	9,1
8.2 : Projets collectifs	11	326 000	6,2
TOTAL	**444**	**5 243 127**	**100,0**

PROGRAMMES D'AIDE AUX MÉTIERS D'ART / ARTS VISUELS

Répartition des interventions financières selon les programmes, 2014-2015

	Autorisations		
Programme d'aide	Nbre	Montant ($)	%
Programme d'aide aux artisans et aux entreprises des métiers d'art	274	1 144 662	25,8
Programme d'aide aux écoles-ateliers	17	1 699 728	38,3
Programme d'aide aux artistes en arts visuels	83	155 926	3,5
Programme d'aide aux associations et aux regroupements nationaux	3	1 030 000	23,2
Programme de soutien au marché de l'art	33	407 155	9,2
TOTAL	**410**	**4 437 471**	**100,0**

Programme d'aide aux artisans et aux entreprises des métiers d'art

Répartition des interventions financières selon les volets 2014-2015

	Autorisations		
Volet d'aide	Nbre	Montant ($)	%
Volet 1 : Aide aux artisans professionnels et aux entreprises intermédiaires	102	385 807	33,7
Volet 2 : Aide aux artisans et aux entreprises en démarrage	39	111 882	9,8
Volet 3 : Aide aux projets collectifs et aux événements de commercialisation	42	581 623	50,8
Volet 4 : Participation aux salons de métiers d'art	91	65 350	5,7
TOTAL	**274**	**1 144 662**	**100,0**

Programme d'aide aux artistes en arts visuels

Répartition des interventions financières selon les volets 2014-2015

	Autorisations		
Volet d'aide	Nbre	Montant ($)	%
Volet 1 : Production d'oeuvres d'art	63	122 843	78,8
Volet 2 : Promotion et mise en marché	20	33 083	21,2
TOTAL	**83**	**155 926**	**100,0**

Programme de soutien au marché de l'art

Répartition des interventions financières selon les volets 2014-2015

	Autorisations		
Volet d'aide	Nbre	Montant ($)	%
Volet 1 : Exposition	17	161 845	39,8
Volet 2 : Exportation	16	245 310	60,2
TOTAL	**33**	**407 155**	**100,0**

PROGRAMMES D'AIDE AUX ENTREPRISES EN MUSIQUE ET VARIÉTÉS

Répartition des interventions financières selon les programmes, 2014-2015

	Autorisations		
Programme d'aide	Nbre	Montant ($)	%
Programme d'aide aux entreprises en musique et variétés	389	6 015 048	66,0
Programme de sensibilisation à la chanson et de diffusion pour le milieu collégial	103	251 717	2,8
Programme d'aide à la diffusion en variétés	32	2 452 000	26,9
Programme d'aide aux associations et aux regroupements nationaux	7	395 400	4,3
TOTAL	**531**	**9 114 165**	**100,0**

Programme d'aide aux entreprises en musique et variétés

Répartition des interventions financières selon les volets 2014-2015

	Autorisations		
Volet d'aide	Nbre	Montant ($)	%
Volet 1 : Secteur industriel			
1A : Aide globale	15	1 664 000	27,7
1B : Aide à l'entreprise	25	808 500	13,4
Volet 2 : Soutien aux activités de gérance	24	279 500	4,6
Volet 3 : Secteur para-industriel - aide aux projets	32	448 000	7,4
Volet 4 : Soutien additionnel à la tournée	185	1 365 048	22,7
Volet 5 : Soutien additionnel aux activités en nouveaux médias	108	1 450 000	24,1
TOTAL	**389**	**6 015 048**	**100,0**

Programme d'aide à la diffusion en variétés

Répartition des interventions financières selon les volets 2014-2015

	Autorisations		
Volet d'aide	Nbre	Montant ($)	%
Volet 1 : Aide aux événements nationaux et internationaux	28	2 236 000	91,2
Volet 2 : Aide à la programmation d'un diffuseur	4	216 000	8,8
TOTAL	**32**	**2 452 000**	**100,0**

PROGRAMME D'AIDE À L'EXPORTATION ET AU RAYONNEMENT CULTUREL

Répartition des interventions financières selon les volets 2014-2015

	Cinéma et production télévisuelle		Livre et édition spécialisée		Métiers d'art / Arts visuels		Musique et variétés		Total		
Volet d'aide	Nbre	Montant ($)	Nbre	Montant ($)	Nbre	Montant ($)	Nbre	Montant ($)	Nbre	Montant ($)	%
Volet 1 : Sodexport - entreprise	3	180 000	-	-	6	102 500	1	35 000	10	317 500	7,3
Volet 2.1 : Sodexport - projet	-	-	2	26 554	16	30 544	11	86 278	29	143 376	3,3
Volet 2.2 : Soutien à la tournée de spectacles de variétés hors Québec	-	-	-	-	-	-	135	1 342 150	135	1 342 150	31,0
Volet 2.3 : Achat de droits hors Québec	-	-	1	7 000	-	-	-	-	1	7 000	0,2
Volet 3 : Sodexport - Présence collective dans les marchés et foires	7	424 113	4	606 494	-	-	1	1 223	12	1 031 830	23,8
Sodexport - Autres activités de rayonnement culturel	124	959 305	14	178 702	6	47 400	20	201 016	164	1 386 423	32,0
Volet 4 : Relations internationales	2	24 552	-	-	-	-	-	-	2	24 552	0,6
Volet 5 : Projets spéciaux	1	80 000	-	-	-	-	-	-	1	80 000	1,8
TOTAL	**137**	**1 667 970**	**21**	**818 750**	**28**	**180 444**	**168**	**1 665 667**	**354**	**4 332 831**	**100,0**

LA SODEC DEPUIS 5 ANS

PROGRAMMES GÉNÉRAUX

Évolution des montants accordés selon les domaines, 2010-2011 à 2014-2015

	2010 - 2011		2011 - 2012		2012 - 2013		2013 - 2014		2014 - 2015	
Programme d'aide	Montant ($)	%	Montant ($)	%	Montant ($)	%	Montant ($)	%	Montant ($)	%
Cinéma et production télévisuelle	32 887 676	59,0	33 181 071	57,5	37 269 854	59,4	33 847 070	58,3	30 622 351	56,3
Livre et édition spécialisée	4 865 532	8,7	5 412 531	9,4	5 374 986	8,6	5 316 232	9,2	5 877 127	10,8
Métiers d'art / Arts visuels	3 969 567	7,1	4 032 141	7,0	4 548 409	7,3	4 437 347	7,6	4 437 471	8,2
Musique et variétés	8 546 121	15,3	9 820 356	17,0	10 120 597	16,2	9 449 149	16,3	9 114 165	16,8
Exportation	5 534 117	9,9	5 262 729	9,1	5 304 034	8,5	4 978 381	8,6	4 332 831	8,0
TOTAL	**55 803 013**	**100,0**	**57 708 828**	**100,0**	**62 617 880**	**100,0**	**58 028 179**	**100,0**	**54 383 945**	**100,0**

MESURES FISCALES

Évolution des décisions préalables émises en fonction du montant pressenti de crédit d'impôt, 2010-2011 à 2014-2015

	2010 - 2011		2011 - 2012		2012 - 2013		2013 - 2014		2014 - 2015	
Domaine	Nbre	Montant ($)	Nbre	Montant ($)	Nbre	Montant ($)	Nbre	Montant ($)	Nbre	Montant ($)
Production cinématographique et télévisuelle québécoise	514	156 866 552	543	108 968 161	400	114 060 385	475	121 800 192	543	139 164 578
Doublage de films	282	2 948 894	259	2 763 446	289	2 602 379	357	3 106 764	469	4 247 691
Édition de livres	199	10 092 740	189	7 492 359	161	9 018 605	172	9 578 014	146	5 856 846
Production d'enregistrements sonores	113	1 353 288	124	1 347 347	143	1 525 898	115	1 292 169	127	1 311 759
Production d'événements ou d'environnements multimédias hors Québec	-	-	-	-	-	-	3	176 659	26	1 524 132
Production de spectacles	292	14 154 380	333	14 643 731	261	13 310 795	249	15 097 141	243	11 814 162
Services de production cinématographique	38	68 264 372	43	50 347 504	31	68 950 488	24	56 767 809	66	117 666 108
TOTAL	**1 438**	**253 680 226**	**1 491**	**185 562 548**	**1 285**	**209 468 550**	**1 395**	**207 818 748**	**1 620**	**281 585 276**

FINANCEMENT DES ENTREPRISES

Évolution du financement des entreprises et du financement intérimaire des mesures fiscales de crédit d'impôt, 2010-2011 à 2014-2015

	2010 - 2011		2011 - 2012		2012 - 2013		2013 - 2014		2014 - 2015	
Domaine	Nbre	Montant ($)	Nbre	Montant ($)	Nbre	Montant ($)	Nbre	Montant ($)	Nbre	Montant ($)
FINANCEMENT DES ENTREPRISES	57	24 035 750	52	30 600 000	57	32 427 000	58	29 560 672	62	24 652 000
FINANCEMENT INTÉRIMAIRE DES CRÉDITS D'IMPÔTS										
Production cinématographique québécoise	34	4 794 005	29	1 737 996	32	3 279 259	30	3 044 012	35	2 584 069
Édition de livres	6	328 096	13	331 728	6	364 754	10	309 178	11	223 392
Production d'enregistrements sonores	2	107 707	-	-	2	28 629	4	150 717	3	79 555
Production de spectacles	6	686 507	8	213 648	11	322 129	7	459 924	7	543 918
TOTAL	**105**	**29 952 065**	**102**	**32 883 372**	**108**	**36 421 771**	**109**	**33 524 503**	**118**	**28 082 934**

CINÉMA ET PRODUCTION TÉLÉVISUELLE

Évolution des programmes d'aide, 2010-2011 à 2014-2015

	2010 - 2011		2011 - 2012		2012 - 2013		2013 - 2014		2014 - 2015	
Programme d'aide	Nbre	Montant ($)	Nbre	Montant ($)	Nbre	Montant ($)	Nbre	Montant ($)	Nbre	Montant ($)
Programme d'aide à la scénarisation	159	2 315 085	137	2 062 351	130	1 974 209	123	2 190 924	113	1 857 510
Programme d'aide à la production	76	25 395 150	63	25 662 550	74	29 918 067	79	26 600 150	68	23 678 780
Programme d'aide à la promotion et à la diffusion	110	3 538 048	131	4 014 690	123	3 880 683	151	3 928 096	118	3 380 311
Programme d'aide aux jeunes créateurs	84	1 639 393	65	1 441 480	64	1 496 895	52	1 127 900	53	1 705 750
TOTAL	**429**	**32 887 676**	**396**	**33 181 071**	**391**	**37 269 854**	**405**	**33 847 070**	**352**	**30 622 351**

LIVRE ET EDITION SPECIALISEE

Évolution des programmes d'aide, 2010-2011 à 2014-2015

	2010 - 2011		2011 - 2012		2012 - 2013		2013 - 2014		2014 - 2015	
Programme d'aide	Nbre	Montant ($)	Nbre	Montant ($)	Nbre	Montant ($)	Nbre	Montant ($)	Nbre	Montant ($)
Programme d'aide aux entreprises du livre et de l'édition spécialisée	427	4 231 532	439	4 760 531	451	4 740 986	455	4 682 232	444	5 243 127
Programme d'aide aux salons du livre	9	634 000	18	652 000	9	634 000	9	634 000	9	634 000
TOTAL	**436**	**4 865 532**	**457**	**5 412 531**	**460**	**5 374 986**	**464**	**5 316 232**	**453**	**5 877 127**

MÉTIERS D'ART / ARTS VISUELS

Évolution des programmes d'aide, 2010-2011 à 2014-2015

	2010 - 2011		2011 - 2012		2012 - 2013		2013 - 2014		2014 - 2015	
Programme d'aide	Nbre	Montant ($)	Nbre	Montant ($)	Nbre	Montant ($)	Nbre	Montant ($)	Nbre	Montant ($)
Programme d'aide aux artisans et aux entreprises des métiers d'art	277	1 133 517	275	1 051 641	266	1 034 979	290	1 050 408	274	1 144 662
Programme d'aide aux écoles-ateliers	16	1 509 000	18	1 517 000	15	1 509 400	15	1 718 732	17	1 699 728
Programme d'aide aux artistes en arts visuels	-	-	-	-	223	445 155	135	224 757	83	155 926
Aide aux associations et aux regroupements nationaux	3	1 059 000	4	1 012 500	5	1 110 000	4	1 085 000	3	1 030 000
Programme de soutien au marché de l'art	28	268 050	36	451 000	35	448 875	29	358 450	33	407 155
TOTAL	**324**	**3 969 567**	**333**	**4 032 141**	**544**	**4 548 409**	**473**	**4 437 347**	**410**	**4 437 471**

MUSIQUE ET VARIÉTÉS

Évolution des programmes d'aide, 2010-2011 à 2014-2015

	2010 - 2011		2011 - 2012		2012 - 2013		2013 - 2014		2014 - 2015	
Programme d'aide	Nbre	Montant ($)	Nbre	Montant ($)	Nbre	Montant ($)	Nbre	Montant ($)	Nbre	Montant ($)
Programme d'aide aux entreprises en musique et variétés	320	5 282 297	386	6 301 202	347	6 211 751	506	6 218 951	389	6 015 048
Programme de sensibilisation à la chanson en milieu collégial	77	245 984	99	254 384	96	263 298	98	251 698	103	251 717
Programme d'aide à la diffusion en variétés	34	2 422 500	43	2 749 000	44	2 990 000	39	2 349 000	32	2 452 000
Aide aux associations et aux regroupements nationaux	10	516 000	16	515 770	12	526 000	9	399 500	7	395 400
Programme de soutien aux immobilisations - salles de spectacles	2	79 340	-	-	9	129 548	1	230 000	-	-
TOTAL	**443**	**8 546 121**	**544**	**9 820 356**	**508**	**10 120 597**	**653**	**9 449 149**	**531**	**9 114 165**

PROGRAMME D'AIDE À L'EXPORTATION ET AU RAYONNEMENT CULTUREL

Évolution des interventions selon les domaines, 2010-2011 à 2014-2015

	2010 - 2011		2011 - 2012		2012 - 2013		2013 - 2014		2014 - 2015	
Domaine	Nbre	Montant ($)	Nbre	Montant ($)	Nbre	Montant ($)	Nbre	Montant ($)	Nbre	Montant ($)
Cinéma et production télévisuelle	108	2 104 365	120	1 499 561	117	1 762 952	126	1 505 299	137	1 667 970
Livre et édition spécialisée	36	930 619	39	816 278	34	839 597	37	812 757	21	818 750
Métiers d'art / arts visuels	41	294 801	45	308 048	43	282 312	35	235 645	28	180 444
Musique et variétés	205	2 192 118	212	2 638 842	223	2 419 173	217	2 424 680	168	1 665 667
Tous les domaines	1	12 214	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	**391**	**5 534 117**	**416**	**5 262 729**	**417**	**5 304 034**	**415**	**4 978 381**	**354**	**4 332 831**

RÉPARTITION RÉGIONALE DES INTERVENTIONS FINANCIÈRES

Évolution des interventions de la SODEC par région administrative, 2012-2013 à 2014-2015

		2012 - 2013			2013 - 2014			2014 - 2015		
Région administrative		Nbre	Montant ($)	%	Nbre	Montant ($)	%	Nbre	Montant ($)	%
01	Bas-Saint-Laurent	47	1 806 549	2,9	47	398 139	0,7	42	303 410	0,6
02	Saguenay-Lac-Saint-Jean	48	428 563	0,7	45	306 803	0,5	43	339 052	0,6
03	Capitale-Nationale	202	5 238 843	8,4	201	3 380 934	5,8	184	3 165 626	5,8
04	Mauricie	44	252 547	0,4	48	212 410	0,4	42	437 647	0,8
05	Estrie	54	314 025	0,5	51	737 739	1,3	41	270 509	0,5
06	Montréal	1 510	50 846 155	81,2	1 572	49 279 266	84,9	1 363	44 520 566	81,9
07	Outaouais	30	220 509	0,4	26	174 128	0,3	22	251 293	0,5
08	Abitibi-Témiscamingue	37	550 764	0,9	39	433 562	0,7	38	385 754	0,7
09	Côte-Nord	9	144 170	0,2	5	140 400	0,2	9	165 447	0,3
10	Nord-du-Québec	-	-	-	-	-	-	-	-	-
11	Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	27	155 782	0,2	25	272 234	0,5	25	326 697	0,6
12	Chaudière-Appalaches	39	146 448	0,2	27	113 322	0,2	34	142 949	0,3
13	Laval	11	172 778	0,3	17	176 312	0,3	11	163 643	0,3
14	Lanaudière	36	257 391	0,4	46	183 575	0,3	39	208 490	0,4
15	Laurentides	60	390 431	0,6	77	381 272	0,7	45	367 991	0,7
16	Montérégie	154	1 650 902	2,6	169	1 776 283	3,1	145	3 271 317	6,0
17	Centre-du-Québec	12	42 043	0,1	15	61 800	0,1	17	63 554	0,1
TOTAL		**2 320**	**62 617 880**	**100,0**	**2 410**	**58 028 179**	**100,0**	**2 100**	**54 383 945**	**100,0**

Évolution des montants accordés par la SODEC aux entreprises situées dans la région du Bas-Saint-Laurent, 2012-2013 à 2014-2015

	2012 - 2013			2013 - 2014			2014 - 2015		
Domaine	Nbre	Montant ($)	%	Nbre	Montant ($)	%	Nbre	Montant ($)	%
Cinéma et production télévisuelle	8	1 614 244	89,3	10	220 100	55,3	6	97 328	32,1
Livre et édition spécialisée	22	111 637	6,2	20	100 478	25,2	22	137 323	45,3
Métiers d'art / Arts visuels	15	62 668	3,5	15	59 561	15,0	12	50 759	16,7
Musique et variétés	2	18 000	1,0	2	18 000	4,5	2	18 000	5,9
TOTAL	**47**	**1 806 549**	**100,0**	**47**	**398 139**	**100,0**	**42**	**303 410**	**100,0**

Évolution des montants accordés par la SODEC aux entreprises situées dans la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean , 2012-2013 à 2014-2015

	2012 - 2013			2013 - 2014			2014 - 2015		
Domaine	Nbre	Montant ($)	%	Nbre	Montant ($)	%	Nbre	Montant ($)	%
Cinéma et production télévisuelle	6	122 727	28,6	10	124 873	40,7	7	135 674	40,0
Livre et édition spécialisée	21	134 410	31,4	19	123 589	40,3	22	145 326	42,9
Métiers d'art / Arts visuels	13	56 271	13,1	14	44 496	14,5	13	45 052	13,3
Musique et variétés	8	115 155	26,9	2	13 845	4,5	1	13 000	3,8
TOTAL	**48**	**428 563**	**100,0**	**45**	**306 803**	**100,0**	**43**	**339 052**	**100,0**

Évolution des montants accordés par la SODEC aux entreprises situées dans la région de la Capitale-Nationale , 2012-2013 à 2014-2015

	2012 - 2013			2013 - 2014			2014 - 2015		
Domaine	Nbre	Montant ($)	%	Nbre	Montant ($)	%	Nbre	Montant ($)	%
Cinéma et production télévisuelle	16	2 261 182	43,1	26	688 745	20,4	17	338 309	10,7
Livre et édition spécialisée	73	789 551	15,1	65	747 914	22,1	67	816 396	25,8
Métiers d'art / Arts visuels	67	832 678	15,9	65	883 900	26,1	58	914 232	28,9
Musique et variétés	46	1 355 432	25,9	45	1 060 375	31,4	42	1 096 689	34,6
TOTAL	**202**	**5 238 843**	**100,0**	**201**	**3 380 934**	**100,0**	**184**	**3 165 626**	**100,0**

Évolution des montants accordés par la SODEC aux entreprises situées dans la région de la Mauricie , 2012-2013 à 2014-2015

	2012 - 2013			2013 - 2014			2014 - 2015		
Domaine	Nbre	Montant ($)	%	Nbre	Montant ($)	%	Nbre	Montant ($)	%
Cinéma et production télévisuelle	10	41 200	16,3	12	43 800	20,6	12	38 150	8,7
Livre et édition spécialisée	14	167 839	66,5	13	132 270	62,3	15	368 757	84,3
Métiers d'art / Arts visuels	19	39 111	15,5	23	36 340	17,1	14	20 740	4,7
Musique et variétés	1	4 397	1,7	-	-	-	1	10 000	2,3
TOTAL	**44**	**252 547**	**100,0**	**48**	**212 410**	**100,0**	**42**	**437 647**	**100,0**

Évolution des montants accordés par la SODEC aux entreprises situées dans la région de l'Estrie , 2012-2013 à 2014-2015

	2012 - 2013			2013 - 2014			2014 - 2015		
Domaine	Nbre	Montant ($)	%	Nbre	Montant ($)	%	Nbre	Montant ($)	%
Cinéma et production télévisuelle	2	40 700	13,0	6	255 625	34,6	4	8 620	3,2
Livre et édition spécialisée	8	77 741	24,7	12	90 764	12,3	10	97 893	36,2
Métiers d'art / Arts visuels	29	87 320	27,6	20	65 468	8,9	25	95 496	35,3
Musique et variétés	15	108 264	34,5	13	325 882	44,2	2	68 500	25,3
TOTAL	**54**	**314 025**	**100,0**	**51**	**737 739**	**100,0**	**41**	**270 509**	**100,0**

Évolution des montants accordés par la SODEC aux entreprises situées dans la région de Montréal , 2012-2013 à 2014-2015

	2012 - 2013			2013 - 2014			2014 - 2015		
Domaine	Nbre	Montant ($)	%	Nbre	Montant ($)	%	Nbre	Montant ($)	%
Cinéma et production télévisuelle	426	34 157 122	67,2	432	33 347 860	67,7	406	29 209 855	65,6
Livre et édition spécialisée	213	3 645 472	7,2	224	3 637 434	7,4	193	3 755 019	8,4
Métiers d'art / Arts visuels	305	3 312 120	6,5	223	3 056 191	6,2	196	3 017 419	6,8
Musique et variétés	566	9 731 441	19,1	693	9 237 781	18,7	568	8 538 273	19,2
TOTAL	**1 510**	**50 846 155**	**100,0**	**1 572**	**49 279 266**	**100,0**	**1 363**	**44 520 566**	**100,0**

Évolution des montants accordés par la SODEC aux entreprises situées dans la région de l'Outaouais , 2012-2013 à 2014-2015

	2012 - 2013			2013 - 2014			2014 - 2015		
Domaine	Nbre	Montant ($)	%	Nbre	Montant ($)	%	Nbre	Montant ($)	%
Cinéma et production télévisuelle	3	32 880	14,9	2	2 400	1,4	2	47 500	18,9
Livre et édition spécialisée	11	107 233	48,6	13	113 833	65,4	10	140 277	55,8
Métiers d'art / Arts visuels	13	42 725	19,4	8	34 145	19,6	7	36 016	14,3
Musique et variétés	3	37 671	17,1	3	23 750	13,6	3	27 500	10,9
TOTAL	**30**	**220 509**	**100,0**	**26**	**174 128**	**100,0**	**22**	**251 293**	**100,0**

Évolution des montants accordés par la SODEC aux entreprises situées dans la région de l'Abitibi-Témiscamingue , 2012-2013 à 2014-2015

	2012 - 2013			2013 - 2014			2014 - 2015		
Domaine	Nbre	Montant ($)	%	Nbre	Montant ($)	%	Nbre	Montant ($)	%
Cinéma et production télévisuelle	5	272 200	49,4	7	157 375	36,3	8	154 318	40,0
Livre et édition spécialisée	11	85 188	15,5	15	102 427	23,6	14	88 767	23,0
Métiers d'art / Arts visuels	2	3 108	0,6	1	3 000	0,7	3	6 534	1,7
Musique et variétés	19	190 268	34,5	16	170 760	39,4	13	136 135	35,3
TOTAL	**37**	**550 764**	**100,0**	**39**	**433 562**	**100,0**	**38**	**385 754**	**100,0**

Évolution des montants accordés par la SODEC aux entreprises situées dans la région de la Côte-Nord , 2012-2013 à 2014-2015

	2012 - 2013			2013 - 2014			2014 - 2015		
Domaine	Nbre	Montant ($)	%	Nbre	Montant ($)	%	Nbre	Montant ($)	%
Cinéma et production télévisuelle	3	33 795	23,4	2	33 000	23,5	3	50 500	30,5
Livre et édition spécialisée	4	59 285	41,1	2	57 400	40,9	5	64 947	39,3
Métiers d'art / Arts visuels	1	1 090	0,8	-	-	-	-	-	-
Musique et variétés	1	50 000	34,7	1	50 000	35,6	1	50 000	30,2
TOTAL	**9**	**144 170**	**100,0**	**5**	**140 400**	**100,0**	**9**	**165 447**	**100,0**

Évolution des montants accordés par la SODEC aux entreprises situées dans la région de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine , 2012-2013 à 2014-2015

	2012 - 2013			2013 - 2014			2014 - 2015		
Domaine	Nbre	Montant ($)	%	Nbre	Montant ($)	%	Nbre	Montant ($)	%
Cinéma et production télévisuelle	5	50 595	32,5	1	150 000	55,1	2	231 000	70,7
Livre et édition spécialisée	8	57 657	37,0	8	55 553	20,4	8	15 310	4,7
Métiers d'art / Arts visuels	14	47 530	30,5	16	66 681	24,5	15	80 387	24,6
TOTAL	**27**	**155 782**	**100,0**	**25**	**272 234**	**100,0**	**25**	**326 697**	**100,0**

Évolution des montants accordés par la SODEC aux entreprises situées dans la région de Chaudière-Appalaches , 2012-2013 à 2014-2015

	2012 - 2013			2013 - 2014			2014 - 2015		
Domaine	Nbre	Montant ($)	%	Nbre	Montant ($)	%	Nbre	Montant ($)	%
Cinéma et production télévisuelle	2	7 289	5,0	-	-	-	-	-	-
Livre et édition spécialisée	20	121 765	83,2	11	93 449	82,5	18	104 383	73,0
Métiers d'art / Arts visuels	16	16 151	11,0	16	19 873	17,5	16	38 566	27,0
Musique et variétés	1	1 243	0,8	-	-	-	-	-	-
TOTAL	**39**	**146 448**	**100,0**	**27**	**113 322**	**100,0**	**34**	**142 949**	**100,0**

Évolution des montants accordés par la SODEC aux entreprises situées dans la région de Laval , 2012-2013 à 2014-2015

	2012 - 2013			2013 - 2014			2014 - 2015		
Domaine	Nbre	Montant ($)	%	Nbre	Montant ($)	%	Nbre	Montant ($)	%
Cinéma et production télévisuelle	-	-	-	-	-	-	2	25 800	15,8
Livre et édition spécialisée	4	72 712	42,1	4	79 863	45,3	3	90 758	55,5
Métiers d'art / Arts visuels	1	1 485	0,9	4	4 010	2,3	1	590	0,4
Musique et variétés	6	98 581	57,0	9	92 439	52,4	5	46 495	28,4
TOTAL	**11**	**172 778**	**100,0**	**17**	**176 312**	**100,0**	**11**	**163 643**	**100,0**

Évolution des montants accordés par la SODEC aux entreprises situées dans la région de la Lanaudière , 2012-2013 à 2014-2015

	2012 - 2013			2013 - 2014			2014 - 2015		
Domaine	Nbre	Montant ($)	%	Nbre	Montant ($)	%	Nbre	Montant ($)	%
Cinéma et production télévisuelle	1	75 000	29,2	2	34 190	18,6	4	51 900	24,9
Livre et édition spécialisée	11	53 288	20,7	13	58 522	31,9	13	80 058	38,4
Métiers d'art / Arts visuels	15	45 630	17,7	27	54 002	29,4	18	47 250	22,7
Musique et variétés	9	83 473	32,4	4	36 861	20,1	4	29 282	14,0
TOTAL	**36**	**257 391**	**100,0**	**46**	**183 575**	**100,0**	**39**	**208 490**	**100,0**

Évolution des montants accordés par la SODEC aux entreprises situées dans la région des Laurentides , 2012-2013 à 2014-2015

	2012 - 2013			2013 - 2014			2014 - 2015		
Domaine	Nbre	Montant ($)	%	Nbre	Montant ($)	%	Nbre	Montant ($)	%
Cinéma et production télévisuelle	6	117 350	30,1	3	33 363	8,8	6	138 667	37,7
Livre et édition spécialisée	17	142 106	36,4	33	184 079	48,3	18	157 124	42,7
Métiers d'art / Arts visuels	28	77 412	19,8	22	66 891	17,5	11	38 349	10,4
Musique et variétés	9	53 563	13,7	19	96 939	25,4	10	33 851	9,2
TOTAL	**60**	**390 431**	**100,0**	**77**	**381 272**	**100,0**	**45**	**367 991**	**100,0**

Évolution des montants accordés par la SODEC aux entreprises situées dans la région de la Montérégie , 2012-2013 à 2014-2015

	2012 - 2013			2013 - 2014			2014 - 2015		
Domaine	Nbre	Montant ($)	%	Nbre	Montant ($)	%	Nbre	Montant ($)	%
Cinéma et production télévisuelle	13	195 222	11,8	16	235 688	13,3	10	1 762 700	53,9
Livre et édition spécialisée	52	595 436	34,3	45	529 120	29,8	49	583 115	17,8
Métiers d'art / Arts visuels	44	197 962	12,0	45	264 278	14,9	39	213 395	6,5
Musique et variétés	45	692 282	41,9	63	747 197	42,1	47	712 107	21,8
TOTAL	**154**	**1 650 902**	**100,0**	**169**	**1 776 283**	**100,0**	**145**	**3 271 317**	**100,0**

Évolution des montants accordés par la SODEC aux entreprises situées dans la région du Centre-du-Québec , 2012-2013 à 2014-2015

	2012 - 2013			2013 - 2014			2014 - 2015		
Domaine	Nbre	Montant ($)	%	Nbre	Montant ($)	%	Nbre	Montant ($)	%
Cinéma et production télévisuelle	2	11 300	26,9	2	25 350	41,0	-	-	-
Livre et édition spécialisée	5	23 263	55,4	4	22 294	36,1	7	50 424	79,3
Métiers d'art / Arts visuels	5	7 460	17,7	9	14 156	22,9	10	13 130	20,7
TOTAL	**12**	**42 023**	**100,0**	**15**	**61 800**	**100,0**	**17**	**63 554**	**100,0**

DÉCLARATION DE SERVICES AUX CITOYENNES ET AUX CITOYENS

Au cours de cette année, la SODEC n'a reçu aucune plainte formelle relative à la qualité de ses services. De plus, le secrétariat à la qualité des services n'a eu à intervenir dans aucun dossier d'insatisfaction qui aurait pu faire l'objet de plainte.

NOTRE SERVICE À LA CLIENTÈLE

L'équipe de la SODEC est soucieuse d'offrir des services de qualité et d'améliorer sa performance. Elle entend procéder périodiquement à l'évaluation de la prestation de services qu'elle offre. Même si la responsabilité première qui consiste à respecter les engagements de cette déclaration de services aux citoyennes et aux citoyens incombe à chacun des membres du personnel de la Société, toute plainte ou tout commentaire concernant le service à la clientèle pourra être adressé au Secrétariat à la qualité des services, à l'attention de :

Jean Valois
Secrétaire et directeur des affaires juridiques
215, rue Saint-Jacques, bureau 800
Montréal (Québec) H2Y 1M6
Télécopieur : 514 841-8606
qualite-service@sodec.gouv.qc.ca

Nous donnerons suite à toute plainte écrite, dans un délai inférieur à 30 jours ou, en situation exceptionnelle, nous informerons des motifs de tout retard et d'un nouvel échéancier. La SODEC rendra compte du respect des engagements de cette déclaration dans son rapport annuel de gestion, déposé à l'Assemblée nationale.

Vous trouverez la déclaration de services aux citoyennes et aux citoyens complète sur notre site internet.

www.sodec.gouv.qc.ca

3

UTILISATION DES RESSOURCES

RESSOURCES HUMAINES

RÉPARTITION DE L'EFFECTIF PAR GRANDS SECTEURS D'ACTIVITÉ OU PAR ORIENTATIONS STRATÉGIQUES

Effectifs en poste au 31 mars 2015

SECTEURS D'ACTIVITÉ OU ORIENTATIONS STRATÉGIQUES	2014-2015
Présidence	2
Direction générale des ressources humaines et des communications	9
Secrétariat et direction des affaires juridiques	3
Direction générale du développement stratégique et du bureau de la présidence	5
Direction générale des ressources financières, informatiques, matérielles et du patrimoine immobilier	24
Direction générale du financement et de l'aide fiscale	26
Direction générale du cinéma et de la production télévisuelle	28
Direction générale du livre, des métiers d'art, de la musique et des variétés	11
TOTAL	**108**

Effectifs en poste : au 31 mars, le nombre de personnes en poste et non le nombre d'équivalents temps complet (ETC) autorisé.

FORMATION ET PERFECTIONNEMENT DU PERSONNEL

Répartition des dépenses totales destinées à la formation et au développement du personnel par champs d'activité

CHAMPS D'ACTIVITÉ	ANNÉE CIVILE 2014 ($)	ANNÉE CIVILE 2013 ($)
Favoriser le développement des compétences	26 604	34 803
Soutenir l'acquisition des habiletés de gestion	1 900	9 309
Acquérir de nouvelles connaissances technologiques	10 718	8 367
Favoriser l'intégration du personnel et le cheminement de carrière	17 240	14 276
Améliorer les capacités de communication orale et écrite	0	0
TOTAL	**56 462**	**66 755**

ÉVOLUTION DES DÉPENSES EN FORMATION

ANNÉE CIVILE	PROPORTION DE LA MASSE SALARIALE	NOMBRE MOYEN DE JOURS DE FORMATION PAR PERSONNE	MONTANTS ALLOUÉS PAR PERSONNE ($)
2014	1 %	1,3	523
2013	1,5 %	2	1 041

JOURS DE FORMATION SELON LES CATÉGORIES D'EMPLOI

ANNÉE CIVILE	CADRES	PROFESSIONNELS	TECHNICIENS ET PERSONNEL DE SOUTIEN
2014	13	75	53
2013	80	112	26

PLANIFICATION DE LA MAIN-D'ŒUVRE

Nombre d'employés par catégories d'emploi ayant pris leur retraite

ANNÉE FINANCIÈRE	CADRES	PROFESSIONNELS	TECHNICIENS ET PERSONNEL DE SOUTIEN
2014-2015	1	1	1
2013-2014	1	0	2

INDICATEUR DU TAUX DE DÉPART VOLONTAIRE (TAUX DE ROULEMENT) DU PERSONNEL RÉGULIER

ANNÉE FINANCIÈRE	TAUX DE DÉPART VOLONTAIRE
2014-2015	6,5 %
2013-2014	3,7 %

RÈGLES POUR LES BONIS AU RENDEMENT

Aucun boni annuel au rendement n'a été versé, et ce, selon le règlement du Secrétariat du Conseil du trésor qui stipule que le maximum de la grille des pourcentages de boni au rendement correspond à 0 % pour toute cote d'évaluation obtenue pour l'année de référence du 1er avril 2014 au 31 mars 2015. Aucun versement pour rémunération additionnelle n'a donc été effectué pour l'année financière 2014-2015.

RESSOURCES BUDGÉTAIRES ET FINANCIÈRES

RÉSULTATS FINANCIERS

La mission de la SODEC est composée de plusieurs fonctions complémentaires pour lesquelles la SODEC dispose de deux sources de revenus :

- les revenus autonomes provenant des activités liées à la banque d'affaires, à la gestion des mesures fiscales, à la récupération sur les investissements en cinéma, à la gestion du patrimoine immobilier et aux placements détenus dans des sociétés en commandite;
- les revenus de subventions du gouvernement du Québec accordés annuellement par le Parlement pour le financement des programmes d'aide de la SODEC et pour le financement de 23 % des frais d'administration liés à la gestion des programmes d'aide.

Le fait qu'en moyenne 77 % des frais d'administration de la SODEC sont financés à partir des revenus autonomes rend l'exercice d'équilibre budgétaire tributaire de la conjoncture économique. En effet, des facteurs hors du contrôle de la SODEC, dont la fluctuation des taux d'intérêt, le nombre de demandes de décisions préalables déposées, l'incertitude liée à la récupération sur les investissements en cinéma, et finalement, la précarité des résultats tirés des participations de la SODEC dans des sociétés en commandite, représentent un défi d'équilibre budgétaire complexe.

En conséquence, la santé financière de la SODEC est intimement liée à la performance de ses revenus autonomes combinés aux contrôles stricts de ses frais d'administration.

Or, grâce aux efforts soutenus de tous ses employés pour contrôler efficacement les dépenses administratives et malgré une diminution des taux d'intérêt, les résultats liés aux opérations de la SODEC au 31 mars 2015 affichent un surplus des revenus sur les dépenses de 622 669 $[1]. Comparé à l'exercice 2013-2014, ce surplus s'explique principalement par l'augmentation des revenus autonomes de 704 105 $ (7 %) et la faible augmentation des frais d'administration et d'exploitation de 372 000 $ (2,5 %), dont 116 000 $ (5,3%) s'expliquent par l'augmentation de la dépense d'amortissement.

Toutefois, notons que la SODEC a engendré des dépenses de 2,1 M$ en programmes d'aide numérique dès l'annonce du Plan culturel numérique, et ce, pour permettre à sa clientèle de bénéficier au plus tôt de ses retombées positives. Avec la perte de 5,2 M$ liée à la participation de la SODEC au Fonds Capital Culture Québec, ces dépenses ont pour effet de générer un déficit de 6,3 M$ aux résultats de l'exercice.

Conséquemment, le déficit cumulé de la SODEC au 31 mars 2015 totalise 7,1 M$. Au 31 mars 2014, alors que la SODEC avait réussi à résorber son déficit cumulé, et ce, 4 ans plus tôt que prévu selon sa stratégie budgétaire 2010-2017, une nouvelle stratégie visant la résorption de ce déficit cumulé sera élaborée au cours de l'exercice 2015-2016.

1 Exclut l'impact favorable de 583 483 $ de la norme comptable SP3410 « Paiements de transfert » du gouvernement du Québec.

RÉSULTATS PAR ACTIVITÉS

Programmes d'aide

Financée par le biais d'une subvention de fonctionnement de 2,5 M$, la gestion des programmes d'aide génère un déficit d'opération, qui cette année, totalise 3,9 M$, déficit compensé par les surplus des activités complémentaires. Au cours de l'exercice, 3 439 demandes d'aide ont été traitées et 2 100 demandes ont été autorisées, pour un montant d'aide octroyé de 54 383 945 $, soit un taux de réponse favorable de plus de 61 %.

Mesures fiscales

La gestion des mesures fiscales s'autofinance et a dégagé un léger surplus de 228 068 $ au 31 mars 2015. Au cours de l'exercice, 1 620 décisions préalables ont été rendues pour un montant pressenti du crédit d'impôt de 281 585 276 $. Comparé à l'exercice 2013-2014, il s'agit d'une hausse de 225 dossiers pour un montant de 73,8 M$.

Banque d'affaires

Avec un portefeuille de prêts et de garanties de 53,4 M$, les activités provenant de la banque d'affaires ont généré cette année un surplus d'opérations de 1,5 M$, procurant un rendement sur le capital moyen de 6,75 % et un taux d'intérêt sur la moyenne des prêts de 5,02 %. Quant aux mauvaises créances, le taux moyen des 10 dernières années est de 1,91 %.

Patrimoine immobilier

Les activités liées à la protection, la mise en valeur et l'exploitation du parc immobilier patrimonial ont généré au 31 mars 2015 un surplus de 536 463 $[2]. Le parc immobilier est composé de 31 immeubles et représente 57 appartements, 38 locaux commerciaux et 4 parcs. Pour les neuf immeubles réservés à des fins d'animation et d'interprétation par des organismes reconnus par le ministère de la Culture et des Communications (MCC), la SODEC reçoit annuellement du MCC une subvention de 1 M$ qui tient lieu de loyer. Pour les autres immeubles, les revenus de location s'élèvent à 1 975 671 $ au 31 mars 2015.

Dans l'ensemble, malgré les indexations salariales, les progressions dans les échelles de traitement et la hausse significative du taux des avantages sociaux, les frais d'administration de la SODEC ont augmenté de seulement 2,4 % par rapport à l'année précédente, ce qui s'explique principalement par la hausse des amortissements de 5,3 %. Enfin, mentionnons que les frais d'administration de la SODEC représentent environ 3 % par dollars d'activité, démontrant bien les efforts déployés pour contrôler et réduire ses dépenses.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT — OPINION AVEC RÉSERVE

Depuis le 31 mars 2013, la SODEC se conforme à la Loi concernant principalement la mise en œuvre de certaines dispositions du discours sur le budget du 20 novembre 2012 et adopte la norme comptable SP3410 « Paiements de transfert ». Depuis, le rapport de l'auditeur indépendant comporte une opinion avec réserve, puisqu'il existe une divergence d'interprétation entre le Vérificateur général du Québec et le gouvernement quant à l'application de cette nouvelle norme. Selon l'avis du Vérificateur général, les états financiers ne sont pas conformes à la norme SP3410 « Paiements de transfert ».

2 Exclut l'impact favorable de 708 673 $ de la norme comptable SP3410 « Paiements de transfert » du gouvernement du Québec.

MESURES DE RÉDUCTION DES DÉPENSES

Ces mesures correspondant à une réduction de 2 % de la masse salariale et de 3 % des dépenses de fonctionnement n'ont pas été appliquées à la SODEC pour l'exercice financier 2014-2015. En effet, exceptionnellement, le ministère de la Culture et des Communications a identifié des mesures différentes, mais équivalentes, de contrôle des dépenses. L'impact budgétaire a été absorbé à même le portefeuille ministériel.

DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS EN MATIÈRE DE RESSOURCES INFORMATIONNELLES

La gestion des ressources informationnelles de la SODEC consiste essentiellement à soutenir l'ensemble des activités associées à sa mission, en assurant le maintien des actifs informationnels et le développement d'outils technologiques favorisant une gestion transparente, responsable et efficace de l'information.

De ce fait, et en conformité avec les orientations et les objectifs de son Plan stratégique 2013-2016, la SODEC poursuit son important projet de modernisation des systèmes d'information de gestion dans le but d'améliorer les services à la clientèle et de rendre plus efficaces les processus administratifs et l'organisation du travail.

Pour réaliser cette modernisation, la SODEC a défini et mis en place une série de projets, dont certains sont déjà en voie de réalisation et d'autres seront réalisés au cours des prochaines années.

À terme, la transformation des services de la SODEC permettra à sa clientèle d'effectuer une demande d'aide en ligne et de consulter sur un portail l'état d'avancement d'une demande, le tout dans une démarche simplifiée et conviviale. Au niveau administratif, cette modernisation se traduira par l'uniformisation des outils et applications liés à la gestion de ses programmes d'aide, la diminution de la charge administrative et la simplification des opérations, et ce, tout en réduisant les délais de traitement et de réponse.

DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS EN RESSOURCES INFORMATIONNELLES PRÉVUS ET RÉELS POUR L'EXERCICE 2014-2015

RESSOURCES INFORMATIONNELLES	DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS		ÉCARTS	EXPLICATION SOMMAIRE DES ÉCARTS
	BUDGET (000 $)	RÉELS (000 $)		
Activités d'encadrement[1]	71,0	83,8	18 %	Augmentation des redditions de comptes.
Activités de continuité[2]	517,3	628,1	21 %	Le temps consacré à la documentation des processus d'affaires a été plus important que prévu. Aussi, étant donné le report du début des travaux liés au projet de modernisation, les ressources ont été consacrées aux activités liées à la mise à niveau des systèmes et des infrastructures technologiques.
Projets	920,7	418,5	-55 %	Début des travaux du projet principal replanifié afin de permettre la finalisation de la documentation et l'analyse des processus d'affaires.
TOTAL	**1 509,0**	**1 130,4**	**-25 %**	

1. Il s'agit de l'ensemble des activités de gestion, de soutien administratif, de normalisation, de reddition de comptes, d'études d'orientations et veille technologique.

2. Il s'agit des activités liées au fonctionnement des systèmes et des infrastructures technologiques, à la qualité de production, à la prévention et à la correction de dysfonctionnement, à la mise à jour de matériel et des logiciels et au support-conseil. Elles comprennent aussi les activités permettant l'exécution des traitements informatiques et celles liées au fonctionnement des équipements et des logiciels, à l'opération des infrastructures technologiques et à la sécurité physique et logique des données sur support informatique, des systèmes et des infrastructures technologiques.

LISTE ET ÉTAT D'AVANCEMENT DES PRINCIPAUX PROJETS EN RESSOURCES INFORMATIONNELLES À LA FIN DE L'EXERCICE 2014-2015

PROJETS	AVANCEMENT	COMMENTAIRE
Développement d'un outil de Gestion des données organisationnelles (GDO)	74 %	Le projet progresse comme prévu.
Refonte du site Intranet de la SODEC	100 %	Le projet a été terminé en 2014-2015.
Développement de la prestation électronique de services SOD@CCÈS	18 %	Le début des travaux est reporté en raison des délais liés à la documentation et à l'analyse des processus d'affaires prérequis au projet de développement.
Analyse des processus d'affaires de la SODEC	4 %	Le temps consacré à la documentation des processus d'affaires, étape précédant celle de l'analyse, a été plus important que prévu.
Mise à niveau des applications informatiques liées à la mission SODEC	52 %	Le projet progresse comme prévu.
Acquisition d'un logiciel pour la Gestion Intégrée des Documents (GID)	0 %	Le projet est reporté; en attente des résultats d'analyse du logiciel libre Constellio par le ministère de la Culture et des Communications.
Refonte du site Web de la SODEC	0 %	Le projet est reporté à 2015-2016; manque de ressources financières.

4

ÉTATS FINANCIERS

LES ÉTATS FINANCIERS

EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2015

RAPPORT DE LA DIRECTION

Les états financiers de la Société de développement des entreprises culturelles (la Société) ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de méthodes comptables appropriées et qui respectent les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Les renseignements financiers contenus dans le reste du rapport annuel de gestion concordent avec l'information donnée dans les états financiers.

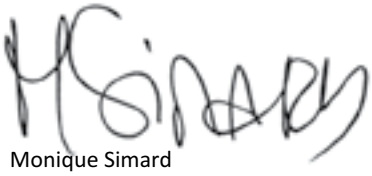
Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles internes, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables.

La Société reconnaît qu'elle est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui la régissent.

Le conseil d'administration surveille la façon dont la direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière d'information financière et il approuve les états financiers. Il est assisté dans ses responsabilités par le comité d'audit, dont les membres ne font pas partie de la direction. Ce comité rencontre la direction et l'auditeur indépendant, examine les états financiers et en recommande l'approbation au conseil d'administration.

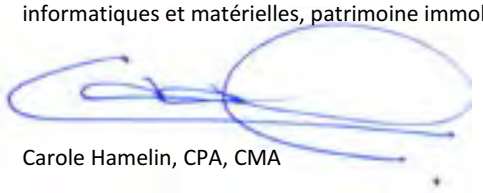
Le Vérificateur général du Québec a procédé à l'audit des états financiers de la Société, conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, et son rapport de l'auditeur indépendant expose la nature et l'étendue de cet audit et l'expression de son opinion. Le Vérificateur général du Québec peut, sans aucune restriction, rencontrer le comité d'audit pour discuter de tout élément qui concerne son audit.

La présidente et chef de la direction,



Monique Simard

La directrice générale ressources financières, informatiques et matérielles, patrimoine immobilier,



Carole Hamelin, CPA, CMA

Montréal, le 12 juin 2015

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

À l'Assemblée nationale

Rapport sur les états financiers

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints de la Société de développement des entreprises culturelles, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2015, l'état des résultats, l'état du déficit cumulé, l'état de la variation de la dette nette et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives inclus dans les notes complémentaires.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit assortie d'une réserve.

Fondement de l'opinion avec réserve

La Société de développement des entreprises culturelles n'a pas comptabilisé au 31 mars 2015 et 2014, à l'état de la situation financière, des subventions à recevoir du gouvernement du Québec concernant des immobilisations financées par emprunts pour lesquelles des travaux ont été réalisés. Cette situation constitue une dérogation à la norme comptable sur les paiements de transfert (Normes comptables canadiennes pour le secteur public) qui prévoit la comptabilisation des subventions lorsqu'elles sont autorisées par le gouvernement à la suite de l'exercice de son pouvoir habilitant et que la Société de développement des entreprises culturelles a satisfait aux critères d'admissibilité. Cette dérogation m'a aussi conduit à exprimer une opinion d'audit modifiée sur les états financiers de l'exercice précédent. Par ailleurs, l'article 1.1 de la *Loi concernant les subventions relatives au paiement en capital et intérêts des emprunts des organismes publics ou municipaux et certains autres transferts* (RLRQ, chapitre S-37.01) énonce que la seule partie d'une subvention qui doit être comptabilisée est celle qui est exigible dans l'exercice de la Société de développement des entreprises culturelles et autorisée par le Parlement dans l'année financière du gouvernement. Étant donné la non-inscription de ces subventions à recevoir du gouvernement du Québec, comme le prescrit la loi, les ajustements suivants sont nécessaires afin que les états financiers de la Société de développement des entreprises culturelles respectent les Normes comptables canadiennes pour le secteur public :

	Augmentation (Diminution)	
	2015	**2014**
	$	**$**
État de la situation financière		
Subventions à recevoir du gouvernement du Québec	15 816 081	15 946 120
Subventions du gouvernement du Québec reportées	17 132 326	16 678 882
Dette nette et déficit cumulé	1 316 245	732 762
État des résultats		
Subventions du gouvernement du Québec	(583 483)	(318 738)
Déficit de l'exercice (2015) / Excédent de l'exercice (2014)	583 483	(318 738)

Opinion avec réserve

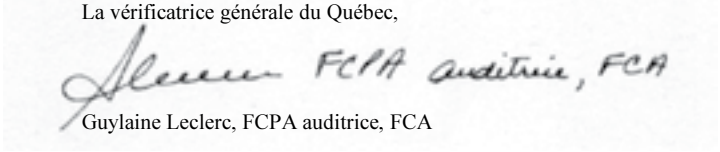
À mon avis, à l'exception des incidences du problème décrit dans le paragraphe sur le fondement de l'opinion avec réserve, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Société de développement des entreprises culturelles au 31 mars 2015, ainsi que des résultats de ses activités, de ses gains et pertes de réévaluation, de la variation de sa dette nette et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (RLRQ, chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis, les états financiers présentent fidèlement, dans tous leurs aspects significatifs, la situation financière de la Société de développement des entreprises culturelles au 31 mars 2015 ainsi que les résultats de ses opérations et l'évolution financière pour l'exercice clos à cette date selon les conventions comptables qui sont énoncées dans la note 2 des états financiers et complétées, notamment, par l'article 1.1 de la *Loi concernant les subventions relatives au paiement en capital et intérêts des emprunts des organismes publics ou municipaux et certains autres transferts* (RLRQ, chapitre S-37.01).

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (RLRQ, chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

La vérificatrice générale du Québec,



Guylaine Leclerc, FCPA auditrice, FCA

Montréal, le 12 juin 2015

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DES ENTREPRISES CULTURELLES

ÉTATS FINANCIERS

ÉTAT DES RÉSULTATS

Exercice clos le 31 mars

	2015 Budget	2015 Réel	2014 Réel
REVENUS			
INTERVENTIONS FINANCIÈRES			
Intérêts sur placements	600 000 $	708 663 $	610 749 $
Intérêts sur prêts et aides remboursables	2 250 000	2 136 684	2 089 932
Récupérations sur investissements et sur aides remboursables en vertu des programmes d'aide financière (note 4)	800 000	881 899	758 312
Honoraires de prêts et garanties de prêts (note 5)	775 000	750 274	916 932
Honoraires de gestion des crédits d'impôt	3 600 000	3 905 564	3 365 542
Honoraires de gestion des programmes d'aide	150 000	157 800	146 450
Gain résultant des rachats de billets de trésorerie non bancaires adossés à des actifs (note 8)	-	707	21 036
Autres revenus	70 000	63 678	71 052
Revenus autonomes	8 245 000	8 605 269	7 980 005
Subventions du gouvernement du Québec (note 3)	61 623 577	56 582 743	61 968 792
Total des revenus interventions financières	69 868 577	65 188 012	69 948 797
PATRIMOINE IMMOBILIER			
Loyers et autres	1 974 000	1 980 396	1 983 872
Intérêts sur placements	66 000	113 616	79 628
Revenus autonomes	2 040 000	2 094 012	2 063 500
Subventions du gouvernement du Québec (note 3)	3 629 877	4 002 212	3 576 401
Total des revenus patrimoine immoblier	5 669 877	6 096 224	5 639 901
PLACEMENTS			
Revenus de placements de sociétés en commandite	-	112 745	64 417
	75 538 454	**71 396 981**	**75 653 115**
CHARGES			
INTERVENTIONS FINANCIÈRES			
Programmes d'aide financière (note 6) :			
Cinéma et production télévisuelle	37 054 453	30 684 747	33 543 626
Livre et édition	4 667 559	5 852 315	5 250 825
Métiers d'art	4 501 814	4 436 633	4 432 912
Musique et variétés	9 504 591	9 115 003	9 389 378
Affaires internationales	1 692 783	4 580 743	5 269 762
	57 421 200	54 669 441	57 886 503
Perte sur placement	-	-	390 059
Provision pour créances irrécouvrables et pour pertes (note 7)	800 000	1 148 323	714 123
Frais d'intérêts sur dettes du gouvernement du Québec	378 000	442 480	357 093
Frais d'administration (note 9)	11 661 647	11 086 708	10 989 709
Total des charges interventions financières	70 260 847	67 346 952	70 337 487
PATRIMOINE IMMOBILIER			
Frais d'exploitation et d'administration (note 10)	4 554 730	4 373 732	4 098 487
Frais d'intérêts sur dettes du gouvernement du Québec	482 425	477 356	560 038
Total des charges patrimoine immobilier	5 037 155	4 851 088	4 658 525
PLACEMENTS			
Perte de placements de sociétés en commandite	-	5 378 745	-
Frais d'intérêts sur avances du gouvernement du Québec	-	112 745	336 193
Total des charges placements	-	5 491 490	336 193
	75 298 002	**77 689 530**	**75 332 205**
(DÉFICIT)EXCÉDENT DE L'EXERCICE	**240 452 $**	**(6 292 549) $**	**320 910 $**

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DU DÉFICIT CUMULÉ

Exercice clos le 31 mars

	2015	2014
SOLDE AU DÉBUT DE L'EXERCICE	(828 062) $	(1 148 972) $
(Déficit) Excédent de l'exercice	(6 292 549)	320 910
SOLDE À LA FIN DE L'EXERCICE	**(7 120 611) $**	**(828 062) $**

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

Au 31 mars

	2015	2014
ACTIFS FINANCIERS		
Trésorerie	2 301 822 $	24 331 257 $
Équivalents de trésorerie (note 11)	32 596 169	2 000 000
Prêts et autres participations financières (note 12)	36 583 016	41 788 177
Aides remboursables (note 6)	920 252	972 261
Créances et intérêts courus	598 890	581 108
Subventions à recevoir du gouvernement du Québec	131 112	764 500
Placements (note 13)	15 948 843	22 497 817
Billets de trésorerie non bancaires adossés à des actifs (note 8)	12 213 403	12 250 838
Total des actifs financiers	**101 293 507**	**105 185 958**
PASSIFS		
Emprunts à court terme (note 15)	3 838 231 $	3 412 385 $
Charges à payer	3 002 785	2 695 950
Intérêts courus sur avances du gouvernement du Québec	208 938	336 193
Intérêts courus sur dettes	111 476	160 085
Montants à verser en vertu des programmes d'aide financière	17 893 684	18 353 408
Provision cumulée pour pertes sur garanties d'emprunt relatives au financement des entreprises (note 7)	343 820	285 605
Revenus reportés (note 16)	21 280 592	18 144 293
Revenus perçus d'avance	2 398 678	1 221 910
Avances du gouvernement du Québec (note 17)	31 300 000	31 300 000
Dettes (note 18)	27 820 003	29 695 292
Total des passifs	**108 198 207**	**105 605 121**
DETTE NETTE	**(6 904 700) $**	**(419 163) $**
ACTIFS NON FINANCIERS		
Immobilisations corporelles (note 14)	18 725 429	18 358 365
Charges payées d'avance et avances sur engagements	558 660	732 736
Total des actifs non financiers	**19 284 089**	**19 091 101**
AVOIR		
Capital (note 19)	19 500 000	19 500 000
Déficit cumulé (note 21)	(7 120 611)	(828 062)
Total de l'avoir	**12 379 389 $**	**18 671 938 $**

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Obligations contractuelles (note 24)
Éventualités (note 25)

Pour le conseil d'administration

Suzanne Guèvremont
Administratrice

Josée Robillard, CPA auditrice, CMA, MBA
Administratrice

ÉTAT DE LA VARIATION DE LA DETTE NETTE

Exercice clos le 31 mars

	2015 Budget	2015 Réel	2014 Réel
(DÉFICIT) EXCÉDENT DE L'EXERCICE	240 452 $	(6 292 549) $	320 910 $
Variation due aux immobilisations corporelles:			
Acquisition	(2 029 800)	(2 680 500)	(1 500 430)
Amortissement	2 417 000	2 313 436	2 197 237
Perte sur disposition	-	-	725
	387 200	(367 064)	697 532
Variation due aux charges payées d'avance et avances sur engagements:			
Acquisition		732 736	612 308
Utilisation		(558 660)	(732 736)
		174 076	(120 428)
(Augmentation) Diminution de la dette nette	627 652	(6 485 537)	898 014
DETTE NETTE AU DÉBUT DE L'EXERCICE	(419 163)	(419 163)	(1 317 177)
DETTE NETTE À LA FIN DE L'EXERCICE	**208 489 $**	**(6 904 700) $**	**(419 163) $**

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE

Exercice clos le 31 mars

	2015	2014
ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT		
(Déficit) Excédent de l'exercice	(6 292 549) $	320 910 $
Éléments sans incidence sur la trésorerie :		
Provision pour créances irrécouvrables liées à l'aide remboursable	(13 960)	(8 193)
Provision pour créances irrécouvrables et pour pertes	1 148 323	714 123
Perte sur disposition d'immobilisations corporelles	-	725
Perte sur placement	-	390 059
Avantages importants conférés aux clients	(16 056)	(15 379)
Gain résultant des rachats de billets de trésorerie non bancaires adossés à des actifs	(707)	(21 036)
Revenus de placements de sociétés en commandite	-	(64 417)
Ajustement lié au taux effectif	17 686	18 357
Amortissement des immobilisations corporelles	2 313 436	2 197 237
Perte sur placement de sociétés en commandite	5 266 000	-
	2 422 173	3 532 386
Variation des actifs et passifs liés au fonctionnement :		
Créances et intérêts courus	(17 782)	39 548
Subventions à recevoir du gouvernement du Québec	633 388	52 473
Charges payées d'avance et avances sur engagements	174 076	(120 428)
Charges à payer	496 593	117 227
Intérêts courus sur avances du gouvernement du Québec	(127 255)	96 195
Intérêts courus sur dettes	(48 609)	(35 268)
Montants à verser en vertu des programmes d'aide financière	(459 724)	(683 587)
Revenus reportés	3 136 299	4 313 794
Revenus perçus d'avance	1 176 768	134 929
	4 963 754	3 914 883
Flux de trésorerie liés aux activités de fonctionnement	7 385 927	7 447 269
ACTIVITÉS DE PLACEMENT		
Prêts et autres participations financières	(9 589 880)	(14 698 469)
Billets de trésorerie non bancaires adossés à des actifs	38 143	54 285
Aides remboursables	(237 000)	(331 730)
Placements	1 282 974	3 569 862
Remboursements de prêts et autres participations financières	13 704 934	10 282 092
Récupération d'aides remboursables	319 025	423 811
Flux de trésorerie liés aux activités de placement	5 518 196	(700 149)
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT EN IMMOBILISATIONS		
Acquisition d'immobilisations corporelles	(2 870 260)	(1 353 324)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement en immobilisations	(2 870 260)	(1 353 324)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Emprunts à court terme	425 846	1 828 144
Dettes	2 343 000	8 545 807
Remboursement sur dettes	(4 235 975)	(5 366 658)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(1 467 129)	5 007 293
Augmentation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	8 566 734	10 401 089
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE AU DÉBUT DE L'EXERCICE	26 331 257	15 930 168
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN DE L'EXERCICE (NOTE 20)	**34 897 991 $**	**26 331 257 $**

Les acquisitions d'immobilisations incluses aux charges à payer sont de 138 130$ (2014 : 327 890 $).

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

Exercice clos le 31 mars 2015

1. LOI CONSTITUTIVE ET OBJECTIFS

La Société de développement des entreprises culturelles (la Société) est une personne morale constituée et régie par la *Loi sur la Société de développement des entreprises culturelles* (RLRQ, chapitre S-10.002).

Les objectifs de la Société sont de promouvoir et soutenir, dans toutes les régions du Québec, l'implantation et le développement des entreprises culturelles, y compris les médias, et de contribuer à accroître la qualité des produits et services et la compétitivité de ceux-ci au Québec, dans le reste du Canada et à l'étranger. La Société est aussi chargée de reconnaître des œuvres comme films québécois suivant les normes prévues par les règlements du gouvernement relativement à l'application de la *Loi sur le cinéma* (RLRQ, chapitre C-18.1).

La Société est propriétaire du parc immobilier patrimonial acquis du ministre des Transports en 1989. La Société peut, avec l'autorisation du gouvernement, acquérir, restaurer, rénover, gérer et exploiter des immeubles ou en disposer.

En vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (L.R.C. 1985, c.1, 5 supplément) et de la *Loi sur les impôts* (RLRQ, chapitre 1-3), la Société n'est pas assujettie aux impôts sur le revenu.

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Les états financiers ont été dressés par la direction de la Société selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public (NCCSP) définies par le Conseil sur la comptabilité dans le secteur public (CCSP) de CPA Canada et respectent les méthodes ci-dessous. L'utilisation de toute autre source de méthodes comptables doit être cohérente avec ces dernières.

La préparation des états financiers conformément aux NCCSP exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés aux titres d'actifs financiers, de passifs et d'actifs non financiers en date des états financiers ainsi que sur les montants présentés aux titres de revenus et charges de l'exercice. Les provisions cumulées pour créances irrécouvrables, la provision pour congés de maladie et la durée de vie des immobilisations corporelles sont les éléments les plus importants pour lesquels des estimations ont été faites. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations.

Instruments financiers

Les actifs financiers sont constitués des éléments d'actifs qui pourraient être consacrés à rembourser les passifs existants ou à financer des activités futures. La trésorerie, les équivalents de trésorerie, les prêts et autres participations financières, les aides remboursables, les créances et intérêts courus, les subventions à recevoir du gouvernement du Québec, les placements et les billets de trésorerie non bancaires adossés à des actifs (BTAA) sont classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les passifs financiers sont constitués des emprunts à court terme, des charges à payer sauf les avantages sociaux, des intérêts courus sur avances du gouvernement du Québec, des intérêts courus sur dettes, des montants à verser en vertu des programmes d'aide financière, des avances du gouvernement du Québec et des dettes de la Société évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

La Société identifie, évalue et gère ses risques financiers afin d'en minimiser l'effet sur ses résultats et sur sa situation financière. Elle gère ses risques selon des paramètres précis et n'effectue aucune opération à des fins spéculatives ni n'utilise d'instruments financiers dérivés.

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

Constatation des revenus

Les revenus proviennent des intérêts sur placements, des intérêts sur prêts et aides remboursables, de récupérations sur investissements et sur les aides remboursables en vertu des programmes d'aide, des honoraires de prêts et garanties de prêts, des honoraires de gestion, des locations d'espaces résidentiels et commerciaux et autres revenus. La Société constate ses revenus lorsque les opérations ou les faits dont ils découlent ont lieu, qu'ils sont encaissés ou exigibles, qu'il y a une preuve évidente qu'un accord est intervenu, que les services ont été rendus, que le montant du service rendu est déterminé ou déterminable et que le recouvrement est raisonnablement assuré.

Subventions du gouvernement du Québec

La Société obtient une partie de son financement par le biais des crédits accordés annuellement à cette fin par le Parlement.

Le financement relatif aux programmes d'aide financière et pour tout autre projet spécifique provient de subventions du gouvernement du Québec qui sont constatées dans l'exercice lorsqu'elles sont autorisées, que la Société a satisfait à tous les critères d'admissibilité, le cas échéant, et qu'il est possible de faire une estimation raisonnable des montants en cause. Elles sont comptabilisées en subventions du gouvernement du Québec reportées lorsque les stipulations créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Elles sont comptabilisées en revenu à mesure que les critères du passif sont satisfaits.

Le financement lié au fonctionnement et aux versements sur les dettes relatives aux immobilisations corporelles ne comportant aucune stipulation grevant leur utilisation, est comptabilisé aux résultats à titre de subventions du gouvernement du Québec jusqu'à concurrence du montant autorisé lorsque tous les critères d'admissibilité sont satisfaits.

Charges liées aux programmes d'aide financière

L'aide financière accordée sous forme de subventions, d'investissements et d'aides remboursables, autres que celles assorties d'une obligation de remboursement préétablie, est imputée aux résultats à titre de charges de programmes. Ces charges sont comptabilisées dans l'exercice au cours duquel elles sont autorisées et lorsque le bénéficiaire a satisfait à tous les critères d'admissibilité.

Lorsque les modalités et conditions de l'aide financière accordée ne sont pas respectées, l'annulation du projet est comptabilisée dans l'exercice au cours duquel les faits sont connus.

Les charges encourues directement et indirectement par la Société afin d'organiser ou de participer à des activités qui assurent la visibilité des œuvres et des produits culturels québécois et la présence des entreprises culturelles québécoises dans les salons, grands marchés et foires à l'échelle nationale et internationale, sont imputées aux résultats à titre de charges de programmes. Les frais relatifs aux lecteurs indépendants et membres externes des comités d'évaluation, requis en vertu des programmes d'aide, sont imputés aux résultats à titre de charges de programmes.

Actifs financiers

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie se composent des soldes bancaires et des placements hautement liquides convertibles et rachetables en tout temps.

Prêts et autres participations financières

Les prêts et autres participations financières sont constitués des placements de la Société effectués dans le cadre de ses programmes de financement des entreprises. Ces placements peuvent prendre la forme de prêts ou d'investissements aux projets et sont comptabilisés au coût après amortissement, majoré des intérêts courus à recevoir, déduction faite de la provision cumulée pour créances irrécouvrables.

Lorsqu'un prêt est assorti de conditions avantageuses importantes, la valeur nominale est actualisée au taux moyen des emprunts du gouvernement afin de déterminer la valeur de la subvention ainsi consentie, laquelle est constatée à titre de charge. L'écart d'actualisation est amorti sur la durée du prêt, selon la méthode de l'intérêt effectif, et est constaté à titre de revenus d'intérêts.

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

Prêts et autres participations financières (suite)

Un prêt est classé dans la catégorie des prêts douteux lorsque la qualité du crédit s'est détériorée dans une mesure telle que la Société n'est plus raisonnablement assurée de recouvrer la totalité du capital et des intérêts. Lorsqu'un prêt devient douteux, la constatation des revenus d'intérêts cesse et la Société réduit cette participation par l'inscription d'une provision pour créances irrécouvrables.

Les garanties d'emprunt apparaissent à titre d'éventualités aux états financiers de la Société. Les prêts résultant de l'exécution de garanties d'emprunt relatives au financement des entreprises sont comptabilisés à l'actif de la Société lorsque cette dernière a approuvé la réclamation produite par l'institution financière prêteuse.

Provision cumulée pour créances irrécouvrables et pour pertes

La provision cumulée pour créances irrécouvrables et pour pertes est maintenue à un niveau jugé adéquat pour absorber les créances irrécouvrables et les pertes qui existent dans le portefeuille de la Société. Elle est augmentée de la provision annuelle, laquelle est imputée aux résultats, et réduite du montant des radiations. La provision cumulée pour créances irrécouvrables et pour pertes comprend des provisions spécifiques et une provision générale.

Les provisions spécifiques sont constituées pour chaque prêt. La valeur comptable d'un prêt est ramenée à sa valeur de réalisation estimative en actualisant les flux de trésorerie futurs prévus. La provision générale est constituée pour les garanties d'emprunt relatives au financement des entreprises. Le montant de la provision générale est estimé en se fondant sur les pertes antérieures.

Les pertes relatives aux garanties accordées en vertu des programmes de financement intérimaire des crédits d'impôt sont remboursables par le gouvernement du Québec, conséquemment la Société ne comptabilise aucune provision.

Aides remboursables et provision cumulée pour créances irrécouvrables

L'aide remboursable est une aide financière assortie d'une obligation de remboursement préétablie, d'une durée minimale de deux ans et n'excédant généralement pas cinq ans. Cette aide est comptabilisée à l'état de la situation financière à la valeur nominale, déduction faite d'une provision cumulée pour créances irrécouvrables. Les aides remboursables ne portent pas intérêt. Ainsi pour les aides assorties de conditions avantageuses importantes, la valeur nominale est actualisée au taux moyen des emprunts du gouvernement afin de déterminer la valeur de la subvention ainsi consentie, laquelle est constatée à titre de charge. L'écart d'actualisation est amorti sur la durée de l'aide remboursable, selon la méthode de l'intérêt effectif, et est constaté à titre de revenus d'intérêts.

La provision cumulée est établie en examinant la probabilité de recouvrement de chaque aide remboursable et en se fondant sur les pertes antérieures. La variation annuelle de la provision cumulée est imputée aux résultats à titre de charges de programmes.

Placements

Les placements se composent d'actions ordinaires de sociétés non cotées comptabilisées au coût d'acquisition et de participations dans des partenariats commerciales.

La Société comptabilise ses participations dans des partenariats selon la méthode modifiée de la comptabilisation à la valeur de consolidation. Les participations sont comptabilisées au coût d'acquisition ajusté de la quote-part de l'actif net des sociétés en commandites et en tenant compte des modalités prévues aux conventions le cas échéant. Les revenus tirés de la participation sont comptabilisés aux résultats au moment où ils sont gagnés.

Lorsqu'un placement subit une moins-value durable, sa valeur comptable est réduite pour tenir compte de cette moins-value. Cette réduction est imputée directement aux résultats de l'exercice.

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

Régimes de retraite

La comptabilité des régimes à cotisations déterminées est appliquée aux régimes interemployeurs à prestations déterminées gouvernementaux, compte tenu que la Société ne dispose pas de suffisamment d'information pour appliquer la comptabilité des régimes à prestations déterminées.

Conversion de devises

Les éléments d'actif et de passif monétaires sont convertis au cours du change en vigueur à la fin de l'exercice. Le cas échéant, les fluctuations du cours de change donnent lieu à des gains et pertes de change qui sont comptabilisés jusqu'à la période de règlement dans l'état des gains et pertes de réévaluation et, au moment du règlement, le solde cumulé des gains et pertes de réévaluation est reclassé à l'état des résultats.

Actifs non financiers

De par leur nature, les actifs non financiers sont utilisés afin de rendre des services futurs.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût et amorties sur leur durée de vie utile estimative selon la méthode de l'amortissement linéaire à compter de leur mise en service. Le coût des restaurations comprend le matériel, la main-d'œuvre directe, les frais indirects ainsi que les frais de financement temporaire durant les travaux.

	Durée de l'amortissement
Restaurations	25 ans
Réparations majeures	de 5 à 10 ans
Mobilier de bureau	10 ans
Équipement	5 ans
Matériel informatique et logiciels	de 4 à 7 ans
Améliorations locatives	sur la durée du bail

Les œuvres d'art ne sont pas comptabilisées à titre d'immobilisations corporelles du fait qu'il est impossible de faire une estimation raisonnable des avantages économiques futurs qui se rattachent à ces biens; leur coût est imputé aux charges de l'exercice au cours duquel elles sont acquises.

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité de fournir des biens et services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattache à l'immobilisation corporelle est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation corporelle doit être réduit pour refléter cette baisse de valeur. Les moins-values sont passées en charge de l'exercice courant à l'état des résultats et aucune reprise sur la réduction de valeur n'est constatée ultérieurement.

État des gains ou pertes de réévaluation

L'état des gains ou pertes de réévaluation n'est pas présenté compte tenu qu'aucun élément n'est comptabilisé à la juste valeur et que les transactions en devises étrangères sont sans impact à la fin de l'exercice.

3. SUBVENTIONS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

	2015	2014
SUBVENTIONS OCTROYÉES		
INTERVENTIONS FINANCIÈRES		
Fonctionnement - incluant des aides spécifiques	3 353 000 $	3 360 500 $
Dettes relatives aux immobilisations corporelles	42 826	8 225
Compensation à titre d'intérêt sur prêts	374 000	374 000
Programmes d'aide financière		
Cinéma et production télévisuelle	35 237 107	35 785 575
Livre et édition	4 667 559	5 242 559
Métiers d'art	4 501 814	4 559 814
Musique et variétés	7 899 591	9 649 591
Affaires internationales	5 601 383	5 165 661
PATRIMOINE IMMOBILIER		
Compensation à titre de loyer	1 008 900	1 008 900
Dettes relatives aux immobilisations corporelles	2 993 312	2 567 501
	65 679 492	67 722 326
SUBVENTIONS REPORTÉES AU DÉBUT		
INTERVENTIONS FINANCIÈRES		
Fonctionnement - aides spécifiques	171 041	168 215
Compensation à titre d'intérêt sur prêts	244 027	246 493
Programmes d'aide financière		
Cinéma et production télévisuelle	14 547 202	12 554 768
Livre et édition	97 310	105 575
Métiers d'art	126 630	-
Musique et variétés	352 810	94 452
Affaires internationales	319 140	511 524
	15 858 160	13 681 027
SUBVENTIONS REPORTÉES À LA FIN		
INTERVENTIONS FINANCIÈRES		
Fonctionnement - aides spécifiques	(156 041)	(171 041)
Compensation à titre d'intérêt sur prêts	(246 555)	(244 027)
Programmes d'aide financière		
Cinéma et production télévisuelle *	(19 187 687)	(14 547 202)
Livre et édition	(76 384)	(97 310)
Métiers d'art	(191 811)	(126 630)
Musique et variétés	(13 451)	(352 810)
Affaires internationales	(1 080 768)	(319 140)
	(20 952 697)	(15 858 160)
	60 584 955 $	**65 545 193 $**

* Inclut 14,6 M$ à titre d'engagements conditionnels pour des projets en attente d'autorisation (2014 : 13,1 M$)

	2015	2014
Les subventions se subdivisent comme suit :		
INTERVENTIONS FINANCIÈRES	56 582 743 $	61 968 792 $
PATRIMOINE IMMOBILIER	4 002 212	3 576 401
	60 584 955 $	**65 545 193 $**

4. RÉCUPÉRATIONS SUR INVESTISSEMENTS ET SUR AIDES REMBOURSABLES EN VERTU DES PROGRAMMES D'AIDE FINANCIÈRE

			2015	2014
	Investissements	Aides remboursables*	Total	Total
Cinéma et production télévisuelle	709 379 $	90 386 $	799 765 $	702 290 $
Affaires internationales	-	82 134	82 134	56 022
	709 379 $	**172 520 $**	**881 899 $**	**758 312 $**

* Ces récupérations proviennent d'aides remboursables non assorties d'une obligation de remboursement préétablie.

5. HONORAIRES DE PRÊTS ET GARANTIES DE PRÊTS

	2015	2014
Honoraires de prêts	159 225 $	275 442 $
Honoraires de garanties relatifs au financement des entreprises	436 078	463 119
Honoraires de garanties relatifs au financement intérimaire des crédits d'impôt	154 971	178 371
	750 274 $	**916 932 $**

6. PROGRAMMES D'AIDE FINANCIÈRE ET AIDES REMBOURSABLES

CHARGES - PROGRAMMES D'AIDE FINANCIÈRE	Cinéma et production télévisuelle	Livre et édition	Métiers d'art	Musique et variétés	Affaires internationales	2015 Total	2014 Total
Investissements - aides sélectives	26 867 040 $	- $	- $	- $	- $	26 867 040 $	29 293 974 $
Investissements - aides corporatives	375 000	-	-	-	-	375 000	625 000
Subventions accordées	3 304 811	5 877 127	4 437 471	9 114 165	3 947 831	26 681 405	27 577 975
Aides remboursables non assorties d'une obligation de remboursement préétablie	75 500	-	-	-	148 000	223 500	199 500
Provision pour créances irrécouvrables	-	-	-	8 051	(22 011)	(13 960)	(8 193)
Annulations et recouvrements	(667 311)	(26 699)	(12 165)	(21 988)	(65 585)	(793 748)	(1 064 631)
Lecteurs indépendants et membres externes des comités d'évaluation	420 819	-	9 335	8 974	-	439 128	440 172
Coûts administratifs reliés à l'organisation d'événements internationaux	-	-	-	-	434 421	434 421	424 279
Frais de déplacements associés aux événements nationaux et internationaux	8 888	1 887	1 992	5 801	138 087	156 655	198 427
Bureau du cinéma et de la télévision	300 000	-	-	-	-	300 000	200 000
	30 684 747 $	**5 852 315 $**	**4 436 633 $**	**9 115 003 $**	**4 580 743 $**	**54 669 441 $**	**57 886 503 $**

ACTIF - AIDES REMBOURSABLES	Cinéma et production télévisuelle	Livre et édition	Métiers d'art	Musique et variétés	Affaires internationales	2015 Total	2014 Total
Solde au début	100 000 $	102 999 $	- $	626 263 $	650 273 $	1 479 535 $	1 580 340 $
Aides remboursables assorties d'une obligation de remboursement préétablie accordées au cours de l'exercice	-	-	-	-	237 000	237 000	331 730
Récupérations	(20 000)	-	-	(17 172)	(281 853)	(319 025)	(423 811)
Radiations	-	-	-	-	(2 064)	(2 064)	(8 724)
	80 000	102 999	-	609 091	603 356	1 395 446	1 479 535
Avantages importants conférés aux clients	-	-	-	(104 589)	-	(104 589)	(120 645)
Provision cumulée pour créances irrécouvrables	-	(102 999)	-	(99 064)	(168 542)	(370 605)	(386 629)
Solde à la fin	**80 000 $**	**- $**	**- $**	**405 438 $**	**434 814 $**	**920 252 $**	**972 261 $**

7. PROVISION CUMULÉE POUR CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES ET POUR PERTES

	2015	2014
Solde au début de l'exercice	3 561 622 $	2 996 266 $
Radiations de l'exercice		
Prêts accordés par la Société	968 243	148 767
Provision de l'exercice		
Prêts accordés par la Société	737 770	558 211
Prêts résultant de l'exécution de garanties d'emprunt relatives au financement des entreprises	352 337	-
Garanties d'emprunt relatives au financement des entreprises	58 216	155 912
	1 148 323	714 123
Solde à la fin de l'exercice	**3 741 702 $**	**3 561 622 $**

	2015	2014
La provision cumulée pour créances irrécouvrables et pour pertes se subdivise comme suit :		
Prêts accordés par la Société (note 12)	3 009 506 $	3 239 979 $
Prêts résultant de l'exécution de garanties d'emprunt relatives au financement des entreprises (note 12)	388 376	36 038
	3 397 882	3 276 017
Garanties d'emprunt relatives au financement des entreprises	343 820	285 605
	3 741 702 $	**3 561 622 $**

8. BILLETS DE TRÉSORERIE NON BANCAIRES ADOSSÉS À DES ACTIFS

Au 31 mars 2015, la Société détient des billets de trésorerie non bancaires adossés à des actifs (BTAA) qu'elle a obtenus en échange des placements dans le marché canadien du papier commercial adossé à des actifs (PCAA) à la suite d'une entente de restructuration survenue le 21 janvier 2009.

Conséquemment, les conduits de PCAA ont été remplacés par trois nouvelles structures sous forme de fiducies, appelées « véhicules d'actifs cadres » («VAC 1 », « VAC 2 » et « VAC 3 »). Les VAC 1 et VAC 2 regroupent les transactions des conduits de PCAA constitués uniquement d'actifs synthétiques et hybrides. Le VAC 3 est composé des transactions des conduits de PCAA constitués exclusivement d'actifs inéligibles et d'actifs traditionnels. Par cet échange, la Société détient maintenant des billets de type VAC 2 et VAC 3.

8. BILLETS DE TRÉSORERIE NON BANCAIRES ADOSSÉS À DES ACTIFS (SUITE)

La Société comptabilise ses billets au coût réduit de toute moins-value durable.

En date du 31 mars 2015, la moins-value durable est de 1,3 M $ et ces billets n'ont pas subi de moins-value durable additionnelle à celle déjà comptabilisée. De plus, la Société a l'intention, exceptionnellement, de détenir ces placements dans les BTAA à plus long terme.

			2015	2014
	Coût	Moins-value durable comptabilisée	Valeur comptable	Valeur comptable
Actifs synthétiques et hybrides	13 258 382 $	1 192 763 $	12 065 619 $	12 065 622 $
Actifs traditionnels	237 481	89 697	147 784	185 216
	13 495 863 $	**1 282 460 $**	**12 213 403 $**	**12 250 838 $**

9. INTERVENTIONS FINANCIÈRES - FRAIS D'ADMINISTRATION

	2015	2014
Traitements et avantages sociaux	8 908 179 $	8 880 160 $
Honoraires	206 882	144 675
Déplacements, représentation et congrès	77 748	104 150
Loyers	969 219	976 322
Assurances	28 066	24 435
Frais de bureau et de papeterie	306 112	312 357
Publicité et promotion	109 213	58 067
Perte sur disposition d'immobilisations corporelles	-	725
Amortissement des immobilisations corporelles	365 531	404 633
Autres frais	115 758	84 185
	11 086 708 $	**10 989 709 $**

10. PATRIMOINE IMMOBILIER - FRAIS D'EXPLOITATION ET D'ADMINISTRATION

	2015	2014
Traitements et avantages sociaux	470 291 $	426 371 $
Honoraires	148 628	110 917
Déplacements, représentation et congrès	2 867	2 790
Taxes	459 729	476 793
Assurances	96 010	93 619
Électricité et chauffage	286 281	269 652
Entretien et réparations	911 804	875 153
Frais de bureau et de papeterie	45 141	50 588
Amortissement des immobilisations corporelles	1 947 905	1 792 604
Autres frais	5 076	-
	4 373 732 $	**4 098 487 $**

11. ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

La Société détient des dépôts à terme comptabilisés au coût, convertibles et rachetables en tout temps, portant intérêt à un taux de 1,80 % (2014 : 1,72 %) et échéant le 21 janvier 2016.

12. PRÊTS ET AUTRES PARTICIPATIONS FINANCIÈRES

			2015	2014
	Montant	Provision pour pertes (note 7)	Montant net	Montant net
Prêts	36 676 034 $	454 750 $	36 221 284 $	41 039 235 $
Prêts douteux				
Prêts accordés par la Société	2 878 988	2 554 756	324 232	686 442
Prêts résultant de l'exécution de garanties d'emprunt relatives au financement des entreprises	425 876	388 376	37 500	62 500
	39 980 898 $	**3 397 882 $**	**36 583 016 $**	**41 788 177 $**

Les prêts totalisant 37,4 M $ (2014 : 42,7 M $) sont garantis par des hypothèques de 1er ou 2ième rang sur des biens corporels et incorporels, des cautions personnelles, des cautions corporatives, des assurances vie, des hypothèques immobilières, des remboursements de crédits d'impôt et un engagement du ministère de la Culture et des Communications. Certains autres prêts pour un total de 2,2 M $ (2014 : 2,3 M $) ne comportent aucune garantie.

Les prêts accordés par la Société portent intérêt à un taux variable ou fixe. Le taux d'intérêt effectif des prêts au 31 mars 2015, calculé selon une moyenne pondérée, est de 5,70 % (2014 : 5,76 %), soit le taux préférentiel plus 2,85 % (2014 : 2,76 %).

12. PRÊTS ET AUTRES PARTICIPATIONS FINANCIÈRES (SUITE)

Ces prêts, autres que les prêts douteux, viennent à échéance au cours des exercices se terminant le 31 mars :

2016	7 328 068
2017	1 353 008
2018	2 662 863
2019	4 109 822
2020	1 692 551
2021 et plus	19 074 972
	36 221 284 $

13. PLACEMENTS

	2015	2014
Placement au coût		
Actions ordinaires de sociétés non cotées avec droit de vote.	1 $	1 $
Placements à la valeur de consolidation modifiée		
Participation de 32,81 % à titre de commanditaire dans le Fonds d'investissement de la culture et des communications (FICC), société en commandite constituée le 24 octobre 1996 dont l'activité est d'investir dans des entreprises en démarrage, aux premiers stades de développement, en croissance ou en redressement, oeuvrant dans les secteurs de la culture et des communications. La durée de la société en commandite est prévue jusqu'au 31 mars 2021, à moins qu'elle ne soit dissoute avant cette date.	10 556 883	10 708 802
Participation de 45,66 % à titre de commanditaire et commandité dans La Financière des Entreprises Culturelles (FIDEC), société en commandite constituée le 18 janvier 1999, dont l'activité est d'appuyer les entreprises culturelles et d'accroître leur positionnement international dans les secteurs offrant des perspectives de rendement élevé. La société en commandite a cessé la mise en place de nouveau financement en avril 2011 et sera éventuellement liquidée et dissoute.	783 218	1 953 448
Participation de 49,99 % à titre de commanditaire dans le Fonds Capital Culture Québec (FCCQ), société en commandite constituée le 7 novembre 2011 dont l'activité est de soutenir le développement d'entreprises culturelles d'envergure en assurant le financement des projets d'entreprises québécoises à fort potentiel ou des projets à fortes retombées économiques pour le Québec. La société poursuivra ses activités jusqu'au 31 mars 2020, à moins qu'elle ne soit dissoute avant cette date.	4 608 741	9 835 566
	15 948 843 $	**22 497 817 $**

13. PLACEMENTS (SUITE)

Le tableau suivant présente les informations financières condensées concernant les sociétés en commandite.

				2015	2014
	FICC 31 décembre 2014	FIDEC 31 décembre 2014	FCCQ 31 décembre 2014	Total	Total
ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE					
Investissements	14 552 792 $	550 877 $	7 860 930 $	22 964 599 $	29 169 879 $
Placements temporaires	17 328 452	-	6 293 819	23 622 271	24 213 260
Encaisse	4 021	1 296 332	208 808	1 509 161	2 093 532
Autres actifs	393 461	4 026	289 675	687 162	1 465 060
Total des actifs	32 278 726	1 851 235	14 653 232	48 783 193	56 941 731
Total des passifs	102 917	135 909	42 491	281 317	349 580
Actif net	32 175 809	1 715 326	14 610 741	48 501 876	56 592 151
Avoir des associés	**32 175 809 $**	**1 715 326 $**	**14 610 741 $**	**48 501 876 $**	**56 592 151 $**
ÉTAT DES RÉSULTATS					
Revenus	2 446 344	438 661	1 109 550	3 994 555	3 673 368
Gains (pertes) sur placements	(1 792 156)	-	(5 304 822)	(7 096 978)	(2 265 744)
Charges	1 117 216	191 741	869 054	2 178 011	1 629 197
Bénéfice net (perte nette)	(463 028)	246 920	(5 064 326)	(5 280 434)	(221 573)
Surplus (déficit) au début	(7 761 163)	838 775	(326 933)	(7 249 321)	(6 209 373)
Distribution	-	(809 841)	-	(809 841)	(818 375)
Surplus (déficit) à la fin	**(8 224 191) $**	**275 854 $**	**(5 391 259) $**	**(13 339 596) $**	**(7 249 321) $**

14. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

2015

	Restaurations	Réparations majeures *	Mobilier de bureau	Équipement	Matériel informatique	Améliorations locatives	Logiciels**	Total
Coût								
Solde d'ouverture	22 593 281 $	13 247 456 $	745 457 $	206 698 $	386 583 $	705 611 $	3 629 383 $	41 514 469 $
Acquisitions	-	2 294 408	-	-	46 441	1 832	337 819	2 680 500
Dispositions et réductions de valeur	-	-	-	-	-	-	-	-
Solde de clôture	22 593 281	15 541 864	745 457	206 698	433 024	707 443	3 967 202	44 194 969
Amortissement cumulé								
Solde d'ouverture	11 754 865	7 184 100	612 355	205 217	235 433	556 168	2 607 966	23 156 104
Amortissement	903 770	1 042 366	33 697	1 481	64 254	26 072	241 796	2 313 436
Dispositions et réductions de valeur	-	-	-	-	-	-	-	-
Solde de clôture	12 658 635	8 226 466	646 052	206 698	299 687	582 240	2 849 762	25 469 540
Valeur comptable nette	**9 934 646 $**	**7 315 398 $**	**99 405 $**	**- $**	**133 337 $**	**125 203 $**	**1 117 440 $**	**18 725 429 $**

2014

	Restaurations	Réparations majeures *	Mobilier de bureau	Équipement	Matériel informatique	Améliorations locatives	Logiciels**	Total
Coût								
Solde d'ouverture	22 593 281 $	12 142 063 $	744 160 $	206 698 $	623 662 $	701 011 $	3 297 665 $	40 308 540 $
Acquisitions	-	1 105 393	1 297	-	57 422	4 600	331 718	1 500 430
Dispositions et réductions de valeur	-	-	-	-	(294 501)	-	-	(294 501)
Solde de clôture	22 593 281	13 247 456	745 457	206 698	386 583	705 611	3 629 383	41 514 469
Amortissement cumulé								
Solde d'ouverture	10 851 095	6 297 036	576 216	202 921	466 058	530 300	2 329 017	21 252 643
Amortissement	903 770	887 064	36 139	2 296	63 151	25 868	278 949	2 197 237
Dispostions et réductions de valeur	-	-	-	-	(293 776)	-	-	(293 776)
Solde de clôture	11 754 865	7 184 100	612 355	205 217	235 433	556 168	2 607 966	23 156 104
Valeur comptable nette	**10 838 416 $**	**6 063 356 $**	**133 102 $**	**1 481 $**	**151 150 $**	**149 443 $**	**1 021 417 $**	**18 358 365 $**

La Société possède des œuvres d'art, composées notamment de tableaux, estampes, œuvres textiles et sculptures, dont le coût est de 59 441 $ et qui ne sont pas capitalisées aux immobilisations corporelles.

* Inclut des actifs de 183 655 $ (2014 : 645 180 $) comptabilisés au coût qui ne sont pas amortis puisqu'ils ne sont pas mis en service au 31 mars 2015.

** Inclut des actifs de 345 202 $ (2014 : 397 737 $) comptabilisés au coût qui ne sont pas amortis puisqu'ils ne sont pas mis en service au 31 mars 2015.

15. MARGE DE CRÉDIT ET EMPRUNTS À COURT TERME

La Société dispose, auprès d'une institution financière, d'une marge de crédit de 2 M $ autorisée par un décret du gouvernement du Québec. Cette marge de crédit porte intérêt au taux préférentiel pour un terme ne pouvant dépasser un an. Le taux préférentiel au 31 mars 2015 est de 2,85 % (2014 : 3 %) et cette marge n'était pas utilisée au 31 mars 2015 ni au 31 mars 2014.

La Société est autorisée, par décret du gouvernement du Québec, à contracter des emprunts à court terme ou par voie de marge de crédit, jusqu'à concurrence d'un montant total en cours de 12,1 M $ pour procéder à des travaux et achats d'équipements pour maintenir en bon état ses actifs. Les emprunts peuvent être contractés auprès d'une institution financière ou auprès du Fonds de financement du gouvernement du Québec et portent intérêt à taux variable ou fixe, valable jusqu'au 31 octobre 2015. Au 31 mars 2015, la Société a un emprunt à court terme de 3,8 M $ auprès du Fonds de financement (2014 : 3,4 M $) au taux de 1,02 %.

16. REVENUS REPORTÉS

	2015	2014
Revenus reportés liés au financement intérimaire des crédits d'impôt	(47 105) $	1 911 133 $
Subventions du gouvernement du Québec reportées (note 3)	20 952 697	15 858 160
Autres revenus reportés	375 000	375 000
	21 280 592 $	**18 144 293 $**

17. AVANCES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

	2015	2014
Avance du gouvernement du Québec, portant intérêt au taux de rendement du placement dans la société en commandite jusqu'à un maximum annuel égal au taux préférentiel, remboursable lors de la dissolution de la société en commandite ou au plus tard le 31 décembre 2021.	13 300 000 $	13 300 000 $
Avance du gouvernement du Québec, portant intérêt au taux de rendement du placement dans la société en commandite jusqu'à un maximum annuel égal au taux préférentiel, remboursable lors de la dissolution de la société en commandite ou au plus tard le 31 décembre 2011 *.	8 000 000	8 000 000
Avance du gouvernement du Québec, portant intérêt au taux de rendement du placement dans la société en commandite jusqu'à un maximum annuel égal au taux préférentiel, remboursable lors de la dissolution de la société en commandite ou au plus tard le 31 mars 2020.	10 000 000	10 000 000
	31 300 000 $	**31 300 000 $**

* L'avance est maintenue pendant la période de liquidation de l'actif et du passif de la société en commandite (note 13).

18. DETTES

	2015	2014
Emprunts sur billets du Fonds de financement du gouvernement du Québec, garantis par des hypothèques mobilières sans dépossession, au taux effectif:		
2,238 % remboursable en versements annuels de 344 014 $ jusqu'au 21 août 2019	1 712 890 $	2 396 232 $
4,746 % remboursable en versements annuels de 416 308 $ jusqu'au 1er décembre 2014 et en un versement de 2 081 538 $ le 1er décembre 2015	2 079 810	2 493 295
2,832 % remboursable par versements annuels de 173 240 $ jusqu'au 1er décembre 2020	1 035 490	1 207 368
4,744 % remboursable en versements annuels de 35 599 $ jusqu'au 31 mars 2016	35 561	71 054
4,621 % remboursable par versements annuels de 35 629 $ jusqu'au 14 novembre 2016	71 033	106 619
2,516 % remboursable en versements annuels de 35 125 $ jusqu'au 1er octobre 2017	105 113	140 013
2,864 % remboursable en versements annuels de 427 140 $ jusqu'au 1er octobre 2018	1 703 200	2 127 198
4,265 % remboursable en versements annuels de 83 822 $ jusqu'au 3 décembre 2018	334 047	417 243
4,265 % remboursable en versements annuels de 100 826 $ jusqu'au 3 décembre 2018	401 840	501 903
4,393 % remboursable en versements bi-annuels de 82 252 $ jusqu'au 10 mai 2021	1 064 531	1 227 516
3,275 % remboursable en versements annuels de 186 354 $ jusqu'au 16 juillet 2021	1 298 421	1 482 926
3,411 % remboursable en versements annuels de 214 393 $ jusqu'au 1er septembre 2024	2 130 762	-

18. DETTES (SUITE)

	2015	2014
Emprunts sur billets du Fonds de financement du gouvernement du Québec, non garantis, au taux effectif :		
2,691 % remboursable en un versement annuel de 4 000 000 $ le 1er juillet 2016	4 000 000	4 000 000
2,122 % remboursable en versements mensuels de 8 333 $ et un versement de 3 200 000 $ le 1er décembre 2016	3 375 000	3 475 000
2,189% remboursable en versements mensuels de 60 000 $ et un versement de 1 560 000 $ le 1er septembre 2017	3 300 000	4 020 000
3,550 % remboursable en versements mensuels de 15 575 $ jusqu'au 1er août 2023	1 573 075	1 759 975
3,226% remboursable en versements mensuels de 23 810 $ jusqu'au 1er octobre 2020	1 595 230	1 880 950
2,640 % remboursable en versements mensuels de 12 000 $ jusqu'au 1er août 2016 et en versements mensuels de 21 000 $ jusqu'au 1er avril 2018 et en versements mensuels de 26 250 $ jusqu'au 1er août 2019	1 044 000	1 188 000
2,376 % remboursable en versements mensuels de 20 000 $ jusqu'au 1er mars 2019	960 000	1 200 000
	27 820 003 $	**29 695 292 $**

Les montants des versements en capital à effectuer sur les dettes à long terme au cours des prochains exercices se détaillent comme suit :

2016	5 547 261
2017	10 668 496
2018	4 545 502
2019	2 710 704
2020	1 682 890
2021 et suivantes	2 665 150
	27 820 003 $

19. CAPITAL

Au 31 mars 1995, le capital-actions de la Société Générale des industries culturelles, organisme du gouvernement, est devenu le capital de la Société.

20. FLUX DE TRÉSORERIE

La trésorerie et les équivalents de trésorerie figurant dans l'état des flux de trésorerie comprennent les montants suivants comptabilisés à l'état de la situation financière :

	2015	2014
Trésorerie	2 301 822 $	24 331 257 $
Équivalents de trésorerie	32 596 169	2 000 000
	34 897 991 $	**26 331 257 $**

Les intérêts versés par la Société au cours de l'exercice s'élèvent à 1 197 746 $ (2014 : 1 146 608 $).
Les intérêts encaissés par la Société au cours de l'exercice s'élèvent à 3 361 609 $ (2014 : 3 265 664 $).

21. DÉFICIT CUMULÉ

La Société a adopté depuis le 1er avril 2012 la norme relative au Chapitre SP 3410 révisé, « Paiements de transfert ». L'impact de cette nouvelle norme est présenté ci-dessous.

La Société a contracté des dettes à long terme à la suite d'acquisitions d'immobilisations. Ces dettes seront remboursées, en partie ou en totalité, à l'aide de contributions annuelles du gouvernement au cours des exercices futurs. Ces contributions seront comptabilisées à titre de revenus dans l'exercice où elles seront autorisées par le gouvernement et où la Société satisfera aux conditions d'admissibilité.

Puisque cette comptabilisation des revenus n'est plus synchronisée avec la comptabilisation de la charge d'amortissement, il s'ensuit un décalage entre la comptabilisation des revenus de subventions du gouvernement du Québec et celle de la charge d'amortissement des immobilisations.

Ainsi, au 31 mars 2015, les subventions du gouvernement du Québec reportées relatives au financement des acquisitions d'immobilisations auraient été au montant de 38 412 918 $ (2014 : 34 823 175 $) et les subventions du gouvernement du Québec à recevoir afférentes auraient été au montant de 15 947 193 $ (2014 : 16 710 620 $) et les résultats de l'exercice à titre de revenus de subvention auraient été inférieurs de 583 483 $ (2014 : 318 738 $). Le déficit cumulé aurait été supérieur de 1 316 245 $ (2014 : 732 762 $) et le solde du déficit cumulé aurait été de 8 436 856 $ (2014 : 1 560 824 $). Le surplus créé au déficit cumulé se renversera au fur et à mesure de ces autorisations, si le gouvernement du Québec autorise les subventions futures relatives à ces dettes.

22. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS

Régimes de retraite

Les membres du personnel de la Société participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) ou au Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE). Ces régimes inter-employeurs sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès.

Au 1er janvier 2015, le taux de cotisation de la Société pour le RREGOP a augmenté de 9,84 % à 10,50 % de la masse salariale cotisable et celui du RRPE est demeuré à 14,38 %.

22. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (SUITE)

Les cotisations de l'employeur sont équivalentes aux cotisations des employés, à l'exception d'un montant de compensation prévu dans la loi du RRPE de 5,73 % au 1er janvier 2015 (5,73 % au 1er janvier 2014) de la masse salariale cotisable qui doit être versé dans la caisse des participants au RRPE et un montant équivalent dans la caisse des employeurs. Ainsi la Société doit verser un montant supplémentaire pour l'année civile 2015 correspondant à 11,46 % de la masse salariale cotisable (11,46 % de la masse salariale cotisable pour l'année civile 2014).

Les cotisations de la Société, incluant le montant de compensation à verser au RRPE, imputées aux résultats de l'exercice s'élèvent à 865 037 $ (2014 : 665 359 $). Les obligations de la Société envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses cotisations à titre d'employeur.

Provision pour congés de maladie et vacances

			2015	2014
	Congés de maladie	**Vacances**	**Total**	**Total**
Solde au début	104 853 $	764 476 $	869 329 $	851 153 $
Charge de l'exercice	370 139	854 110	1 224 249	1 184 197
Prestations versées au cours de l'exercice	(382 259)	(753 675)	(1 135 934)	(1 166 021)
Solde à la fin	**92 733 $**	**864 911 $**	**957 644 $**	**869 329 $**

Cette provision est incluse au poste charges à payer. Les congés de maladie sont payés au début de l'exercice suivant. Les vacances ne sont pas actualisées car elles sont prises au cours de l'exercice suivant.

23. INSTRUMENTS FINANCIERS

Gestion des risques liés aux instruments financiers

La Société est exposée à divers risques financiers qui résultent de ses opérations courantes. La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels. La Société ne conclut pas de contrats visant des instruments financiers, incluant des dérivés, à des fins spéculatives.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque que la Société subisse une perte financière si les contreparties font défaut d'exécuter les conditions des contrats. Les principaux risques de crédit pour la Société sont liés à la trésorerie et les équivalents de trésorerie, aux prêts et autres participations financières, aux aides remboursables, aux créances et intérêts courus, aux placements et aux BTAA.

Le risque de crédit associé à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie est essentiellement réduit au minimum en s'assurant que les excédents de trésorerie sont investis dans des placements très liquides et auprès d'institutions financières réputées, tel que prévu à la Politique de gestion de la trésorerie de la Société.

Le risque de crédit associé aux prêts et autres participations financières et aux aides remboursables est réduit puisque la Société enregistre des provisions pour tenir compte des pertes de crédit potentielles.

Les créances et intérêts courus sont constitués principalement d'intérêts courus et de loyers. Le risque de crédit associé aux créances est réduit au minimum puisque la majorité des intérêts courus sont à recevoir d'institutions financières réputées et que des évaluations de crédit sont effectuées pour tous les nouveaux locataires.

23. INSTRUMENTS FINANCIERS (SUITE)

Le tableau suivant présente la balance chronologique des créances et intérêts courus et des aides remboursables, déduction faite de la provision pour créances douteuses, au 31 mars :

			2015	2014
	Créances et intérêts courus *	Aides remboursables	Total	Total
Moins de 30 jours	149 254 $	315 334 $	464 588 $	562 435 $
De 30 à 60 jours	151 631	5 000	156 631	139 505
De 60 à 90 jours	23 589	32 400	55 989	69 109
Plus de 90 jours	209 033	938 123	1 147 156	1 168 949
Provision pour créances douteuses	-	(370 605)	(370 605)	(386 629)
	533 507 $	**920 252 $**	**1 453 759 $**	**1 553 369 $**

* Excluent les taxes à la consommation à recevoir de 65 383$ (2014 : 129 225 $)

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que la Société ne soit pas en mesure de répondre à ses besoins de trésorerie ou de financer ses obligations liées à ses passifs financiers lorsqu'elles arrivent à échéance. La Société finance ses charges liées aux programmes d'aide financière ainsi que l'acquisition et le maintien des immobilisations par le biais des subventions du gouvernement du Québec. Les charges d'exploitation sont financées en partie par les subventions du gouvernement du Québec et par les fonds générés par les activités d'exploitation. La Société respecte ses exigences en matière de liquidité en préparant et en surveillant les plans de financement et de dépenses et en détenant des équivalents de trésorerie très liquides.

Les flux de trésorerie contractuels relatifs aux passifs financiers se détaillent comme suit :

				2015	2014
	Moins de 3 ans	De 4 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total	Total
Emprunts	3 838 231 $	- $	- $	3 838 231 $	3 412 385 $
Charges à payer *	2 575 091	-	-	2 575 091	2 374 773
Intérêts courus à payer	320 414	-	-	320 414	496 278
Montants à verser en vertu des programmes d'aide financière	17 893 684	-	-	17 893 684	18 353 408
Avances du gouvernement du Québec	8 000 000	-	23 300 000	31 300 000	31 300 000
Dettes	20 761 259	4 393 594	2 665 150	27 820 003	29 695 292
	53 388 679 $	**4 393 594 $**	**25 965 150 $**	**83 747 423 $**	**85 632 136 $**

* Excluent les déductions à la source de 427 694 $ (2014 : 321 177 $)

23. INSTRUMENTS FINANCIERS (SUITE)

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que le cours du marché ou que les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations du prix du marché. Le risque de marché comprend trois types de risques : le risque de change, le risque de taux d'intérêt et l'autre risque de prix; la Société est exposée aux risques de change et de taux d'intérêt.

Risque de change

Le risque de taux de change se définit comme l'exposition de la Société à une perte de revenu attribuable à la fluctuation défavorable d'une devise. Dans le cours normal de ses activités, la Société réalise moins de 2% de ses opérations en euros. Afin de minimiser au maximum les risques de change, la Société achète, en début d'exercice financier, des devises européennes répondant à ses besoins annuels. L'exposition de la Société au risque de change est par conséquent très faible.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt se définit comme l'exposition de la Société à une perte de revenu d'intérêt ou une perte de valeur sur les instruments financiers résultant d'une variation du taux d'intérêt. L'exposition de la Société au risque de taux d'intérêt est attribuable à ses actifs financiers portant intérêt.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent des placements hautement liquides auprès d'institutions financières qui rapportent de l'intérêt au taux du marché et à taux fixe. La majorité des prêts et autres participations financières sont conclus à taux variable. La fluctuation du taux d'intérêt du marché a une incidence sur les revenus d'intérêts que la Société tire de sa trésorerie, de son équivalent de trésorerie et de ses activités de prêts.

Si les taux d'intérêt pour l'exercice terminé le 31 mars 2015 avaient été inférieurs ou supérieurs de 50 points de base, toutes les autres variables étant demeurées constantes, les revenus d'intérêts pour la même période auraient été supérieurs ou inférieurs de 361 672 $(2014 : 324 036 $) respectivement.

24. OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

Les montants non déboursés sur les prêts autorisés au 31 mars 2015 totalisent 7,0 M $ (2014 : 6,7 M $).

La Société est engagée pour une somme de 1 181 167 $, échéant au plus tard le 31 mars 2018 (2014 : 2 349 840 $) relativement à des contrats de maintien et de restauration de bâtiments.

25. ÉVENTUALITÉS

La Société garantit le remboursement d'emprunts ou de dettes contractés par des entreprises auprès d'institutions financières dans le cadre du financement des entreprises et du programme de financement intérimaire des crédits d'impôt. Les engagements maximaux de ces garanties se répartissent comme suit :

	2015	2014
Financement des entreprises *	9 530 198 $	7 944 804 $
Financement intérimaire des crédits d'impôt remboursables à la production cinématographique et télévisuelle québécoise, à la production de titres multimédias, à la production d'enregistrements sonores, à l'édition de livres et à la production de spectacles **	3 907 412	4 265 244
	13 437 610 $	**12 210 048 $**

* La provision cumulée pour pertes relative à ces garanties est présentée à la note 7 des états financiers.

** Toutes pertes relatives aux garanties accordées en vertu de ce programme seront remboursées par le gouvernement du Québec.

Diverses affaires judiciaires et extrajudiciaires entamées par la Société sont actuellement en cours. De l'avis de la Société, le dénouement de ces affaires ne peut avoir d'incidence importante sur sa situation financière ni sur les résultats de ses activités.

26. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

En plus des opérations entre apparentés déjà divulguées dans les états financiers et comptabilisées à la valeur d'échange, la Société est apparentée avec tous les ministères et les fonds spéciaux, ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises publiques contrôlés directement et indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. La Société n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers.

27. CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés pour les rendre conformes à la présentation adoptée pour l'exercice 2015.

ENTREPRISES OU PROFESSIONNELS QUI ONT REÇU DU SOUTIEN FINANCIER

Cinéma et production télévisuelle

Programme d'aide à la scénarisation 2014-2015

Volet 1 : Aide sélective aux scénaristes et aux scénaristes-réalisateurs

Nature de l'aide : Investissement

Nom du professionel	Objet	$
Abecassis, Tally	Ce n'est pas parce qu'on meurt qu'on ne peut pas bien vivre	10 000
Boulay, François	À huis clos avec mon père	17 500
de Blois, Isabelle	Vie est un cirque ou le cirque c'est la vie, La	10 000
Deniel, Annie, Breuillaud, Martine	À travers ton regard	10 000
Denis, Mathieu	Ceux qui font les révolutions à moitié...	17 500
Desjardins, Denys	Secret de l'hippocampe, Le	17 500
Doyle, Helen	Au pays du grand ciel dansent les oies sauvages	17 000
Dufour-Laperrière, Félix	Mort n'existe pas, La	17 500
Ferland, Pascale	Rapace	17 500
Franchi, Alexandre	Marchand de sommeil, Le	15 000
Gutierrez, German, Garcia, Carmen	Lanceurs d'alerte, Les	17 000
Hidalgo, Federico	Reign of Andrea, The	17 500
Hogue, Stéphane	Pitbull	17 500
Lambert, Lucie	Secrets du vent, Les	17 000
Laroche, Martin	Laurence Fortin-Comeau	17 500
Lavigne, Isabelle	Beau Jour, Le	17 000
Lord, Jean-Sébastien	Élie, de bas en haut et de haut en bas	17 500
Magny, André	Fruits Sauvages, Les	7 500
Potashnik, Jacob	Audit, The	17 500
Raudsepp-Hearne, Karl	Land of Flowers	15 000
Uloth, Geoffrey	Carbon	17 500
Veaux-Logeat, Catherine	Entre mer et mur: L'histoire du cousin Frank	10 200
	22	338 200

Volet 2 : Aide aux entreprises de production

Volet 2.1 : Aide sélective aux entreprises de production du secteur privé

Nature de l'aide : Investissement

Nom de l'entreprise	Objet	$
1976 Productions inc.	À notre âge	10 000

1976 Productions inc.	Oublier Charlotte	10 000
1976 Productions inc.	Twincest	7 500
3090-5178 Québec inc. (Palomar)	A Nutshell of Infinite Space	10 000
6909060 Canada inc. (Les Films Prospector)	I Believe in You	12 200
6909060 Canada inc. (Les Films Prospector)	Ti-Anna	6 850
8005605 Canada inc. (Films Mediabiz)	Ne parle pas	10 000
8005605 Canada inc. (Films Mediabiz)	Petite et le vieux, La	7 500
9097-4767 Québec inc. (Films Camera Oscura, Les)	Blanche à Montréal	17 500
9097-4767 Québec inc. (Films Camera Oscura, Les)	Ève future, L'	9 650
9097-4767 Québec inc. (Films Camera Oscura, Les)	Jour où Barbara est sortie, Le	10 000
9097-4767 Québec inc. (Films Camera Oscura, Les)	Justice, La	10 000
9097-4767 Québec inc. (Films Camera Oscura, Les)	Quartier des oubliés, Le	10 000
9104-0998 Québec inc. (Vollant, Réginald)	Terre nomade	17 500
9116-7502 Québec inc. (Lycaon Pictus)	Une manière de vivre	10 000
9215-8534 Québec inc. (Parallaxes)	Dans le vent, The Flying Sisters	17 500
9219-3010 Québec inc. (La Maison de Prod)	Noriginals: The Art of Uncreativity	17 500
9219-3010 Québec inc. (La Maison de Prod)	VFC	17 500
9264-2446 Québec inc. (Jessie Films II)	Bon Cop Bad Cop II	17 500
Aetios Productions inc.	Loi Martial, La	17 500
Amazone Films inc.	Mon nouveau monde	10 000
Ciné Qua Non Média inc.	Louise Lecavalier-Portraits vivants	10 324
Communications Chantal Bujold inc.	Latino del Norte	10 000
Ema Films inc.	Burning & Nina	10 000
Ema Films inc.	Cabane à sucre	10 000
Esperamos inc.	Dernière vie de Félix, La	16 000
Film Cardinal inc.	Stuntman, The	16 500
Filmarto inc.	Killing Henry James	10 000
Films 53/12 inc.	Acrobat, The	10 000
Films 53/12 inc.	Acrobat, The	10 000
Films 53/12 inc.	Qu'est-ce que tu deviens?	10 000
Films du Boulevard inc.	Cafard, Le	10 000
Films Family Business inc., Les	Apocalypse Motel	6 500
Films Outsiders inc., Les	Il pleuvait des oiseaux	10 000
Forum Films 2005 inc.	Cocktail	17 500
Fullum Films inc.	Angélique	17 500

Groupe ECP inc.	Saisir l'invisible	10 290
Groupe Pimiento inc.	Latinos : la nouvelle majorité	15 000
Item 7 inc.	As Is (Tel quel)	17 500
Item 7 inc.	Bonne étoile, La	17 500
Item 7 inc.	Bonne étoile, La	10 000
Item 7 inc.	Homme qui a peur, L'	7 500
Item 7 inc.	Maria Chapdelaine	17 500
Item 7 inc., Groupe Fair-Play inc.	Vrak la Vie-le film	10 000
Jane Losa Films inc.	Get lost with Max	17 500
Lowik Media 2008 inc.	Ce mal de vivre	10 000
Macumba Films inc.	Mariages forcés	12 900
Melenny Productions inc.	Un fantôme est né	17 500
Metafilms inc.	Bienvenue à Ordos	17 500
Metafilms inc.	Turquoise	17 500
Metafilms inc.	Un homme libre	16 000
Michel Gauthier Productions inc.	Chemin des brumes, Le	10 000
Oeil Métal Film inc.	Healer Heal	11 300
Picbois Productions inc.	Justice	17 500
Possibles Média inc.	Eastland Major	10 000
Productions Avenida inc.	Pleine lune	17 500
Productions Colin Neale inc., Les	Stewed	15 000
Productions du Lion Vert inc., Les	Stolen Lives	17 500
Productions Flow inc., Les	Ecstasy	10 000
Productions Kinesis inc., Les	Neuf suicides de Gaétan Fougère, Les	17 500
Productions Leitmotiv inc.	Inachevé, L'	17 500
Productions Multi-Monde inc.	Vélo-Cité	17 500
Reyna Films inc.	Vie, La	17 500
Solofilms inc.	Tien, le mien, Le	17 500
TCB Film inc.	White Skin	17 000
Toxa inc.	Si le loup	12 493
Vélocité International inc.	Petit nouveau, Le	10 000
Wide Open Exposure Productions Limited	Tomorrow's Power	6 000
Zoofilms inc.	Route 66	10 000
	69	896 507

Volet 2.2 : Aide sélective aux entreprises de production du secteur indépendant

Nature de l'aide : Investissement		
Nom de l'entreprise	Objet	$
1976 Productions inc.	Coyote, Le	10 000
9108-3006 Québec inc. (Saint-Pierre, Nathalie)	Syndrome de Mozart, Le	17 500
9160-2979 Québec inc. (Autre ville)	MAZ	10 000
9219-2418 Québec inc. (Parabola films)	Unidentified Minor	10 000
9279-7372 Québec inc. (Diaz, Patricia)	Nagypapa	10 000
Cinécoop Productions, coopérative de travail	Flight Over Moon Strife	10 000
Films Rumi inc., Les	Mère porteuse musulmane	14 178
Hearne, Karl (KRH Films)	Nonfiction	10 000
Kephart, Elza (Les Films Midnight Kingdom)	Night of the Pendulum	10 000
Metafilms inc.	Akhavan	10 000
Oeil Métal Film inc.	Camel Driving School, La	13 500
Oeil Métal Film inc.	Eggplant	17 500
Production Red Dawn inc.	D'où vient le vent	17 500
Productions cinématographiques Boréal Films inc., Les	Ouiat Chouan	17 500
Productions du Golem inc., Les	Making Of	10 000
Productions Flow inc., Les	Prairie Tales	15 125
Productions Kanif inc.	HoMa mon amour	17 500
Productions Sure Shot inc., Les	Green Tree Summer	10 000
Transmar Films inc.	Rio Negro	17 500
	19	247 803

Volet 2.3 : Aide corporative aux entreprises de production - long métrage de fiction

Nature de l'aide : Investissement		
Nom de l'entreprise	Objet	$
Max Films inc.	Aide Corporative 2014/2017	125 000
Microscope inc.	Aide Corporative 2014/2017	125 000
Productions Thalie inc.	Aide Corporative 2014/2017	125 000
	3	375 000

Programme d'aide à la production 2014-2015

Volet 1 : Aide à la production de longs métrages de fiction

Volet 1.1 : Aide sélective aux longs métrages de fiction - secteur privé

Nature de l'aide : Investissement

Nom de l'entreprise	Objet	$
7086881 Canada inc. (EMAfilms inc.)	YZKOR	200 000
7887515 Canada inc. (Les Films Prospector)	Saver, The	17 500
9174-5018 Québec inc. (Coop Vidéo de Montréal)	Mauvaises herbes, Les	1 275 000
9187-1608 Québec inc. (Les Films du Paria inc.)	Embrasse-moi comme tu m'aimes	1 015 000
9221-6878 Québec inc. (Metafilms inc.)	Êtres chers, Les	1 125 000
9251-5980 Québec inc. (Metafilms)	Félix et Meira	17 500
9295-4460 Québec inc. (Le film Les mots justes)	Mots justes, Les	250 000
9297-6885 Québec inc. (Christal Films Productions inc.)	Mirage, Le	1 300 000
9302-6847 Québec inc. (Larouche, Christian)	Chasse-galerie	1 500 000
9307-9861 Québec inc. (La Maison de Prod)	Malgré la nuit	180 000
9318-6823 Québec inc. (Corporation de Développement et de Production ACPAV inc.)	Coeur régulier, Le	115 000
Attraction Images Productions II inc.	Nitro Rush	1 400 000
Coproductions Item 7 inc.	Brooklyn	350 000
Film King Dave inc.	King Dave	1 550 000
Film Noces inc.	Ego Trip	400 000
Films 1976 inc., Les	Voix Off	92 000
Films Vision 4 inc.	Journal d'Aurélie Laflamme, Les pieds sur terre, Le	1 200 000
Max Films (TLB) inc.	Two Lovers and a Bear	1 150 000
Max Films Média inc.	Corbo	50 000
Microscope inc.	Guibord s'en va-t-en guerre	1 200 000
PCF Ballerina Le Film inc.	Ballerina	300 000
PCF Paul Le Film inc.	Paul à Québec	1 400 000
Possibles Média II inc.	Fatima	260 000
Production Elephant Song inc.	Elephant Song, The	150 000
Production Ville-Marie inc.	Ville-Marie	1 400 000
Productions Périphéria inc.	X Quinientos	360 000
	26	18 257 000

Volet 1.2 : Aide sélective aux longs métrages de fiction - secteur indépendant

Nature de l'aide : Investissement		
Nom de l'entreprise	Objet	$
9250-0149 Québec inc. (Les Films Camera Oscura)	Scratch Un Hip-Opéra	500 000
9269-0791 Québec inc. (Les Productions Kinesis inc.)	Montréal la blanche: un conte de Noël	500 000
Bruit des arbres inc., Le	Bruit des arbres, Le	500 000
Production KAN CEKTI inc.	Là où Attila passe...	500 000
Productions l'Art Sali inc., Les, Productions Tomifobia inc.	Rang du lion, Le	32 000
Productions L'unité centrale inc.	Ville Neuve	500 000
Voyelles Films Productions inc.	Coeur de Madame Sabali, Le	500 000
	7	3 032 000

Volet 2: Aide à la production de courts et moyens métrages de fiction

Nature de l'aide : Investissement		
Nom de l'entreprise	Objet	$
9224-0241 Québec inc.	Autre bout du monde, L'	75 000
9286-4883 Québec inc. (L'Embuscade Films)	Rouge perdu, Le	70 000
9305-1811 Québec inc. (Productions Leitmotiv inc.)	Nina	75 000
Microscope inc.	Cours de natation, Le	75 000
Production La Trace inc.	Était une bête	75 000
Productions Perceptions 3i inc., Les	Dr. Diaz	75 000
Studio Kinetika inc.	Looking for my Sister	35 000
	7	480 000

Volet 3 : Aide à la production de documentaires

Nature de l'aide : Investissement		
Nom de l'entreprise	Objet	$
3809412 Canada inc. (Orbi-XXI Productions inc.)	Nation- Huis clos avec Lucien Bouchard	14 500
6732500 Canada inc. (Brunette, Roch)	Trapped in a Human Zoo	44 500
7578229 Canada inc. (Ema Films inc.)	Chienne de vie	65 800
9098-2158 Québec inc. (Productions Eureka! Inc.)	Art érotique, L'	100 000
9174-5018 Québec inc. (Coop Vidéo de Montréal)	Pinocchio	80 000
9306-6751 Québec inc. (Cricket à Parc Ex)	Cricket à Parc Ex	12 500
Argus Productions inc.	BDQC- Saison 2	100 000
Cinémaginaire inc.	En attendant maman	121 400

Corporation de développement et de production ACPAV inc.	Nous autres, les autres	90 000
Films du Tricycle inc., Les	Silence d'Athéna, Le	128 400
Films du Tricycle inc., Les	Un Américain, portrait de Raymond-Luc Levasseur	12 000
Films Seconde Vue inc., Les	Cielo	70 000
Lowik Media 2008 inc.	Istanbul, j'écoute!	56 500
Lowik Media 2008 inc.	Un matin sur terre	125 000
Lowik Media Productions inc.	Paradoxe de la faim, Le	122 400
Macumba Films II inc.	Désirs clandestins	93 800
Pointe de Vue inc., La	Pointe, La	50 500
Productions Adobe International inc.	Trocks, The	55 800
Productions EyeSteel (FP) inc.	Chameleon	58 600
Productions Glacialis inc.	1000 jours pour la planète (An 3)	150 000
Productions InformAction inc.	Un film avec toi	52 900
Productions Nova Média inc.	Voyage au centre de la mer	12 680
Productions Pimiento inc.	Au pif	15 000
Productions Shootfilms inc., Les	Femmes des casernes	75 200
Productions Shootfilms inc., Les	Maîtres chez elles	21 500
Studios Datsit Onze inc.	Héritier, L'	45 000
Urbania TV 3108 inc.	Espérance de vie, L'	63 800
Zone3 inc.	Michel Roy, mon père	72 000
	28	1 909 780

Programme d'aide à la promotion et à la diffusion 2014-2015

Volet 1 : Aide aux entreprises de distribution

Volet 1.1: Aide annuelle à la mise en marché

Nature de l'aide : Subvention et/ou aide remboursable

Nom de l'entreprise	Objet	Aide remboursable	Subvention	Total $
9012-6640 Québec inc. (K-Films Amérique inc.)	Ceci n'est pas un polar	5 000	15 000	20 000
9012-6640 Québec inc. (K-Films Amérique inc.)	Gang des hors la loi, La	5 000	15 000	20 000
Coopérative de solidarité 3.14 collective	Bonification jeunes créateurs 2014-2015		3 500	3 500
Coopérative de solidarité 3.14 collective	Chez nous		2 000	2 000
Coopérative de solidarité 3.14 collective	Coupe, La		4 000	4 000
Coopérative de solidarité 3.14 collective	Holder's Comma		2 000	2 000
Coopérative de solidarité 3.14 collective	Nation:huis clos avec Lucien Bouchard		12 000	12 000
Coopérative de solidarité 3.14 collective	Souffler de la neige		4 000	4 000
Distribution Funfilm inc.	Chorus	5 000	15 000	20 000
Distribution Funfilm inc.	Félix et Meira		15 000	15 000
Distribution Funfilm inc.	Qu'est-ce qu'on fait ici ?	3 000	15 000	18 000
Filmoption Internationale inc.	Bonification jeunes créateurs 2014-2015		3 500	3 500
Filmoption Internationale inc.	Derniers hommes éléphants, Les		12 000	12 000
Filmoption Internationale inc.	Face caché de l'impôt		12 000	12 000
Filmoption Internationale inc.	Gurov and Anna		15 000	15 000
Filmoption Internationale inc.	Je suis à toi		15 000	15 000
Films Christal s.e.c., Les	Fermières		13 000	13 000
Films Christal s.e.c., Les	Henri Henri	10 000	15 000	25 000
Films Christal s.e.c., Les	Love projet	2 500	15 000	17 500
Films Christal s.e.c., Les	Tu dors Nicoles	10 000	15 000	25 000
Films Séville inc., Les	Elephant Song	10 000	15 000	25 000
Films Séville inc., Les	Loups, Les	10 000	15 000	25 000
Films Séville inc., Les	NOIR (NWA)	10 000	15 000	25 000
Oeil vif, L' (Les Films du 3 mars)	Amour au temps de la guerre civile, L'		15 000	15 000
Oeil vif, L' (Les Films du 3 mars)	Bonification jeunes créateurs 2014-2015		3 500	3 500
Oeil vif, L' (Les Films du 3 mars)	Ceux comme la terre		9 000	9 000
Oeil vif, L' (Les Films du 3 mars)	De prisons en prisons		10 000	10 000
Oeil vif, L' (Les Films du 3 mars)	Julia Julep		2 000	2 000
Oeil vif, L' (Les Films du 3 mars)	Miron: un homme revenu d'en dehors du monde		14 000	14 000

Productions Festives	Bleu tonnerre (Dashes)		4 000	4 000
Productions Festives	Bonification jeunes créateurs 2014-2015		3 500	3 500
Productions Festives	Cennes chanceuses, Les		4 000	4 000
Productions Festives	Collisions		2 000	2 000
Productions Festives	Davaï		3 000	3 000
Productions Festives	Global Connect		4 000	4 000
Productions Festives	Hiver et la violence, L'		2 000	2 000
Productions Festives	Maisons modèles		2 000	2 000
Productions Festives	Sale gueule		2 950	2 950
Productions Festives	Turn off before living		4 000	4 000
Productions Festives	Une idée de grandeur		4 000	4 000
	40	70 500	351 950	422 450

Volet 1.2: Aide à la mise en marché par projet

Nature de l'aide : Subvention et/ou aide remboursable

Nom de l'entreprise	Objet	Aide remboursable	Subvention	Total $
9220-5368 Québec inc. (Parallaxes)	Un film de chasse de filles		10 000	10 000
Diffusion Multi-Monde inc.	États inventés d'Amérique, Les		7 000	7 000
Distribution de Film Eye Steel inc.	Que ta joie demeure		7 000	7 000
Distribution de films Métropole inc.	Autrui	5 000	15 000	20 000
Distribution de films Métropole inc.	Deux jours, une nuit		8 000	8 000
Distributions Netima Ltée	Amour a des ailes, L'		10 000	10 000
Distributrice de films, La	Bec de lièvre		2 500	2 500
Distributrice de films, La	Plage de sable		2 500	2 500
Distributrice de films, La	Un royaume déménage		2 000	2 000
Domino Film and Television International Ltd	Ferme des humains, La		12 000	12 000
Groupe TVA inc. (TVA Films)	Meetings with a young poet		7 000	7 000
Isca Films inc.	Empreinte, L'		15 000	15 000
Productions de la Ruelle inc.	God save Justin Trudeau		7 000	7 000
Productions du Rapide-Blanc inc., Les	Anticosti: la chasse au pétrole extrême		15 000	15 000
Productions du Rapide-Blanc inc., Les	Mystère Macpherson, Le		12 000	12 000
Vidéo Femmes	Pas de la porte, Le		4 000	4 000
	16	5 000	136 000	141 000

Volet 1.3 : Aide aux copies numériques et frais de copies virtuelles

Nature de l'aide : Subvention		
Nom de l'entreprise	Objet	$
Alliance Vivafilm inc.	Affaire Dumont, L'	5 700
Alliance Vivafilm inc.	Légende de Sarila, La	1 665
Distribution de films Métropole inc.	Diplomatie	3 650
Distribution de films Métropole inc.	Sommeil d'hiver	2 300
Isca Films inc.	Empreinte, L'	800
	5	14 115

Volet 2 : Aide aux exploitants de salles

Volet 2.1 : Aide aux salles parallèles

Nature de l'aide : Subvention		
Nom de l'entreprise	Objet	$
Antitube	Antitube - Projections 2013-2014	6 600
Antitube	ANTITUBE (Transfert MCC)	8 667
Association des cinémas parallèles du Québec	ACPQ - Développement 2015	120 000
Association des cinémas parallèles du Québec	ACPQ - Publicité 2015	100 000
Association des cinémas parallèles du Québec	ACPQ (Transfert MCC)	330 000
Centre culturel de Joliette inc.	Centre Culturel de Joliette (Transfert MCC)	9 000
Cinémathèque québécoise, La	Cinémathèque québécoise - Publicité 2014	25 000
Corporation de la Salle André-Mathieu (Salle André-Mathieu)	Salle André Mathieu (Transfert MCC)	10 800
Paraloeil	Paraloeil - Publicité 2015	20 000
Paraloeil	Paraloeil (Transfert MCC)	22 500
Promovues Cinéclub de Val d'Or	Ciné-Club de Val d'Or (Transfert MCC)	11 750
Société de développement culturel de Terrebonne	Théâtre du Vieux-Terrebonne (Transfert MCC)	15 400
Théâtre Wakefield	Théâtre Wakefield (Transfert MCC)	3 000
Ville Mont-Laurier	Ciné - Répertoire Ville Mont-Laurier (Transfert MCC)	7 667
Ville Montréal-Nord	Sortie-Ciné Ville Montréal-Nord (Transfert MCC)	15 300
Ville Saint-Eustache	Ciné-Répertoire Ville Saint-Eustache (Transfert MCC)	15 800
	16	721 484

Volet 2.2 : Aide aux salles de cinéma commerciales

Nature de l'aide : Subvention		
Nom de l'entreprise	Objet	$
2738-4478 Québec inc. (Cinéma Le scénario)	Fermières (Cinéma Le scénario)	500
2738-4478 Québec inc. (Cinéma Le scénario)	Garde, La (Cinéma Le scénario)	550
2738-4478 Québec inc. (Cinéma Le scénario)	Semeur, Le (Cinéma Le scénario)	500
2754-5383 Québec inc. (Cinéma et club vidéo Alouette)	Fermières (Cinéma Alouette)	266
2754-5383 Québec inc. (Cinéma et club vidéo Alouette)	Garde, La (Cinéma Alouette)	76
9034-7097 Québec inc. (Cinéma Paramount)	Ange-gardien, L' (Cinéma Paramount)	600
9034-7097 Québec inc. (Cinéma Paramount)	Fermières (Cinéma Paramount)	388
9034-7097 Québec inc. (Cinéma Paramount)	Garde, La (Cinéma Paramount)	600
9034-7097 Québec inc. (Cinéma Paramount)	Maïna (Cinéma Paramount)	600
9063-5186 Québec inc. (Cinéma Laurier)	Garde, La (Cinéma Laurier)	1 000
Centre du Cinéma parallèle inc.	Cinéma Excentris - Transfert MCC	30 000
	11	35 080

Volet 3 : Aide aux projets spéciaux

Nature de l'aide : Subvention		
Nom de l'entreprise	Objet	$
Académie canadienne du cinéma et de la télévision (section Québec) inc.	Parcours de l'Académie pour la relève 2014 - 22e édition, Les	5 000
Académie canadienne du cinéma et de la télévision (section Québec) inc.	Prix Gémeaux 2014 - 29e édition	80 000
Académie canadienne du cinéma et de la télévision (section Québec) inc.	Prix Gémeaux 2014 29e édition - Ajout MCC	25 000
Centre du Cinéma parallèle inc.	Cinéma Excentris - Diffusion cinéma en ligne	20 000
Ciné Québec	Ciné-Québec 2015 - 10e édition	15 000
Conseil des arts de Montréal, Le	Regard sur Montréal	25 000
Coopérative de production cinématographique et audio-visuelle de Québec Spirafilm, La	Versus	4 000
Fondation Québec cinéma	Soirée des Jutra 2015, La - 17e édition	182 500
Institut de la statistique du Québec, L'	Contribution à l'Observatoire de la culture-Cinéma 2014-2015	61 600
Pixel Québec	Pixel Média 2014	10 000
Réalisatrices équitables	Dames du doc, Les	40 000
Regroupement des distributeurs indépendants de films du Québec	Étude de faisabilité - Agrégateur québécois de films sur demande	48 125
Société des Auteurs de Radio, Télévision et Cinéma (SARTEC)	Impact économique des créateurs en audiovisuel, L'	10 000
SODEC	Cours écrire ton court 2014-2015 - 16e édition	53 429
	14	579 654

Volet 4 : Aide aux festivals de films

Nature de l'aide : Subvention

Nom de l'entreprise	Objet	$
Caravane films Productions	Regard sur le court métrage au Saguenay 2015 - 19e édition	110 000
Carrousel international du film de Rimouski inc., Le	Festival international de cinéma jeunesse de Rimouski 2014 - 32e édition	53 278
Festival canadien des films du monde	Festival des films du monde 2014 - 38e édition	100 000
Festival Ciné 7	Festival du film de Sept-Îles 2015 - 25e édition	15 000
Festival de cinéma de la ville de Québec	Festival de cinéma de la ville de Québec 2014 - 4e édition	50 000
Festival du film de l'Outaouais	Festival du film de l'Outaouais 2015 - 17e édition	20 000
Festival du film international de Baie-Comeau (Cinoche) inc.	Festival du film international Cinoche de Baie-Comeau 2015 - 27e édition	18 000
Festival du nouveau cinéma de Montréal	Festival du nouveau cinéma de Montréal 2014 - 43e édition	290 000
Festival Fantasia	Festival international de films Fantasia 2014 - 18e édition	142 500
Festival international du film pour Enfants de Montréal	Festival international du film pour enfants de Montréal 2015 - 18e édition	40 000
Festival international du film sur l'art (FIFA)	Festival international du film sur l'art 2015 - 33e édition	102 000
Fondation Québec cinéma	Rendez-vous du cinéma québécois 2015, Les - 33e édition	175 000
Productions Scènat de l'Abitibi-Témiscamingue	Festival du cinéma international en Abitibi-Témiscamingue 2014 - 33e édition	125 000
Rencontres internationales du documentaire de Montréal	Rencontres internationales du documentaire de Montréal 2014 - 17e édition	160 000
Vues d'Afrique	Festival international de cinéma Vues d'Afrique - Ajout MCC	13 000
Vues d'Afrique	Festival international de cinéma Vues d'Afrique 2015 - 31e édition	52 750
	16	1 466 528

Programme d'aide aux jeunes créateurs 2014-2015

Volet 1 : Aide à la scénarisation

Nature de l'aide : Investissement		
Nom de l'entreprise ou du professionel	Objet	$
9175-9571 Québec inc. (Productions Babel)	Rose, Les	13 500
9219-2418 Québec inc. (Parabola films)	Mathieu-Martin	10 000
9286-4883 Québec inc. (L'Embuscade Films)	Galant noyé, Le	6 000
Albert, Geneviève	Alice au complet	9 000
Arkar inc.	Arche d'Anote, L' (Anote's Ark)	15 000
Boîte à Fanny inc., La	Boutefeu	6 000
Boîte à Fanny inc., La	Yukonstyle	6 000
Caron-Guay, Hubert	Mécanique des frontières, La	15 000
Chaussé, Eric	Fille aux cheveux rouges, La	6 000
Cyr, Mathieu	Plus tard il comprit qu'il avait vu la mort d'une femme	4 750
Films du Rapide-Blanc inc.	JFK	5 000
Hernandez Francoeur, Juan-Sébastien	Matadero	9 000
Laliberté, Patrice	Drame de fin de soirée	5 000
Laramée, Christian	Jacques Bouchard, le Mad Men québécois	8 500
Lavoie-Laprise, Dominic	Curé, Le	1 600
Le Courtois, Delphine	Corps contrarié	5 000
Lévesque, Marie-Laurence	Réverbères	9 000
Lévesque, Nicolas	Phoque all	8 200
Magassouba, Myriam	Hier, l'été	15 000
Morin-Vargas, Fernand-Philippe, Asselin, Pierre-Marc	Grande surface, La	5 000
Némésis Films inc.	Boesmansgat: La dernière plongée de David Shaw	15 000
Productions Romeo & Fils inc., Les	Cri du huard, Le	5 000
Productions Romeo & Fils inc., Les	Fins du monde passagères, Les	5 000
Productions Romeo & Fils inc., Les	Seuil du jardin, Le	9 000
Proulx, Frédérique	Transi	5 000
Rivers-Moore, Leon	Devil Made Me Do It, The	5 000
Roy, Julie	Vive les bélugas	3 500
Saouter, Kerry-Anne	M.Nault	8 000
Schachter, Daniel	Snack & Blues	9 000
Szydlowski, André	Naughty List, The	7 000

Valade, Marie	Entre deux seins	5 000
	31	239 050

Volet 2 : Aide à la production

Nature de l'aide : Investissement		
Nom de l'entreprise	Objet	$
9167-7286 Québec inc. (Les Productions des Films de l'autre)	Mondes de Vincent, Les	25 000
9167-7286 Québec inc. (Les Productions des Films de l'autre)	Nom que tu portes, Le	75 000
9210-4389 Québec inc. (Parce que Films)	Vie magnifique sous l'eau, La	72 000
9309-7616 Québec inc. (FILMS NADAGAM)	Petit homme, Le	2 700
9312-3917 Québec inc. (Léo et Georgia)	Carla en 10 secondes	75 000
Bravo Charlie inc.	Hiver et la violence, L'	75 000
Colonelle Films inc.	Gars d'la Shop, Le	75 000
Colonelle Films inc.	Larguer les amarres	75 000
Colonelle Films inc.	Star	75 000
Couronne Nord inc.	Viaduc	75 000
DES animations ltée	Charles et les grenouilles	75 000
Films Antler inc., Les	Du Coeur au Ventre	75 000
Films Bunbury inc., Les	My Brother's Vows	7 000
Films Danaïde inc.	Sikiitu	75 000
Films de Gary inc., Les	Sur les traces d'Arthur, portrait d'un oublié de la nuit	81 000
La Soute inc.	BGL, le documentaire	84 000
Limite Films inc., La	Mers amères, Les	88 000
Némésis Films inc.	Masse mystique	39 000
Productions InformAction inc.	Dernier hippie, Le	75 000
Productions Périphéria inc.	Exil au Far West	85 000
Productions Périphéria inc.	Terre de roses, mon nom est Gülistan	83 000
Voyelles Films Productions inc.	Grimace	75 000
	22	1 466 700

Livre et édition spécialisée

Programme d'aide aux entreprises du livre et de l'édition spécialisée 2014-2015

Volet 1 : Aide à l'édition et à la promotion

Nature de l'aide : Subvention		
Nom de l'entreprise	Objet	$
9097-6036 Québec inc. (Marcel Broquet éditeur)	Édition et promotion	11 593
9104-6698 Québec inc. (Éditions Sylvain Harvey)	Édition et promotion	7 803
91439 Canada ltée (Éditions de Mortagne)	Édition et promotion	46 460
9203-5831 Québec inc. (Éditions du Phoenix)	Édition et promotion	8 122
9255-6604 Québec inc. (Éditions La Peuplade)	Édition et promotion	4 060
Andara éditeur inc.	Édition et promotion	8 821
Annika Parance Éditeur inc.	Édition et promotion	483
Ariane Éditions inc.	Édition et promotion	6 868
Atma inc.	Édition et promotion	2 244
Béliveau Éditeur inc.	Édition et promotion	12 922
Bibliothèque québécoise inc. (BQ)	Édition et promotion	9 495
Boomerang Éditeur jeunesse inc.	Édition et promotion	32 856
Boréal Express ltée	Édition et promotion	62 994
Broquet inc.	Édition et promotion	13 275
Charron Éditeur inc.	Édition et promotion	43 654
Dardick, Simon Stephen (Vehicule Press)	Édition et promotion	2 974
Distributeur direct international inc. (Performance édition)	Édition et promotion	8 465
Dramaturges Éditeurs inc.	Édition et promotion	2 885
École des femmes, L' (Éditions du Remue-Ménage inc.)	Édition et promotion	2 344
Écrits des forges, Les	Édition et promotion	17 028
Éditeurs réunis inc., Les	Édition et promotion	57 981
Éditions "Un monde différent" ltée, Les	Édition et promotion	26 610
Éditions Ada inc.	Édition et promotion	23 176
Éditions Alire inc., Les	Édition et promotion	51 488
Éditions Alto inc.	Édition et promotion	15 772
Éditions André Fontaine inc., Les	Édition et promotion	4 152
Éditions au carré inc., Les	Édition et promotion	6 407
Éditions Berger A.C. inc.	Édition et promotion	1 866
Éditions Caractère inc.	Édition et promotion	16 770
Éditions Cardinal inc., Les	Édition et promotion	10 204
Éditions Chouette (1987) inc., Les	Édition et promotion	55 611

Éditions Cornac inc., Les	Édition et promotion	5 235
Éditions de la Courte Échelle inc., Les	Édition et promotion	44 413
Éditions de La Grenouillère inc., Les	Édition et promotion	1 008
Éditions de la Paix inc.	Édition et promotion	3 279
Éditions de la Pastèque inc., Les	Édition et promotion	47 007
Éditions de la Pleine lune, Les	Édition et promotion	5 336
Éditions de l'Instant même inc., Les	Édition et promotion	9 669
Éditions de l'Isatis inc.	Édition et promotion	3 892
Éditions de tête inc., Les	Édition et promotion	5 228
Éditions des Intouchables inc., Les	Édition et promotion	26 473
Éditions Druide inc.	Édition et promotion	17 949
Éditions du Cram inc., Les	Édition et promotion	13 806
Éditions du Noroît ltée	Édition et promotion	19 585
Éditions du Passage inc., Les	Édition et promotion	21 242
Éditions du Quartz - Coopérative de solidarité, Les	Édition et promotion	1 631
Éditions du Septentrion inc., Les	Édition et promotion	22 342
Éditions du Soleil de minuit inc., Les	Édition et promotion	1 481
Éditions du Sommet inc., Les	Édition et promotion	5 708
Éditions Écosociété inc., Les	Édition et promotion	14 853
Éditions Foulire inc., Les	Édition et promotion	23 676
Éditions Gid inc., Les	Édition et promotion	29 863
Éditions Glénat Québec inc., Les	Édition et promotion	13 450
Éditions Goélette inc., Les	Édition et promotion	37 645
Éditions Héliotrope S.A.	Édition et promotion	3 369
Éditions Héritage inc., Les	Édition et promotion	46 303
Éditions Hurtubise inc.	Édition et promotion	62 994
Éditions J.C.L. inc., Les	Édition et promotion	13 302
Éditions La Presse ltée, Les	Édition et promotion	48 932
Éditions Le Dauphin blanc inc., Les	Édition et promotion	24 097
Éditions Les 400 coups inc.	Édition et promotion	13 493
Éditions Les herbes rouges inc.	Édition et promotion	4 281
Éditions Les heures bleues inc.	Édition et promotion	3 644
Éditions Les Malins inc., Les	Édition et promotion	33 364
Éditions Liber inc.	Édition et promotion	1 663
Éditions Marchand de feuilles Montréal-Paris inc.	Édition et promotion	32 900
Éditions Michel Brûlé inc., Les	Édition et promotion	6 432
Éditions Michel Quintin inc., Les	Édition et promotion	60 085

Éditions Midi Trente inc.	Édition et promotion	5 675
Éditions Multimondes inc., Les	Édition et promotion	6 124
Éditions Parfam inc.	Édition et promotion	360
Éditions Phidal inc.	Édition et promotion	38 676
Éditions Pierre Tisseyre inc.	Édition et promotion	16 876
Éditions Planète rebelle inc. , Les	Édition et promotion	9 323
Éditions Québec/Amérique inc., Les	Édition et promotion	56 365
Éditions Sémaphore inc., Les	Édition et promotion	1 527
Éditions Thémis inc.	Édition et promotion	1 670
Éditions Triptyques Inc, Les	Édition et promotion	7 104
Éditions Trois-Pistoles inc., Les	Édition et promotion	8 476
Éditions Vents d'ouest (1993) inc.	Édition et promotion	4 126
Éditions XYZ inc., Les	Édition et promotion	17 626
Éditions Z'ailées inc., Les	Édition et promotion	3 466
Ferland, Rémi (Les Éditions Huit)	Édition et promotion	791
Groupe Fides inc.	Édition et promotion	40 883
Groupe Librex inc.	Édition et promotion	62 994
Groupe Sogides inc.	Édition et promotion	62 994
Groupe Ville-Marie Littérature inc., Le	Édition et promotion	62 994
Guérin, Éditeur ltée	Édition et promotion	7 712
Guides de voyages Ulysse inc., Les	Édition et promotion	7 791
Guy Saint-Jean Éditeur inc.	Édition et promotion	62 994
Henderson, Keith (Livres DC)	Édition et promotion	4 330
Isabelle Quentin Éditeur inc.	Édition et promotion	4 950
Joey Cornu Éditeur inc.	Édition et promotion	1 657
Leméac Éditeur inc.	Édition et promotion	61 714
Lidec inc.	Édition et promotion	891
Linda Leith Éditions inc.	Édition et promotion	1 915
Livres Baraka inc.	Édiiton et promotion	1 944
Lux Éditeur S.A.	Édition et promotion	19 871
M Éditeur inc.	Édition et promotion	1 650
Médiaspaul Éditions Médiaspaul / Librairie Médiaspaul / Éditions Paulines	Édition et promotion	11 398
Perro Éditeur inc.	Édition et promotion	11 478
Presses de l'Université de Montréal, Les	Édition et promotion	16 937
Presses de l'Université du Québec, Les	Édition et promotion	20 166
Presses de l'Université Laval, Les	Édition et promotion	17 950
Presses Internationales Polytechnique inc.	Édition et promotion	3 496

Presses inter-universitaires inc. , Les	Édition et promotion	977
Production édition ASMS inc.	Édition et promotion	3 777
Productions Somme Toute inc.	Édition et promotion	4 411
Publications chant de mon pays inc.	Édition et promotion	3 021
Publications Gaëtan Lévesque (Lévesque Éditeur)	Édition et promotion	3 971
Publications Modus Vivendi inc., Les	Édition et promotion	26 050
Quartanier inc., Le	Édition et promotion	10 717
Sabord, revue culturelle, Le	Édition et promotion	4 038
Septembre Éditeur inc.	Édition et promotion	10 191
Six brumes de la société secrète inc., Les	Édition et promotion	415
Soulières Éditeur, inc.	Édition et promotion	15 325
TC Média Livres inc.	Édition et promotion	14 657
Vent qui vente inc., Le	Édition et promotion	1 808
	118	2 071 265

Volet 2 : Aide à l'édition spécialisée

Nature de l'aide : Subvention		
Nom de l'entreprise	Objet	$
Clicart inc.	Édition spécialisée	9 893
Éditions de Villers inc.	Édition spécialisée	10 680
Nouveau Théâtre musical , Le	Édition spécialisée	9 500
Pelleteurs de nuages inc., Les	Édition spécialisée	9 926
Productions d'Oz 2000 inc., Les	Édition spécialisée	10 800
	5	50 799

Volet 3 : Aide à la traduction

Volet 3.1 : Oeuvres littéraires

Nature de l'aide : Subvention		
Nom de l'entreprise	Objet	$
9097-6036 Québec inc. (Marcel Broquet éditeur)	Livre d'art - Joseph Giunta - du français vers l'anglais	12 500
9104-6698 Québec inc. (Éditions Sylvain Harvey)	The World's greatest travel empire - de l'anglais vers le français	6 300
Boréal Express ltée	Explication de la nuit - du français vers l'espagnol	1 956
Dardick, Simon Stephen (Vehicule Press)	The Courier Wore Shorts - de l'anglais vers le russe	12 500
Dardick, Simon Stephen (Vehicule Press)	The Red Floor - de l'anglais vers le russe	12 500
Éditeurs réunis inc., Les	Ce qui se passe au Mexique.... reste au Mexique - du français vers l'anglais	361
Éditeurs réunis inc., Les	Club des Girls - du français vers l'anglais	255
Éditeurs réunis inc., Les	Merlin - du français vers l'anglais	450

Éditions Alto inc.	L'orangeraie - du français vers l'allemand	3 728
Éditions Alto inc.	L'orangeraie - du français vers le néerlandais	2 354
Éditions de La Grenouillère inc., Les	Le livre des plages - du français vers le russe	6 824
Éditions de La Grenouillère inc., Les	Marie Réparatrice - du français vers le roumain	1 120
Éditions de La Grenouillère inc., Les	Ne calme pas les dragons - français vers l'espagnol	1 111
Éditions du Passage inc., Les	Des textes dans l'espace - du français vers l'anglais	4 595
Éditions Écosociété inc., Les	Comprendre l'État d'Israël... - du français vers l'anglais	12 500
Éditions Gid inc., Les	Saguenay, une ville, un fjord, une rivière - du français vers l'anglais	2 975
Éditions Héritage inc., Les	ANY QUESTIONS? - de l'anglais vers le français	938
Groupe Librex inc.	Montcalm et Wolfe - du français ver l'anglais	12 500
Leméac Éditeur inc.	La Héronnière - du français vers le suédois	1 904
Lux Éditeur S.A.	This Changes Everything - de l'anglais vers le français	12 500
Presses de l'Université Laval, Les	Guide méthodologique à l'intention des communautés - du français vers l'anglais	7 215
Quartanier inc., Le	Atavismes - du français vers l'anglais	6 634
	22	123 720

Volet 3.2 : Extraits d'oeuvres littéraires

Nature de l'aide : Subvention

Nom de l'entreprise	Objet	$
Boréal Express ltée	Métis Beach - du français vers l'anglais	689
École des femmes, L' (Éditions du Remue-Ménage inc.)	Un alligator nommé Rosa - du français vers l'anglais	957
Éditeurs réunis inc., Les	Léonardo - du français vers l'anglais	353
Éditions Hurtubise inc.	Dix petits hommes blancs - du français vers l'anglais	1 000
Éditions Hurtubise inc.	Les improductifs - du français vers l'anglais	671
Éditions Marchand de feuilles Montréal-Paris inc.	Dragonville - du français vers l'anglais	1 000
Éditions Marchand de feuilles Montréal-Paris inc.	La fiancée américaine - du français vers l'anglais	1 000
Éditions Marchand de feuilles Montréal-Paris inc.	Scellé plombé - du français vers l'anglais	1 000
Éditions XYZ inc., Les	Anabiose - du français vers l'anglais	200
Groupe Librex inc.	Anne Stillman : de New-York à Grande Anse - du français vers l'anglais	1 000
Groupe Librex inc.	Anne Stillman : Le Procès - du français vers l'anglais	1 000
Groupe Librex inc.	Anne Stillman : Les carnets de Cora - du français vers l'anglais	995
Groupe Librex inc.	Malefica, tome 1 - La voie du livre - du français ver l'anglais	787
Groupe Librex inc.	Va chercher - L'insolite destin de Julia Verdi - du français vers l'anglais	1 000
Groupe Librex inc.	Vache à lait- dix mythes de l'industrie laitière - du français vers l'anglais	914
	15	12 566

Volet 4: Participation aux salons du livre

Nature de l'aide : Subvention		
Nom de l'entreprise	Objet	$
Association québécoise des salons du livre inc. (A.Q.S.L.)	Participation des éditeurs aux salons du livre 2014-2015	200 000
	1	200 000

Volet 5 : Aide aux librairies agréées

Volet 5.1 : Informatisation et autres projets

Nature de l'aide : Subvention		
Nom de l'entreprise	Objet	$
2637-4207 Québec inc. (Librairie Harvey enr.)	Informatisation	2 607
2637-4207 Québec inc. (Librairie Harvey enr.)	Informatisation et modernisation	10 709
7857578 Canada inc. (Librairie du Campus Longueuil)	Informatisation	8 400
9032-0011 Québec inc. (Librairie du Portage)	Informatisation	14 511
Association coopérative de la collectivité de l'UQÀM	Informatisation	25 000
Association des libraires du Québec	Informatisation	16 000
Association des libraires du Québec	Informatisation	19 800
Biblairie G.G.C. ltée	Informatisation	15 500
Buropro Citation inc.	Modernisation	146
BuroPro Citation St- Hyacinthe	Informatisation	13 154
BuroPro Citation St- Hyacinthe	Modernisation	14 500
Cooperative universitaire de l'École de Technologie Supérieure (Librairie coop ÉTS)	Informatisation	25 000
Coopsco Sainte-Foy	Informatisation	25 000
Éditions Le fureteur inc., Les (Librairie le Fureteur)	Informatisation	2 950
Exèdre, Librairie inc., L'	Informatisation	3 832
Exèdre, Librairie inc., L'	Modernisation	4 318
Immobil-Aire inc. (Librairie Zone Libre)	Informatisation	1 896
Librairie A à z inc.	Informatisation	3 468
Librairie A. L'Écuyer inc.	Informatisation	4 274
Librairie A.B.C inc.	Informatisation	19 615
Librairie Alpha inc.	Informatisation	4 356
Librairie Boutique Vénus inc.	Informatisation	2 636
Librairie Centrale ltée	Informatisation	1 719
Librairie Chouinard inc.	Informatisation	6 664
Librairie des Galeries de Granby inc. , La	Informatisation	1 898
Librairie du Centre	Modernisation	1 584
Librairie du Québec inc.	Modernisation	2 518

Librairie du Soleil Holding inc.	Informatisation	25 000
Librairie du Soleil Holding inc.	Modernisation	14 500
Librairie H. Fournier inc.	Informatisation	6 135
Librairie La Liberté inc.	Informatisation	15 550
Librairie L'Alphabet inc.	Informatisation	5 653
Librairie Larico inc.	Informatisation	16 053
Librairie le Port de Tête inc.	Informatisation	2 141
Librairie Les bouquinistes M. & M. inc.	Informatisation	1 000
Librairie Les bouquinistes M. & M. inc.	Modernisation	1 639
Librairie Lincourt inc.	Informatisation	25 000
Librairie Lincourt inc.	Modernisation	616
Librairie Livres en tête inc.	Informatisation	571
Librairie L'option inc.	Informatisation	2 471
Librairie L'option inc.	Modernisation	5 788
Librairie Marie-Laura inc. , La	Informatisation	13 285
Librairie Martin inc.	Informatisation	11 960
Librairie Michel Fortin inc.	Informatisation	3 635
Librairie Monet inc.	Informatisation	25 000
Librairie Monic inc.	Informatisation	1 633
Librairie Monic inc.	Modernisation	13 297
Librairie Morency inc.	Informatisation	4 724
Librairie Papeterie Citation inc. - Beloeil	Informatisation	3 750
Librairie Papeterie Citation inc. - Beloeil	Modernisation	1 246
Librairie Raffin Repentigny	Informatisation	3 750
Librairie Raffin St-Hubert - Montréal	Informatisation	3 750
Librairie Raffin Versailles	Informatisation	3 750
Librairies Boyer ltée	Informatisation	10 988
Librairies Boyer ltée	Modernisation	7 250
Lire S'amuser Créer (LSC)	Informatisation	15 500
Regroupement des centres d'artistes autogérés du Québec inc.	Informatisation	12 460
Société de gestion de la Librairie Pantoute inc. Établissement Saint-Roch	Informatisation	24 386
Société de gestion de la Librairie Pantoute inc. Établissement Saint-Roch	Modernisation	8 629
Société de Gestion de la Librairie Pantoute inc. Établissement Vieux-Québec - rue Saint-Jean	Informatisation	24 386
Succursale de Magog	Informatisation	7 784
	61	575 335

Volet 5.2 : Promotion

Nature de l'aide : Subvention

Nom de l'entreprise	Objet	$
163055 Canada inc. (Librairie Moderne)	Promotion	4 378
2326-9335 Québec inc. Librairie Olivieri - Établissement Côte-des-Neiges	Promotion	6 235
2437-4217 Québec inc. Librairie Carcajou - Rosemère	Promotion	10 250
2755-5267 Québec inc. (Service scolaire de Rouyn inc.)	Promotion	6 185
7857578 Canada inc. (Librairie du Campus Longueuil)	Promotion	4 738
9032-0011 Québec inc. (Librairie du Portage)	Promotion	1 584
9203-1004 Québec inc. (La Chouette librairie)	Promotion	351
9207-5316 Québec inc. (La librairie J.A. Boucher)	Promotion	4 093
9223-6793 Québec inc. (Librairie en marge)	Promotion	491
Association coopérative de la collectivité de l'UQÀM	Promotion	10 250
Association des libraires du Québec	Promotion - Prix des libraires du Québec 2014	20 000
Bijouterie et Librairie le Parchemin inc.	Promotion	6 414
Buropro Citation inc.	Promotion	8 736
Coopérative de l'Université de Sherbrooke	Promotion	7 128
Coopérative universitaire de Trois-Rivières	Promotion	5 712
Coopsco des Laurentides - Succursale Sainte-Thérèse	Promotion	2 677
Coopsco des Laurentides (Succursale St-Jérôme)	Promotion	2 677
Éditions Le fureteur inc., Les (Librairie le Fureteur)	Promotion	5 537
Éditions Vaudreuil inc.	Promotion	9 511
Entreprises culturelles de la Baie-des-Chaleurs inc., Les (Liber (Librairie Générale))	Promotion	818
Entreprises Gilles Genest inc., Les (Librairie Select)	Promotion	1 952
Exèdre, Librairie inc., L'	Promotion	1 315
Galerie du Livre (Val D'or) inc.	Promotion	2 226
Immobil-Aire inc. (Librairie Zone Libre)	Promotion	608
Librairie A à z inc.	Promotion	2 829
Librairie Alpha inc.	Promotion	2 728
Librairie Boutique Vénus inc.	Promotion	6 726
Librairie Carrefour BD inc.	Promotion	828
Librairie Centrale ltée	Promotion	3 162
Librairie Chouinard inc.	Promotion	2 047
Librairie des Galeries de Granby inc. , La	Promotion	6 433
Librairie du Centre	Promotion	2 378
Librairie du Nord inc.	Promotion	1 018

Librairie du Soleil Holding inc.	Promotion	5 401
Librairie H. Fournier inc.	Promotion	711
Librairie La Liberté inc.	Promotion	5 930
Librairie L'Alphabet inc.	Promotion	10 250
Librairie Larico inc.	Promotion	10 250
Librairie le Port de Tête inc.	Promotion	2 731
Librairie Les bouquinistes M. & M. inc.	Promotion	1 965
Librairie Lincourt inc.	Promotion	3 991
Librairie Livres en tête inc.	Promotion	1 688
Librairie L'option inc.	Promotion	2 484
Librairie Marie-Laura inc. , La	Promotion	2 749
Librairie Martin inc.	Promotion	10 115
Librairie Monet inc.	Promotion	10 250
Librairie Monic inc.	Promotion	769
Librairie Morency inc.	Promotion	4 244
Librairie Papeterie Citation inc. - Beloeil	Promotion	10 250
Librairie Paulines de Montréal	Promotion	9 061
Librairie Paulines de Trois-Rivières	Promotion	1 398
Librairie Poirier inc.	Promotion	5 668
Librairie Raffin Repentigny	Promotion	1 833
Librairie Raffin St-Hubert - Montréal	Promotion	1 940
Librairie Raffin Versailles	Promotion	1 192
Librairie Vaugeois inc. , La	Promotion	951
Librairies Boyer ltée	Promotion	10 250
Librairies Indépendantes du Québec, Coopérative, Les	Promotion	45 000
Médiaspaul - Librairie Médiaspaul - Montréal	Promotion	6 724
Regroupement des centres d'artistes autogérés du Québec inc.	Promotion	2 284
Société de gestion de la Librairie Pantoute inc. Établissement Saint-Roch	Promotion	4 194
Société de Gestion de la Librairie Pantoute inc. Établissement Vieux-Québec - rue Saint-Jean	Promotion	10 250
	62	336 538

Volet 6 : Aide au transport de livres au Québec

Nature de l'aide : Subvention

Nom de l'entreprise	Objet	$
2637-4207 Québec inc. (Librairie Harvey enr.)	Transport de livres au Québec	1 100
2755-5267 Québec inc. (Service scolaire de Rouyn inc.)	Transport de livres au Québec	1 250
2869-7019 Québec inc. (Librairie Baie-St-Paul)	Transport de livres au Québec	1 100

9032-0011 Québec inc. (Librairie du Portage)	Transport de livres au Québec	1 100
9066-3667 Québec inc. (Librairie Côte-Nord)	Transport de livres au Québec	1 400
9203-1004 Québec inc. (La Chouette librairie)	Transport de livres au Québec	1 250
9207-5316 Québec inc. (La librairie J.A. Boucher)	Transport de livres du Québec	1 100
9223-6793 Québec inc. (Librairie en marge)	Transport de livres au Québec	1 250
Au boulon d'ancrage inc.	Transport de livres au Québec	1 250
Biblairie G.G.C. Ltée Établissement - King Ouest - Sherbrooke	Transport de livres au Québec	950
Cartes, timbres et monnaie Ste-Foy inc. (L'Imaginaire Sainte-Foy)	Transport de livres au Québec	1 100
Coopérative collégiale et universitaire de l'Outaouais	Transport de livres au Québec	950
Coopérative de l'Université de Sherbrooke	Transport de livres au Québec	950
Coopérative de l'Université Laval (Zone Université Laval)	Transport de livres au Québec	1 100
Coopsco Sainte-Foy	Transport de livres au Québec	1 100
Distribution Roger Vaillant inc. (Librairie Réflexion)	Transport de livres au Québec	950
Éditions Anne Sigier	Transport de livres au Québec	1 100
Entreprises culturelles de la Baie-des-Chaleurs inc., Les (Liber (Librairie Générale))	Transport de livres au Québec	1 400
Entreprises Gilles Genest inc., Les (Librairie Select)	Transport de livres au Québec	1 100
Entreprises-Jeunesse inc., Les (Centre de Documentation Religieuse "la Source")	Transport de livres au Québec	1 100
Équipements de l'est inc., Les (Librairie Plaisance)	Transport de livres au Québec	1 400
Galerie du Livre (Val D'or) inc.	Transport de livres au Québec	1 250
Groupe Archambault inc. Établissement - des Érables - Sherbrooke	Transport de livres au Québec	950
Groupe Archambault inc. Établissement - Gatineau	Transport de livres au Québec	950
Groupe Archambault inc. Établissement - Lacroix - Saint-Georges-De-Beauce	Transport de livres au Québec	1 100
Groupe Archambault inc. Établissement - Laurier - Sainte-Foy	Transport de livres au Québec	1 100
Groupe Archambault inc. Établissement- Talbot-Chicoutimi	Transport de livres au Québec	1 100
Hibou-Coup inc. , L'	Transport de livres au Québec	1 250
Librairie A à z inc.	Transport de livres au Québec	1 250
Librairie A. L'Écuyer inc.	Transport de livres au Québec	1 250
Librairie A.B.C inc.	Transport de livres au Québec	1 100
Librairie Alpha inc.	Transport de livres au Québec	1 400
Librairie Boutique Vénus inc.	Transport de livres au Québec	1 250
Librairie Centrale ltée	Transport de livres au Québec	1 250
Librairie Charbourg inc.	Transport de livres au Québec	1 100
Librairie Chouinard inc.	Transport de livres au Québec	1 100
Librairie du Nord inc.	Transport de livres au Québec	1 250
Librairie du Soleil Holding inc.	Transport de livres au Québec	950
Librairie H. Fournier inc.	Transport de livres au Québec	1 100

Librairie La Liberté inc.	Transport de livres au Québec	1 100
Librairie La maison anglaise inc.	Transport de livres au Québec	1 100
Librairie La maison anglaise inc.	Transport de livres au Québec (2013-2014)	1 100
Librairie L'Alphabet inc.	Transport de livres au Québec	1 250
Librairie Les bouquinistes M. & M. inc.	Transport de livres au Québec	1 100
Librairie Livres en tête inc.	Transport de livres au Québec	1 100
Librairie L'option inc.	Transport de livres au Québec	1 100
Librairie Marie-Laura inc. , La	Transport de livres au Québec	1 100
Librairie Michabou inc.	Transport de livres au Québec	950
Librairie Morency inc.	Transport de livres au Québec	1 100
Librairie Renaud-Bray inc. Établissement Gatineau	Transport de livres au Québec	950
Librairie Renaud-Bray inc. Établissement Lévis	Transport de livres au Québec	1 100
Librairie Renaud-Bray inc. Établissement Sainte-Foy	Transport de livres au Québec	1 100
Librairie Renaud-Bray inc. Établissement Sherbrooke	Transport de livres au Québec	950
Librairie Renaud-Bray inc. Établissement Victoriaville	Transport de livres au Québec	950
Librairie Tabacado inc.	Transport de livres au Québec	1 400
Librairie Vaugeois inc. , La	Transport de livres au Québec	1 100
Médiaspaul - Librairie Médiaspaul - Sherbrooke	Transport de livres au Québec	950
Mégaburo inc.	Transport de livres au Québec	1 100
Papeterie commerciale de Val d'Or inc.	Transport de livres au Québec	1 250
Prud'homme, Louis M. (Librairie Louis-Fréchette)	Transport de livres au Québec	950
Services informatiques Logitem inc.	Transport de livres au Québec	1 250
Société de Gestion de la Librairie Pantoute inc. Établissement Vieux-Québec - rue Saint-Jean	Transport de livres au Québec	1 100
	62	69 850

Volet 7 : Aide aux projets collectifs et aux associations

Volet 7.1 : Aide aux projets collectifs et événements

Nature de l'aide : Subvention

Nom de l'entreprise	Objet	$
ARCMTL (Expozine)	Expozine - La foire des fanzines, bd.	4 000
Association des distributeurs exclusifs de livres en langue française A.D.E.L.F. inc.	Actualisation des protocoles	15 000
Association des éditeurs de langue anglaise du Québec	Montréal book review	7 000
Association des libraires du Québec	Lire vous transporte - phase 2	21 000
Association nationale des éditeurs de livres	Collections	20 400
Association nationale des éditeurs de livres	Journée mondiale du livre 2014	50 000
Association pour la promotion de la librairie indépendante	Les Libraires	25 000
Communication-Jeunesse	Guide des livres d'ici pour les jeunes - 2014	10 000

Fédération québécoise des coopératives en milieu scolaire (Coopsco)	Congrès Coopsco 2014 et Congrès livre 2015	15 000
Festival BD de Montréal (FBDM)	Festival 2014 - 3e édition	5 000
Groupe Ville-Marie Littérature inc., Le	Prix du livre oublié Hervé Foulon 2014	1 318
Promo 9e Art	Prix Bédélys 2014	4 000
Salon du livre du Saguenay-Lac-Saint-Jean, Le	Album 50e anniversaire	5 000
Société de promotion du livre (S.P.L) inc.	Livre d'Ici Internet	25 000
Société du roman policier de St-Pacôme inc.	13e édition du Gala du roman policier	3 000
	15	210 718

Volet 7.2 : Aide aux associations et regroupements nationaux

Nature de l'aide : Subvention

Nom de l'entreprise	Objet	$
Association des distributeurs exclusifs de livres en langue française A.D.E.L.F. inc.	Fonctionnement 2014-2015	30 000
Association des éditeurs de langue anglaise du Québec	Fonctionnement 2014-2015	20 000
Association des libraires du Québec	Fonctionnement 2014-2015	82 500
Association des libraires du Québec	Perfectionnement professionnel	50 000
Association nationale des éditeurs de livres	Fonctionnement 2014-2015	90 000
Association québécoise des salons du livre inc. (A.Q.S.L.)	Fonctionnement 2014-2015	30 000
Fédération québécoise des coopératives en milieu scolaire (Coopsco)	Fonctionnement 2014-2015	30 000
Fédération québécoise des coopératives en milieu scolaire (Coopsco)	Perfectionnement professionnel pour les librairies Coopsco	50 000
Institut de la statistique du Québec, L'	Contribution à l'Observatoire 2014-2015 - Livre et édition spécialisée	8 600
Librairies Indépendantes du Québec, Coopérative, Les	Fonctionnement 2014-2015	25 000
Société de gestion de la BTLF inc.	Fonctionnement 2014-2015	300 000
Société de gestion de la BTLF inc.	Système GASPARD	75 000
	12	791 100

Volet 8 : Aide à la numérisation

Volet 8.1 : Éditeurs

Nature de l'aide : Subvention

Nom de l'entreprise	Objet	$
9097-6036 Québec inc. (Marcel Broquet éditeur)	Numérisation	7 819
9104-6698 Québec inc. (Éditions Sylvain Harvey)	Numérisation	2 061
91439 Canada ltée (Éditions de Mortagne)	Numérisation	7 380
9255-6604 Québec inc. (Éditions La Peuplade)	Numérisation	1 507
Andara éditeur inc.	Numérisation	505
Boomerang Éditeur jeunesse inc.	Numérisation	3 937
Boréal Express ltée	Numérisation	19 141

Broquet inc.	Numérisation	15 358
Charron Éditeur inc.	Numérisation	13 954
D'Amours, Guy (Les Éditions de Courberon)	Numérisation	684
Éditeurs réunis inc., Les	Numérisation	13 331
Éditions Ada inc.	Numérisation	20 109
Éditions Ada inc.	Numérisation	9 553
Éditions Alire inc., Les	Numérisation	7 981
Éditions Alto inc.	Numérisation	1 991
Éditions de la Pastèque inc., Les	Numérisation	1 260
Éditions de l'Instant même inc., Les	Numérisation	1 447
Éditions de l'Isatis inc.	Numérisation	4 046
Éditions du Cram inc., Les	Numérisation	5 742
Éditions du Passage inc., Les	Numérisation	197
Éditions du remue-ménage, Les	Numérisation	10 902
Éditions Écosociété inc., Les	Numérisation	3 721
Éditions Héliotrope S.A.	Numérisation	1 830
Éditions Héritage inc., Les	Numérisation	3 843
Éditions Héritage inc., Les	Numérisation	4 264
Éditions Héritage inc., Les	Numérisation	13 801
Éditions Hurtubise inc.	Numérisation	21 841
Éditions J.C.L. inc., Les	Numérisation	5 093
Éditions La Presse ltée, Les	Numérisation	8 956
Éditions Les herbes rouges inc.	Numerisation	3 543
Éditions Les heures bleues inc.	Numérisation	3 130
Éditions Les heures bleues inc.	Numérisation	5 132
Éditions Les heures bleues inc.	Numérisation	1 699
Éditions Les heures bleues inc.	Numérisation	1 802
Éditions Les heures bleues inc.	Numérisation	2 009
Éditions Michel Quintin inc., Les	Numérisation	9 877
Éditions Multimondes inc., Les	Numérisation	7 939
Éditions Planète rebelle inc. , Les	Numérisation	2 314
Éditions Québec/Amérique inc., Les	Numérisation	29 975
Éditions XYZ inc., Les	Numérisation	7 532
Groupe Fides inc.	Numérisation	9 511
Groupe Fides inc.	Numérisation	3 464
Groupe Librex inc.	Numérisation	24 299
Groupe Sogides inc.	Numérisation	21 494

Groupe Ville-Marie Littérature inc., Le	Numérisation	15 348
Guides de voyages Ulysse inc., Les	Numérisation	30 000
Guy Saint-Jean Éditeur inc.	Numérisation	10 137
Guy Saint-Jean Éditeur inc.	Numérisation	17 627
Livres Baraka inc.	Numérisation	320
Livres Baraka inc.	Numérisation	509
Lux Éditeur S.A.	Numérisation	6 938
Perro Éditeur inc.	Numérisation	7 255
Presses de l'Université du Québec, Les	Numérisation	30 000
Presses Internationales Polytechnique inc.	Numérisation	1 694
Productions Somme Toute inc.	Numérisation	1 857
Publications chant de mon pays inc.	Numérisation	676
Publications Gaëtan Lévesque (Lévesque Éditeur)	Numérisation	588
Quartanier inc., Le	Numérisation	1 103
Six brumes de la société secrète inc., Les	Numérisation	350
TC Média Livres inc.	Numérisation	4 860
	60	475 236

Volet 8.2 : Projets collectifs

Nature de l'aide : Subvention

Nom de l'entreprise	Objet	$
Fédération québécoise des coopératives en milieu scolaire (Coopsco)	Analyse fonctionnelle Chinook	25 000
Fédération québécoise des coopératives en milieu scolaire (Coopsco)	Entrepôt numérique COOPSCO	30 000
Librairies Indépendantes du Québec, Coopérative, Les	BTLF 2014	10 000
Librairies Indépendantes du Québec, Coopérative, Les	Dév. site & bannière Coop. Les Libraires	70 000
Librairies Indépendantes du Québec, Coopérative, Les	Frais De Marque	25 000
Librairies Indépendantes du Québec, Coopérative, Les	Pavillon numérique SL Côte-Nord	4 000
Librairies Indépendantes du Québec, Coopérative, Les	Pavillon numérique SL Outaouais	14 500
Librairies Indépendantes du Québec, Coopérative, Les	Pavillon numérique SLM	15 500
Société de gestion de la BTLF inc.	Centre d'enregistrement des métadonnées (CEDEM)	50 000
Société de gestion de la BTLF inc.	Fonctionnement du système de suivi et d'analyse des ventes de livres (GASPARD)	75 000
Union des écrivaines et des écrivains québécois	Implantation d'un logiciel de formation	7 000
	11	326 000

Programme d'aide aux salons du livre au Québec 2014-2015

Nature de l'aide : Subvention

Nom de l'entreprise	Objet	$
Salon du livre de la Côte-Nord inc.	Fonctionnement 2014-2015	56 000
Salon du livre de l'Abitibi-Témiscamingue, Le	Fonctionnement 2014-2015	65 000
Salon du livre de l'Estrie (S.L.E.) inc.	Fonctionnement 2014-2015	62 000
Salon du livre de l'Outaouais inc.	Fonctionnement 2014-2015	86 500
Salon du livre de Montréal inc.	Fonctionnement 2014-2015	92 500
Salon du livre de Rimouski, Le	Fonctionnement 2014-2015	56 000
Salon du livre de Trois-Rivières (région 04) inc.	Fonctionnement 2014-2015	56 000
Salon du livre du Saguenay-Lac-Saint-Jean, Le	Fonctionnement 2014-2015	67 500
Salon international du livre de Québec	Fonctionnement 2014-2015	92 500
	9	634 000

Métiers d'art / Arts visuels

Programme d'aide aux artisans et aux entreprises 2014-2015

Volet 1 : Aide aux artisans professionnels et aux entreprises intermédiaires en métiers d'art

Nature de l'aide : Subvention

Nom de l'entreprise ou du professionnel	Objet	$
2636-3705 Québec inc. (Gauvreau Joaillier enr.)	Production	4 972
2H Harvey Hamelin	Production	1 225
6798683 Canada inc. (Guitares Greenfield)	Production	18 000
9120-3158 Québec inc. (Michelle Beaudoin Cadeaux)	Promotion	4 875
9154-8701 Québec inc. (Velvet Moustache)	Production et promotion	1 790
9161-3836 Québec inc. (Eve Gravel Design)	Promotion	1 890
9271-1175 Québec inc. (Linéaire Design)	Production	21 047
A+J Métissage S.E.N.C.	Production et promotion	478
Aelterman, Karel	Promotion	2 875
Agueci, Pilar	Promotion	500
Alpagadore S.E.N.C.	Production	15 318
Anne-Marie Chagnon inc.	Production	24 278
Arbol cuisine inc.	Production	3 224
Arbour, Caroline	Production et promotion	2 534
Atelier Alterre	Production	768
Atelier Kollontaï inc.	Production et promotion	15 593
Audet, Christine	Production et promotion	1 868
Beauchamp, Daniel	Production et promotion	2 540
Beaudoin, France (Icelaine)	Promotion	2 510
Beaulieu, Sylvie (Sylvie Beaulieu joaillière)	Production	1 780
Beaupré St-Pierre, Dominique	Production et promotion	1 974
Bélanger-Lacourse, Frédérick (Cuir artisanal F B L)	Production	838
Bonmatin, Frédérique	Production et promotion	250
Bordeleau, Marie-Ève (Marie-Ève Bordeleau, joaillière)	Production	2 500
Bouchard, Lorraine	Production	1 250
Boulanger, Jako	Production	613
Brodeur, Richard (Atelier de cuir Richard Brodeur)	Promotion	532

Busque, Nadine	Production	400
Cain-Rossow, Elisa (Elisa C-Rossow)	Promotion	3 760
Cajthaml, Pavel (Baba Jaga)	Production	5 088
Cantin, Cindy (C comme ÇA)	Production et promotion	3 253
Casaubon Mougeot (Atelier Casaubon Mougeot)	Promotion	2 750
Catherine Labonté Cat, designer verrier inc.	Promotion	690
Chadid, Mustapha	Production et promotion	4 826
Chaput, Diane (Place des artisans - Verchères)	Promotion	1 470
Chénard, Marianne	Production	5 140
Cloutier, Lyne	Promotion	858
Côté, Pierre-Nicolas	Production	2 500
Création Sautozieux inc.	Promotion	240
Crono Design inc. (Christophe Poly)	Production et promotion	10 604
Cuirs Bermont inc., Les	Promotion	2 898
Cyr, Géraldine (La Maison du potier enr.)	Production	14 119
Dalois, Philippe (Le Forestier)	Production et promotion	3 360
David, Patricia	Promotion	1 800
Design M3Béton inc.	Production	4 772
Desjean, Marie-Josée	Production et promotion	1 261
Desmarais, Gabrielle	Promotion	600
Dufour, Dominic	Promotion	5 477
Dumais, Éric	Production	999
Duran Muntadas, Montserrat	Promotion	520
Dussault, Manon	Promotion	750
Dwane, Christine	Production	2 253
Émerance inc.	Promotion	3 424
Faber, Judith	Promotion	2 774
Fafard, Céline	Promotion	1 061
Falardeau, Pascale (Rouge Cerise)	Production	1 275
Flamme en rose inc.	Production	1 967
Forge Ornementale Lapointe inc.	Production	3 670
Fournier, Martin (Atelier-boutique Limaçon)	Production	4 480
Fournier, Martin (Atelier-boutique Limaçon)	Production	5 000

Frève, Carole	Promotion	940
Gauthier, Elisabeth	Production et promotion	1 000
Gervais, Jonathan	Production	4 194
Girard, Marie-Claude	Promotion	1 000
Glendinning, John (Design John Glendinning)	Production	12 520
Gourgues Huppé, Shirley	Production	500
Grégoire, Ghislaine	Promotion	583
Gustave, Marie-Josée	Promotion	1 650
Hamel, Bernard	Promotion	687
Harricana par Mariouche, les Collections Mariouche inc.	Promotion	15 000
Hénault, Joëlle	Promotion	835
Houle, Sébastien	Production	161
Hupin, Florence (Trace impression textile)	Production et promotion	2 065
Laforest, Judith	Production	1 295
Larouche, Érica (Sakao)	Production	1 260
Lavoie, Julie	Promotion	3 572
Leblanc Kromberg, Émilie	Production et promotion	2 637
L'écuyer, Louis-Georges	Production	1 500
Louppe, Véronique	Production et promotion	372
Malenfant, Luc (Atelier l'art sylvestre)	Production	9 403
Marchand, Marie-Andrée (Bulles et molécules)	Production et promotion	3 344
Marcoux, Nicole	Promotion	930
Marguerite, Stéphane (Wallaby Boomerangs)	Promotion	4 919
NES Montréal inc.	Promotion	2 900
Otis, Marie-Renée	Production	1 369
Paré, Jeanne	Production	1 473
Patenaude, Sophie (Tirigolo)	Production et promotion	557
Peich, Francesc	Promotion	1 100
Pino, Claudio	Production	4 311
Rachel. F. inc.	Production et promotion	2 100
Ratté, Alexandra (Créations Ratté! Petite fabrique de céramique)	Production et promotin	4 248
Rioux, Claude	Production et promotion	834

Robert, Serge	Production	723
Rodrigue, Karine	Production et promotion	1 264
Roy, Benoît	Production	983
Savoie, Sylvie	Production	1 098
Séguin, Bénédite (Joaillerie L'amulette)	Production et promotion	6 208
String Théorie inc.	Production	30 000
Synnott, Fabienne	Production et promotion	951
Thériault, Caroline	Production	5 054
Tissier, Philippe (Atelier de cuir Philamain)	Promotion	1 542
Verrerie de la Méduse inc. , La	Promotion	8 664
	102	385 807

Volet 2 : Aide aux artisans et aux entreprise en démarrage

Nature de l'aide : Subvention

Nom de l'entreprise	Objet	$
Atelier MaryseC inc.	Production	5 625
Baril, Marilyne	Promotion	1 240
Bertrand, Nancy	Production	1 966
Bounadère, Evelyne	Production et promotion	2 500
Bourget, Corinne (Corinne Wilde)	Promotion	904
Centre des métiers du verre du Québec inc. (Espace Verre)	Promotion - Atelier Fusion XXII	10 000
Colbourne, Katrina	Production	4 265
Couteliers du ValBlanc	Production	590
Couture, Caroline	Production	7 000
Couture, Myrelle (Myrelle)	Production et promotion	609
De Abreu, Catherine	Production	1 727
De Blois, Sophie	Production	3 280
Dion, Amélie	Production et promotion	4 498
Dubeau, Johanne (La Fée branchée)	Production et promotion	618
Fauteux, Stéphanie	Promotion	1 000
Frigon-Lavoie, David	Production	718
Gallant, Jacques (Gallant Solutions)	Production	1 000
Goyer-Morin, Stéphanie	Production et promotion	1 941

Labrosse, Marie-France	Production	780
Lagacé, Renée	Production	780
Lambert, Julie Bénédicte	Production	4 310
Lavallée, Claudie	Promotion	2 026
Lavigueur, Nancy	Production	2 402
Le François, Ito Laïla	Production	7 209
Lemay, Sébastien (Percussions Saoko)	Production	3 500
Lepage, Marie	Promotion	1 113
Leroux, Lucie	Production	1 050
Martel, Marie-Ève	Production et promotion	1 603
Matériauthèques en Chaudière-Appalaches, Les	Production	4 380
Migneault, Marc-André (Lutherie-guitare Migneault)	Production	494
Nadeau, Pierre (Forge d'âme)	Production et promotion	10 000
Oliveira, Mehdi (AuNiveau)	Promotion	1 350
Pinsonneault-Craig, Mélissa (Meliooa création textile)	Production	1 745
Proulx, Maxime	Production	1 225
Rada, Esperanza	Production	10 000
Robson, Jaimie (Atelier Make)	Production et promotion	4 025
Samson, Mylène	Production et promotion	2 659
Stanley, Ana Victoria (Création Textiles Onesky)	Promotion	750
Trudel, Émilie	Production et promotion	1 000
	39	111 882

Volet 3 : Aide aux projets collectifs et aux événements de commercialisation

Nature de l'aide : Subvention

Nom de l'entreprise	Objet	$
1001 Pots inc.	Promotion	15 000
Antoine, Nathalie (Poterie Manu Reva)	Promotion	1 000
Arrimage corporation culturelle des Îles-de-la-Madeleine	Promotion	15 000
Artistes dans leur milieu	Tour des ateliers 2015	5 000
Association des artisans de chez-nous (Salon des métiers d'art de Saint-Hyacinthe)	Promotion - 35e Salon des métiers d'art de Saint-Hyacinthe	10 000
Association des artisans du Bas-Richelieu inc., L'	Promotion - 35e Salon des métiers d'art Sorel-Tracy	3 000
Association des céramistes de Québec	Promotion	8 000

Association des métiers d'art de Boucherville	Promotion	2 000
Association des métiers d'art et artisans du Québec	Promotion - Place de la relève en métiers d'art 2014	6 000
Centre Materia	Promotion	40 000
Chaput, Diane (Place des artisans - Verchères)	Promotion - Place des artisans de Verchères 2014	3 000
Circuit des arts Memphrémagog, Le	Promotion	7 000
Commission des loisirs de La Sarre inc., La	Triennale en métiers d'art 2015	2 500
Conseil des métiers d'art du Québec	Aide spécifique non récurente - Boutique Montréal	148 000
Conseil des métiers d'art du Québec	Promotion - Hommage	5 000
Coopérative d'artisanat L'empreinte de Montréal	Promotion	14 482
Coopérative d'artisanat L'empreinte de Montréal	Promotion - 40e anniversaire	23 015
Corporation des métiers d'art du Saguenay Lac-St-Jean	Promotion	27 625
Corporation des métiers d'art du Saguenay Lac-St-Jean	Promotion	2 895
Corporation métiers d'art du Québec en Estrie inc.	Promotion	25 000
École de joaillerie de Montréal (E.J.M.)	Promotion	8 250
École de joaillerie de Québec	Promotion - Fonds ESSOR	7 500
Festival de la fibre Twist	Promotion	18 000
Festival international de musique pop Montréal	Promotion - 10e anniversaire	11 500
Galerie boutique Manu Factum	Promotion	4 000
Guyomarc'h, Noël (Galerie Noël Guyomarc'h, Bijoux D'art)	Promotion	3 190
Institut de la statistique du Québec, L'	Contribution à l'Observatoire 2014-2015 - Métiers d'art	8 300
Loisirs de Ste-Marcelline-de-Kildare inc.	Promotion - 16e Festival des artisans	10 000
Marsot, Jacques	Promotion - Céramique sur l'herbe	10 000
Métiers d'art / Bas-Saint-Laurent	Promotion	25 000
Métiers d'art de Lanaudière	Métiers d'art de Lanaudière	15 000
Musée Acadien du Québec	Promotion - Édition 2014	10 000
Musée des maîtres et artisans du Québec, Le	Promotion	8 363
Regroupement des artistes en arts visuels du Québec R.A.A.V.	Promotion	4 000
Regroupement des métiers d'art de la Mauricie	Promotion - EMA Expérience en métiers d'art	1 753
Regroupement des métiers d'art de la Mauricie	Promotion - Salon des métiers d'art de Trois-Rivières	7 000
Roche Papier Ciseaux - Métiers d'art contemporain	Promotion	4 000
Route des arts	Promotion	10 000
Société carte option art	Promotion	8 000

Société du réseau Économusée (SRÉ)	Promotion	27 250
Tour des Arts	Promotion - 26e édition	10 000
Tournée des 20, La	Promotion - Tournée des 20 - 2014	7 000
	42	581 623

Volet 4: Participation aux salons de métiers d'art

Nature de l'aide : Subvention

Nom de l'entreprise ou du professionnel	Objet	$
171548 Canada inc. (Les Guédines en folie)	Participation aux salons	800
2H Harvey Hamelin	Participation aux salons	700
351558-3 Canada inc. (Kehni)	Participation aux salons	450
9076-4903 Québec inc. (Conception Cuir)	Participation aux salons	1 000
9248-3015 Québec inc. (Style de mode Matteo Mio)	participation aux salons	450
ACB l'atelier cheval de bois	Participation aux salons	1 450
Ambassadeur III inc.	Participation aux salons	350
Ambassadeur III inc.	Participation aux salons	1 250
Ampleman, Denis	Participation aux salons	450
Arbol cuisine inc.	Participation aux salons	800
Artisanat La Baraque inc.	Participation aux salons	1 700
Atelier Bernard Chaudron inc.	Participation aux salons	350
Atelier de céramique Proux et Poulin inc.	Participation aux salons	450
Atelier Kollontaï inc.	Paricipation aux salons	450
Atelier Toc inc., L'	Participation aux salons	800
Baudouin, Mitouka Marie-Louise (Bijoux-Mitouka)	Participation aux salons	350
Baudouin, Mitouka Marie-Louise (Bijoux-Mitouka)	Participation aux salons	450
Beauchamp, Daniel	Participation aux salons	350
Beaudoin, Pierre (Instinct)	Participation aux salons	650
Beaumont, Carl	Participation aux salons	650
Beaumont, Carl	Participation aux salons	1 450
Boire, Michel	Participation aux salons	2 350
Bordeleau, Marie-Ève (Marie-Ève Bordeleau, joaillière)	Participation aux salons	1 050
Boucher, Richard (Stylos Boucher)	Participation aux salons	350
Boulanger, Jako	Participation aux salons	3 400

Buczkowski, Martine	Participation aux salons	350
Charles Valcourt Design inc.	Participation aux salons	650
Chevrier du Nord , Le	Participation aux salons	1 650
Choquette, Annie	Participation aux salons	450
Cloutier, Lyne	Participation aux salons	800
Cohen, Gilbert	Participation aux salons	450
Colbourne, Katrina	Participation aux salons	450
Côté, Lise (Lise Côté - Verretigo)	Participation aux salons	1 000
Couture, Myrelle (Myrelle)	Participation aux salons	700
Couture, Myrelle (Myrelle)	Participation aux salons	350
Création Sautozieux inc.	Participation aux salons	450
Cuirs Bermont inc., Les	Participation aux salons	1 350
Dalois, Philippe (Le Forestier)	Participation aux salons	800
Dionne, Véronique (Atelier Créa Vitra)	Participation aux salons	350
Dumouchel, Nathalie (Nathalie Dumouchel Céramiste)	Participation aux salons	1 000
Entreprises Electrik Kidz inc., Les	Participation aux salons	650
Escobar, Marcelo	Participation aux salons	450
Fauteux, Joannie	Participation aux salons	700
Fauteux, Stéphanie	Participation aux salons	350
Ferland, Isabelle	Participation aux salons	800
Fontaine, Carole	Participation aux salons	450
Fournier, Martin (Atelier-boutique Limaçon)	Participation aux salons	850
Gill, Manon	Participation aux salons	350
Girard, Kristine	Participation aux salons	350
Gourgues Huppé, Shirley	Participation aux salons	700
Grégoire, Ghislaine	Participation aux salons	850
Harton, Marius	Participation aux salons	450
Hénault, Joëlle	Participation aux salons	1 050
Houle, Sébastien	Participation aux salons	350
Huck, Matthieu	Participation aux salons	700
Huot, Michel	Participation aux salons	350
Jardin-atelier de la Brunante	Participation aux salons	1 300
J'ustenbois inc.	Participation aux salons	350

Laferrière, Clémence (Les Chapeaux de Clémence)	Participation aux salons	350
Lavallée, Jean	Participation aux salons	450
Lavoie, Julie	Participation aux salons	350
Lavoie, Julie	Participation aux salons	350
Lepage, Marie	Participation aux salons	350
Marcoux, Nicole	Participation aux salons	350
Michaud, Mylène	Participation aux salons	450
Ouellet, André	Participation aux salons	700
Ouellet, Chantal (Arterre)	Participation aux salons	2 050
Ouellet, Christine	Participation aux salons	350
Painchaud Ouellet, Anne (RESSAC)	Participation aux salons	1 350
Pallière, Frank	Participation aux salons	350
Passelande, Daniel (Collection Diagonal)	Participation aux salons	350
Pérusse, Hélène	Participation aux salons	350
Petite école du rang, La	Participation aux salons	450
Poulin, Josée	Participation aux salons	450
Poulin, Josée	Participation aux salons	800
Pulitano, Diego	Participation aux salons	450
Ratté, Alexandra (Créations Ratté! Petite fabrique de céramique)	Participation aux salons	1 250
Rien ne se perd, tout se crée inc.	Participation aux salons	1 150
Rodrigue, Karine	Participation aux salons	800
Roy, Benoît	Participation aux salons	350
Roy, Fernand	Participation aux salons	350
Roy, Josée	Participation aux salons	1 050
Samson, Mylène	Participation aux salons	350
Sasseville, Paul	Participation aux salons	350
Sasseville, Paul	Participation aux salons	350
Séguin, Bénédite (Joaillerie L'amulette)	Participation aux salons	650
Synnott, Fabienne	Participation aux salons	450
Thériault, Caroline	Participation aux salons	1 000
Tissier, Philippe (Atelier de cuir Philamain)	Participation aux salons	1 050
Tour à tour	Participation aux salons	900

Villavicencio Robles, Tomas Gustavo (Le Paravent, marionnettes)	Participation aux salons	650
	91	65 350

Programme d'aide aux écoles-ateliers 2014-2015

Nature de l'aide : Subvention

Nom de l'entreprise	Objet	$
Centre de céramique-poterie Bonsecours inc.	Fonctionnement et encadrement pédagogique 2014-2015	124 000
Centre de formation et de consultation en métiers d'art - Cégep de Limoilou	Fonctionnement 2014-2015 - École nationale de lutherie	115 000
Centre de recherche et de design en impression textile de Montréal (Centre de Design Textile du Québec)	Fonctionnement et encadrement pédagogique 2014-2015	124 000
Centre des métiers du cuir de Montréal	Fonctionnement et encadrement pédagogique 2014-2015	119 000
Centre des métiers du verre du Québec inc. (Espace Verre)	Aide spéciale - refonte du site web	3 100
Centre des métiers du verre du Québec inc. (Espace Verre)	Fonctionnement et encadrement pédagogique 2014-2015	134 000
Centre des textiles contemporains de Montréal, Le	Aide spéciale - Revitalisation de l'image de marque et du site web	7 850
Centre des textiles contemporains de Montréal, Le	Fonctionnement et encadrement pédagogique 2014-2015	124 000
École de joaillerie de Montréal (E.J.M.)	Aide spéciale - étude d'adéquation	3 554
École de joaillerie de Montréal (E.J.M.)	Fonctionnement et encadrement pédagogique 2014-2015	129 000
École de joaillerie de Québec	Fonctionnement et encadrement pédagogique 2014-2015	117 000
École D'ébénisterie d'art de Montréal	Aide spéciale - Fonctionnement	10 000
École D'ébénisterie d'art de Montréal	Fonctionnement et encadrement pédagogique 2014-2015	115 000
Institut québécois d'ébénisterie	Fonctionnement et encadrement pédagogique 2014-2015	117 000
Lutherie-guitare Bruand enseignement, recherche et développement innovation et diffusion	Aide spéciale - Projet 5445 Relocalisation de l'École-Atelier	1 224
Lutherie-guitare Bruand enseignement, recherche et développement innovation et diffusion	Fonctionnement et encadrement pédagogique 2014-2015	115 000
Maison des métiers d'art de Québec	Fonctionnement et encadrement pédagogique 2014-2015	341 000
	17	1 699 728

Programme de soutien au marché de l'art 2014-2015

Volet 1 : Exposition

Nature de l'aide : Subvention

Nom de l'entreprise	Objet	$
164677 Canada inc. (Galerie Elena Lee)	Exposition	2 600
9015-3123 Québec inc. (Galerie Lilian Rodriguez)	Exposition	6 200
9133-0126 Québec inc. (Galerie Lacerte-Art contemporain)	Exposition	7 000
9248-8121 Québec inc. (Galerie Antoine Ertaskiran)	Exposition	11 500

Art Mûr (Galerie Art Mûr)	Exposition	15 000
Art Souterrain	Exposition	12 500
Association des galeries d'art contemporain (Montréal)	Exposition - Foire papier 2015	35 000
Association des galeries d'art contemporain (Montréal)	Exposition - Gala des arts visuels 2015	10 000
Galerie Division inc.	Exposition	3 500
Galerie Dominique Bouffard inc.	Exposition	10 000
Galerie Joyce Yahouda inc.	Exposition	8 000
Galerie Michel Guimont inc.	Exposition	9 000
Galerie Nicolas Robert inc.	Exposition	3 630
Galerie René Blouin S.C.C.	Exposition	7 265
Galerie Roger Bellemare inc.	Exposition	8 000
Galerie Trois points inc.	Exposition	7 650
Graff diffusion ltée	Exposition	5 000
	17	161 845

Volet 2 : Exportation

Nature de l'aide : Subvention

Nom de l'entreprise	Objet	$
9015-3123 Québec inc. (Galerie Lilian Rodriguez)	Exportation	1 000
9133-0126 Québec inc. (Galerie Lacerte-Art contemporain)	Exportation	12 000
9248-8121 Québec inc. (Galerie Antoine Ertaskiran)	Exportation	16 000
Art Mûr (Galerie Art Mûr)	Exportation	19 000
Association des galeries d'art contemporain (Montréal)	Exportation	9 000
Galerie d'Este inc.	Exportation	12 000
Galerie Division inc.	Exportation	11 500
Galerie Donald Browne inc.	Exportation	23 000
Galerie Joyce Yahouda inc.	Exportation	22 000
Galerie Nicolas Robert inc.	Exportation	9 100
Galerie René Blouin S.C.C.	Exportation	14 735
Galerie Trois points inc.	Exportation	27 350
Graff diffusion ltée	Exportation	14 000
Laroche/Joncas	Exportation	8 000
Pierre-François Ouellette art contemporain inc.	Exportation	32 000

Placements Dalecorp inc., Les (Parisian Laundry and company)	Exportation	14 625
	16	245 310

Programme d'aide aux associations et aux regroupements nationaux 2014-2015

Nature de l'aide : Subvention

Nom de l'entreprise	Objet	$
Association des galeries d'art contemporain (Montréal)	Aide supplémentaire - Services aux membres	20 000
Association des galeries d'art contemporain (Montréal)	Fonctionnement 2014-2015	60 000
Conseil des métiers d'art du Québec	Fonctionnement 2014-2015	950 000
	3	1 030 000

Programme d'aide aux artistes en arts visuels 2014-2015

Volet 1 : Production d'oeuvres d'art

Nature de l'aide : Subvention

Nom de l'entreprise	Objet	$
Ampleman, Nathalie	Production	270
Armelle, François	Production	1 900
Auer, Jessica	Production	1 853
Beaulac, Chloé	Production	1 347
Béchard, Catherine	Production	1 350
Bellavance, Judith	Production	2 226
Bouchard, Simon	Production	1 100
Brillant, Jean	Production	7 616
Brouillard, Matthieu	Production	6 100
Brunet Neumann, Hélène	Production	1 489
Cardinal, Eric	Production	1 537
Chagnon-Côté, Véronique	Production	926
Clitandre, Natacha	Production	2 334
Couturier, Joëlle	Production	1 307
Couturier, Louis, Lafargue, Jacky Georges	Production	5 803
Deriaz, Madeline	Production	455
Deschênes, Richard	Production	1 270
Désilets, Martin	Production	2 318

Desjardins, Chloé	Production	1 192
Dumais, Cindy	Production	1 177
Durand, Chantal	Production	762
Ersan, Maya	Production	2 253
Farley, Yann	Production	1 325
Favreau, Julie	Production	3 970
Ferland, Suzanne	Production	1 100
Fuglem, Karilee	Production	1 988
Gingras, Miki, Dionne, Patrick	Production	4 012
Girard, Pierre-Yves	Production	704
Grebmeier Forget, Nadège	Production	2 033
Groisy, Prisca	Production	1 200
Hatt, Shari	Production	3 558
Hayeur, Caroline	Production	3 214
Henricks, Nelson	Production	1 042
Huneault, Michel	Production	4 059
La Perrière M., Véronique	Production	1 290
Lafrance, Vincent	Production	1 493
Lafrenière, Johanne	Production	733
Laganière, Virginie	Production	3 817
Lahaise, Daniel	Production	424
Langlois, Stéphane	Production	1 000
Larouche, Jacinthe	Production	500
Lefort, Alain	Production	1 500
Lévesque, Nicolas	Production	1 250
Mazataud, Valérian	Production	1 231
Mercure, Louise	Production	275
Moore, Allison	Production	924
Morest, Gabriel	Production	1 500
Musiol, Marie-Jeanne	Production	3 582
Pelletier, Manon	Production	975
Provost, Guillaume Adjutor	Production	700
Rochon, Étienne (alias Arthur Desmarteaux)	Production	1 888

Saint-Pierre, Carolane	Production	2 500
Samuels, Chuck	Production	4 200
Savard, Véronique	Production	825
Schlitter, Helga	Production	839
Séguin, Guylaine	Production	416
Simoneau, Guillaume	Production	6 337
Simoneau, Julie	Production	1 249
Sirois, Dominique	Production	1 549
Tannous, Sandra	Production	2 535
Tessier, Pierre	Production	2 923
Vesac, Jean-Ambroise	Production	600
Yates, Myriam	Production	998
	63	122 843

Volet 2 : Promotion et mise en marché

Nature de l'aide : Subvention

Nom de l'entreprise	Objet	$
Barrow, Daniel	Promotion	4 000
Bisson, Manuel	Promotion	1 000
Cournoyer, Marie France	Promotion	800
Deriaz, Madeline	Promotion	2 968
Doré, Marie-Hélène	Promotion	1 500
Dufrasne, Martin	Promotion	900
Dumais, Cindy	Promotion	601
Galland, Emmanuel	Promotion	3 000
Hatt, Shari	Promotion	75
Laframboise, Marie-Josée	Promotion	1 000
Lemieux, Lisette	Promotion	6 000
Lutfi, Jaber	Promotion	1 400
Messier, Martin	Promotion	1 000
Pace, Stella	Promotion	1 056
Rioux, Paul-Émile	Promotion	1 400
Salvail, Reno	Promotion	3 081

Samuels, Chuck	Promotion	750
Savard, Véronique	Promotion	1 000
Simoneau, Julie	Promotion	52
Tardif, Guillaume	Promotion	1 500
	20	33 083

Musique et variétés

Programme d'aide aux entreprises en musique et variétés 2014-2015

Volet 1 : Secteur industriel

Volet 1 A : Aide globale

Nature de l'aide : Subvention		
Nom de l'entreprise	Objet	$
Aréna des Canadiens inc., L'	Global - disque, spectacle, gérance	147 000
Bonsound inc.	Global - disque, spectacle, gérance	97 500
Compagnie Larivée, Cabot, Champagne, La	Global - disque, spectacle, gérance	89 000
Disques Audiogramme inc., Les	Global - disque, spectacle, gérance	151 000
Disques Dare to Care inc., Les	Global - disque, spectacle, gérance	183 500
Entourage Spectacle inc.	Global - disque, spectacle, gérance.	90 500
Équipe Spectra inc., L'	Global - disque, spectacle	121 500
Groupe Analekta inc.	Global - disque, spectacle	110 000
Groupe Archambault inc.	Global - disque, spectacle	119 000
Groupe Phaneuf inc.	Global - DVD, spectacle, gérance	93 500
Management Encore inc.	Global - spectacle, gérance	57 000
MP3 Disques inc.	Global - disque, spectacle	43 000
Productions J inc.	Global - disque, spectacle	114 500
Productions Juste pour rire II inc., Les	Global - disque, spectacle, gérance	163 000
Tandem.mu inc.	Global - disque, spectacle	84 000
	15	1 664 000

Volet 1 B : Aide à l'entreprise

Nature de l'aide : Subvention		
Nom de l'entreprise	Objet	$
2853-7447 Québec inc. (Productions Pierre Gravel international)	Global - disque, spectacle, gérance	18 500
4382013 Canada inc. (Productions Prestigo)	Global - disque, spectacle, gérance	11 000
9006-4890 Québec inc. (Avalanche Productions)	Global - disque, spectacle, gérance	33 500
9038-4074 Québec inc. (Constellation)	Global - disque	43 500
9045-1170 Québec inc. (Les Disques Stomp)	Global - disque, spectacle, gérance	35 000
9060-2822 Québec inc. (S7 Productions)	Global - disque, spectacle	39 500
9155-7462 Québec inc. (Avanti Présente)	Global - spectacle, gérance	34 000

9175-5298 Québec inc. (Disques Simone, Les)	Global - disque, spectacle, gérance	39 000
Agence Sphère inc.	Global - disque, gérance	39 500
Ambiances Ambiguës inc.	Global - disque, spectacle, gérance	21 000
Disques 7ième ciel inc.	Global - disque, spectacle, gérance	27 000
Disques Atma inc.	Global - disque	85 500
Disques Indica inc., Les	Global - disque, spectacle, gérance	43 000
Disques Justin Time inc., Les	Global - disque, gérance	35 000
Disques Passeport inc., Les	Global - disque, gérance	21 000
Gestion EDC inc.	Global - disque, spectacle, gérance	29 000
Gestion Son Image inc.	Global - disque, spectacle, gérance	29 000
Go Musique inc.	Global - disque, spectacle, gérance	13 500
Média Opak inc.	Global - disque, spectacle, gérance	28 000
Prodat inc.	Global - disque, spectacle	32 000
Productions Abuzive Muzik inc.	Global - disque, spectacle	36 500
Productions de l'Onde inc.	Global - disque, spectacle	31 500
Productions Folle avoine inc., Les	Global - disque	15 000
Productions Micheline Sarrazin inc.	Global - disque, spectacle, gérance	36 000
Vega Musique inc.	Global - disque, spectacle	32 000
	25	808 500

Volet 2 : Soutien aux activités de gérance

Nature de l'aide : Subvention

Nom de l'entreprise	Objet	$
4 de trèfle productions inc.	Ingrid St-Pierre, David Portelance - gérance	6 000
6206531 Canada inc. (Envision Management and Production)	Global - Gérance	20 000
6276091 Canada inc. (Danagement)	Suuns, Yamantaka//Sonic Titan, Socalled, The Besnard Lakes - gérance, Suuns, Braids, Yamantaka//Sonic Titan - prod spect.	10 500
9021-3109 Québec inc. (Direction d'artistes Fleming)	Global - gérance	13 000
9144-1022 Québec inc. (Impresaria)	Bïa, Yves Desrosiers, Geneviève Toupin, D'Harmo, Garoche ta sacoche - gérance, Bïa, Yves Desrosiers - spectacle	10 500
9209-1180 Québec inc. (Tryskell Communication)	Gaële, Habana Café, David Goudreault - gérance	7 500
Agence Station bleue inc., L'	Global - gérance. Marie-Josée Lord - p/promo spectacle	36 500
Authentique Productions inc.	Jonathan Roberge, Guy Nantel - gérance	9 000
Boulev'art inc.	Global - gérance	23 500

Colore-moi inc.	Alex Nevsky, Queen Ka, Peter Henry Phillips - gérance. Queen Ka - préprod p/promo spectacle.	8 000
Disques Mont-Royal inc., Les	Hollerado, UBT, Tim Fletcher - gérance	10 000
Dominique gestion artistique inc.	Réal Béland, Tristan Demers - gérance	7 500
Gestion Mo'fat inc.	Ariane Moffatt, Isabelle Boulay, David Giguère, Philémon Cimon - gérance	9 000
Gestion Nuland inc.	Thomas Hellman, Suzie Arioli - gérance	9 500
Guy Lévesque Productions inc. (Gulp)	Laurent Paquin, Billy Tellier, Virginie Fortin - gérance	9 000
Latitude 45/ Arts promotion inc.	Louise Bessette, Yegor Dyachkov, Collectif 9, Henri Oppenheim, Samskara, Viva Voce - gérance	11 000
Paul Lévesque Management (2001) inc.	Bruno Pelletier, Daniel Lavoie - gérance	7 000
Production Scherzo inc.	Daran, Kensico, Geneviève Morissette - Gérance. Daran, Geneviève Morissette - p/promo spectacle.	10 000
Productions Anacrouse inc.	Catherine Major, Joseph Edgar - gérance	10 000
Productions Inty/Slamontréal inc., Les	Ivy, Mykalle - gérance	7 000
Productions Tram inc.	Philippe Laprise, Stéphane Fallu, Pierre-Luc Pomerleau, Sébastien Ouellette, Pascal Babin - gérance	8 000
Productions Zéro inc., Les	Alexandre Barrette, Les Satiriques, Simon Delisle, Korine Côté, François Boulianne - gérance. François Boulianne - spect.	14 500
Productions-éditions Marc Labelle inc., Les	Kleztory, Hurlevent, Gadji-Gadjo, Ragleela - gérance	11 500
SPM (Stratégie Promotion Management) inc.	Les Denis Drolet, Sylvain Larocque, Jean-Thomas Jobin, Les Appendices, Didier Lambert - gérance	11 000
	24	279 500

Volet 3 : Secteur para-industriel - aide aux projets

Nature de l'aide : Subvention

Nom de l'entreprise	Objet	$
4041976 Canada inc. (Les Disques Subsonik)	Cobna - p/promo disque, clip	6 000
9013-9700 Québec inc. (La Prûche libre)	Yves Lambert Trio - disque, spectacle, gérance. Juan Sebastian Larobina - spectacle, gérance	13 500
9181-5142 Québec inc. (Slam Disques)	Félix-Antoine Couturier - p/promo disque, clip	7 000
9e Vague inc.	Damien Robitaille, Pascale Picard - spectacle, Damien Robitaille - gérance	11 000
Agence Rubisvaria inc.	Misteur Vallaire - promo spectacle. Alexandre Désilets - p/promo spectacle	6 000
Coopérative de services artistiques "Les Faux-Monnayeurs"	Henri Godon, Ayrad - promo disque/clip. Les Tireux d'Roches - promo spect. Godon, Sagapool, Klô Pelgag, G. Arsenault - p/promo spect. Godon, Tireux d'Roches, Sagapool, Pelgag - gérance	25 000
Disques Cité Secrète inc., Les	Patrick Watson - p/promo disque,clip	8 500
Disques Effendi inc.	Global - p/promo disque. Rafael Zaldivar, Jazzlab, Auguste quartet - gérance	23 000

Distribution Ambiances magnétiques etcetera inc. (Dame)	Nicolas Caloia, Ensemble SuperMusique, Émilie Girard-Charest, Joane Hétu, Quartetski - p/promo disque	15 000
Éditions Ad Litteram inc., Les	Moran, Thomas Carbou, Trio BBQ - p/promo spect. Carbou - p/promo disque, clip. Moran, Carbou - gérance	15 000
Frilance Musique inc.	Kite Trio, Bent By Elephants - gérance. Bent - p/promo disque, clip. Kelly - p/promo disque. Bent , Kelly - p/promo spect. Kite Trio - p/promo spect.	7 000
Gestion François Léveillé inc.	Sarah Toussaint Léveillé - p/promo disque, clip, prod spect.	8 000
Instinct Musique inc.	Éric Lapointe, Hugo Lapointe - p/promo disque, clip, p/promo spectacle	21 500
L-A Be inc.	De Temps Antan, Jonathan Painchaud, Betty Bonifassi, Jérôme Couture - disque, vidéoclip	23 500
Musique High Life inc.	Sir Pathétik, Ale Dee, Cheak, Mauvaize Frékentation - p/promo disque, clip, p/promo spectacle. Sir Pathétik, Ale Dee, Cheak - gérance	32 500
Paresse au travail inc., La (Meute Productions, La)	Galaxie, Cargo Culte - disque, clip. Cargo Culte - spectacle	8 000
Pierre-Luc Durand Consultant inc.	Élage Diouf, Éli et Papillon, Viviane Audet - gérance. Éli et Papillon, Viviane Audet - spectacle	9 500
Preste inc.	Loud Lary Ajust, Guillaume Beauregard - p/promo spectacle	7 000
Productions Benannah inc., Les	Annie Brocoli - p/promo disque. Atchoum p/promo DVD. Dan Coboy - p/promo disque, clip. Annie Brocoli, Kevin Parent, Dan Coboy, Atchoum - gérance. Dan Coboy p/promo spect. Kevin Parent promo spect.	15 000
Productions Bros inc., Les	Guy Bélanger, Tamara Weber-Fillion - gérance, p/promo disque, clip. Bob Walsh, Whisky Legs, Stephen Barry Band - p/promo disque	30 000
Productions C.R. inc., Les	Michel Pagliaro - pré-prod p/promo spectacle	6 000
Productions Cheezy Sound(Z) ltée	Pink Chocolate - promo disque, clip. Pink Chocolate, aRTIST oF tHE yEAR, Afrodizz - p/promo spectacle	7 000
Productions Étienne Drapeau inc.	Étienne Drapeau - prod disque	5 000
Productions Martin Leclerc inc., Les	Renée Martel, Brigitte Boisjoli, Mountain Daisies - gérance. Renée Martel - p/promo disque. Renée Martel, Brigitte Boisjoli - p/promo spect.	15 000
Productions Nisapa inc., Les	Mathieu Désy - promo disque, clip, promo spectacle. Charles Papasoff - clip. Mathieu Désy, Coyote Bill, Éric Asswad - gérance.	12 000
Productions Pacifique Barrette inc., Les	Salomé Leclerc, Pierre Lapointe - spectacle, gérance	12 000
Productions Pasa Musik inc., Les	Shauit, Jjanice+, Mehdi Cayenne Club - gérance. Jjanice+ - p/promo disque, clip	8 500
Productions Romartis inc.	Romulo Larrea Trio, Yoel Diaz, Rumbo al Sur - gérance, p/promo spectacle	8 000
Productions Serge Paré inc.	Les Charbonniers de l'enfer, Tocadéo, Les Mononcles, MAZ - gérance. Tocadéo, MAZ - promo disque, clip. Tocadéo, Les Mononcles, MAZ - p/promo spect.	22 500

Tournées Micheline Bleau inc., Les	Richard Séguin, Forestare - gérance. Richard Desjardins/Alexandre Da Costa/Alexandre Éthier, Karen Young - p/promo spectacle	10 000
Yeux boussoles inc., Les	Louis-Jean Cormier, Martin Lizotte, Les Classettes - p/promo spectacle. Louis-Jean Cormier, David Marin - Gérance.	15 000
Zone3 Musique inc.	Mix4, Marc Hervieux - p/promo disque, spectacle	35 000
	32	448 000

Volet 4: Soutien additionnel à la tournée

Nature de l'aide : Subvention

Nom de l'entreprise	Objet	$
2853-7447 Québec inc. (Productions Pierre Gravel international)	Oliver Jones (2013-2014)	4 770
9006-4890 Québec inc. (Avalanche Productions)	Thus Owls (2013-2014)	8 874
9013-9700 Québec inc. (La Prûche libre)	Yves Lambert trio (2012-2013)	4 690
9045-1170 Québec inc. (Les Disques Stomp)	East End Radicals (2012-2013)	2 220
9045-1170 Québec inc. (Les Disques Stomp)	Kman & The 45s (2012-2013)	240
9045-1170 Québec inc. (Les Disques Stomp)	The Beatdown (2013-2014)	5 660
9045-1170 Québec inc. (Les Disques Stomp)	The Brains (2012-2013)	2 020
9045-1170 Québec inc. (Les Disques Stomp)	The Brains (2013-2014)	4 328
9045-1170 Québec inc. (Les Disques Stomp)	The Hellbound Hepcats (2013-2014)	3 510
9060-2822 Québec inc. (S7 Productions)	Ari Cui Cui (2013-2014)	4 760
9060-2822 Québec inc. (S7 Productions)	Sylvain Cossette (2013-2014)	21 950
9144-1022 Québec inc. (Impresaria)	Bïa (2013-2014)	4 870
9144-1022 Québec inc. (Impresaria)	D'Harmo (2012-2013)	3 210
9144-1022 Québec inc. (Impresaria)	D'Harmo (2013-2014)	6 233
9144-1022 Québec inc. (Impresaria)	Yves Desrosiers (2013-2014)	6 290
9175-5298 Québec inc. (Disques Simone, Les)	Dany Placard (2013-2014)	1 420
9175-5298 Québec inc. (Disques Simone, Les)	David Marin (2013-2014)	17 480
9175-5298 Québec inc. (Disques Simone, Les)	Forêt (2013-2014)	2 975
9175-5298 Québec inc. (Disques Simone, Les)	Louis-Jean Cormier (2013-2014)	28 128
9181-5142 Québec inc. (Slam Disques)	Crash ton rock (2013-2014)	3 635
9181-5142 Québec inc. (Slam Disques)	O Linea (2013-2014)	200
9181-5142 Québec inc. (Slam Disques)	On a créé un monstre (2013-2014)	200
9181-5142 Québec inc. (Slam Disques)	Rouge Pompier (2013-2014)	2 415

9199-8559 Québec inc. (R-Management)	Kaïn (2013-2014)	11 791
9e Vague inc.	Damien Robitaille (2013-2014)	13 297
9e Vague inc.	Daniel Bélanger (2013-2014)	17 800
9e Vague inc.	QW4RTZ (2013-2014)	2 645
Agence Folioscope inc.	Benoît Paradis (2013-2014)	6 401
Agence Rubisvaria inc.	Alexandre Désilets (2013-2014)	11 388
Agence Rubisvaria inc.	Marcie (2013-2014)	8 127
Agence Rubisvaria inc.	Misteur Valaire (2013-2014)	13 934
Agence Rubisvaria inc.	Paul Kunigis (2013-2014)	4 350
Agence Station bleue inc., L'	Gino Quilico (2013-2014)	6 285
Agence Station bleue inc., L'	Marie-Josée Lord (2013-2014)	6 131
Agence Station bleue inc., L'	Quartango (2012-2013)	2 600
Ambiances Ambiguës inc.	Caféine (2013-2014)	6 175
Ambiances Ambiguës inc.	Chantal Archambault (2013-2014)	4 570
Ambiances Ambiguës inc.	Gazoline (2013-2014)	4 970
Ambiances Ambiguës inc.	Keith Kouna (2012-2013)	16 924
Ambiances Ambiguës inc.	Keith Kouna (2013-2014)	2 380
Ambiances Ambiguës inc.	Les Petites Tounes (2012-2013)	8 060
Ambiances Ambiguës inc.	Les Petites Tounes (2013-2014)	3 280
Ambiances Ambiguës inc.	Xavier Caféïne (2012-2013)	9 743
Bonsound inc.	Buddy McNeil & The Magic Mirrors (2013-2014)	2 870
Bonsound inc.	Dead Obies (2013-2014)	7 130
Bonsound inc.	Groenland (2013-2014)	6 320
Bonsound inc.	Hôtel Morphée (2013-2014)	2 515
Bonsound inc.	Lisa LeBlanc (2013-2014)	850
Bonsound inc.	Mardi Noir (2013-2014)	2 200
Bonsound inc.	Mark Bérubé (2013-2014)	4 600
Bonsound inc.	Monogrenade (2013-2014)	3 719
Bonsound inc.	Philippe B (2012-2013)	1 370
Bonsound inc.	Philippe B (2013-2014)	3 810
Bonsound inc.	Ponctuation (2013-2014)	1 020
Bonsound inc.	Radio Radio (2013-2014)	13 384
Bonsound inc.	Yann Perreau (2013-2014)	9 520

Bureau de Marilou David inc., Le	Mara Tremblay (2012-2013)	6 170
Bureau de Marilou David inc., Le	Mara Tremblay (2013-2014)	3 318
Compagnie Larivée, Cabot, Champagne, La	3 Gars su'l sofa (2013-2014)	320
Compagnie Larivée, Cabot, Champagne, La	Dorothée Berryman (2013-2014)	1 720
Compagnie Larivée, Cabot, Champagne, La	Dumas (2013-2014)	2 070
Compagnie Larivée, Cabot, Champagne, La	Émile Proulx-Cloutier (2013-2014)	11 040
Compagnie Larivée, Cabot, Champagne, La	Galant, tu perds ton temps (2013-2014)	2 500
Compagnie Larivée, Cabot, Champagne, La	Ingrid St-Pierre (2013-2014)	6 550
Compagnie Larivée, Cabot, Champagne, La	Les Cowboys Fringants (2013-2014)	600
Compagnie Larivée, Cabot, Champagne, La	Les Trois Accords (2012-2013)	5 670
Compagnie Larivée, Cabot, Champagne, La	Les Trois Accords (2013-2014)	5 640
Compagnie Larivée, Cabot, Champagne, La	Michel Faubert (2013-2014)	4 471
Compagnie Larivée, Cabot, Champagne, La	Robert Charlebois (2013-2014)	26 812
Compagnie Larivée, Cabot, Champagne, La	Tire le coyote (2012-2013)	1 070
Compagnie Larivée, Cabot, Champagne, La	Tire le Coyote (2013-2014)	6 350
Coopérative de services artistiques "Les Faux-Monnayeurs"	Guillaume Arsenault (2013-2014)	2 780
Coopérative de services artistiques "Les Faux-Monnayeurs"	Henri Godon (2013-2014)	7 902
Coopérative de services artistiques "Les Faux-Monnayeurs"	Klô Pelgag (2013-2014)	18 110
Coopérative de services artistiques "Les Faux-Monnayeurs"	Les Tireux d'Roches (2012-2013)	5 205
Coopérative de services artistiques "Les Faux-Monnayeurs"	Les Tireux d'Roches (2013-2014)	2 600
Coopérative de services artistiques "Les Faux-Monnayeurs"	Sagapool (2013-2014)	8 040
Disques 7ième ciel inc.	Koriass (2013-2014)	7 055
Disques Audiogramme inc., Les	Alex Nevsky 2013-2014)	24 600
Disques Audiogramme inc., Les	David Giguère (2012-2013)	3 410
Disques Audiogramme inc., Les	David Giguère (2013-2014)	820
Disques Audiogramme inc., Les	Marc Déry (2013-2014)	2 700
Disques Audiogramme inc., Les	Peter Peter (2013-2014)	3 429
Disques Dare to Care inc., Les	Bernard Adamus (2013-2014)	980
Disques Dare to Care inc., Les	Canailles (2013-2014)	2 020
Disques Dare to Care inc., Les	Catherine Leduc (2013-2014)	5 734
Disques Dare to Care inc., Les	Coeur de Pirate (2013-2014)	410
Disques Dare to Care inc., Les	Gabriella Hook (2013-2014)	1 290

Disques Dare to Care inc., Les	Gros Méné (2013-2014)	2 570
Disques Dare to Care inc., Les	Jimmy Hunt (2013-2014)	6 530
Disques Dare to Care inc., Les	Kandle (2013-2014)	3 215
Disques Dare to Care inc., Les	Les frères Goyette (2013-2014)	5 432
Disques Dare to Care inc., Les	Les soeurs Boulay (2013-2014)	8 970
Disques Dare to Care inc., Les	Miracles (2013-2014)	7 435
Disques Dare to Care inc., Les	Panache (2013-2014)	2 240
Disques Dare to Care inc., Les	Socalled (2013-2014)	2 900
Disques Dare to Care inc., Les	We Are Wolves (2013-2014)	2 200
Disques Effendi inc.	Jérôme Beaulieu (2013-2014)	3 145
Disques Effendi inc.	SP Project (2013-2014)	2 500
Disques Mont-Royal inc., Les	Alaclair Ensemble (2013-2014)	10 122
Disques Nomade inc., Les	Éric Goulet (2012-2013)	690
Éditions Ad Litteram inc., Les	Moran (2012-2013)	5 470
Éditions Ad Litteram inc., Les	Thomas Carbou (2013-2014)	4 150
Équipe Spectra inc., L'	André Papanicolaou (2013-2014)	2 200
Équipe Spectra inc., L'	Catherine Durand (2013-2014)	1 760
Équipe Spectra inc., L'	Catherine Major (2013-2014)	10 177
Équipe Spectra inc., L'	Daniel Lavoie (2013-2014)	8 228
Équipe Spectra inc., L'	Florence K (2013-2014)	5 715
Équipe Spectra inc., L'	Hommage à Brel (2013-2014)	1 650
Équipe Spectra inc., L'	Le Chant de Ste-Carmen de la Main (2013-2014)	18 390
Équipe Spectra inc., L'	Michel Rivard (2013-2014)	17 020
Équipe Spectra inc., L'	Patrice Michaud (2013-2014)	8 360
Équipe Spectra inc., L'	Philippe Brach (2013-2014)	6 734
Équipe Spectra inc., L'	Susie Arioli (2013-2014)	4 600
Équipe Spectra inc., L'	Vincent Vallières (2013-2014)	25 385
Frilance Musique inc.	Ian Kelly (2013-2014)	20 970
Gestion François Léveillé inc.	François Léveillée (2013-2014)	10 305
Gestion François Léveillé inc.	Sarah Toussaint-Léveillé (2013-2014)	2 256
Gestion Nuland inc.	Thomas Hellman (2013-2014)	780
Gestion Son Image inc.	Andrea Lindsay & Luc De Larochellière (2013-2014)	13 597

Gestion Son Image inc.	Sophie Beaudet (2013-2014)	240
Go Musique inc.	Bodh'aktan (2013-2014)	31 065
Gregg Musique inc.	Arthur L'aventurier (2013-2014)	24 441
Gregg Musique inc.	Nicolas Noël (2013-2014)	12 500
Groupe Archambault inc.	Dick Rivers & Nanette Workman (2013-2014)	12 090
Groupe Archambault inc.	Dominique Hudson (2013-2014)	1 010
Groupe Archambault inc.	Étienne Drapeau (2013-2014)	3 190
Groupe Archambault inc.	Jean-François Breau & Marie-Ève Janvier (2013-2014)	21 175
Groupe Archambault inc.	Les Stars chantent Noël (2013-2014)	4 150
Groupe Archambault inc.	Renée Martel (2013-2014)	11 825
Groupe Phaneuf inc.	Nicola Ciccone (2013-2014)	6 405
Instinct Musique inc.	Éric Lapointe (2013-2014)	8 490
Instinct Musique inc.	Hugo Lapointe (2013-2014)	4 095
Kay Productions Musique inc.	Les 8 babins (2013-2014)	7 834
Média Opak inc.	AroarA (2013-2014)	3 110
Média Opak inc.	Leif Vollebekk (2013-2014)	3 830
Média Opak inc.	Patrick Watson (2012-2013)	3 900
Média Opak inc.	Plants and Animals (2012-2013)	10 818
Média Opak inc.	Random Recipe (2013-2014)	3 440
Média Opak inc.	The Barr Brothers (2012-2013)	880
Média Opak inc.	The Barr Brothers (2013-2014)	12 006
MP3 Disques inc.	Nadja (2013-2014)	10 420
Preste inc.	Colin Moore (2013-2014)	8 289
Preste inc.	Elliot Maginot (2013-2014)	1 860
Preste inc.	Grimskunk (2013-2014)	17 610
Preste inc.	Half Moon Run (2013-2014)	7 230
Preste inc.	Jason Bajada (2013-2014)	2 220
Preste inc.	Loud Lary Ajust (2013-2014)	400
Preste inc.	Midnight Romeo (2013-2014)	2 220
Preste inc.	Steve Hill (2013-2014)	7 610
Preste inc.	Sunny Duval (2013-2014)	4 710
Prodat inc.	Alexandre Poulin (2013-2014)	3 580

Prodat inc.	Ariane Brunet (2013-2014)	5 570
Prodat inc.	Benoît Archambault (2012-2013)	4 190
Productions Abelin inc., Les	Richard Abel/Corneliu Montano (2013-2014)	13 020
Productions Alain Dupuis inc., Les	David Jalbert (2013-2014)	8 255
Productions Alain Dupuis inc., Les	Jill (2013-2014)	240
Productions Bros inc., Les	Bob Walsh (2012-2013)	4 370
Productions Bros inc., Les	Bob Walsh (2013-2014)	8 091
Productions Bros inc., Les	Guy Bélanger (2012-2013)	400
Productions Bros inc., Les	Guy Bélanger (2013-2014)	11 045
Productions Bros inc., Les	Monon'c Serge (2012-2013)	12 571
Productions Bros inc., Les	Mononc' Serge (2013-2014)	33 372
Productions Bros inc., Les	Time It Was (2012-2013)	3 725
Productions Bros inc., Les	Time It Was (2013-2014)	6 705
Productions C.R. inc., Les	Guylaine Tanguay (2013-2014)	17 430
Productions C.R. inc., Les	Jonas (2013-2014)	8 550
Productions C.R. inc., Les	Nicole Martin (2013-2014)	8 360
Productions Cheezy Sound(Z) ltée	aRTISToF tHE yEAR (2013-2014)	4 259
Productions de l'Onde inc.	Bon Débarras (2013-2014)	3 135
Productions J inc.	Jean-Marc Couture (2013-2014)	19 190
Productions J inc.	Marie-Mai (2013-2014)	19 420
Productions Jean-Pier Doucet inc.	Luce Dufault (2013-2014)	24 201
Productions Micheline Sarrazin inc.	Fred Pellerin (2013-2014)	19 636
Productions Micheline Sarrazin inc.	Nicolas Pellerin (2013-2014)	740
Productions Pacifique Barrette inc., Les	Pierre Lapointe (2013-2014)	22 261
Productions Serge Paré inc.	De Temps Antan (2013-2014)	5 140
Productions Serge Paré inc.	Le Vent du Nord (2013-2014)	2 605
Productions Serge Paré inc.	Tocadéo (2013-2014)	8 120
PVB Productions inc.	Les Respectables (2013-2014)	1 885
Réseau des organisateurs de spectacles de l'est du Québec (R.O.S.E.Q.)	Prix Sodec 2014	5 000
Tandem.mu inc.	Cabaret (2013-2014)	30 000
Tournées Micheline Bleau inc., Les	Karen Young (2013-2014)	775
Vega Musique inc.	The Seasons (2013-2014)	5 465

Zone3 Musique inc.	Marc Hervieux (2013-2014)	27 360
	185	1 365 048

Volet 5 : Soutien additionnel aux activités en nouveaux médias

Nature de l'aide : Subvention

Nom de l'entreprise	Objet	$
2853-7447 Québec inc. (Productions Pierre Gravel international)	Développement d'actifs / plateformes numériques	2 500
2853-7447 Québec inc. (Productions Pierre Gravel international)	Mise en marché numérique	2 500
4382013 Canada inc. (Productions Prestigo)	Mise en marché numérique	1 500
6206531 Canada inc. (Envision Management and Production)	Développement d'actifs / plateformes numériques	11 500
9045-1170 Québec inc. (Les Disques Stomp)	Développement d'actifs / plateformes numériques	7 000
9045-1170 Québec inc. (Les Disques Stomp)	Mise en marché numérique	7 500
9060-2822 Québec inc. (S7 Productions)	Mise en marché numérique	4 500
9155-7462 Québec inc. (Avanti Présente)	Développement d'actifs / plateformes numériques	9 000
9155-7462 Québec inc. (Avanti Présente)	Mise en marché numérique	4 000
9175-5298 Québec inc. (Disques Simone, Les)	Mise en marché numérique	7 500
9181-5142 Québec inc. (Slam Disques)	Développement d'actifs / plateformes numériques	8 500
9181-5142 Québec inc. (Slam Disques)	Mise en marché numérique	5 000
Agence Sphère inc.	Développement d'actifs / plateformes numériques	16 000
Agence Sphère inc.	Mise en marché numérique	13 500
Agence Station bleue inc., L'	Développement d'actifs / plateformes numériques	3 500
Ambiances Ambiguës inc.	Développement d'actifs / plateformes numériques	2 500
Ambiances Ambiguës inc.	Mise en marché numérique	2 000
Aréna des Canadiens inc., L'	Développement d'actifs / plateformes numériques	24 000
Aréna des Canadiens inc., L'	Mise en marché numérique	27 000
Authentique Productions inc.	Développement d'actifs / plateformes numériques	48 500
Authentique Productions inc.	Mise en marché numérique	2 500
Bonsound inc.	Développement d'actifs / plateformes numériques	23 500
Bonsound inc.	Mise en marché numérique	53 500
Boulev'art inc.	Développement d'actifs / plateformes numériques	7 500
Boulev'art inc.	Mise en marché numérique	3 500
Compagnie Larivée, Cabot, Champagne, La	Développement d'actifs / plateformes numériques	46 500
Compagnie Larivée, Cabot, Champagne, La	Mise en marché numérique	27 000

Coopérative de services artistiques "Les Faux-Monnayeurs"	Développement d'actifs / plateformes numériques	10 500
Coopérative de services artistiques "Les Faux-Monnayeurs"	Mise en marché numérique	4 500
Disques 7ième ciel inc.	Développement d'actifs / plateformes numériques	3 000
Disques 7ième ciel inc.	Mise en marché numérique	3 000
Disques Atma inc.	Développement d'actifs / plateformes numériques	22 000
Disques Atma inc.	Mise en marché numérique	8 500
Disques Audiogramme inc., Les	Développement d'actifs / plateformes numériques	58 000
Disques Audiogramme inc., Les	Mise en marché numérique	27 000
Disques Cité Secrète inc., Les	Développement d'actifs / plateformes numériques	11 000
Disques Cité Secrète inc., Les	Mise en marché numérique	9 500
Disques Dare to Care inc., Les	Développement d'actifs / plateformes numériques	61 000
Disques Dare to Care inc., Les	Mise en marché numérique	41 500
Disques Effendi inc.	Développement d'actifs / plateformes numériques	1 500
Disques Effendi inc.	Mise en marché numérique	4 500
Disques Indica inc., Les	Développement d'actifs / plateformes numériques	6 500
Disques Indica inc., Les	Mise en marché numérique	1 000
Disques Justin Time inc., Les	Développement d'actifs / plateformes numériques	13 000
Disques Justin Time inc., Les	Mise en marché numérique	5 500
Disques Passeport inc., Les	Développement d'actifs / plateformes numériques	6 000
Disques Passeport inc., Les	Mise en marché numérique	3 500
Distribution Ambiances magnétiques etcetera inc. (Dame)	Développement d'actifs / plateformes numériques	3 000
Distribution Ambiances magnétiques etcetera inc. (Dame)	Mise en marché numérique	2 000
Éditions Ad Litteram inc., Les	Développement d'actifs / plateformes numériques	19 000
Éditions Ad Litteram inc., Les	Mise en marché numérique	7 000
Entourage Spectacle inc.	Développement d'actifs / plateformes numériques	24 500
Entourage Spectacle inc.	Mise en marché numérique	7 000
Équipe Spectra inc., L'	Développement d'actifs / plateformes numériques	7 500
Équipe Spectra inc., L'	Mise en marché numérique	21 000
Gestion EDC inc.	Développement d'actifs / plateformes numériques	4 500
Gestion EDC inc.	Mise en marché numérique	4 500
Gestion François Léveillé inc.	Mise en marché numérique	4 000
Gestion Mo'fat inc.	Développement d'actifs / plateformes numériques	15 500

Gestion Mo'fat inc.	Mise en marché numérique	5 000
Gestion Son Image inc.	Développement d'actifs / plateformes numériques	11 000
Gestion Son Image inc.	Mise en marché numérique	11 500
Go Musique inc.	Développement d'actifs / plateformes numériques	3 500
Go Musique inc.	Mise en marché numérique	1 000
Groupe Analekta inc.	Développement d'actifs / plateformes numériques	63 500
Groupe Analekta inc.	Mise en marché numérique	34 000
Groupe Archambault inc.	Développement d'actifs / plateformes numériques	11 000
Groupe Archambault inc.	Mise en marché numérique	32 500
Groupe Phaneuf inc.	Développement d'actifs / plateformes numériques	44 000
Groupe Phaneuf inc.	Mise en marché numérique	11 500
L-A Be inc.	Développement d'actifs / plateformes numériques	4 000
L-A Be inc.	Mise en marché numérique	3 500
Management Encore inc.	Développement d'actifs / plateformes numériques	67 000
Management Encore inc.	Mise en marché numérique	3 500
Média Opak inc.	Développement d'actifs / plateformes numériques	5 500
MP3 Disques inc.	Développement d'actifs / plateformes numériques	9 500
Musique High Life inc.	Développement d'actifs / plateformes numériques	11 000
Musique High Life inc.	Mise en marché numérique	2 500
Paresse au travail inc., La (Meute Productions, La)	Mise en marché numérique	5 500
Pierre-Luc Durand Consultant inc.	Développement d'actifs / plateformes numériques	12 500
Pierre-Luc Durand Consultant inc.	Mise en marché numérique	4 000
Preste inc.	Développement d'actifs / plateformes numériques	14 500
Prodat inc.	Développement d'actifs / plateformes numériques	20 500
Prodat inc.	Mise en marché numérique	2 500
Productions Abuzive Muzik inc.	Développement d'actifs / plateformes numériques	500
Productions Abuzive Muzik inc.	Mise en marché numérique	2 000
Productions Benannah inc., Les	Développement d'actifs / plateformes numériques	42 000
Productions Benannah inc., Les	Mise en marché numérique	19 500
Productions de l'Onde inc.	Mise en marché numérique	12 500
Productions Folle avoine inc., Les	Développement d'actifs / plateformes numériques	14 000
Productions Folle avoine inc., Les	Mise en marché numérique	8 500

Productions Inty/Slamontréal inc., Les	Développement d'actifs / plateformes numériques	3 000
Productions Inty/Slamontréal inc., Les	Mise en marché numérique	500
Productions J inc.	Développement d'actifs / plateformes numériques	22 500
Productions Juste pour rire II inc., Les	Développement d'actifs / plateformes numériques	19 000
Productions Juste pour rire II inc., Les	Mise en marché numérique	57 500
Productions Micheline Sarrazin inc.	Développement d'actifs / plateformes numériques	2 500
Productions Micheline Sarrazin inc.	Mise en marché numérique	500
Productions Nisapa inc., Les	Développement d'actifs / plateformes numériques	7 000
Productions Nisapa inc., Les	Mise en marché numérique	1 000
Productions Serge Paré inc.	Développement d'actifs / plateformes numériques	9 500
Productions Serge Paré inc.	Mise en marché numérique	4 000
Productions Zéro inc., Les	Développement d'actifs / plateformes numériques	3 500
Productions Zéro inc., Les	Mise en marché numérique	3 500
Tandem.mu inc.	Développement d'actifs / plateformes numériques	17 500
Tandem.mu inc.	Mise en marché numérique	4 500
Vega Musique inc.	Développement d'actifs / plateformes numériques	4 500
Vega Musique inc.	Mise en marché numérique	3 500
	108	1 450 000

Programme de sensibilisation à la chanson et de diffusion pour le milieu collégial 2014-2015

Nature de l'aide : Subvention		
Nom de l'entreprise	Objet	$
9175-5298 Québec inc. (Disques Simone, Les)	Dany Placard (2012-2013)	2 425
9175-5298 Québec inc. (Disques Simone, Les)	Dany Placard (2014-2015)	920
9175-5298 Québec inc. (Disques Simone, Les)	David Marin (2013-2014)	2 640
9175-5298 Québec inc. (Disques Simone, Les)	David Marin (2014-2015)	7 462
9175-5298 Québec inc. (Disques Simone, Les)	Louis-Philippe Gingras (2014-2015)	552
9181-5142 Québec inc. (Slam Disques)	Crash ton Rock (2014-2015)	772
9e Vague inc.	Kevin Thompson (2013-2014)	1 062
9e Vague inc.	Mauves (2013-2014)	1 709
Agence MCMusique inc.	MC June (2013-2014)	589
Agence Rubisvaria inc.	Alexandre Désilets (2013-2014)	3 822
Agence Rubisvaria inc.	Alexandre Désilets (2014-2015)	1 462

Agence Rubisvaria inc.	Chloé Lacasse (2013-2014)	1 512
Agence Rubisvaria inc.	Guillaume Arsenault (2013-2014)	502
Agence Rubisvaria inc.	Marcie (2013-2014)	1 270
Agence Rubisvaria inc.	Mathieu Lippé (2013-2014)	2 130
Agence Rubisvaria inc.	Mathieu Lippé (2014-2015)	1 744
Agence Rubisvaria inc.	Wesli (2013-2014)	2 485
Agence Sphère inc.	Maxime Desbiens-Tremblay (2014-2015)	414
Ambiances Ambiguës inc.	Caféine (2014-2015)	1 494
Ambiances Ambiguës inc.	Chantal Archambault (2014-2015)	1 146
Ambiances Ambiguës inc.	Gazoline (2014-2015)	1 800
Bélanger, Gilles (Les Éditions de l'Anse-aux-Corbeaux)	Gilles Bélanger (2014-2015)	11 394
Bonsound inc.	Dead Obies (2014-2015)	3 963
Compagnie Larivée, Cabot, Champagne, La	3 Gars su'l sofa (2013-2014)	5 717
Compagnie Larivée, Cabot, Champagne, La	Tire le coyote (2014-2015)	997
Coopérative de services artistiques "Les Faux-Monnayeurs"	Klô Pelgag (2014-2015)	2 832
Disques 7ième ciel inc.	Dramatik (2014-2015)	1 347
Disques 7ième ciel inc.	Eman (2014-2015)	4 707
Disques 7ième ciel inc.	Koriass (2013-2014)	2 950
Disques 7ième ciel inc.	Koriass (2014-2015)	13 312
Disques 7ième ciel inc.	Manu Militari (2014-2015)	2 300
Disques 7ième ciel inc.	Samian (2014-2015)	1 964
Disques Audiogramme inc., Les	Alex Nevsky (2013-2014)	1 252
Disques Audiogramme inc., Les	David Giguère (2012-2013)	2 765
Disques Audiogramme inc., Les	David Giguère (2014-2015)	690
Disques Audiogramme inc., Les	Peter Peter (2012-2013)	2 471
Disques Audiogramme inc., Les	Philémon Cimon (2014-2015)	460
Disques Dare to Care inc., Les	Alaclair Ensemble (2013-2014)	2 300
Disques Dare to Care inc., Les	Canailles (2013-2014)	4 234
Disques Dare to Care inc., Les	Canailles (2014-2015)	5 851
Disques Dare to Care inc., Les	Cardinal (2013-2014)	632
Disques Dare to Care inc., Les	Catherine Leduc (2013-2014)	345
Disques Dare to Care inc., Les	Catherine Leduc (2014-2015)	1 912

Disques Dare to Care inc., Les	Fanny Bloom (2014-2015)	1 210
Disques Dare to Care inc., Les	Jacquemort (2013-2014)	1 110
Disques Dare to Care inc., Les	Jimmy Hunt (2013-2014)	4 490
Disques Dare to Care inc., Les	Jimmy Hunt (2014-2015)	3 468
Disques Dare to Care inc., Les	Les Appendices (2013-2014)	1 150
Disques Dare to Care inc., Les	Les frères Goyette (2013-2014)	1 500
Disques Dare to Care inc., Les	Les soeurs Boulay (2013-2014)	7 363
Disques Dare to Care inc., Les	Miracles (2014-2015)	368
Disques Dare to Care inc., Les	Panache (2013-2014)	575
Disques Mont-Royal inc., Les	Alaclair Ensemble (2014-2015)	1 232
Disques Nomade inc., Les	Les chercheurs d'or (2014-2015)	3 524
Disques Nomade inc., Les	Pépé et sa guitare (2014-2015)	3 370
Équipe Spectra inc., L'	Patrice Michaud (2013-2014)	13 350
Équipe Spectra inc., L'	Patrice Michaud (2014-2015)	3 340
Équipe Spectra inc., L'	Philippe Brach (2014-2015)	3 870
Fréchette, Josée (JoFresh)	Dominique Bouffard (2014-2015)	818
Fréchette, Josée (JoFresh)	Taktika (2013-2014)	2 051
Gestion François Léveillé inc.	Sarah Toussaint-Léveillé (2013-2014)	575
Groupe Gime inc.	King Melrose (2013-2014)	1 592
Johnson, Sonia (Les Productions Sonia Johnson)	Sonia Johnson (2014-2015)	2 809
Kay Productions Musique inc.	Les 8 Babins (2014-2015)	3 340
L-A Be inc.	Le Couleur (2014-2015)	368
L-A Be inc.	Mordicus (2014-2015)	2 067
L-A Be inc.	Violett Pi (2014-2015)	2 502
Lafleur, France (La Bonne Maison)	Raton loveur (2014-2015)	478
Mascolo, Raphaël (Filon d'Art Production)	Filon d'Art (2013-2014)	350
Mayotte, Carl	Triton Trio (2013-2014)	900
Olifant Musique inc.	Le Ménétrier - Philippe Gélinas (2014-2015)	1 840
Paresse au travail inc., La (Meute Productions, La)	Cargo Culte (2014-2015)	938
Preste inc.	Carotté (2014-2015)	506
Preste inc.	Cindy Bédard (2014-2015)	920
Preste inc.	Gazoline (2013-2014)	1 030
Preste inc.	Grenadine (2013-2014)	442

Preste inc.	Guillaume Beauregard (2014-2015)	1 232
Preste inc.	Jason Bajada (2013-2014)	3 939
Preste inc.	Jason Bajada (2014-2015)	970
Preste inc.	Keith Kouna (2013-2014)	1 880
Preste inc.	Loud Lary Ajust (2013-2014)	575
Preste inc.	Loud Lary Ajust (2014-2015)	8 311
Preste inc.	Sèxe illégal (2014-2015)	6 583
Preste inc.	Xavier Caféïne (2013-2014)	3 844
Productions 1 2 3 Go inc., Les	Ariel (2014-2015)	1 058
Productions 1 2 3 Go inc., Les	Cécile Doo-Kingué (2013-2014)	334
Productions 1 2 3 Go inc., Les	Propofol (2013-2014)	1 334
Productions 1 2 3 Go inc., Les	Propofol (2014-2015)	874
Productions 1 2 3 Go inc., Les	Sébastien Lacombe (2013-2014)	362
Productions Abuzive Muzik inc.	Bengee (2013-2014)	575
Productions Abuzive Muzik inc.	Bengee (2014-2015)	708
Productions Abuzive Muzik inc.	Karim Ouellet (2013-2014)	13 148
Productions Abuzive Muzik inc.	Marième (2014-2015)	1 093
Productions Abuzive Muzik inc.	Webster (2013-2014)	575
Productions Abuzive Muzik inc.	Webster (2014-2015)	552
Productions Bros inc., Les	Bombolessé (2014-2015)	568
Productions Bros inc., Les	Mononc'Serge (2013-2014)	960
Productions Bros inc., Les	Mononc'Serge (2014-2015)	1 336
Productions Inty/Slamontréal inc., Les	Ivy (2013-2014)	575
Productions Inty/Slamontréal inc., Les	Ivy (2014-2015)	724
Productions Micheline Sarrazin inc.	Nicolas Pellerin et les grands hurleurs (2014-2015)	6 579
Productions Pasa Musik inc., Les	Shauit (2014-2015)	1 256
Productions Pierre Hébert inc., Les	Dylan Perron & Élixir de Gumbo (2013-2014)	6 019
	103	251 717

Programme d'aide aux associations et aux regroupements nationaux 2014-2015

Nature de l'aide : Subvention

Nom de l'entreprise	Objet	$
Association de la musique indépendante du Québec (A.M.I.Q.)	9e édition - Gala de l'alternative musicale indépendant du Québec	20 000

Association des professionnels de l'édition musicale "APEM", L' (APEM)	Fonctionnement	30 000
Association des professionnels de l'industrie de l'humour	Fonctionnement et gala	50 000
Association québécoise de l'industrie du disque, du spectacle et de la vidéo (ADISQ) inc.	Fonctionnement	157 500
Association québécoise de l'industrie du disque, du spectacle et de la vidéo (ADISQ) inc.	Rencontres 2014. Rendez-vous de l'ADISQ	95 000
Institut de la statistique du Québec, L'	Contribution à l'Observatoire 2014-2015	17 900
Société Professionnelle des Auteurs et des Compositeurs Québécois	Fonctionnement	25 000
	7	395 400

Programme d'aide à la diffusion en variétés 2014-2015

Volet 1 : Aide aux événenements nationaux et internationaux

Nature de l'aide : Subvention

Nom de l'entreprise	Objet	$
Collectif 08 (Festival de musique émergente)	12e édition - 28 au 31 août 2014	50 000
Corporation du Mondial choral	10e édition - Mondial Loto-Québec de Laval - 20 au 30 juin 2014	30 000
Coup de coeur francophone	28e édition - 6 au 16 novembre 2014	75 000
Envol et Macadam	19e édition - 4 au 6 septembre 2014	15 000
Événements art, musique et culture de Saint-Donat	10e édition - 29 au 31 août 2014	5 000
F.I.P. le Festival international de percussions	13e édition - 6 au 13 juillet 2014	5 000
Festi Blues (Festiblues international de Montréal)	17e édition - 7 au 10 août 2014	25 000
Festival de jazz de Québec	8e édition -15 octobre au 2 novembre 2014	10 000
Festival de la chanson de Granby inc., Le	46e édition - 3 au 13 septembre 2014	125 000
Festival de la chanson de Saint-Ambroise	23e édition - 8 au 16 août 2014	13 000
Festival de la chanson de Tadoussac	31e édition - 12 au 15 juin 2014	50 000
Festival de la chanson et de l'humour le Tremplin de Dégelis	15e édition - 11 au 18 mai 2014	13 000
Festival d'été international de Québec inc.	47e édition - 3 au 13 juillet 2014	400 000
Festival international de jazz de Montréal inc., Le	35e édition - 27 juin au 6 juillet 2014	300 000
Festival international de musique pop Montréal	13e édition - 17 au 21 septembre 2014	35 000
Festival International du Rire (Festival Grand Rire)	15e édition - 11 au 22 juin 2014	85 000
Festival International du Rire (Festival Grand Rire)	Aide supplémentaire MCC	215 000
Festival Juste pour rire	32e édition - 12 au 26 juillet 2014	300 000
Festival Montréal en lumière inc.	16e édition - 19 février au 1er mars 2015	50 000
Festival musique et arts Osheaga	Osheaga - 31 juillet au 3 août 2014	15 000
Francofolies de Montréal inc., Les	26e édition - 12 au 22 juin 2014	245 000

Francouvertes, Les	19e édition - 16 février au 11 mai 2015	30 000
Meg : Le Montréal électronique groove inc., Le	16e édition - 24 juillet au 2 août 2014	35 000
Outaouais Rock	Amnesia Rockfest - 9e édition - 20 au 21 juin 2014	15 000
Productions de la Chanteaufête, Les	Édition 2014 - 12 au 16 août 2014	8 000
Société pour la promotion de la danse traditionnelle québécoise	22e édition - 8 au 11 mai 2014	12 000
Société pour l'avancement de la chanson d'expression française, La	21e édition - Concours Ma Première Place des Arts Week-ends de la chanson Québecor - saison 2014-2015	55 000
Terres en vues, société pour la diffusion de la culture autochtone	24e édition - du 29 juillet au 4 août 2014	20 000
	28	2 236 000

Volet 2 : Aide à la programmation d'un diffuseur

Nature de l'aide : Subvention

Nom de l'entreprise	Objet	$
Festival international de jazz de Montréal inc., Le	15e saison - Jazz à l'année - 1er octobre au 30 septembre 2015	40 000
Jazz Services	15e édition - Jazz en Rafale - mars 2015	5 000
Productions Dua (Théâtre Petit Champlain)	27e saison - 1er septembre 2014 au 31 août 2015	110 000
Vieux Clocher de Magog (1982) inc., Le	40e saison - 1er avril 2014 au 31 mars 2014	61 000
	4	216 000

Exportation et rayonnement culturel

Programme d'aide à l'exportation et au rayonnement culturel 2014-2015

Volet 1 : Sodexport - entreprise

Nature de l'aide : Subvention et/ou aide remboursable

Nom de l'entreprise	Objet	Aide remboursable	Subvention	Total $
175495 Canada inc. (Ciné-Fête)	Ciné-Fête - Développement de marchés international	40 000		40 000
9120-3158 Québec inc. (Michelle Beaudoin Cadeaux)	Développement de marchés: Canada et États-Unis	32 000	8 000	40 000
9146-4842 Québec inc. (Atelier de Batik)	Développement du marché: Indonésie	4 400	1 100	5 500
9161-3836 Québec inc. (Eve Gravel Design)	Participation à plusieurs salons	6 400	1 600	8 000
Collections Girardin inc.	Développement de marchés: États-Unis et Europe	16 000	4 000	20 000
Distribution de Film Eye Steel inc.	Eye Steel Film Distribution inc. - Développement des marchés 2015-2016	40 000		40 000
Filmoption Internationale inc.	Développement des marchés: international	100 000		100 000
Guérin, Kino	Participation à 7 salons à l'extérieur du Québec pour 2014-2015	16 000	4 000	20 000
Productions Folle avoine inc., Les	Développement des marchés: France, Canada et États-Unis	28 000	7 000	35 000
Séguin, Bénédite (Joaillerie L'amulette)	Mission exploratoire au Japon	7 200	1 800	9 000
	10	290 000	27 500	317 500

Volet 2 : Sodexport - projet

Volet 2.1 : Projet

Nature de l'aide : Subvention et/ou aide remboursable

Nom de l'entreprise ou du professionnel	Objet	Aide remboursable	Subvention	Total $
9166-0324 Québec inc. (Manifeste design)	Participation à l'American Made Show de Washington (15 au 20 janvier 2015)		1 000	1 000
Action-PME inc. (Éditions Blackburn Tétreault)	Mission d'exploration en Europe (France/Allemagne)		25 000	25 000
Agence d'artistes et de concerts Danielle Lefebvre inc.	Développement des marchés: international	8 000	2 000	10 000
Arbour, Caroline	Show Room à Paris * 18 au 25 juin 2014		1 500	1 500
Ariane Marois (Créations Ariane Marois)	Participation au Carrousel des métiers d'art et de création (Paris)		4 682	4 682
Association Folquébec inc.	Folquébec - Activités internationales 2014-2015		27 000	27 000
Atelier Libellule S.E.N.C.	1re participation au salon One of a Kind (Toronto)		500	500
Barreau-Fein, Yvonne (Créations Ennovy Design Textile 3 D)	1re participation à One of a Kind (Toronto)		500	500
Cain-Rossow, Elisa (Elisa C-Rossow)	Participation au salon INLAND (Toronto) Septembre 2014		500	500
Catherine Labonté Cat, designer verrier inc.	Activité de commercialisation aux États-Unis		500	500

Coopérative de services artistiques "Les Faux-Monnayeurs"	Outils promotionnels, traduction et frais de consultation pour le marché chinois		4 278	4 278
Couture, Myrelle (Myrelle)	1re participation au Circle Craft (Vancouver) et au Art Market (Calgary)		1 000	1 000
Désilets, Gisèle	1re participation au salon One of a Kind de Toronto - printemps 2015		500	500
Éditions Midi Trente inc.	Mission d'exploration en Europe Francophone		1 554	1 554
Envol et Macadam	Démacharge en France et au Royaume-Uni		2 000	2 000
Envol et Macadam	Démarchage en Asie		1 500	1 500
Gestion François Léveillé inc.	Prix diffuseurs européens SODEC / RIDEAU 2014 Sarah Toussaint-Léveillée		10 000	10 000
Lemieux-Bérubé, Louise	Visite de l'atelier numérique de l'École de Boulle à Paris (5 au 10 février 2015)		1 362	1 362
M Pour Montréal	M sur la route (2014-2015)		4 000	4 000
M Pour Montréal	MaMA Paris 2014		10 000	10 000
Marguerite, Stéphane (Wallaby Boomerangs)	Participation au salon professionnel By Hand à Toronto (25 au 28 janvier 2015)		500	500
Matièrenoiredesign inc. (Matière noire)	Mission commerciale à Moda Manhattan (New-York)		1 000	1 000
Meg : Le Montréal électronique groove inc., Le	Participation à des festivals en Inde, en Chine et en France - Démarchage		3 500	3 500
Productions Abuzive Muzik inc.	Sortie de l'album de Klô Pelgag en France		10 000	10 000
Pulitano, Diego	Participation au salon CIRCLE CRAFT (Vancouver)		1 000	1 000
Robson, Jaimie (Atelier Make)	Participation au salon One of a Kind (27 novembre au 7 décembre 2014)		500	500
Roussin, Pascale (Prune textile)	1re participation au Salon One of a Kind de Toronto (Printemps)		500	500
Société du réseau Économusée (SRÉ)	Croissance internationale du réseau 2015-2018		15 000	15 000
Société pour l'avancement de la chanson d'expression française, La	Du haut des airs - Tournée en Europe 2014		4 000	4 000
	29	8 000	135 376	143 376

Volet 2.2 : Soutien à la tournée de spectacles de variétés hors Québec

Nature de l'aide : Subvention

Nom de l'entreprise	Objet	$
6206531 Canada inc. (Envision Management and Production)	Colin Stetson - Tournée aux États-Unis * 14 au 24 avril 2014	3 700
6206531 Canada inc. (Envision Management and Production)	Colin Stetson - Tournée en Europe * 13 au 26 juillet 2014	5 000
6206531 Canada inc. (Envision Management and Production)	Elephant Stone - Tournée aux États-Unis * 8 au 13 septembre 2014	5 500
6206531 Canada inc. (Envision Management and Production)	Elephant Stone - Tournée en Europe * 22 septembre au 12 octobre 2014	14 500
6206531 Canada inc. (Envision Management and Production)	Elephant Stone - Tournée en Europe * 4 au 22 juin 2014	14 000
6206531 Canada inc. (Envision Management and Production)	Esmerine - Tournée en Europe * 5 au 14 juin 2014	8 000

6206531 Canada inc. (Envision Management and Production)	Jerusalem In My Heart - Tournée en Europe * 12 octobre au 1er novembre 2014	6 500
6206531 Canada inc. (Envision Management and Production)	Kid Koala - Tournée aux États-Unis * 1er au 20 juillet 2014	5 000
6206531 Canada inc. (Envision Management and Production)	Kid Koala - Tournée aux États-Unis * 23 avril au 2 mai 2014	3 000
6206531 Canada inc. (Envision Management and Production)	Kid Koala - Tournée en Europe * 17 au 30 août 2014	17 000
6206531 Canada inc. (Envision Management and Production)	Majical Cloudz - Tournée au Canada et aux États-Unis * 11 au 26 juillet 2014	6 000
6206531 Canada inc. (Envision Management and Production)	Majical Cloudz - Tournée au Canada et aux États-Unis * 5 septembre au 10 octobre 2014	18 000
6206531 Canada inc. (Envision Management and Production)	Michael Feuerstack - Tournée au Canada * 4 au 13 septembre 2014	2 000
6206531 Canada inc. (Envision Management and Production)	Tim Hecker - Tournée en Europe * 18 au 26 septembre 2014	3 750
6206531 Canada inc. (Envision Management and Production)	Tim Hecker - Tournée en Europe * 1er au 14 avril 2014	4 500
6276091 Canada inc. (Danagement)	Besnard Lakes, The - Tournée en Europe * 17 septembre au 5 octobre 2014	20 000
6276091 Canada inc. (Danagement)	Braids - Tournée en Amérique du Nord * 2 au 21 mai 2014	9 000
6276091 Canada inc. (Danagement)	Socalled - Tournée en Europe * 13 au 16 août 2014	18 500
6276091 Canada inc. (Danagement)	Suuns - Tournée aux États-Unis * 11 au 19 mai 2014	7 000
6276091 Canada inc. (Danagement)	Suuns - Tournée en Europe * 23 au 30 novembre 2014	9 000
6276091 Canada inc. (Danagement)	Suuns - Tournée en Europe * 26 septembre au 11 octobre 2014	15 000
6276091 Canada inc. (Danagement)	Suuns - Tournée en Europe * 29 mai au 14 juin 2014	17 000
6276091 Canada inc. (Danagement)	The Besnard Lakes - Tournée en Amérique du Nord * 15 au 29 novembre 2014	15 000
6276091 Canada inc. (Danagement)	Yamantaka / Sonic Titan - Tournée en Europe * 22 mai au 7 juin 2014	10 000
6276091 Canada inc. (Danagement)	Yamantaka/Sonic Titan - Tournée aux États-Unis * 24 avril au 10 mai 2014	9 000
9013-9700 Québec inc. (La Prûche libre)	Yves Lambert TRIO - Tournée en Europe * 4 au 14 juin 2014	9 500
9038-4074 Québec inc. (Constellation)	Ought - Tournée au Canada et aux États-Unis * 19 septembre au 19 octobre 2014	12 000
9038-4074 Québec inc. (Constellation)	Ought - Tournée en Amérique du Nord * 29 juin au 2 août 2014	11 000
9038-4074 Québec inc. (Constellation)	Ought - Tournée en Europe * 29 octobre au 21 novembre 2014	12 000
9038-4074 Québec inc. (Constellation)	Ought - Tournée en Europe * 8 au 16 août 2014	9 000
9038-4074 Québec inc. (Constellation)	Silver Mt Zion - Tournée en Amérique du Nord * 6 avril au 10 mai 2014	22 000
9045-1170 Québec inc. (Les Disques Stomp)	Planet Smashers, The - Tournée au Canada * 10 au 17 avril 2014	9 000
9175-5298 Québec inc. (Disques Simone, Les)	Dear Criminals - Tournée en France * 24 octobre au 5 novembre 2014	5 500
9181-5142 Québec inc. (Slam Disques)	Noé Talbot - Tournée en Europe francophone * 21 mai au 14 juin 2014	2 000

9e Vague inc.	Damien Robitaille - Tournée au Canada * 29 octobre au 16 novembre 2014	8 000
Agence Rubisvaria inc.	Marcie - Tournée en Europe * 2 au 4 avril et du 11 au 13 juin 2014	8 500
Agence Rubisvaria inc.	Marcie - Tournée en France * 28 septembre au 11 octobre 2014	4 000
Agence Rubisvaria inc.	Misteur Valaire - Tournée en France * 16 au 30 août 2014	13 000
Agence Rubisvaria inc.	Misteur Valaire - Tournée en France et en Suisse * 11 au 29 avril 2014	16 000
Ambiances Ambiguës inc.	Caféïne - Tournée en Australie * 3 au 13 juillet 2014	11 500
Ambiances Ambiguës inc.	Keith Kouna - Tournée en Europe francophone * 21 octobre au 22 novembre 2014	10 500
Ambiances Ambiguës inc.	Keith Kouna - Tournée en France * 10 au 27 juillet 2014	15 000
Bonsound inc.	Lisa Leblanc - Tournée dans l'Ouest canadien * 26 novembre au 11 décembre 2014	13 500
Bonsound inc.	Lisa LeBlanc - Tournée en Europe * 17 juillet au 2 août 2014	10 000
Bonsound inc.	Lisa LeBlanc - Tournée en Europe * 3 au 24 avril 2014	18 500
Bonsound inc.	Lisa Leblanc - Tournée en Ontario * 13 au 15 novembre 2014 et du 1er au 4 avril 2015	6 000
Bonsound inc.	Monogrenade - Tournée en France * 3 au 15 novembre 2014	13 000
Compagnie Larivée, Cabot, Champagne, La	Robert Charlebois - Tournée en France * 4 au 12 octobre 2014	19 000
Coopérative de services artistiques "Les Faux-Monnayeurs"	Klô Pelgag - Tournée en Europe * 14 septembre au 4 octobre 2014	20 000
Coopérative de services artistiques "Les Faux-Monnayeurs"	Klô Pelgag - Tournée en Europe francophone * 9 au 26 juillet 2014	16 500
Coopérative de services artistiques "Les Faux-Monnayeurs"	Klô Pelgag - Tournée en France et en Suisse * 17 au 27 avril et du 8 au 10 juin 2014	12 000
Coopérative de services artistiques "Les Faux-Monnayeurs"	Nomadic Massive - Tournée dans l'Ouest canadien * 21 au 27 juin 2014	12 500
Coopérative de services artistiques "Les Faux-Monnayeurs"	Sagapool - Tournée en Chine * 18 au 24 octobre 2014	9 500
Coopérative de services artistiques "Les Faux-Monnayeurs"	Tireux de d'Roches, Les - Tournée en Chine * 18 au 24 octobre 2014	9 500
Coopérative de services artistiques "Les Faux-Monnayeurs"	Tireux d'Roches, Les - Tournée au Canada * 11 au 20 juillet 2014	9 000
Coopérative de services artistiques "Les Faux-Monnayeurs"	Tireux d'Roches, Les - Tournée en Europe * 15 mai au 14 juin 2014	18 000
Disques 7ième ciel inc.	Samian - Tournée en Suisse * 10 au 13 juin 2014	7 500
Disques Audiogramme inc., Les	Peter Peter - Tournée en France et en Belgique * 3 octobre au 15 novembre 2014	11 000
Disques Dare to Care inc., Les	Bernard Adamus - Tournée aux États-Unis * 26 au 28 avril 2014	5 500
Disques Dare to Care inc., Les	Bernard Adamus - Tournée en France * 28 juin au 27 juillet 2014	20 000
Disques Dare to Care inc., Les	Bernard Adamus - Tournée en France et en Suisse * 14 au 22 novembre 2014	11 000
Disques Dare to Care inc., Les	Canailles - Tournée en France * 8 au 16 août 2014	15 000

Disques Dare to Care inc., Les	Kandle - Tournée au Canada * 5 au 13 septembre 2014	8 000
Disques Dare to Care inc., Les	Kandle - Tournée en France et en Suisse * 21 mars au 1er avril 2014	11 000
Disques Dare to Care inc., Les	Sœurs Boulay, Les - Tournée au Yukon et au Nouveau-Brunswick * 18 au 20 juillet et du 10 au 12 août 2014	6 000
Disques Dare to Care inc., Les	Sœurs Boulay,Les - Tournée en France et en Suisse * 2 au 8 juin 2014	7 500
Disques Effendi inc.	Jérôme Beaulieu Trio - Tournée au Canada * 22 juin au 7 juillet 2014	6 000
Disques Indica inc., Les	Franklin Electric, The - Tournée au Canada * 30 mai au 8 juin 2014	7 000
Disques Indica inc., Les	Half Moon Run - Tournée au Canada * 3 au 24 mai 2014	22 000
Disques Indica inc., Les	Loodies, The - Tournée en Allemagne et en Suisse * 13 au 30 mai 2014	11 500
Disques Indica inc., Les	The Franklin Electric - Tournée en France et en Allemagne * 21 au 25 octobre 2014	6 000
Disques Indica inc., Les	Your Favorite Enemies - Tournée en Chine * 17 avril au 1er mai 2014	21 500
Disques Mont-Royal inc., Les	Duchess Says - Tournée en Europe * 21 mai au 8 juin 2014	14 500
Disques Mont-Royal inc., Les	Heat - Tournée aux États-Unis * 24 au 26 juillet et du 24 au 25 octobre 2014	2 000
Disques Mont-Royal inc., Les	Hollerado - Tournée en Europe * 28 avril au 7 mai 2014	7 000
Disques Mont-Royal inc., Les	Solids - Tournée au Canada * 9 au 11 avril et du 12 au 15 juin 2014	4 000
Disques Mont-Royal inc., Les	Solids - Tournée au Canada et aux États-Unis * 11 juin au 5 juillet 2014	8 000
Disques Mont-Royal inc., Les	Solids - Tournée en Europe * 30 avril au 25 mai 2014	14 000
Disques Mont-Royal inc., Les	Solids - Tournée en Ontario * 20 au 27 septembre 2014	3 500
Disques Mont-Royal inc., Les	Sonic Avenues - Tournée aux États-Unis * 1er au 3 mai et du 2 au 5 juillet 2014	3 000
Disques Mont-Royal inc., Les	Sonic Avenues - Tournée en Europe * 6 au 31 mai 2014	10 000
Disques Nomade inc., Les	Les Chercheurs d'or - Tournée en Suisse * 30 mai au 8 juin 2014	8 500
Éditions Ad Litteram inc., Les	Moran - Tournée en France *11 au 16 juillet 2014	4 500
Équipe Spectra inc., L'	Jordan Officer - Tournée en France * 2 au 11 octobre 2014	7 000
Équipe Spectra inc., L'	Patrice Michaud - Tournée en France et en Belgique * 12 au 21 juillet 2014	6 300
Gestion François Léveillé inc.	Sarah Toussaint-Léveillé - Tournée en Europe * 7 au 23 mars 2015	10 000
Go Musique inc.	Bodh'aktan - Tournée en Europe * 2 au 7 juillet 2014	10 000
Groupe Analekta inc.	Angèle Dubeau & La Pièta - Tournée au Canada * 14 au 19 octobre 2014	13 500
Opak Productions inc.	Barr Brothers, The - Tournée en Europe * 16 au 23 juillet 2014	12 000
Opak Productions inc.	Barr Brothers, The - Tournée en Europe * 29 août au 5 septembre 2014	10 000
Opak Productions inc.	Leif Vollebekk - Tournée en Amérique du Nord * 23 mai au 15 juin 2014	6 000

Opak Productions inc.	Leif Vollebekk - Tournée en Amérique du Nord * 6 au 20 septembre 2014	5 000
Opak Productions inc.	Mozart's Sister - Tournée en Amérique du Nord * 5 au 13 septembre 2014	3 500
Opak Productions inc.	The Barr Brothers - Tournée en Europe * 14 au 31 octobre 2014	17 000
Opak Productions inc.	Thus Owls - Tournée aux États-Unis * 16 au 28 juillet 2014	5 000
Opak Productions inc.	Thus Owls - Tournée en Amérique du Nord * 4 au 10 septembre 2014	2 300
Opak Productions inc.	Thus Owls - Tournée en Europe * 28 novembre au 20 décembre 2014	20 000
Opak Productions inc.	Thus Owls - Tournée en Europe * 5 au 12 mai 2014	3 500
Opak Productions inc.	Timber Timbre - Tournée en Amérique du Nord * 3 au 16 juin 2014	12 000
Opak Productions inc.	Timber Timbre - Tournée en Europe * 13 octobre au 8 novembre 2014	13 000
Opak Productions inc.	Timber Timbre - Tournée en Europe * 2 au 13 juillet 2014	14 000
Opak Productions inc.	Timber Timbre - Tournée en Europe * 3 au 17 avril 2014	9 000
Preste inc.	Caracol - Tournée en Allemagne * 2 au 9 juillet 2014	6 000
Preste inc.	Caracol - Tournée en Europe * 3 au 19 mai 2014	10 000
Preste inc.	Grimskunk - Tournée en Europe * 9 au 19 avril 2014	9 500
Preste inc.	Steve Hill - Tournée au Canada * 16 octobre au 8 novembre 2014	7 500
Preste inc.	Sunny Duval - Tournée en Suisse * 24 au 28 juin 2014	3 500
Preste inc.	Your Favorite Enemies - Tournée en Europe * 3 au 24 novembre 2014	17 000
Prodat inc.	Alexandre Poulin - Tournée en Europe francophone * 5 au 14 juin 2014	2 500
Prodat inc.	Alexandre Poulin - Tournée en France * 7 au 17 octobre 2014	4 700
Productions Abuzive Muzik inc.	Dance Laury Dance - Tournée en Europe * 6 au 23 novembre 2014	12 000
Productions Abuzive Muzik inc.	Get the Shot - Tournée en Europe * 11 au 25 octobre 2014	10 000
Productions Abuzive Muzik inc.	Get the Shot - Tournée en Europe * 30 avril au 17 mai 2014	10 000
Productions Abuzive Muzik inc.	Karim Ouellet - Tournée en France * 2 au 7 juin 2014	9 000
Productions Abuzive Muzik inc.	Karim Ouellet - Tournée en France * 5 au 26 avril 2014	12 500
Productions Abuzive Muzik inc.	Mute - Tournée au Mexique * 18 au 27 avril 2014	7 000
Productions Abuzive Muzik inc.	Mute - Tournée en Amérique du Sud * 12 au 21 septembre 2014	9 000
Productions de l'Onde inc.	Bon Débarras - Tournée au Canada * 4 au 9 octobre 2014	5 000
Productions de l'Onde inc.	Bon Débarras - Tournée aux États-Unis * 20 au 24 août 2014	3 400
Productions de l'Onde inc.	Bon Débarras - Tournée en Europe * 31 octobre au 28 novembre 2014	21 000
Productions Juste pour rire II inc., Les	Comedy Majik Cho - Tournée en France * 23 septembre 2014 au 29 janvier 2015	25 000

Productions Juste pour rire II inc., Les	Stéphane Rousseau - Tournée en France * 25 mars au 26 avril 2014	9 000
Productions Pacifique Barrette inc., Les	Pierre Lapointe - Tournée en France et en Belgique * 27 septembre au 23 octobre 2014	10 000
Productions Pacifique Barrette inc., Les	Salomé Leclerc - Tournée en France et en Belgique * 10 au 19 octobre 2014	6 000
Productions Serge Paré inc.	Bruit court dans la ville, Le - Tournée en France * 15 au 24 août 2014	4 500
Productions Serge Paré inc.	De temps Antan - Tournée au Canada * 1er au 9 août 2014	7 500
Productions Serge Paré inc.	De Temps Antan - Tournée au Royaume-Uni * 24 octobre au 1er novembre 2014	8 000
Productions Serge Paré inc.	De Temps Antan - Tournée en Europe * 12 au 19 septembre 2014	6 500
Productions Serge Paré inc.	De Temps Antan - Tournée en Europe * 27 mars au 6 avril 2014	9 500
Productions Serge Paré inc.	De Temps Antan - Tournée en France et en Belgique * 6 au 18 juillet 2014	4 500
Productions Serge Paré inc.	Maz - Tournée au Canada * 1 au 7 août 2014	6 000
Productions Serge Paré inc.	Vent du Nord, Le - Tournée * 4 au 6 juillet et du 15 au 17 août 2014	6 500
Productions Serge Paré inc.	Vent du Nord, Le - Tournée au Royaume-Uni * 11 au 21 juin 2014	10 000
Productions Serge Paré inc.	Vent du Nord, Le - Tournée en Europe * 3 au 9 août 2014	7 500
Tandem.mu inc.	Lost Fingers, The - Tournée en France * 6 juin au 5 juillet 2014	16 000
	135	1 342 150

Volet 2.3 : Achats de droits hors Québec

Nature de l'aide : Aide remboursable		
Nom de l'entreprise	Objet	$
Lux Éditeur S.A.	This Changes Everything	7 000
	1	7 000

Volet 3 : Présence collective dans les marchés et foires et autres activités de rayonnement culturel

Volet 3.1 : Présence collective

Nature de l'aide : Subvention		
Nom de l'entreprise	Objet	$
Association des libraires du Québec	Participation aux Rencontres nationales de la librairie de Lille	7 000
Association nationale des éditeurs de livres	Foire du livre de Bruxelles 2015 - Québec à l'honneur	40 600
Association nationale des éditeurs de livres	Protocole 2014-2015	555 000
SODEC	Festival du court métrage de Clermont Ferrand 2015	7 876
SODEC	Festival et marché international du film de Cannes 2014	120 901

SODEC	Foire du livre de Bruxelles (activités et promotions)	3 894
SODEC	Insertion publicitaire (Pully/Lavaux à l'heure du Québec)	1 223
SODEC	Kidscreen Summit 2015	13 906
SODEC	Marché international du film d'animation d'Annecy 2014	12 773
SODEC	MIPCOM 2014	140 030
SODEC	MIPTV 2014	128 486
SODEC	Sunny Side of the Doc 2014	141
	12	1 031 830

Volet 3.2 : Rayonnement culturel

Nature de l'aide : Subvention		
Nom de l'entreprise ou du professionnel	Objet	$
1976 Productions inc.	Trans Atlantic Partners 2014	1 500
80799 Canada ltée (Option art)	Participation à SOFA Chicago (Novembre 2014)	20 000
8705399 Canada inc. (EMAfilms inc.)	Turbo Kid - Festival du film de Sundance 2015	8 000
8705399 Canada inc. (EMAfilms inc.)	Turbo Kid à SXSW Texas 2015	750
9219-3010 Québec inc. (La Maison de Prod)	Noriginals: The Art of Uncreativity - Doc/Fest Sheffield 2014	1 500
9219-3010 Québec inc. (La Maison de Prod)	Noriginals: The Art of Uncreativity - Pixel Market 2014	1 953
9251-5980 Québec inc. (Metafilms)	Félix et Meira - Festival International de films de San Sebastian 2014	5 000
9266-7138 Québec inc. (Alt Collection Films)	Mi nina mi vida - AFI Film Fest 2014	600
9286-4883 Québec inc. (L'Embuscade Films)	Transatlantique - Festival de Rotterdam 2015	1 387
Académie canadienne du cinéma et de la télévision (section Québec) inc.	Prix Écrans canadiens 2015	10 000
Alchimies, créations et cultures (Festival du monde arabe)	15e Édition du Festival du Monde Arabe de Montréal 2014 et Orientalys	14 000
Art Mûr (Galerie Art Mûr)	Participation de la galerie Art Mûr à la Biennale de Venise (édition 2015)	7 000
Association nationale des éditeurs de livres	1re édition de Rendez-vous - programme de Fellowship de Québec Édition	9 000
Association nationale des éditeurs de livres	2e édition de Rendez-vous - Programme de Fellowship de Québec Édition	13 500
Association nationale des éditeurs de livres	Participation de Québec Édition au Salon du livre de la jeunesse Seine-St-Denis 2014	26 751
Association nationale des éditeurs de livres	Présence d'auteurs à la la Foire International du livre de Guadalajara 2014 (FIL)	2 026
Association nationale des éditeurs de livres	Projet - Invité d'honneur - Participation à la Foire du livre de Francfort 2017	5 000
Association nationale des éditeurs de livres	Renforcement des stratégies commerciales à l'exportation de produits finis	20 000

Ball-Thibert, Ara	Le Pédophile - South by Soutwest 2015	650
Ball-Thibert, Ara	L'Ouragan F.Y.T. - Fantastic Fest à Austin Texas	557
Beaudry, Jean	La gang des hors-la-loi - La Matatena	920
Boîte à Fanny inc., La	Toutes des connes - Telluride Film Festival 2014	1 300
Caissy, Jean-François	La marche à suivre - Festival international du film de La Rochelle 2014	1 290
Caravane films Productions	Accueil de programmateurs et acheteurs de l'international	12 000
CarpeDiem Film & TV inc.	La légende de Sarial - Mon premier festival 2014	1 500
Chokri, Monia	Quelqu'un d'extraordinaire - IndieLisboa 2014	482
Cinéma Turbid inc.	The Forbidden Room - Festival de Berlin 2015	4 000
Cinéma Turbid inc.	The Forbidden Room - Festival de Sundance 2015	5 000
Collectif 08 (Festival de musique émergente)	Accueil de professionnels étrangers - 12e édition du Festival de musique émergente (2014-2015)	12 000
Colonelle Films inc.	La coupe - American Film Institute Festival 2014	525
Conseil des métiers d'art du Québec	13e édition de l'exposition: Les Traversiers des arts / Brouage 2014	3 500
Conseil des métiers d'art du Québec	Mission à Paris	1 500
Coop Vidéo de Montréal	Une jeune fille - Festival international du film de La Rochelle	1 356
Coup de coeur francophone	Volet international 2014-2015	17 000
D.-Pomerleau, Maxime	Prends-moi - Festival de Sundance 2015	2 000
Desjardins Paquette, Joëlle	Sans dehors ni dedans - Festival international de courts métrages de Dresden 2014	1 200
Disques Effendi inc.	Stand collectif Québec Jazz au Jazzahead 2015	4 500
Distribution Funfilm inc.	Chorus - Festival de Berlin 2015	7 000
Distribution Funfilm inc.	Chorus - Festival de Sundance 2015	8 000
Distributrice de films, La	Nan Lakou Kanaval – Festival du film de Tampere 2015	1 620
Dufresne, David	Fort McMoney - Festival du film de Milan	1 027
Éditions Alire inc., Les	Participation au festival de science-fiction Les Utopiales (Nantes) * 29 octobre au 3 novembre 2014	3 738
Entreprises Ronald Gilbert inc.	Every Thing Will Be Fine - Festival de Berlin 2015	1 600
Esperamos inc.	Le profil Amina - Festival de Sundance 2015	7 000
Festival de la chanson de Granby inc., Le	46e édition du Festival international de la chanson de Granby 2014	12 000
Festival du nouveau cinéma de Montréal	Accueil de diffuseurs et programmateurs internationaux	10 000
Festival Fantasia	Rendez-vous de l'industrie Fantasia - Frontières 2014	40 000

Festival international de musique pop Montréal	Accueil de professionnels étrangers invités dans le cadre de la 13e édition du festival	7 000
Festival international de musique pop Montréal	SXSW - Soutien technique et activités de réseautage Planète Québec	3 500
Festival international de musique pop Montréal	SXSW - Vitrines Pop Montréal	9 500
Festival Montréal Mundial	4e édition du Mundial Montréal 2014 - Accueil délégués internationaux	25 000
Films By-Pass inc., Les	Prends-moi - Festival Clermont-Ferrand 2015	1 150
Films de l'Autre, Les	Rétrospective des Films de l'Autre 2014-2015	1 000
Films Séville inc., Les	Le journal d'un vieil homme - Festival de Berlin 2015	3 750
Films Séville inc., Les	Mommy - Cannes 2014	20 000
Films Séville inc., Les	Mommy - Oscars 2015 (phase 1)	25 000
Films Séville inc., Les	Tu dors Nicole - Quinzaine des réalisateurs 2014 (Cannes)	11 632
Fondation Québec cinéma	Rendez-vous du cinéma - volet international 2015	23 000
Fondation Québec cinéma	Tournée canadienne du cinéma québécois 2014-2015	12 000
Francofolies de Montréal inc., Les	4e édition des Rendez-vous Pros des Francos 2014	10 000
Giroux, Maxime	Felix et Meira - Festival de Palm Springs 2015	800
Giroux, Maxime	Felix et Meira - Festival international de Miami 2015	500
Godin, Olivier	Full love - Festival international de courts métrages de Dresden 2014	1 230
Groupe Analekta inc.	Rencontre Classical next à Vienne (14 au 17 mai 2014)	4 000
Guyomarc'h, Noël (Galerie Noël Guyomarc'h, Bijoux D'art)	Participation à SOFA-Chicago 2015	15 000
Institut de la statistique du Québec, L'	Contribution à l'Observatoire 2014-2015 - Disque et spectacle de variétés (SODEXPORT)	1 000
Institut de la statistique du Québec, L'	Contribution à l'Observatoire 2014-2015 - Livre et édition spécialisée (SODEXPORT)	1 600
Institut de la statistique du Québec, L'	Contribution à l'Observatoire 2014-2015 - Métiers d'art (SODEXPORT)	400
Institut de la statistique du Québec, L'	Contribution à l'observatoire de la culture 2014 - Sodexport cinéma	600
Item 7 inc.	Meetings with a young poet - Festival international du film de Sao Paulo	1 600
Lesage, Jean-François	Conte du Mile End - Vision du Réel 2014	1 055
Lévesque, Nicolas	In guns we trust - Festival du film de Tribeca (New-York)	700
Librairie du Québec inc.	20e anniversaire de la Librairie du Québec à Paris et à Montréal - mai et septembre 2015	15 000
Librairie du Québec inc.	Participation au Rendez-vous de L'Histoire de Blois 2014	4 267
Librairie du Québec inc.	Protocole 2013-2015 (2e année)	50 000
M Pour Montréal	M pour Montréal 2014 (9e édition) - Accueil délégués internationaux	35 000

M Pour Montréal	SXSW - soutien technique et activité de réseautage Planète Québec	3 500
M Pour Montréal	SXSW - Vitrines M pour Montréal	15 000
Max Films Média inc.	Corbo - Festival de Berlin 2015	7 630
MC2 Communication Média inc.	Avortement en ligne au Docs DF (Mexico) 2014	800
Meg : Le Montréal électronique groove inc., Le	Accueil de professionnels internationaux (Osheaga Meg Pros 2014)	7 000
Metafilms inc.	Mommy - Telluride Film Festival 2014	2 700
Microclimat Films inc.	Embargo - Festival de Berlin 2015	1 500
MJSTP Films inc.	Jutra - Quinzaine des réalisateurs à Cannes 2014	2 200
Némésis Films inc.	Masse Mystique - Vision du Réel 2014	1 085
Oeil Métal Film inc.	CHAMELEON - IDFA 2014	3 500
Oeil Métal Film inc.	Juanicas - Festival internantional de cinéma de Guadalajara 2015	1 000
On est 10, Coop de solidarité	Fonki Wolrd - Festival Tous Écrans 2014	822
Ouichou, Hany	Talent Campus - Festival de Berlin 2015	1 140
Pilote, Sébastien	Le démantèlement - Trophées Francophones du Cinéma 2014	1 804
Productions Catbird inc., Les	Missing Persona - When East Meets West Trieste 2015	921
Productions Festives	Petit frère - Semaine de la critique à Cannes 2014	2 700
Productions Figure 55 inc.	Harmonielehre - FullDome Festival 2014 à Jena (Allemagne)	1 440
Productions Phi Cochemare inc.	Cochemare - Festival international de courts métrages de Palm Springs 2014	965
Rankin, Matthew	Mynarski, chûte mortelle - Festival de Sundance 2015	3 900
Rapisarda, Simone	La creazione di significato (La création du sens) - Festival du film de Locarno 2014	2 500
Rencontres internationales du documentaire de Montréal	Doc Circuit Montréal 2014	12 000
Roy, Jean-Marc E.	Nevermind - Festival International de court métrage de Sao Paulo	1 650
Roy, Jean-Marc E.	Nevermind - Festival international du court-métrage de Winterthur	1 320
Salon du livre de Rimouski, Le	Jumelage avec le Salon du livre maritime de Concarneau 2014	5 000
Salon international du livre de Québec	Accueil délégation d'éditeurs et d'auteurs de la Côte-d'Ivoire	20 000
Société pour la promotion de la danse traditionnelle québécoise	Festival la Grande Rencontre 2014	4 000
SODEC	3e édition de Perspective Canada Tokyo 2014	1 000
SODEC	Accueil protocolaire	1 300
SODEC	Atelier Grand Nord - suivi à Namur 2014	4 322
SODEC	Atelier Grand Nord 2015	21 476

SODEC	Banff World Media Festival 2014	18 120
SODEC	Berlinale Film Festival 2015 - European Film Market	2 837
SODEC	Bogota Audiovisual Market (BAM) - Bogota 2014	3 746
SODEC	Cartoon Connection 2014	20 000
SODEC	Cinéma du Québec à Cannes	3 171
SODEC	Cinéma du Québec à Paris 2014	263 731
SODEC	Cinéma québécois en Italie 2014-2015	3 000
SODEC	Cinéma québécois en Italie 2015	3 922
SODEC	Communications et matériel promotionnel - MIDEM 2015	1 760
SODEC	Compilation court métrage	4 500
SODEC	Compilation courts métrages 2014 (suite)	6 000
SODEC	COPRO 16	1 500
SODEC	Expéditions dans divers festivals - Europe	413
SODEC	Expéditions dans divers festivals - Montréal	627
SODEC	Festival du film francophone d'Angoulême 2014	1 500
SODEC	Festival internatioanl du film d'Aubagne 2015	949
SODEC	Festival international de cinema de Guadalajara 2015	704
SODEC	Festival international de Hambourg 2014	1 137
SODEC	Festival international du film de Baja 2014 - Marché de coproduction	120
SODEC	Festival international du film de Toronto 2014	5 454
SODEC	Festival international du film francophone de Namur 2014	6 835
SODEC	Festival Off Courts Trouville 2014	8 200
SODEC	Festival Séries Mania 2014	1 945
SODEC	Focus Micheline Lanctôt à Florence 2014	2 500
SODEC	Forum de coproduction - Festival de San Sebastian 2014	2 500
SODEC	HOT DOCS 2014	8 000
SODEC	La Muestra de Cine de Quebec en México	7 245
SODEC	Le jour le plus court 2013 (suite)	1 000
SODEC	LE JOUR LE PLUS COURT 2014	18 609
SODEC	Le mois de la francophonie 2015	3 564

SODEC	Marseilles Web Fest 2014	695
SODEC	Mission Amérique latine/Asie/Europe 2014	1 075
SODEC	Mission producteurs (documentaire) – DOKFEST 2014	12 199
SODEC	Nuit Boréale du 21 juin 2014 (Paris)	13 256
SODEC	Power to the Pixel 2014	5 081
SODEC	Présentation de projets TV à Los Angeles 2014	1 000
SODEC	Prix SODEC / Prends ça court 2015	3 500
SODEC	Promotion de film québécois à l'étranger - Que ta joie demeure - Norte Distribution	3 933
SODEC	Promotion de films québébois à l'étranger - Gerontophilia - 1976 Productions inc.	3 310
SODEC	Promotion de films québécois à l'étranger - La voix de l'ombre - AMV Production	1 192
SODEC	Promotion de films québécois à l'étranger - Sarah préfère la course - La Boîte à Fanny inc.	4 599
SODEC	Promotion de films québécois à l'étranger 2014-2015	35 944
SODEC	Promotion de films québécois à l'étranger_Mommy_Italie	3 500
SODEC	Promotion de films québécois à l'étranger_Mommy_Sortie aux U.K.	1 500
SODEC	Promotion de films québécois à l'étranger_Mommy_Sortie en France	550
SODEC	Promotion de films québécois à l'étranger_Rhymes for young ghouls_Sortie aux USA	700
SODEC	Quinzaine des réalisateurs - Cannes 2014	7 586
SODEC	Rencontres de coproduction francophone 2014	103 325
SODEC	Rétrospective Denis Côté - Barcelone 2014	1 000
SODEC	Rétrospective Denis Côté en Belgique (2014)	950
SODEC	Salon du livre de Paris 2014 - Délégation générale du Québec à Paris	2 820
SODEC	SODEC_LAB_COPRO : mission producteurs fiction en France et Belgique 2014	11 187
SODEC	Stratégie internationale de la relève	15 370
SODEC	Stratégie internationale de la relève et courts-métrages	9 340
SODEC	Vision du Réel 2015	1 081
SODEC	Webster - Tournée en Chine - Mars en folie (2015) - Beijing	2 000
Terres en vues, société pour la diffusion de la culture autochtone	Accueil des programmateurs et diffuseurs 2014	4 300
Tougas-Fréchette, Gabrielle	Berlinale - Talent Campus 2014	1 150
	164	1 386 423

Volet 4: Relations internationales

Nature de l'aide : Subvention		
Nom de l'entreprise	Objet	$
Association des trophées francophones du cinéma (A.T.F.C.)	Trophées francophones du cinéma 2014	20 000
SODEC	Entente COOP Institut français 2014	4 552
	2	24 552

Volet 5 : Projets spéciaux

Nature de l'aide : Aide remboursable		
Nom de l'entreprise	Objet	$
Echo Média inc.	Développement des marchés	80 000
	1	80 000

5

RÉSULTATS RELATIFS À L'APPLICATION DES EXIGENCES LÉGISLATIVES

EXIGENCES DÉCOULANT DE LOIS, DE POLITIQUES ET D'AUTRES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

ACCÈS À L'ÉGALITÉ EN EMPLOI ET ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES

NOMBRE TOTAL DES PERSONNES EMBAUCHÉES, TAUX D'EMBAUCHE DES FEMMES (PAR STATUT D'EMPLOI) EN 2014-2015

	RÉGULIER	OCCASIONNEL	ÉTUDIANT	STAGIAIRE	TOTAL
Nombre total de personnes embauchées	8	9	0	0	17
Nombre de femmes embauchées	5	9	0	0	14
Pourcentage par rapport au nombre total de personnes embauchées en 2014-2015	63 %	100 %	0	0	82 %

NOMBRE	RÉGULIER
Employés en place au 31 mars 2015	7

TAUX DE REPRÉSENTATIVITÉ DES FEMMES DANS L'EFFECTIF RÉGULIER AU 31 MARS 2015

	CADRES	PROFESSIONNELS	TECHNICIENS ET PERSONNELS DE SOUTIEN	TOTAL
Nombre total d'employés réguliers	16	61	31	108
Nombre de femmes ayant le statut d'employée régulière	12	35	28	75
Taux de représentativité des femmes dans l'effectif régulier total de la catégorie	75 %	57 %	90 %	69 %

Pour que l'égalité de droit devienne égalité de fait

La SODEC cherche à inciter plus de femmes à soumettre des projets à des programmes d'aide financière, afin de sensibiliser le milieu cinématographique à leur présence.

Depuis le 1er avril 2011, elle applique donc le nouveau critère d'admissibilité du volet 1, *Aide sélective aux scénaristes et aux scénaristes-réalisateurs* du Programme d'aide à la scénarisation. Au cours de l'année financière 2014-2015, 25 projets (32,5 %) ont été déposés par des femmes. Six de ces 25 projets ont été soumis , grâce à l'allègement du critère d'admissibilité. Quatre autres projets déposés (5,2 %) ont été développés en collaboration avec un homme scénariste.

À chaque début d'année financière, la SODEC transmet une lettre à l'Association québécoise de la production médiatique (AQPM), lui demandant d'informer ses membres que la SODEC encourage les entreprises se qualifiant pour de l'aide corporative en scénarisation à présenter au moins un projet avec une scénariste ou une scénariste-réalisatrice. La Société vise au minimum un scénario signé par une femme pour chaque enveloppe d'entreprise. Cette dernière est établie pour une période de trois ans.

Cette année, trois enveloppes ont été octroyées pour la période de 2014-2017. Neuf projets ont été développés à même ces enveloppes, dont l'échéance arrivera le 31 mars 2017. Parmi ces projets, trois scénarios sont menés par une femme et deux autres projets sont scénarisés en collaboration avec un homme. Les cinq enveloppes de la période 2013-2016 en sont à leur deuxième année. Sur les vingt-trois projets développés dans ces enveloppes, deux scénarios sont écrits par une ou des femmes et deux autres en collaboration avec un ou des hommes scénaristes, soit un total de 17,4 % des projets.

En 2013, la SODEC a mis sur pied un projet pilote pour une durée de deux ans. Celui-ci vise à augmenter le nombre de projets de longs métrages de fiction impliquant des réalisatrices, déposés dans le cadre du volet 1.1, *Aide sélective aux longs métrages de fiction — secteur privé* du Programme d'aide à la production. Les entreprises de production peuvent ainsi déposer jusqu'à trois projets de longs métrages de fiction lors d'un même dépôt, pourvu qu'au moins un projet soit réalisé par une femme.

Pour sa deuxième année d'existence, cette initiative a permis à deux entreprises de production de déposer trois projets de longs métrages de fiction, lors du dépôt de septembre 2014, puisqu'un des trois projets de chacune de ces entreprises était réalisé par une femme. La moyenne des projets de réalisatrices déposés au volet 1.1 au cours des trois années précédentes représente 20,1 % du total des projets d'hommes ou de femmes reçus (excluant les projets mixtes et hors Québec). En 2014-2015, ce pourcentage est de 14,4 %.

GESTION ET CONTRÔLE DES EFFECTIFS ET RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX CONTRATS DE SERVICE

RÉPARTITION DE L'EFFECTIF POUR LA PÉRIODE DU 1ER JANVIER AU 31 MARS 2015, INCLUANT LES HEURES DES EMPLOIS OCCASIONNELS

CATÉGORIE	HEURES TRAVAILLÉES	HEURES SUPPLÉMENTAIRES	TOTAL DES HEURES RÉMUNÉRÉES	NOMBRE D'EFFECTIFS
Personnel d'encadrement	7 168		7 168	16
Personnel professionnel	28 774		28 774	65
Personnel de bureau, technicien et assimilé	13 888		13 888	31
TOTAL	**49 830**		**49 830**	**112**

La cible fixée par le ministre de la Culture et des Communication a été respectée.

CONTRATS DE SERVICES COMPORTANT UNE DÉPENSE DE 25 000 $ ET PLUS, CONCLUS ENTRE LE 1ER JANVIER 2015 ET LE 31 MARS 2015

	NOMBRE	VALEUR ($)
Contrats de services avec une personne physique[1]	0	-
Contrats de services avec un contractant autre qu'une personne physique[2]	11	1 051 708
TOTAL	11	1 051 708

1. Une personne physique, qu'elle soit dans les affaires ou non
2. Inclut les personnes morales de droit privé, les sociétés en nom collectif, en commandite ou en participation..

DÉVELOPPEMENT DURABLE ET CHANGEMENTS CLIMATIQUES

La mise en œuvre du Plan d'action de développement durable 2013-2015 s'est poursuivie cette année, entraînant la mise en place de nouvelles activités de sensibilisation, telles que les actions communautaires et la production de capsules informatives.

La planification du prochain plan d'action de développement durable s'est également poursuivie au cours de cette période.

Concernant les changements climatiques, la SODEC n'a pas d'obligation reliée à la consommation énergétique de son édifice principal, puisqu'elle est locataire de la Société québécoise des infrastructures. Toutefois, la Société poursuit les activités de sensibilisation qui ont été mises en place au cours des années précédentes. Par ailleurs, lorsqu'un immeuble est restauré par la Société, cette dernière s'assure, en tenant compte des particularités reliées à la préservation des lieux patrimoniaux, qu'il respecte les normes actuelles, qui se veulent plus écoefficientes année après année.

OBJECTIF GOUVERNEMENTAL 1

Mieux faire connaître le concept et les principes de développement durable et favoriser le partage des expériences et des compétences en cette matière, ainsi que l'assimilation des savoirs et du savoir-faire qui en faciliteront la mise en œuvre.

GESTES	SUIVIS
Former un comité de développement durable.	À la suite des recommandations du vérificateur général, plusieurs changements concernant le comité ont été apportés. Des rencontres sont déjà planifiées pour l'année 2015-2016 et la composition du comité a été revue afin d'élargir son champ d'expertise.
Prévoir des activités de sensibilisation et de formation.	Au 31 mars 2014, 78 % des personnes ciblées comme étant des acteurs de premier ordre dans le développement durable ont reçu la formation traitant de la démarche gouvernementale de développement durable. Conformément à la prolongation du Plan d'action de développement durable de la SODEC, la nouvelle cible fixée à 75 % a de ce fait été atteinte. Désireux de s'impliquer dans la communauté, les employés de la SODEC participent, deux fois par année, à des activités de bénévolat en collaboration avec le service des ressources humaines. Cette année, les organismes La Tablée des Chefs et la Mission Bon Accueil ont pu bénéficier de cette aide.

Action 1

Sensibiliser le personnel au concept et aux principes de développement durable, l'informer des objectifs et de la démarche de la Société en vue de contribuer à la stratégie gouvernementale.

Indicateurs

Taux d'employés sensibilisés.

Taux d'employés ayant acquis une connaissance suffisante de la démarche de développement durable pour la prendre en compte dans ses activités.

Cibles

D'ici 2011, sensibiliser 80 % des employés.

D'ici 2015, 75 % des employés auront une connaissance suffisante de la démarche.

OBJECTIF GOUVERNEMENTAL 3

Soutenir la recherche ainsi que les nouvelles pratiques et technologies qui contribuent au développement durable et en maximiser les retombées au Québec.

OBJECTIF ORGANISATIONNEL 8

Conformément à l'objectif 14 de l'agenda 21 de la culture, une emphase particulière sera mise sur le développement de pratiques d'avant-garde, plus précisément au niveau de l'industrie du numérique.

« Développer et promouvoir la créativité en intégrant la culture dans les politiques d'innovation et en facilitant l'adaptation du secteur des arts et des lettres et des industries culturelles à la nouvelle réalité numérique. » Objectif 14 de l'agenda 21 de la culture.

Ciblée comme étant l'enjeu principal de la pérennité de la culture québécoise, l'industrie numérique s'impose naturellement au développement durable. Durant les années à venir, la SODEC mettra en place des actions favorisant la croissance de cette industrie au sein de la société québécoise.

GESTES	SUIVIS
Développer et mettre en œuvre un projet pilote pour la création numérique originale.	Ce geste a été intégré au Plan d'action 2014-2015 du Plan stratégique 2013-2016. Le suivi de ce geste se retrouve à la page 36, objectif 1.1.2.
Effectuer un sondage auprès des distributeurs sur les exigences des nouvelles plateformes.	Ce geste a été intégré au Plan d'action 2014-2015 du Plan stratégique 2013-2016. Le suivi de ce geste se retrouve à la page 36, objectif 1.1.1.
Mettre en place des mesures incitatives pour que les distributeurs diversifient la promotion et favorisent la distribution numérique.	Ce geste a été intégré au Plan d'action 2014-2015 du Plan stratégique 2013-2016. Le suivi de ce geste se retrouve à la page 36, objectif 1.1.1.
Définir les besoins, identifier les partenaires potentiels et sonder l'intérêt des joueurs afin de développer en 2014-2015 un programme d'initiatives collectives.	Ce geste a été intégré au Plan d'action 2014-2015 du Plan stratégique 2013-2016. Le suivi de ce geste se retrouve à la page 40, objectif 2.2.1.
Déposer un rapport sur la pertinence de développer un programme d'initiatives collectives.	Ce geste a été intégré au Plan d'action 2014-2015 du Plan stratégique 2013-2016. Le suivi de ce geste se retrouve à la page 40, objectif 2.2.1.
Faire des démarches auprès du ministère de la Culture et des Communications pour doter le programme d'aide en 2014-2015.	Après consultation auprès des différents intervenants de la SODEC, cette action a été retirée, puisqu'elle est implicitement intégrée à l'ensemble des actions de la SODEC.

Action 8

Favoriser la croissance de l'industrie du numérique.

Indicateurs

Soutenir la création numérique originale; mettre en place des mesures incitatives financières qui favorisent la distribution numérique.

Soutenir le développement d'initiatives collectives qui servent à la diffusion et à la promotion dans l'univers numérique.

Soutenir le développement d'initiatives collectives qui servent à la diffusion et à la promotion dans l'univers numérique.

Cibles

Adoption d'ici le 31 octobre 2013, par le comité de gestion, le Conseil national du cinéma et de la production télévisuelle (CNCT) et le conseil d'administration d'un projet pilote pour la création numérique originale; adoption par le CNCT, d'ici le 31 décembre 2013, de modifications au Programme d'aide à la promotion et à la diffusion.

Adoption par le conseil d'administration en janvier 2014.

Présentation d'un rapport sur la pertinence de développer un programme pour les initiatives collectives en cinéma au CNCT et de la production télévisuelle d'ici le 31 décembre 2013.

Présentation d'un rapport sur la pertinence de développer un programme pour les initiatives collectives en musique à la Commission du disque et du spectacle de variétés d'ici le 31 décembre 2013.

OBJECTIF GOUVERNEMENTAL 6

Appliquer des mesures de gestion environnementale et une politique d'acquisition écoresponsable au sein des ministères et des organismes gouvernementaux.

GESTES	SUIVIS
Doter la SODEC d'un cadre de gestion environnementale.	Le cadre de gestion environnementale est disponible sur l'intranet de la Société depuis le 15 novembre 2012.
Poursuivre l'adoption de pratiques favorables à l'environnement.	Amélioration continue de nos pratiques actuelles, plus particulièrement dans le processus d'acquisition des ressources matérielles.
Adopter un programme de gestion des matières résiduelles.	Des retards dans les différents travaux effectués par le groupe Aquilini, propriétaire de l'édifice du 215, rue Saint-Jacques, ont entraîné le report de la mise en service d'une section du bâtiment réservée à l'entreposage des matières résiduelles. Entretemps, les employés ont été appelés à mettre en place des initiatives personnelles afin de limiter la quantité de déchets produits.
Sensibiliser le personnel aux bonnes pratiques d'impression.	Un processus de collecte de données sur la consommation de papier a été mis en place en 2013. La Société est désormais en mesure de mieux intervenir auprès des employés et de suivre l'évolution de la consommation de papier. En plus de cette initiative, une capsule informative sur l'utilisation durable du papier a été produite et diffusée aux employés.
Création d'un tableau de bord démontrant la consommation de papier, l'utilisation du système d'archivage physique, la consommation énergétique et les distances parcourues dans le cadre de déplacement d'affaires.	Le tableau de bord, dont les premières données remontent au mois de janvier 2013, est mis à jour mensuellement. La participation de plusieurs directions de la SODEC est essentielle à la réalisation de cet exercice.
Intégrer les gestes du Plan d'action de développement durable au Plan stratégique de la SODEC.	La SODEC a souligné dans son Plan d'action stratégique 2013-2016 qu'elle respecterait les exigences qui découlent de la Loi sur le développement durable.
Création d'un processus d'affaires pour l'ensemble de la SODEC.	Bien que cette action ne soit pas encore terminée, la documentation des processus d'affaires a déjà permis la mise en place de plusieurs améliorations, entre autres la réduction non négligeable de notre consommation de papier au niveau de nos correspondances avec la clientèle.

Action 2

Mettre en œuvre des pratiques et des activités contribuant aux dispositions de la Politique pour un gouvernement écoresponsable.

Indicateurs

État d'avancement de la mise en œuvre d'un cadre de gestion environnementale.

Mise en place de pratiques écoresponsables.

Cibles

D'ici 2011, mise en œuvre d'un cadre de gestion environnementale.

D'ici 2011, intégrer les principes d'écoresponsabilité au processus d'acquisition de la SODEC.

D'ici le 31 mars 2014, la SODEC se sera dotée d'un tableau de bord démontrant la consommation de papier, l'utilisation du système d'archivage physique, la consommation énergétique et les distances parcourues dans le cadre de déplacements d'affaires.

D'ici le 31 décembre 2014, la SODEC aura établi un processus d'affaires pour l'ensemble de la SODEC.

OBJECTIF GOUVERNEMENTAL 18

Intégrer les impératifs du développement durable aux stratégies et aux plans régionaux et locaux d'aménagement et de développement.

GESTES	SUIVIS
Imposer certains critères de développement durable dans les appels d'offres.	Des obligations peuvent être imposées dans certains projets, comme la certification de l'homologation du centre de disposition, la certification de la disposition des produits contaminés de manière conforme et l'absorption des coûts supplémentaires pour effectuer des travaux d'excavation manuellement plutôt que mécaniquement.
Superviser l'application des critères dans la réalisation des travaux.	La SODEC a entamé plusieurs actions concernant la gestion du patrimoine immobilier, telles que la mise en place de nouvelles directives concernant les composés organiques volatiles (COV) dans la peinture utilisée pour certains projets de restauration, la disposition des matériaux contaminés et la récupération des résidus produits durant les travaux de décapage de matériaux contaminés.

Action 3

Appliquer les principes de développement durable dans les projets de construction, de restauration, de rénovation, d'entretien et de réaménagement.

Indicateurs

Critères d'évaluation des documents d'appel d'offres.

Cibles

D'ici 2011, intégration optimale des impératifs de développement durable à la réalisation des travaux.

OBJECTIF GOUVERNEMENTAL 21

Renforcer la conservation et la mise en valeur du patrimoine culturel et scientifique.

GESTES	SUIVIS
Mettre en place des travaux de maintien des actifs afin de préserver le parc immobilier.	En 2014-2015, la SODEC a procédé au remplacement de deux unités de climatisation refroidies à l'eau par des unités refroidies à l'air qui consomment moins d'énergie. Nous avons également relié quatre compresseurs à refroidissement par eau à une boucle de géothermie existante. Plus aucune pollution n'est désormais produite par ces systèmes, lesquels utilisent en plus une énergie renouvelable. À Saint-Pierre-de-l'Île-d'Orléans, nous avons relié l'égout de l'ancienne église au réseau municipal afin de cesser l'utilisation d'un égout se déversant en pleine nature.
Mettre en valeur des sites en région à l'aide d'alliances avec les organismes du milieu.	La SODEC travaille à la mise en valeur de l'ancienne meunerie qui est située sur le site de la Maison nationale des Patriotes, en collaboration avec ce même organisme.
Protéger la fonction résidentielle.	Une attention particulière a été portée à l'occupation des appartements de la Place Royale, en tenant compte des préoccupations des résidents dans les aménagements, les services de logement, l'exécution de travaux et la tenue d'activités proposées par des tiers.
Améliorer la fonction commerciale.	Au cours de la planification de travaux majeurs, des rencontres ont été organisées avec les locataires commerciaux afin de répondre aux inquiétudes des commerçants selon les contraintes inhérentes à la nature des travaux.

Action 4

Produire un Plan d'action triennal de développement et de mise en valeur du parc immobilier patrimonial visant la sauvegarde, la mise en valeur, l'usage et le partage du parc immobilier patrimonial.

Indicateurs

Nombre de travaux de développement et de mise en valeur réalisés.

Cibles

D'ici 2010, production et adoption du Plan d'action triennal.

OBJECTIF GOUVERNEMENTAL 25

Accroître la prise en compte des préoccupations des citoyens dans les décisions.

OBJECTIF ORGANISATIONNEL 5

« La participation des citoyens aux exercices démocratiques est aussi un engagement fondamental à l'égard de la communauté. La démocratie participative et la gouvernance démocratique permettent de prendre en compte les opinions, les connaissances et l'expertise des citoyens à l'égard de leur propre milieu de vie. » Stratégie gouvernementale de développement durable 2008-2013

Une des caractéristiques fondamentales qui fait l'originalité de la SODEC, c'est qu'elle allie l'expertise des milieux professionnels aux exigences de la gestion des fonds publics. Pour ce faire, la Loi sur la SODEC institue, au sein même de son organisation, une structure de concertation permanente avec les milieux qu'elle sert. Ainsi, le conseil d'administration, le Conseil national du cinéma et de la production télévisuelle (CNCT) et les cinq commissions consultatives (disque et spectacle de variétés, livre, métiers d'art, Place Royale et doublage[1]) constituent une structure qui favorise l'échange sur une base régulière. Plus important encore, la Société a l'obligation de consulter ce conseil et ces commissions sur les projets de programmes d'aide et les parties du plan d'activités applicables à l'aide financière. Ces instances sont un lieu de réflexion sur les enjeux du développement des industries culturelles. Elles guident la Société dans l'élaboration de ses stratégies et la préparation de ses politiques, de ses plans d'activités et de ses programmes. Depuis 1995, cette collaboration constante a permis d'élargir la connaissance des industries culturelles et de leur évolution. Cette connaissance est la pierre angulaire de l'efficacité de la SODEC.

GESTES	SUIVIS
	Retrait de la cible de l'action 5 : l'analyse de l'évolution des marchés et celle de la situation financière des entreprises culturelles ont été remplacées par la consultation auprès du milieu des entreprises culturelles qui a eu lieu en juin 2010. Cette consultation avait pour objectif de déterminer des pistes d'action pouvant permettre au Québec de se doter d'une stratégie pour le numérique dans le champ de la culture. Les objectifs de l'action 5 ont été atteints.

Action 5

Produire et publier de l'information et des analyses sur la situation financière des industries culturelles et de leurs marchés pour s'assurer que les programmes sont en phase avec les milieux.

Indicateurs

Volume de recherches et de publications.

Cibles

D'ici 2012, avoir produit et diffusé une analyse de l'évolution des marchés et celle de la situation financière des entreprises soutenues par la SODEC dans les domaines du cinéma et de la télévision, du livre, des métiers d'art, et de la musique et variétés.

1. La Commission du doublage a été abolie le 14 mars 2014. Une nouvelle commission, la Commission numérique/interactive, a été créée à cette même date.

OBJECTIF GOUVERNEMENTAL 26

Prévenir et lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

OBJECTIF ORGANISATIONNEL 6

Favoriser l'égalité homme/femme et l'intégration des communautés culturelles au sein des conseils et des commissions consultatives de la Société.

GESTES	SUIVIS
Sensibiliser notre ministre et les associations professionnelles. Proposer des candidats appartenant à différentes communautés culturelles.	Les gestes de l'action 6 ont été retirés, puisque la direction et le conseil d'administration n'ont pas de rôle à jouer dans le processus de nomination des membres du conseil d'administration. De plus, le décret 1215-2011 a pour objectif de favoriser, au sein des conseils d'administration de l'ensemble des sociétés d'État visées par la Loi sur la gouvernance des sociétés d'État, la représentation des personnes dont l'identité culturelle reflète les différentes composantes de la société québécoise.

Action 6

Lors des appels pour les renouvellements des membres du conseil d'administration, des commissions consultatives et du CNCT, sensibiliser notre ministre et les associations professionnelles à la représentativité homme/femme et à celle des communautés culturelles.

Indicateurs

Nombre de membres visant l'égalité des genres.

Nombre de membres provenant de communautés culturelles.

Cibles

Représentation effective homme/femme.

Représentation effective de communautés culturelles.

OBJECTIF GOUVERNEMENTAL 28

Accroître la participation à des activités de formation continue et de qualification de la maind'œuvre.

GESTES	SUIVIS
Mettre à jour la politique de formation.	Les membres du comité de perfectionnement poursuivent leur travail en vue d'assurer le maintien de l'accessibilité à la formation pour tous les employés.
Définir les besoins de la SODEC relativement aux connaissances et aux qualifications de ses employés.	Lors des rencontres sur la gestion du rendement, chaque employé participe à la définition de ses besoins en formation et à l'élaboration d'un plan de développement en collaboration avec son gestionnaire, afin d'assurer le développement ou la mise à jour de ses qualifications et de ses connaissances.
Soutenir les employés dans leur cheminement de carrière.	La SODEC a mis en application son plan de relève. Elle a procédé à l'identification et à l'évaluation des candidats potentiels. La formation de ces employés, afin qu'ils soient aptes à relever les nouveaux défis qui s'offriront à eux, s'échelonnera au cours des années à venir. Rappelons que cette planification a été effectuée selon un processus structuré pour affronter tout changement pouvant survenir, tel que des départs, des retraites et des congés à long terme. Ce plan servira également à identifier, à faire progresser et à garder les employés de la relève, afin qu'ils soient en mesure d'accéder aux postes à pourvoir, conformément aux objectifs actuels et futurs de l'organisation. Depuis la mise en place de ce plan, plusieurs employés ont pu accéder à des postes de cadre au sein de la Société. Cette année, parmi les deux postes d'encadrement à pourvoir, un a été comblé par un employé de l'interne.

Action 7

Maintenir et maximiser les qualifications du personnel.

Indicateurs

Pourcentage de la masse salariale consacrée aux activités de formation.

Cibles

Investir au moins 1 % de la masse salariale.

PLAN D'ACTION

Suivi de la recommandation du commissaire au développement durable

AMÉLIORER LA GOUVERNANCE EN DÉVELOPPEMENT DURABLE	
GESTES	**SUIVIS**
Signifier les attentes annuelles à toutes les directions.	Les objectifs de chacune des directions sont signifiés lors des évaluations annuelles de rendement qui ont lieu d'avril à juin. Le Plan d'action a été établi après cette période, et cette action n'a pu être mise en place au cours de l'année 2014-2015.
Réaliser un diagnostic complet de développement durable, en impliquant la direction, lors de la production du Plan d'action de développement durable pour la mise en œuvre de la stratégie gouvernementale : • analyse du contexte; • identification des parties prenantes; • détermination des forces et points à améliorer.	L'exercice d'élaboration du Plan d'action de développement durable est amorcé et se poursuivra cette année.
Définir les responsabilités des directions générales visant la prise en compte des principes de développement durable : produire un bulletin d'information trimestriel destiné au personnel.	Un employé a été identifié dans chaque direction afin de s'assurer de l'application des actions de développement durable. Cet employé est également membre du comité de développement durable et est chargé d'assurer la liaison entre le comité et sa direction.
Intégrer au mandat du comité de gestion la responsabilité du suivi des obligations reliées au développement durable.	Depuis la mise en place du Plan d'action, quatre comités de gestion ont été tenus, dont un destiné entièrement au développement durable. Le suivi des obligations a été fait lors de la tenue des autres rencontres de ce même comité, ainsi que le transfert des responsabilités découlant de la Loi sur le développement durable à la direction générale du développement stratégique et du bureau de la présidence.
Produire un bilan annuel des exercices de prise en compte des principes de développement durable au comité de gestion de la Société.	Durant l'année 2014-2015, il n'y a pas eu d'exercice de prise en compte des principes de développement durable.
GESTES	**SUIVIS**

Optimiser le mandat du comité de développement durable afin de suivre les plans d'action de développement durable et revoir sa composition	Le mandat du comité de développement durable a été revu par le comité de gestion ; en voici les principaux objectifs :
	
	Établir un Plan d'action
	• détermination des objectifs du plan d'action 2015-2020;
	• participation à l'intégration des actions de développement durable et à la sensibilisation des employés;
	• suivi des indicateurs et reddition de comptes.
	
	S'assurer de la prise en compte des 16 principes de développement durable
	• analyse des actions structurantes de la SODEC;
	  • Plan stratégique;
	  • nouveaux programmes en cours d'élaboration et aménagement de programmes existants;
	• sensibilisation des employés à la prise en compte des 16 principes dans les actions structurantes.
	
	Être représentatif
	• le comité de développement durable doit être représentatif de l'ensemble des directions de la Société afin que soit effectué l'exercice de prise en compte des 16 principes de développement durable dans ses actions structurantes.

Produire un rapport de synthèse permettant le suivi de l'évolution des actions définies dans le Plan d'action de développement durable et le diffuser à l'intention de tout le personnel de la Société	Pour l'année 2014-2015, ce rapport sera inclus dans le rapport annuel de gestion.

ENRICHIR LE CADRE DÉCISIONNEL PAR LA MISE EN PLACE D'UN PROCESSUS DE PRISE EN COMPTE DES PRINCIPES DE DÉVELOPPEMENT DURABLE DANS TOUTES LES ACTIONS STRUCTURANTES DE LA SOCIÉTÉ.	
GESTES	**SUIVIS**
Revoir la méthode de prise en compte des principes de développement durable et l'adapter aux directions concernées.	La première tâche du comité de développement durable sera la mise en place d'un processus formel de prise en compte des principes de développement durable.
Travailler à la conception d'outils qui permettent d'assurer le suivi de la prise en compte des principes de développement durable.	L'ensemble des membres du comité de développement durable devra suivre une formation sur la prise en compte des principes de développement durable. Cette formation aura lieu le 22 avril 2015. La première rencontre du comité est prévue le 15 mai 2015 et portera sur la réalisation de cette action.
Définir les responsabilités des différentes directions et mettre en place des mécanismes de reddition de comptes.	Le processus de prise en compte des principes de développement durable n'étant pas encore en place, cette action n'a pu être accomplie durant l'exercice 2014-2015.
Former le personnel concerné qui doit réaliser l'exercice de prise en compte des principes de développement durable.	L'ensemble des membres du comité de développement durable devra suivre une formation sur la prise en compte des principes de développement durable. Tous les nouveaux intervenants devront suivre la même formation.
Impliquer l'ensemble des parties prenantes dans le processus décisionnel.	Le processus de prise en compte des principes de développement durable n'étant pas encore en place, cette action n'a pu être accomplie durant l'exercice 2014-2015.

SUIVI ANNUEL PAR LE COMITÉ D'AUDIT DU PLAN D'ACTION POUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA RECOMMANDATION DU COMMISSAIRE AU DÉVELOPPEMENT DURABLE	
GESTES	**SUIVIS**
	Le comité d'audit s'est réuni suite à l'adoption du Plan d'action et travaille à l'élaboration du processus de suivi. Le tout sera finalisé au cours de l'année 2015-2016.

ALLÈGEMENT RÉGLEMENTAIRE ET ADMINISTRATIF

Au cours de l'exercice 2014-2015, aucun allègement réglementaire n'a été apporté.

Par contre, sur le plan administratif, la SODEC poursuit son important projet de modernisation des systèmes d'information de gestion, en développant notamment un portail offrant la prestation électronique de services. Cette modernisation a principalement pour but d'améliorer les services à la clientèle et de rendre plus efficaces les processus administratifs et l'organisation du travail. À terme, la transformation des services de la SODEC permettra à la clientèle d'effectuer une demande d'aide en ligne et de consulter l'état d'avancement d'une demande, le tout dans une démarche simplifiée et conviviale.

Aussi, la refonte du site Web de la SODEC, devant se terminer au cours de l'exercice 2015-2016, contribuera à la simplification des services en améliorant la présentation du site pour faciliter la recherche de renseignements.

Également, la mise à niveau sur une base continue des outils informatiques liés à la gestion des programmes d'aide de la SODEC optimise les processus de travail contribuant à l'amélioration des services à la clientèle et à l'efficience de l'organisation en général.

EMPLOI ET QUALITÉ DE LA LANGUE FRANÇAISE

COMITÉ PERMANENT ET MANDATAIRE

Avez-vous un mandataire?	Oui
Au cours de l'exercice, avez-vous fait des activités pour faire connaître votre mandataire et son rôle?	Oui
Votre organisation compte-t-elle moins de 50 employés?	Non
Avez-vous un comité permanent?	Oui
Combien y a-t-il eu de rencontres du comité permanent au cours de l'exercice?	0
Au cours de l'exercice, avez-vous fait des activités pour faire connaître votre comité permanent?	Non

ÉTAPES DE L'ÉLABORATION OU DE L'APPROBATION DE LA POLITIQUE LINGUISTIQUE INSTITUTIONNELLE

Où en êtes-vous dans l'élaboration ou l'approbation de votre politique linguistique institutionnelle?	Indiquez le numéro de l'étape
1. Projet en élaboration	
2. Projet soumis pour commentaires à l'Office	
3. Projet soumis pour un avis officiel de l'Office	
4. Avis officiel de l'Office reçu	
5. Politique linguistique institutionnelle approuvée par le sous-ministre ou le dirigeant	
6. Politique linguistique institutionnelle approuvée transmise à l'Office	x
Date d'approbation de la politique linguistique institutionnelle par le sous-ministre ou le dirigeant (s'il y a lieu).	1er novembre 2013

IMPLANTATION DE LA POLITIQUE LINGUISTIQUE INSTITUTIONNELLE ADOPTÉE APRÈS MARS 2011

Au cours de l'exercice, avez-vous pris des mesures pour faire connaître votre politique linguistique institutionnelle?	Oui
Si oui, lesquelles?	Mise en ligne sur Intranet
Au cours de l'exercice, avez-vous pris des mesures pour assurer la formation du personnel sur l'application de votre politique linguistique institutionnelle?	Non
Si oui, lesquelles?	
Si vous n'avez pas pris de mesures pour faire connaître votre politique linguistique institutionnelle ou pour assurer la formation du personnel,	
prévoyez-vous des activités de diffusion au cours du prochain exercice?	Oui
Prévoyez-vous des activités de formation au cours du prochain exercice?	Non

ACCÈS À L'INFORMATION ET PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

La Politique sur l'utilisation des systèmes d'information par le personnel de la SODEC, adoptée en 2005, rappelle aux employés l'importance accordée à la protection des renseignements personnels. De même, en resserrant le processus d'autorisation donnant accès aux divers systèmes informatiques, la SODEC s'assure de maintenir le niveau de protection de l'information déjà colligée. On trouve au-dessus des télécopieurs une affiche qui rappelle le processus à suivre pour transmettre des renseignements personnels.

La Société atteste avoir procédé au cours de l'année 2014-2015 à la diffusion des documents visés par l'article 4 de la section III du Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels, dans la mesure où ils étaient accessibles en vertu de la loi.

Au cours de l'année 2014-2015, la Société a diffusé sur son site intranet une directive précisant la procédure à suivre relativement au traitement des renseignements personnels et confidentiels et a apposé sur différents babillards des affiches rappelant la nécessité de bien protéger les renseignements personnels.

Au cours de l'année 2014-2015, la SODEC a reçu quinze demandes d'accès à l'information.

- Sept ont été acceptées en totalité.
- Deux ont été refusées : dans le premier cas, la SODEC ne détenait pas les informations demandées et dans l'autre cas, il s'agit d'un refus en vertu de l'article 37 de la loi.
- Cinq ont été acceptées partiellement : dans le premier cas, la SODEC a refusé de transmettre certains documents en vertu des articles 23, 24 et 53 de la loi, dans un deuxième cas, en vertu de l'article 37. Certains renseignements confidentiels ont été caviardés par la SODEC dans deux cas et dans le dernier dossier concernant des renseignements financiers, une réponse négative basée sur les articles 23 et 49 de la loi a été transmise.
- Une demande est demeurée en suspens, dans l'attente de précisions de la part du requérant, qui n'a finalement pas donné de suite.

Aucune n'a fait l'objet de mesures d'accommodement raisonnable et aucune demande de révision n'a été logée à l'encontre des décisions de refus total rendues par la SODEC ou de celles accordées partiellement. Les demandes concernaient le financement de productions de projets de longs métrages, les salaires et avantages sociaux du personnel d'encadrement et non-syndiqué de la SODEC, un festival de films, les montants versés par la banque d'affaires et les subventions accordées à une maison d'édition, les coproductions avec Israël au cours des quatre dernières années, l'obtention d'une copie du dossier de subvention d'un bénéficiaire, la répartition du budget alloué par la SODEC dans le domaine du cinéma et des productions télévisuelles pour les cinq dernières années, les dépenses qui ont été remboursées aux présidents et chefs de la direction pour les années 2009 à 2014, les dépenses engagées de même que l'assistance à l'événement Cinéma du Québec à Paris pour les années 2012 à 2014, l'identité des personnes membres ou des comités chargés d'analyser les projets dans le cadre du programme d'aide financière en cinéma pour les années 2012 à 2014 et finalement tous les rapports, appelés Recommandation au contenu, transmis aux producteurs de cinéma qui ont présenté des projets dans le volet *Aide à la production – long métrage*, de 2012 à 2014.

Toutes ces demandes ont été traitées dans les délais prévus par la loi.

LES RÈGLES DE DÉONTOLOGIE ET D'ÉTHIQUE DE LA SODEC

Le 18 décembre 1995, la Société a adopté des règles de déontologie applicables aux membres du conseil d'administration, lesquelles ont été modifiées le 25 mars 2011 et le 6 février 2015.

Le 18 novembre 2005, la Société a adopté des règles de déontologie applicables aux membres des diverses commissions consultatives et du Conseil national du cinéma et de la production télévisuelle. Ces règles, identiques pour toutes les commissions, sont les mêmes que pour les membres du conseil d'administration, avec certaines modifications pour tenir compte des particularités de leur mandat.

Le 11 décembre 2006, la Société a adopté le code d'éthique applicable à tout son personnel, en y intégrant la Déclaration de valeurs de l'administration publique québécoise. Le code d'éthique a été mis à jour le 15 juin 2012.

Au cours de l'année 2014-2015, nous n'avons eu connaissance d'aucun dossier litigieux relatif à l'application de ces règles.

On trouvera en annexe le Règlement établissant les règles d'éthique et de déontologie applicables aux membres du conseil d'administration et le Code d'éthique et de déontologie du personnel de la SODEC.

SUIVI DES RECOMMANDATIONS DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC À L'ASSEMBLÉE NATIONALE POUR L'ANNÉE 2007-2008 – SOUTIEN FINANCIER AUX ENTREPRISES CULTURELLES (TOME 3, CHAPITRE 5)

La vérification effectuée par le Vérificateur général du Québec (VGQ), qui s'est déroulée de mars à décembre 2007, avait pour objectif de s'assurer que le soutien financier accordé aux entreprises culturelles respectait les règles applicables et les principes de saine gestion. Les travaux ont été menés principalement auprès de la SODEC, de Revenu Québec, du ministère des Finances du Québec et du ministère de la Culture et des Communications (MCC), et portaient sur le soutien accordé au cours des exercices 2002-2003 à 2006-2007.

Des 16 recommandations formulées par le Vérificateur général du Québec en 2007-2008, le VGQ a conclu, lors de son dernier suivi en 2013, que le progrès réalisé quant à l'application de 13 d'entre elles est jugé satisfaisant. Au cours de l'exercice 2013-2014, la SODEC a mis en place les mesures afin de répondre adéquatement à deux autres recommandations. De ce fait, une seule recommandation demeure en suspens au 31 mars 2014.

Par conséquent, au cours de l'exercice 2014-2015, la SODEC a poursuivi ses travaux afin de répondre adéquatement à la recommandation suivante : ***Évaluation des programmes – Le Vérificateur général a recommandé à la Société de procéder à l'évaluation de ses programmes d'aide financière et d'apporter les correctifs requis, s'il y a lieu.***

D'emblée, il est important de noter qu'une certaine évaluation des programmes se fait de facto par les commissions sectorielles, lesquelles recommandent périodiquement des améliorations ou modifications aux différents programmes au conseil d'administration de la SODEC. Ainsi, la SODEC bénéficie d'une expertise permanente des milieux où elle intervient.

En mars 2010, le conseil d'administration de la SODEC a adopté sa politique d'évaluation de programmes. Le calendrier, adopté en septembre 2010, prévoyait l'évaluation du programme d'aide à l'international en 2010-2011, suivis des évaluations du volet production du programme cinéma en 2011-2012 ainsi que du programme d'aide aux entreprises en musique et variétés en 2012-2013.

L'évaluation du programme SODEXPORT a été complétée et le rapport final a été déposé au conseil d'administration du 1er novembre 2013. Les interventions dans le secteur du cinéma sur la scène internationale ont été revues et le milieu a été consulté. Un nouveau programme, développé et recommandé par le conseil d'administration de la SODEC au cours de l'exercice 2014-2015, a été soumis à l'approbation du ministère de la Culture et des Communications.

À la suite de l'évaluation du programme d'aide à l'international, il est apparu que certains outils étaient déficients et ne permettaient pas de mener à bien une évaluation en bonne et due forme et qu'un plan d'action devait être développé afin de pouvoir mener à bien ce type de processus.

Par contre, à défaut d'avoir un processus d'évaluation adéquat, la SODEC réalise des bilans préparatoires permettant d'estimer les capacités d'évaluation de certains programmes et d'y apporter les correctifs nécessaires, s'il y a lieu. C'est notamment le cas pour le volet 4, Tournée au Québec du domaine de la musique, où un bilan a été réalisé au cours de l'exercice 2014-2015. Pour ce qui est du domaine du cinéma, le rapport du groupe de travail sur les enjeux du cinéma (GTEC) comporte des bilans sur les interventions en développement, en production et en distribution. Un plan d'action sur deux ans a été élaboré conjointement avec le MCC pour que soient élaborées les recommandations du rapport. Les modifications de programmes sont en cours d'élaboration.

Également, afin de pallier au manque de données permettant de mener à bien une évaluation de programme en bonne et due forme, la Direction des ressources informatiques et de la gestion ducumentaire de la SODEC a développé, au cours de l'exercice 2014-2015, l'outil de gestion « Gestion des données organisationnelles[1] » (GDO) et planifie le développement de l'application « SOD@CCÈS[2] » au cours des prochaines années, qui prévoit la collecte structurée de données additionnelles nécessaires aux évaluations et aux bilans.

Enfin, la SODEC participe aux travaux de consultations concernant « L'outil québécois d'évaluation des programmes », développé par le Secrétariat du Conseil du trésor (SCT). Cet outil permettra à la SODEC de bonifier son approche d'évaluation de programmes et de répondre aux obligations afférentes du SCT. Au cours de l'année, la SODEC devrait officialiser la nouvelle politique et travailler aux nouvelles orientations du gouvernement, qui a mis en place une commission de révision des programmes.

1 Outil permettant de regrouper et de gérer les données sous une même application. Il sera possible d'y importer les données historiques et actuelles provenant des chiffriers Excel et autres médias électroniques et d'y lancer des rapports.

2 Outil permettant de gestion informatisée de tous les programmes d'aide de la SODEC, procurant une information continue, complète et en temps réel à partir du dépôt d'une demande en ligne jusqu'à la fermeture de la demande.

SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE DES STANDARDS SUR L'ACCESSIBILITÉ WEB

Durant l'année financière 2015-2016, le site Internet de la SODEC subira une refonte complète et visera ainsi à atteindre la conformité. La SODEC compte profiter de cette occasion pour se conformer à l'ensemble des exigences liées à l'accessibilité Web. Au cours de l'année 2014-2015, la SODEC a identifié les tâches à prioriser afin de rencontrer les standards sur l'accessibilité Web avec le nouveau site Internet à venir.

LES OBSTACLES À SURMONTER ET LES MESURES RETENUES POUR L'ANNÉE 2015-2016

SECTEURS D'ACTIVITÉ	Service à la clientèle
OBSTACLE	La SODEC n'a pas adopté les trois standards d'accessibilité Web suggérés par le Conseil du trésor dans l'ensemble des pages de son site Internet.
OBJECTIFS VISÉS	Refonte du site Internet de la SODEC en respectant les trois standards d'accessibilité Web suggérés par le Conseil du trésor Augmenter la quantité d'informations accessibles sur le site internet de la SODEC.
MESURES	Refonte du site Internet
RESPONSABLE	Gabriel Bérard
ÉCHÉANCIER	2016-03-31
INDICATEURS DE RÉSULTATS	Respect des trois standards d'accessibilité Web

POLITIQUE DE FINANCEMENT DES SERVICES PUBLICS 2014-2015

	MÉTHODE DE FIXATION DU TARIF	MODE D'INDEXATION DU TARIF	DATE DE LA RÉVISION TARIFAIRE	REVENUS DE TARIFICATION PERÇUS	COÛTS DES SERVICES	
REVENUS PROVENANT DE LA TARIFICATION				$	$	
Direction générale du financement						
Honoraires de prêts et garanties de prêts	Valeur marchande	Refixation	10 mars 2011	750 274	1 695 764	
Direction générale cinéma et production télévisuelle						
Honoraires de gestion des programmes d'aide - cinéma	Coût	Refixation	1er avril 2006	157 800	3 999 566	
Direction générale de l'aide fiscale						
Honoraires de gestion des crédits d'impôt	Coût	Refixation	15 mai 2010	3 905 564	3 697 307	
Direction du Patrimoine immobilier						
Loyers	Valeur marchande	Refixation	1er juillet 2014	1 975 671	2 664 052	
TOTAL				**6 789 309**	**12 056 689**	

Revenus provenant d'une autre source que la tarification		
Subventions du gouvernement du Québec	60 584 955	
Intérêts sur placements	822 279	
Intérêts sur prêts et aides remboursables	2 136 684	
Récupérations sur investissements et sur aides remboursables en vertu des programmes d'aide	881 899	
Gain résultant des rachats de billets de trésorerie non bancaires adossées à des actifs	707	
Autres revenus	68 403	
Revenus de placements de sociétés en commandite	112 745	
Coûts non liés à la prestation de services et/ou financés par le gouvernement du Québec		
Programmes d'aide financière		54 669 441
Provision pour créances irrécouvrables et pour pertes - portion financée par le gouvernement du Québec		800 000
Frais d'intérêts sur dettes du gouvernement du Québec		477 356
Amortisement des immobilisations corporelles - portion financée par le gouvernement du Québec		1 709 680
Frais d'intérêts sur avances du gouvernement du Québec		112 745
Perte de placements de sociétés en commandite		5 378 745
Coûts liés à la prestation de services non tarifés		
Frais d'administration		2 484 874
TOTAL DES REVENUS, DÉPENSES ET DÉFICIT	**71 396 981**	**77 689 530**

Services qui auraient pu faire l'objet d'une tarification mais que la Société ne tarifie pas

Honoraires de gestion - programme d'aide financière livre et édition

Honoraires de gestion - programme d'aide financière métiers d'art

Honoraires de gestion - programme d'aide financière musique et variétés

	NIVEAU DE FINANCEMENT			
ÉCART	ATTEINT	CIBLE	ÉCART	JUSTIFICATION
$	%	%	%	
- 945 490	44 %	40 %	4 %	La tarification ne couvre pas l'ensemble des coûts des activités de financement; l'écart est financé par les revenus d'intérêts générés par les activités de financement.
- 3 841 766	4 %	5 %	- 1 %	La tarification ne couvre pas l'ensemble des coûts relatifs à la gestion des programmes d'aide cinéma; le déficit d'opération est en partie financé par une subvention de fonctionnement du ministère de la Culture et des Communications et en partie par les revenus autonomes de la Société.
208 257	106 %	100 %	6 %	
- 688 381	74 %	70 %	4 %	La tarification ne couvre pas l'ensemble des coûts relatifs à la gestion du parc immobilier; l'écart est financé par une subvention du ministère de la Culture et des Communications (MCC), versée à titre de loyer pour les espaces réservés à l'usage du MCC à des fins d'animation et d'interprétation par des organismes reconnus.
- 5 267 380				
60 584 955				
822 279				
2 136 684				
881 899				
707				
68 403				
112 745				
- 54 669 441				
- 800 000				
- 477 356				
- 1 709 680				
- 112 745				
- 5 378 745				
- 2 484 874				
- 6 292 549				

GOUVERNANCE

RAPPORTS D'ACTIVITÉ DU CONSEIL D'ADMINISTRATION ET DE SES COMITÉS

RAPPORT D'ACTIVITÉ DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le conseil d'administration de la SODEC s'est réuni à treize reprises durant l'exercice 2014-2015 dont trois réunions ont été suivies d'un huis clos entre les administrateurs.

Le conseil a procédé à plusieurs activités dans l'accomplissement de son mandat.

Sur recommandation du comité d'audit, le conseil a :

- approuvé les états financiers de la Société pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014 ainsi que les budgets de l'exercice 2014-2015 et de l'exercice 2015-2016;
- autorisé la Société à vendre la totalité des actions qu'elle détient dans Boutiques Métiers d'art du Québec inc., conditionnel à l'approbation du gouvernement et à mandater un consultant externe pour procéder à l'analyse de l'ensemble de ses interventions auprès du Conseil des Métiers d'art et de Boutiques Métiers d'art du Québec inc.

Sur recommandation du comité des ressources humaines, le conseil a :

- autorisé la Société à présenter au Conseil du trésor des mandats de négociation additionnels en vue du renouvellement de la convention collective du personnel syndiqué.

Sur recommandation du comité de gouvernance et d'éthique, le conseil a :

- approuvé la nomination de la présidente de la Commission de la Place Royale, la nomination de la présidente de la Commission numérique/interactive et celle de la directrice générale livre, métiers d'art, musique et variétés;
- adopté le règlement révisé établissant les règles d'éthique et de déontologie applicables aux membres du conseil d'administration de la SODEC et intégrant les valeurs en lien avec la mission de la Société;
- procédé aux nominations des représentants de la Société au conseil d'administration du FCCQ;
- confié à un expert externe spécialisé en gouvernance la réalisation d'une étude précisant les responsabilités et devoirs de l'administrateur relativement aux sociétés dans lesquelles la Société détient une participation.

Sur recommandation du comité des commissions professionnelles, le conseil a :

- adopté les nouveaux règlements de régie interne du CNCT, de la Commission des métiers d'art et des arts visuels, de la Commission du livre et de l'édition spécialisée, de la Commission du disque et du spectacle de variétés, de la Commission de la Place Royale et de la Commission numérique/interactive;
- nommé les membres recommandés pour un mandat de deux ans pour le CNCT, la Commission des métiers d'art et des arts visuels, la Commission du livre et de l'édition spécialisée, la Commission du disque et du spectacle de variétés, la Commission de la Place Royale et la Commission numérique/interactive;
- approuvé les plans d'action annuels du CNCT, de la Commission des métiers d'art et des arts visuels, de la Commission du livre et de l'édition spécialisée, de la Commission du disque et du spectacle de variétés.

Sur recommandation du comité de crédit, le conseil a :

- autorisé la Société à ne pas reconduire l'entente la liant au Fonds Essor et à récupérer le capital investi;
- autorisé la Société à poursuivre l'étude de la demande du CMAQ en vue de l'implantation d'une boutique de métiers d'art à Montréal et autorisé le versement d'une subvention pour couvrir une partie des coûts d'aménagement.

Le conseil a approuvé :

- la constitution d'un comité de gestion des risques;
- les modifications apportées à différents programmes de la Société sur recommandation des commissions ou du conseil concernés;
- la transmission, au nom du conseil d'administration, d'un communiqué de presse concernant le Festival des Films du Monde (FFM);
- le contenu du rapport annuel de gestion 2013-2014.

Le conseil a adopté :

- le Plan d'action 2014-2015 de la planification stratégique;
- des modifications au règlement de régie interne;
- une résolution instituant un régime d'emprunts à long terme de la Société ainsi qu'une résolution permettant à la Société de traiter sur tout compte bancaire à la Caisse populaire Desjardins Canadienne Italienne;
- le rapport d'activité 2013-2014 du conseil d'administration;
- le nouveau Programme d'aide à l'exportation et au rayonnement culturel des œuvres cinématographiques, télévisuelles et interactives et recommandé son approbation par la ministre de la Culture et des Communications.

Le conseil a autorisé la Société :

- à consentir à des modifications au contrat de société en commandite, à la politique d'investissement et à l'achat de biens mobiliers excédentaires du FCCQ;
- à demander le versement de la deuxième tranche de l'avance octroyée par le ministère des Finances sous réserve de l'obtention de nouvelles modalités de remboursement de ladite avance;
- à demander l'accord du gouvernement du Québec pour conserver l'avance de huit millions de dollars (8 M$) reçue pour La Financière des entreprises culturelles (FIDEC), société en commandite.

Le conseil a :

- tenu une journée de réflexion sur le mandat et les défis de la Société;
- pris connaissance et discuté des impacts du budget 2014-2015 du gouvernement du Québec sur les clientèles de la Société;
- pris connaissance du nouveau statut fiscal de la Société et de ses conséquences;
- discuté des orientations de la Société en lien avec les enjeux du numérique;
- pris connaissance du Plan triennal d'audit interne;
- procédé au renouvellement ou à la nomination de membres des comités d'audit, des ressources humaines, de gouvernance et d'éthique ainsi qu'au renouvellement ou à la nomination de membres au sein des différentes commissions ou conseils institués par la loi sur la Société;
- fait le suivi concernant le comité des commissions professionnelles qui s'est, entre autres, penché sur le fonctionnement des commissions et du CNCT, l'accueil, la composition et les thématiques communes telles que la relève et la place des régions;
- pris acte des objectifs de la présidente et chef de la direction pour l'exercice 2014-2015;
- pris acte des demandes d'accès à l'information reçues au cours de l'exercice 2014-2015.

Enfin, conformément à la Loi sur la gouvernance, le conseil a procédé à l'auto-évaluation du fonctionnement du conseil et de ses comités ainsi qu'à l'évaluation de la présidente du conseil et pris connaissance des rapports d'activité des comités du conseil. Le conseil d'administration peut faire appel à des experts externes dans l'exercice de ses fonctions, mais n'a recouru à aucun expert en 2014-2015.

RAPPORT D'ACTIVITÉ DU COMITÉ DE GOUVERNANCE ET D'ÉTHIQUE

Membres du comité de gouvernance et d'éthique

- Doris Girard, présidente
- Denise Arsenault
- Koen De Winter
- Suzanne Guèvremont
- Gilda Routy

Le comité de gouvernance et d'éthique a pour objectif de soutenir le conseil d'administration en regard de ses responsabilités en matière de gouvernance et d'éthique, de fonctionnement incluant les conditions de travail et la rémunération des membres du conseil et d'évaluation de la performance et de l'efficacité du conseil et de ses membres ainsi qu'à la formation de ces derniers afin d'améliorer le rendement de la SODEC.

Le comité s'est réuni à cinq reprises durant l'année 2014-2015. Une des réunions a été suivie d'un huis clos. Dans l'accomplissement de son mandat, le comité de gouvernance et d'éthique a :

- effectué un suivi sur les conditions de travail des membres du conseil et de ses comités;
- procédé à l'élaboration d'un programme d'accueil et discuté d'un programme de formation des administrateurs;
- recommandé au conseil d'administration l'adoption du règlement révisé établissant les valeurs et les règles d'éthique et de déontologie applicables aux membres du conseil d'administration de la Société;
- échangé sur le rôle de la SODEC dans un contexte de restructuration de l'État et de l'apport du numérique;
- recommandé au conseil d'administration l'obtention d'une étude précisant les responsabilités et devoirs d'un administrateur par rapport aux sociétés dans lesquelles la SODEC détient une participation et en a effectué le suivi;
- recommandé la nomination au conseil d'administration des représentants de la SODEC au conseil d'administration du FCCQ;
- statué sur l'application d'une disposition du code d'éthique à un ex-employé de la SODEC;
- examiné les déclarations annuelles d'intérêts des administrateurs;
- recommandé la nomination des présidents de la commission de la Place Royale, de la commission numérique/interactive et de la directrice générale livre, métiers d'art, musique et variétés;
- adopté le rapport annuel d'activité 2013-2014 du comité.

Après chacune de ses réunions, le comité a fait rapport de ses activités au conseil d'administration, verbalement et par écrit.

Les comités du conseil peuvent recourir à des experts externes dans l'exercice de leurs fonctions. Le comité de gouvernance et d'éthique n'a pas fait appel aux services d'un expert en 2014-2015.

RAPPORT D'ACTIVITÉ DU COMITÉ D'AUDIT

Membres du comité d'audit

- Josée Robillard, présidente
- Denise Arsenault
- Koen De Winter

Le comité a pour objectif de soutenir et d'informer le conseil d'administration dans son rôle de surveillance et d'encadrement de la bonne gouvernance financière en examinant l'intégrité de l'information financière et des états financiers et en s'assurant de la mise en place de mécanismes de contrôle interne.

Le comité s'est réuni à huit reprises durant l'année 2014-2015. Une réunion a été suivie d'un huis clos. Dans l'accomplissement de son mandat, le comité d'audit a :

- recommandé au conseil d'administration de la SODEC la vente de la totalité des actions de la Société dans les Boutiques Métiers d'art du Québec inc. et recommandé une analyse de l'ensemble des interventions de la Société auprès du Conseil des Métiers d'art du Québec et des Boutiques Métiers d'art du Québec inc.;
- effectué le suivi des travaux d'audits effectués par l'auditeur interne concernant d'une part la réalité et l'admissibilité des dépenses d'une entreprise de cinéma et d'autre part, la conservation et l'utilisation des informations relatives aux prêts douteux ou radiés;
- a retenu les services de Raymond Chabot Grant Thornton pour agir à titre d'auditeur interne pour les années 2015-2016 à 2017-2018 et approuvé le Plan triennal d'audit;
- pris connaissance du rapport sur la gestion de la perception des taxes par la SODEC dans le cadre de ses activités et en a avisé le conseil d'administration;
- effectué le suivi du Plan de développement informatique et du Plan d'immobilisations;
- examiné le rapport d'audit émis à la suite de l'audit annuel et recommandé au conseil d'administration l'approbation des états financiers de la SODEC pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014;
- recommandé au conseil d'administration l'adoption du budget 2014-2015 de la SODEC;
- approuvé le Plan d'audit annuel des états financiers de la Société pour l'exercice se terminant le 31 mars 2015;
- recommandé au conseil d'administration l'adoption du budget préliminaire de l'exercice 2015-2016;
- identifié les activités d'audit interne pour l'exercice 2015-2016;
- pris connaissance des modifications proposées au programme d'aide à la tournée;
- adopté le rapport annuel d'activité 2013-2014 du comité.

Le comité a aussi pris connaissance du rapport portant sur les contrats conclus de gré à gré supérieurs au seuil d'appel d'offres public et du rapport du comité de recouvrement et de provision sur les dossiers en défaut.

Le comité a également procédé au suivi des échanges avec le gouvernement sur la tarification des services de la SODEC.

Après chacune de ses réunions, le comité a fait rapport de ses activités au conseil d'administration, verbalement et par écrit.

Les comités du conseil peuvent recourir à des experts externes dans l'exercice de leurs fonctions. Le comité d'audit a fait appel aux services d'un expert en 2014-2015 pour effectuer l'audit interne.

RAPPORT D'ACTIVITÉ DU COMITÉ DES RESSOURCES HUMAINES

Membres du comité des ressources humaines

- Suzanne Guèvremont, présidente
- Jacques K. Primeau
- Manon Trépanier
- Anne Vallières
- Carole Baillargeon (jusqu'au 3 octobre 2014)
- Gilda Routy (jusqu'au 26 septembre 2014)

Le comité des ressources humaines a pour objectif en lien avec la Loi sur l'administration publique de soutenir le conseil d'administration en regard des ressources humaines de la Société, notamment quant aux politiques de ressources humaines, à l'élaboration d'un profil de compétence et d'expérience et des critères d'évaluation du président et chef de la direction, et à la sélection et à la planification de la relève des dirigeants.

Le comité s'est réuni à deux reprises durant l'année 2014-2015. Une de ces réunions a été suivie d'un huis clos. Dans l'accomplissement de son mandat, le comité des ressources humaines a :

- procédé à l'évaluation annuelle du rendement de la présidente et chef de la direction pour 2014-2015;
- recommandé au conseil d'administration les mandats de négociation additionnels au Conseil du Trésor en vue du renouvellement de la convention collective des employés syndiqués de la Société et procédé au suivi des négociations;
- effectué le suivi de l'état de situation de la main-d'œuvre et procédé à l'évaluation de la politique de reconnaissance;
- pris connaissance du rapport sur l'absence de dépassement de l'échelle des cadres et de l'absence de boni au rendement;
- pris connaissance du tableau annuel des griefs et leur impact sur la masse salariale;
- adopté le rapport annuel d'activité 2013-2014 du comité.

Après chacune de ses réunions, le comité a fait rapport de ses activités au conseil d'administration, verbalement et par écrit.

Les comités du conseil peuvent recourir à des experts externes dans l'exercice de leurs fonctions. Le comité des ressources humaines n'a pas fait appel aux services d'experts en 2014-2015.

RELEVÉ DE PRÉSENCES DES ADMINISTRATEURS

NOM	CONSEIL D'ADMINISTRATION 13 RÉUNIONS RÉGULIÈRES PRÉSENCES[1]	COMITÉ D'AUDIT 8 RÉUNIONS RÉGULIÈRES PRÉSENCES [1]	COMITÉ DES RESSOURCES HUMAINES 2 RÉUNIONS RÉGULIÈRES PRÉSENCES [1]	COMITÉ DE GOUVERNANCE ET D'ÉTHIQUE 5 RÉUNIONS RÉGULIÈRES PRÉSENCES [1]
ARSENAULT, Denise *(nommée à nouveau membre du comité de gouvernance et d'éthique le 26 septembre 2014, renouvelée au comité d'audit le 6 février 2015)*	11/13	7/8		5/5
BAILLARGEON, Carole *(nommée à nouveau membre du comité des ressources humaines le 26 septembre 2014 — démission le 3 octobre 2014)*	5/9		1/1	
BLAIN, Jacques	12/13			
BOUCHARD, Jacquelin	9/13			
BOUTIN, Sandy	10/13			
DE WINTER, Koen *(nommé membre du comité de gouvernance et d'éthique le 26 septembre 2014 et renouvelé comme membre du comité d'audit le 6 février 2015)*	9/13	8/8		3/4
GIRARD, Doris *(nommée à nouveau membre des comité de gouvernance et d'éthique le 26 septembre 2014)*	13/13			5/5
GUÈVREMONT, Suzanne *(nommée à nouveau membre du comité de gouvernance et d'éthique et du comité des ressources humaines le 26 septembre 2014)*	12/13		2/2	5/5
PRIMEAU, Jacques K. *(nommé à nouveau membre du comité des ressources humaines le 26 septembre 2014)*	9/13		1/2	
ROBILLARD, Josée *(nommée à nouveau membre du comité d'audit le 6 février 2015)*	12/13	8/8		
ROUTY, Gilda *(nommée à nouveau membre du comité de gouvernance et d'éthique le 26 septembre 2014)*	9/13		1/1	4/5
SIMARD, Monique	13/13			
TRÉPANIER, Manon *(nommée à nouveau membre du comité des ressources humaines le 26 septembre 2014)*	12/13		2/2	
VALLIÈRES, Anne *(nommée au comité des ressources humaines le 26 septembre 2014)*	11/13		1/1	

1 Le nombre de présences aux réunions de chaque personne est comptabilisé en fonction du nombre de réunions qui se sont tenues depuis sa nomination jusqu'à sa démission ou son remplacement

RÉMUNÉRATION ET AVANTAGES DES ADMINISTRATEURS

Les membres du conseil d'administration de la SODEC ne reçoivent aucune rémunération dans le cadre de leurs fonctions d'administrateurs, et aucun avantage ne leur est alloué.

RÉMUNÉRATION ET AVANTAGES DES CINQ DIRIGEANTS LES MIEUX RÉMUNÉRÉS DE LA SOCIÉTÉ EN 2014-2015

RÉMUNÉRATION ET AVANTAGES DES CINQ DIRIGEANTS LES MIEUX RÉMUNÉRÉS DE LA SOCIÉTÉ EN 2014-2015

NOM	TITRE	RÉMUNÉRATION DE BASE AU 31 MARS 2015($)	PRIMES D'ASSURANCE COLLECTIVE PAYÉES PAR L'EMPLOYEUR($)	TOTAL
Monique Simard	Présidente et chef de la direction	177 542	638	178 180 $
Carole Hamelin	Directrice générale des ressources financières, informatiques, matérielles et patrimoine immobilier	143 547	1 520	145 067 $
Suzie Bouchard	Directrice générale des ressources humaines et des communications	142 542	2 126	144 668 $
Catherine Loumède	Directrice générale du cinéma et de la production télévisuelle	142 542	1 472	144 014 $
Sophie Labesse	Directrice générale du financement et de l'aide fiscale	136 325	2 083	138 408 $

RÉMUNÉRATION GLOBALE DES DIRIGEANTS

La rémunération des cinq dirigeants les mieux rémunérés de la Société prend en considération le salaire annuel de base, le boni s'il y a lieu, et les primes d'assurance collective assumées par l'employeur.

ASSURANCE COLLECTIVE

La présidente et chef de la direction ainsi que les dirigeants de la Société bénéficient de l'assurance collective SSQ Vie. Ce régime d'assurance collective assure les protections du régime au personnel d'encadrement des secteurs public et parapublic du Québec. Les taux des primes applicables sont déterminés par l'assureur et reflètent des taux de primes à assumer par l'employé et des taux de primes assumées par l'employeur. Ces primes assumées par l'employeur reflètent un montant fixe pour l'assurance accident maladie selon la protection individuelle, monoparentale ou familiale. Quant à l'assurance salaire de longue durée et complémentaire d'assurance salaire de longue durée, le pourcentage est déterminé annuellement par l'assureur.

HONORAIRES PAYÉS À L'AUDITEUR EXTERNE

Aucun honoraire n'est versé à l'auditeur externe de la SODEC. De par sa Loi, l'auditeur externe de la SODEC est le Vérificateur général du Québec

A

ANNEXES

RÈGLEMENT ÉTABLISSANT LES RÈGLES D'ÉTHIQUE ET DE DÉONTOLOGIE APPLICABLES AUX MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Loi sur la Société de développement des entreprises culturelles (1994, chapitre 21, article 15), et telle que modifiée subséquemment

Loi sur la gouvernance des sociétés d'État et modifiant diverses dispositions législatives (L.R.Q., c. G-1.02, article 15)

Règlement sur l'éthique et la déontologie des administrateurs publics (décret n° 824-98, 1998 GO 2, 3474)

Ci-après collectivement appelés « le code ».

PRÉAMBULE

ATTENDU QUE la Société a pour objets de promouvoir et soutenir, dans toutes les régions du Québec, l'implantation et le développement des entreprises culturelles, y compris les médias, et de contribuer à accroître la qualité des produits et services et la compétitivité de ceux-ci au Québec, dans le reste du Canada et à l'étranger;

ATTENDU QUE suivant le décret 360-89 du 15 mars 1989, la Société est propriétaire d'un parc immobilier patrimonial dont elle assure la restauration et la gestion;

ATTENDU QUE le conseil d'administration de la Société est notamment composé de membres provenant de diverses entreprises culturelles correspondant aux domaines de compétences de la Société et de membres qui, de l'avis du gouvernement, se qualifient comme indépendants;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 15 de la loi constitutive de la SODEC, de l'article 15 de la Loi sur la gouvernance des sociétés d'État et de l'article 34 du Règlement sur l'éthique et la déontologie des administrateurs publics, la Société doit approuver un règlement ou un code d'éthique relatif aux règles de déontologie applicables aux membres du conseil d'administration;

ATTENDU QUE les administrateurs, tout en adhérant à la mission de la SODEC, partagent des valeurs de respect, d'intégrité, de loyauté et de solidarité qu'ils souhaitent intégrer au présent code pour mieux guider leur conduite.

DEVOIRS ET OBLIGATIONS

1. L'administrateur est nommé pour contribuer à la réalisation de la mission de la SODEC.
2. L'administrateur est tenu, dans l'exercice de ses fonctions, de respecter les principes d'éthique et les règles de déontologie prévus par le Règlement sur l'éthique et la déontologie des administrateurs publics, joint en annexe, ainsi que ceux établis dans le présent code d'éthique et de déontologie. En cas de divergence, les règles et les principes les plus exigeants s'appliquent.
3. L'administrateur doit agir dans le respect du droit, avec honnêteté, loyauté, solidarité, prudence, diligence, efficacité, assiduité et équité dans l'accomplissement de son devoir d'administrateur.
4. L'administrateur doit éviter toute situation de conflit d'intérêts réel, potentiel ou apparent, direct ou indirect, de nature à entraver l'exercice de ses fonctions et la poursuite des buts de la Société.
5. Un membre du conseil d'administration qui exerce des fonctions à temps plein au sein de la Société ne peut avoir un intérêt direct ou indirect dans un organisme, une entreprise ou une association (ci-après collectivement appelés « une entreprise ») mettant en conflit son intérêt personnel et celui de la Société. Si un tel intérêt lui échoit, notamment par succession ou donation, il doit y renoncer ou en disposer avec diligence.
6. Tout autre membre du conseil d'administration qui a un intérêt direct ou indirect dans une entreprise qui met en conflit son intérêt personnel et celui de la Société doit dénoncer sans délai par écrit cet intérêt au président du conseil d'administration et au secrétaire, et le cas échéant, s'abstenir de participer à toute délibération et à toute décision portant sur l'organisme, l'entreprise ou l'association dans lequel il a cet intérêt. Il doit, en outre, se retirer de la séance pour la durée des délibérations et du vote relatifs à cette question.
7. L'administrateur doit, dans les trente jours de sa nomination et au plus tard le 30 mai de chaque année, déclarer par écrit au président du conseil d'administration toute activité ou tout intérêt direct ou indirect qu'il a dans un organisme, une entreprise ou une association qui pourrait donner lieu à un conflit d'intérêts réel, potentiel, apparent, direct ou indirect ou qui pourrait l'empêcher de s'acquitter objectivement et de façon impartiale de ses devoirs ainsi que les droits qu'il pourrait faire valoir à l'encontre de la SODEC en indiquant, le cas échéant, leur nature et leur valeur, et tenir à jour sa déclaration.

   Le président du conseil remet les déclarations reçues au secrétaire de la Société qui les tient à la disposition du Comité de gouvernance et d'éthique si requis dans le cadre de l'exercice de son mandat.

   Les déclarations remises en vertu du présent article sont traitées de façon confidentielle.
8. L'administrateur, autre que le président du conseil d'administration, et le président et chef de la direction, appelé ou invité à représenter officiellement la Société à l'externe doit, au préalable, obtenir l'autorisation expresse du président du conseil d'administration de la Société et il ne peut d'aucune manière lier autrement la Société.

   Tout semblable engagement ou représentation au nom de la Société par un administrateur doit être compatible avec les buts, les orientations et les politiques de la Société.
9. L'administrateur qui préside soit le Conseil national du cinéma et de la production télévisuelle ou l'une des commissions instituées en vertu de la loi constitutive de la Société, adopte dans ses relations envers ces derniers, une attitude empreinte de respect et d'ouverture et s'assure que l'exercice de ses fonctions ne compromette pas l'impartialité, l'indépendance ou l'intégrité de sa fonction d'administrateur et ce, dans le but d'assurer des échanges productifs et une collaboration fructueuse.
10. L'administrateur est tenu, en tout temps, à la discrétion sur toute information non connue du public dont il a connaissance dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions.

    Ainsi, l'administrateur respecte la confidentialité des délibérations du conseil d'administration et de ses comités de même que les décisions qui en découlent dans la mesure où elles ne sont pas encore publiques. L'administrateur ne doit pas commenter les décisions de la Société ni faire des déclarations aux médias

    L'administrateur ne peut utiliser, pour ses propres fins ou celles d'un tiers, l'information qu'il obtient en raison de ses fonctions.
11. L'administrateur doit prendre les mesures nécessaires pour protéger la confidentialité des informations reçues et disposer de celles-ci par des moyens appropriés pour préserver leur confidentialité.
12. L'administrateur ne peut, directement ou indirectement, accorder, solliciter ou accepter une faveur ou un avantage indu pour lui-même, une personne liée à l'administrateur ou un tiers. Il ne peut accepter aucun cadeau, marque d'hospitalité ou avantage autres que ceux d'une valeur modeste et d'usage.

    Tout autre cadeau, marque d'hospitalité ou avantage reçu doit être retourné au donateur ou à l'État.

13. Après avoir cessé d'exercer ses fonctions, nul administrateur ne doit divulguer une information confidentielle qu'il a obtenue ni donner à quiconque des conseils fondés sur de l'information non disponible au public concernant la Société, autre organisme ou entreprise avec lequel il avait des rapports directs au cours de l'année qui a précédé la date de cessation de ses fonctions.

    Dans l'année qui suit cette date, il lui est interdit d'agir au nom ou pour le compte d'autrui relativement à une procédure, à une négociation ou à une autre opération à laquelle la Société est partie et sur laquelle il détient de l'information non disponible au public.

14. L'administrateur doit, dans l'exercice de ses fonctions, prendre ses décisions indépendamment de toutes considérations politiques partisanes.

15. Le président du conseil, le premier dirigeant de la Société et l'administrateur à temps plein doivent en tout temps faire preuve de réserve dans la manifestation publique de leurs opinions politiques. Ils s'abstiennent aussi de toute déclaration ou prise de position incompatible avec les buts, les orientations et les politiques de la Société.

I. CONFLIT D'INTÉRÊTS

16. Constitue une situation de conflit d'intérêts réel, potentiel ou apparent, direct ou indirect celle où les intérêts de l'administrateur, d'une personne liée ou d'un tiers dans une entreprise culturelle ou un organisme, entreprise ou une association affiliée à ce dernier, entrent en conflit avec ses responsabilités d'administrateur ou est susceptible de compromettre l'impartialité, l'indépendance ou l'intégrité de l'administrateur dans l'exercice de ses fonctions.

17. Constituent ainsi, mais de manière non limitative, un conflit d'intérêts les situations suivantes :

    i. l'utilisation, à des fins personnelles ou pour celles d'une personne liée ou d'un associé, d'informations confidentielles ou privilégiées auxquelles l'administrateur a accès dans le cadre de ses fonctions, de même que de biens, équipements et services de la Société;

    ii. l'utilisation par l'administrateur de ses prérogatives ou fonctions en vue de rechercher un gain ou un profit ou d'en retirer un avantage personnel ou pour conférer un tel avantage à une personne liée ou à un associé;

    iii. la participation à une délibération ou à une décision du conseil d'administration, sachant qu'un conflit réel ou potentiel ou apparent existe, afin de l'influencer et d'en retirer un gain personnel ou pour conférer un tel avantage à une personne liée ou à un associé;

    iv. la non-divulgation d'un intérêt dans une demande d'aide financière d'une entreprise culturelle ou lors de l'analyse d'une recommandation d'un comité d'évaluation relativement à une telle demande, lorsque celle-ci est à l'étude par la Société;

    v. le soutien indu à une entreprise culturelle dans ses rapports avec la Société, en vue d'accorder un traitement de faveur à cette entreprise;

    vi. la sollicitation d'une aide par l'administrateur pour une personne liée ou un associé.

18. Constitue une personne liée, toute personne liée à un administrateur par les liens du sang, du mariage, de l'union civile, de l'union de fait ou de l'adoption.

    Constitue un associé une personne avec laquelle l'administrateur détient ou partage directement ou indirectement un intérêt financier.

19. L'administrateur directement ou en relation avec une entreprise culturelle à titre d'actionnaire, d'administrateur, de dirigeant, de conseiller, de contractant ou d'employé qui sollicite pour l'entreprise ou reçoit une aide financière de la Société ne se trouve pas en conflit d'intérêts si l'aide accordée à l'entreprise par la Société satisfait aux exigences suivantes :

    i. l'administrateur en cause ne participe, ni n'influence de quelque manière les délibérations et la décision de la Société;

    ii. l'aide a été accordée selon le processus décisionnel en vigueur au sein de la Société.

20. Le secrétaire du conseil d'administration doit faire état dans le procès-verbal de la réunion du conseil d'administration de chaque cas de déclaration d'intérêt de l'administrateur, de son retrait de la réunion ou du fait qu'il n'a pas pris part à la discussion ou à la décision.

II. ACTIVITÉS POLITIQUES

21. Le président du conseil, le premier dirigeant de la Société et l'administrateur qui est élu à une charge publique à temps plein et qui accepte son élection, doit se démettre immédiatement de ses fonctions d'administrateur.

    Celui qui est élu à une charge publique dont l'exercice est à temps partiel ne peut présider le Conseil national du cinéma et de la production télévisuelle ni une commission consultative de la SODEC et doit, si cette charge est susceptible de l'amener à enfreindre ses devoirs, se démettre de ses fonctions d'administrateur.

III. DISPENSES

22. Le présent code ne s'applique pas :

    i. à la détention d'intérêts par l'intermédiaire d'un fonds commun de placement à la gestion duquel l'administrateur ne participe ni directement ni indirectement;

    ii. à la détention d'intérêts par l'intermédiaire d'une fiducie sans aucun droit de regard dont le bénéficiaire ne peut prendre connaissance de la composition;

    iii. à la détention du nombre minimal d'actions requises pour être éligible comme administrateur d'une personne morale;

    iv. à un intérêt qui, de par sa nature et son étendue, est commun à la population en général ou à un secteur particulier dans lequel œuvre l'administrateur qui n'exerce pas une fonction à temps plein au sein de la Société ou ses filiales;

    v. à un contrat d'assurance responsabilité des administrateurs; ou

    vi. à la détention de titres émis ou garantis par un gouvernement ou une municipalité à des conditions identiques pour tous.

IV. CONSEIL ET INFORMATION

23. L'administrateur a droit à des services de conseil et d'information aux fins d'application du présent règlement.

24. L'administrateur qui estime se trouver dans une situation qui soulève ou est susceptible de soulever des difficultés en regard d'une disposition du présent règlement peut prendre avis auprès du secrétaire de la Société sur cette situation.

V. MISE EN OEUVRE ET OBSERVANCE DU RÈGLEMENT

25. Le comité de gouvernance et d'éthique est responsable de la mise en oeuvre et de l'application des règles d'éthique et de déontologie.

26. Le comité de gouvernance et d'éthique donne son avis et fait enquête sur toute question relative à l'interprétation et à l'application du présent règlement qui lui est soumise par écrit par le secrétaire de la Société, ou au moins cinq (5) membres du conseil d'administration, afin d'évaluer une situation de conflit d'intérêts ou de non-respect des règles déontologiques par un administrateur.

27. L'administrateur visé par une allégation de conflit d'intérêts ou d'un acte dérogatoire aux règles déontologiques a droit d'être entendu par le comité de gouvernance et d'éthique, de déposer par écrit et d'apporter un éclairage pertinent.

28. Le comité de gouvernance et d'éthique consigne son rapport motivé par écrit et le remet au secrétaire de la Société, lequel informe le conseil d'administration et l'administrateur visé par une allégation de conflit d'intérêts ou d'acte dérogatoire aux règles déontologiques, des conclusions et recommandations du comité de gouvernance et d'éthique.

29. Le comité de gouvernance et d'éthique doit remettre son rapport dans les trente (30) jours de la réception de l'écrit du secrétaire de la Société.

30. Le comité de gouvernance et d'éthique peut formuler des recommandations ainsi que les mesures ou sanctions que la Société peut adopter ou prendre dans une situation donnée, s'agissant d'un blâme ou d'une réprimande ou, selon la gravité de l'acte reproché, de la démission de l'administrateur visé.

31. L'administrateur s'engage à se conformer en tous points et en tout temps aux règles déontologiques tant qu'il demeure administrateur et dans l'année suivant la fin de ses fonctions, ainsi qu'aux conclusions et recommandations du comité de gouvernance et d'éthique le visant.

32. Le comité peut consulter et recevoir des avis de conseillers ou experts externes sur toute question qu'il juge à propos.

33. Le comité préserve l'anonymat des plaignants, requérants et informateurs à moins d'intention manifeste à l'effet contraire. Il ne peut être contraint de révéler une information susceptible de dévoiler leur identité, sauf si la loi ou le tribunal l'exige.

34. Le secrétaire de la Société assiste le comité et le président du conseil dans leurs travaux concernant l'application du présent code.

    Il tient des archives où il conserve notamment des déclarations, divulgations et attestations qui doivent être transmises en vertu du présent code ainsi que les rapports, décisions et avis consultatifs en matière d'éthique et de déontologie. En outre, il doit prendre les mesures nécessaires pour assurer la confidentialité des informations fournies par les administrateurs en application du présent code

VI. DISPOSITION FINALE

35. Le présent code fait partie des obligations professionnelles de l'administrateur. Il s'engage à en prendre connaissance et à le respecter, de même que toute directive ou instruction particulière qui pourrait être fournie quant à son application. Il doit de plus confirmer annuellement son adhésion au code.

36. Le présent règlement entre en vigueur lors de son adoption par le conseil d'administration.

DÉCLARATION D'ADHÉSION

Je, administrateur de la Société de développement des entreprises culturelles, déclare avoir pris connaissance du Règlement sur l'éthique et la déontologie des administrateurs publics et du Règlement établissant les règles d'éthique et de déontologie applicables aux membres du conseil d'administration de la Société et je m'engage à m'y conformer.

Signature

Date

CODE D'ÉTHIQUE ET DE DÉONTOLOGIE DU PERSONNEL

PRÉAMBULE

La Société de développement des entreprises culturelles (SODEC), soucieuse de maintenir des normes et critères élevés à l'égard du comportement et des pratiques de toutes personnes impliquées dans ses activités, a édicté le présent code d'éthique et de déontologie, ayant pour objectif de préserver sa réputation d'intégrité en établissant à l'intention de ses employés des règles de conduite en matière d'utilisation de biens ou d'informations et de conflits d'intérêts.

La SODEC intègre à même son code d'éthique la Déclaration de valeurs de l'administration publique québécoise (document disponible au www.sodec.gouv.qc.ca, dans la section diffusion de l'information). Ces deux documents sont diffusés, lus et acceptés par tous les employés de la SODEC.

Article 1 : Dispositions générales

1.1 Définitions

Dans ce code, à moins que le contexte ne s'y oppose, les mots suivants signifient :

a. « employé » : toute personne à l'emploi de la SODEC à l'exception d'un membre du conseil ou d'une personne désignée par ce membre;

b. « conseil » : le conseil d'administration de la SODEC;

c. « comité » : le comité d'éthique constitué par le conseil, s'il y a lieu;

1.2 Ce code ne remplace pas, mais s'ajoute aux dispositions de la convention collective, des lois et des règlements autrement applicables.

Article 2 : Devoirs et obligations

2.1 L'employé doit agir avec bonne foi, prudence, diligence et impartialité. Il doit aussi agir avec honnêteté, loyauté et intégrité dans l'intérêt de la SODEC. Les obligations d'honnêteté, de loyauté et d'intégrité d'un employé demeurent après qu'il ait cessé d'occuper un emploi auprès de la SODEC ou d'y remplir des fonctions.

2.2 L'employé respecte la confidentialité des délibérations du conseil et des différents comités ainsi que les décisions qui en découlent dans la mesure où elles ne sont pas encore publiques, de même que les informations qui lui sont indiquées ou transmises dans le cadre de ses fonctions.

2.3 Il est interdit à l'employé de divulguer des renseignements et de l'information confidentielle dont il a pris connaissance dans l'exercice de ses fonctions, outre qu'aux personnes autorisées à les connaître. Il est également interdit à l'employé de donner à un tiers des conseils fondés sur des renseignements ou de l'information non accessible au public dont il a pris connaissance dans le cadre de son travail et qui seraient susceptibles de lui procurer un avantage ou un traitement de faveur à ce tiers.

2.4 L'employé ne peut rechercher la connaissance d'une information confidentielle qui n'est pas requise dans l'exercice de ses fonctions ni tenter de prendre connaissance d'une telle information.

2.5 Un ex-employé doit continuer de respecter et d'assurer la confidentialité des informations portées à sa connaissance dans le cadre de ses fonctions. Il ne doit pas divulguer d'information confidentielle qu'il a ainsi obtenue, ni donner des conseils fondés sur de l'information non disponible au public concernant la SODEC ou les clients de cette dernière susceptibles de procurer un avantage ou un traitement de faveur à un tiers.

L'ex-employé peut, à compter de la date de cessation de ses fonctions, occuper un emploi au sein de sa propre entreprise culturelle ou d'une autre entreprise culturelle ou devenir actionnaire d'une entreprise culturelle. Toutefois, il ne peut, dans l'année qui suit la date de cessation de ses fonctions, intervenir auprès de la SODEC pour son compte ou le compte d'une entreprise culturelle, ni signer une demande d'aide financière ou agir à titre d'interlocuteur auprès de la SODEC.

Le paragraphe ci-dessus ne s'applique pas aux ex-employés qui ont été à l'emploi de la SODEC pour une période de moins d'un an. Cependant, l'ex-employé qui a travaillé pour la SODEC pour une période d'un an et plus peut faire une demande écrite à la SODEC, adressée à la direction générale des ressources humaines et du bureau de la présidence, afin de réévaluer la durée de la période de restriction en spécifiant les raisons pour lesquelles cette durée devrait être modifiée.

2.6 L'employé qui se propose de publier un texte ou de se prêter à une interview sur des questions portant sur des sujets reliés à l'exercice de ses fonctions ou sur les activités de la SODEC doit préalablement obtenir l'autorisation de son directeur général qui en informera la direction des communications.

Article 3 : Utilisation de biens ou d'informations

3.1L'employé ne peut confondre les biens de la SODEC avec les siens; il ne peut utiliser à son profit ou au profit d'un tiers, les biens de la SODEC ou l'information confidentielle qu'il obtient en raison de ses fonctions.

3.2 L'employé ne peut accepter, ni solliciter aucun avantage ou bénéfice d'une personne ou entreprise faisant affaire avec la SODEC, ou agissant au nom ou au bénéfice d'une telle personne ou une entreprise, si cet avantage ou bénéfice est destiné ou susceptible de l'influencer dans l'exercice de ses fonctions ou de générer des expectatives en ce sens.

3.3 L'employé ne peut prendre d'engagement à l'égard de tiers ni ne leur accorder aucune garantie relativement au vote qu'il peut être appelé à donner ou à quelque décision que ce soit que le conseil peut être appelé à prendre.

3.4 Durant toute la durée de son emploi, et pour une période d'un an suivant la cessation de son emploi, l'employé ne doit solliciter aucun avantage ou bénéfice pour son compte ou pour le compte d'un tiers auprès des employés de la SODEC ou de ses entreprises partenaires ou clients.

3.5 L'employé doit prendre les mesures nécessaires afin de s'assurer de la confidentialité des informations qu'il obtient en raison de ses fonctions. Notamment, il ne doit communiquer ces informations que dans le cours des affaires de la SODEC; il ne doit pas laisser à la portée de tiers des documents contenant ces informations; il ne doit pas discuter dans des endroits publics des affaires concernant ces informations et il doit remettre ou détruire les documents contenant ces informations à la fin de son mandat.

3.6 Les obligations prévues ci-devant subsistent pour une période d'un an suivant la fin du lien d'emploi avec la SODEC.

3.7 De plus, conformément aux dispositions de la Loi sur les valeurs mobilières du Québec, l'employé qui détient une information privilégiée relativement à une compagnie dont les titres se transigent dans le public, ne peut ni transiger les titres de cette compagnie, ni communiquer cette information. Une information est considérée comme privilégiée lorsqu'elle est inconnue du public et susceptible d'influencer la décision d'un investisseur raisonnable.

Article 4 : Conflit d'intérêts

4.1 L'employé doit éviter de se placer dans des situations où son intérêt personnel ou certaines de ses obligations entrent en conflit avec les devoirs de sa charge. Il doit éviter toute situation de conflit d'intérêts réelle, potentielle ou apparente, de nature à entraver l'accomplissement de ses fonctions d'employé.

4.2 L'employé doit dénoncer à la SODEC tout intérêt qu'il a, ou ses proches immédiats, dans une entreprise ou une association susceptible de le placer en situation de conflit d'intérêts. L'employé s'engage à s'abstenir de participer à toute délibération et à toute décision portant sur l'entité dans laquelle ses proches immédiats ou lui-même ont un intérêt.

4.3 Dès l'annonce de départ d'un employé, ce dernier ne peut participer à quelque dossier que ce soit impliquant son nouvel employeur, le cas échéant, et doit se retirer de toute décision ou tout comité qui y est relatif.

4.4 L'employé qui exerce une fonction à plein temps au sein de la SODEC doit également éviter d'occuper des fonctions ou d'être lié par des engagements qui l'empêchent de consacrer le temps et l'attention que requiert l'exercice normal de ses fonctions.

Article 5 : Cadeaux, dons, services ou avantages

5.1 L'employé doit s'abstenir de donner ou de recevoir tout cadeau, don, service ou avantage ou autre faveur qui serait susceptible de l'influencer dans l'accomplissement de ses fonctions d'employé ou susceptible de porter préjudice à la SODEC. De façon générale, tout cadeau, don, service ou avantage de nature symbolique, de peu de valeur et non répétitif peut être accepté dans le cours normal des activités. À titre d'exemple, des repas ou billets d'événements culturels, sportifs ou relatifs aux activités sont acceptables à la condition qu'ils soient raisonnables. L'employé doit préserver son indépendance et son impartialité et éviter d'être redevable envers qui que ce soit.

5.2 Lorsque la valeur d'un cadeau, d'un don, d'un service ou d'un avantage dépasse les normes établies ci-devant, le conseil peut retenir toute mesure qu'il estime utile y compris le versement au patrimoine de la SODEC.

Article 6 : Participation à d'autres conseils d'administration

L'employé qui siège au conseil d'administration d'une autre entité doit dénoncer toute situation de conflit d'intérêts et doit s'abstenir de délibérer et de voter lors des réunions du conseil d'administration de cette autre entité sur toute question susceptible de porter préjudice aux intérêts de la SODEC.

Article 7 : Comité d'éthique

Le conseil peut constituer un comité d'éthique afin d'examiner certaines situations et formuler les recommandations au conseil.

Article 8 : Dérogation

Toute dérogation à une règle d'éthique ou de déontologie par tout employé de la SODEC peut conduire à des sanctions de même nature que les sanctions disciplinaires et mesures administratives spécifiées à la convention collective intervenue entre la SODEC et le syndicat des employés de la SODEC, syndicat canadien de la fonction publique section locale 3858, et à la loi de la SODEC, telles que pouvant être modifiées de temps à autre, selon la gravité du manquement observé.

Toute dérogation doit être communiquée par écrit à l'employé en indiquant sommairement la nature de la faute reprochée et ses circonstances de temps et de lieu. L'écrit doit également indiquer le recours possible et la procédure permettant l'exercice du recours.

La Déclaration de valeurs de l'administration publique québécoise est disponible en ligne au www.sodec.gouv.qc.ca, à la section diffusion de l'information.

DÉCLARATION

Je, _____, employé de la Société de développement des entreprises culturelles, déclare avoir pris connaissance du code d'éthique applicable aux employés de la Société de développement des entreprises culturelles et de la Déclaration de valeurs de l'administration publique québécoise qui y est jointe et je m'engage à m'y conformer.

_____ Signature

_____ Date

Montréal
215, rue Saint-Jacques, bureau 800
Montréal (Québec) H2Y 1M6
Téléphone : 514 841-2200
Télécopieur : 514 841-8606
Sans frais : 1 800 363-0401

Québec
36 ½, rue Saint-Pierre
Québec (Québec) G1K 3Z6
Téléphone : 418 643-2581
Télécopieur : 418 643-8918

Conception et réalisation
Direction des communications
et relations institutionnelles

Illustration couverture
Maria-Rosa Szychowska

Dépôt légal 2015
Bibliothèque et Archives nationales
ISBN : 978-2-550-73532-8